



HAL
open science

Le Mercado de la Economía Social de Madrid (MESM) : l'alternative au quotidien

Maud Dujardin

► **To cite this version:**

Maud Dujardin. Le Mercado de la Economía Social de Madrid (MESM) : l'alternative au quotidien. Anthropologie sociale et ethnologie. 2013. dumas-00868041

HAL Id: dumas-00868041

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00868041v1>

Submitted on 1 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Aix-Marseille Université
UFR ALLSH
Département d'Anthropologie

MEMOIRE DE MASTER 2 RECHERCHE
ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE

« *Le Mercado de la Economía Social de Madrid (MESM),
l'alternative au quotidien* »

Présenté par
Maud Dujardin

Sous la direction de Ghislaine Gallenga

Année Universitaire 2012-2013

Remerciements

Je remercie chaleureusement les membres du MESM de m'avoir apporté tant pour cette recherche : les membres des différentes commissions et les commerçants du réseau. Particulièrement, je tiens à saluer Sandra et Ainhoa pour m'avoir accueillie, Sabín pour m'avoir écoutée et renseignée, Toño pour sa patience, Ines, Susana, Isabel, David et Diana pour leur affection, l'équipe de *Traficantes de Sueño*, Alejandro, Lucia, Elena, Amparo, Eva, Pilar, José Luis, César, Jorge, Pablo, Camino

Je remercie aussi les amis que j'ai pu rencontrer à Madrid, qui m'ont apporté un nouveau regard sur le pays : les membres de la *Juventud Sin Futuro* et particulièrement Sarah et Andres, Alberto et Franco, Carlos, Juan et Javi. Le café *Carmen* aussi ainsi que les membres de la bibliothèque *Escuela Pías* et le quartier Lavapiés pour sa vie alternative. Je tiens aussi à dédicacer ce présent mémoire à Jesús Gil Fuensanta pour m'avoir accordé son amitié.

De même, je remercie mes parents pour leur aide et leur soutien ainsi que Sara Lanaya, Blaise Cueco, Sofia Anastasio, Théo Rabier, Arthur Laffont, Marion Philit, Camille Mandel et Arielle Estrada pour leur appui et leurs corrections.

Enfin et bien sûr, je remercie Madame Ghislaine Gallenga pour avoir dirigé ce mémoire et m'avoir donné confiance en mon sujet.

Introduction.....	4
1. Contexte scientifique et problématique.....	4
2. Un contexte global et local.....	11
3. L'économie sociale : principes, origine et développement.....	12
4. La monnaie locale, une histoire mondiale.....	14
5. La situation espagnole.....	16
6. Réflexion et méthodologie.....	20
7. Présentation du terrain.....	25
I. Le formation de la « masse critique ».....	28
A. Les besoins et aspirations partagés comme socle d'unité.....	29
1. La création du projet comme stratégie de survie.....	29
2. Les logiques contestataires.....	35
3. La logique palliative et la représentation de l'échange marchand.....	41
B. Les commissions comme métaphores spatiales du projet.....	47
1. La collaboration et le lien de confiance.....	47
2. À la recherche de la transparence.....	53
3. L'individu porteur du projet, hybridation entre apprentissage et confiance.....	58
II. Les mécanismes du MESM et leurs valeurs.....	63
A. Le boniato comme reconquête de l'objet monétaire.....	64
1. La monnaie comme forme de contestation symbolique.....	64
2. L'usage de la monnaie virtuelle au prisme du temps.....	69
3. La part idéale du boniato.....	74
B. L'incorporation de l'entité, un processus de jugement éthique.....	79
1. Le questionnaire d'entrée comme le témoin écrit de la philosophie du réseau.....	79
2. Juger l'éthique aux sentiments.....	84
3. La Balance Social ou la construction d'un outil de régulation par des gens ordinaires.....	90
III. La pratique quotidienne de l'interstice.....	96
A. Le réseau et la valorisation d'une autre forme d'organisation du travail.....	97
1. L'ESA et la coopération.....	98
2. Le secteur de la transformation sociale, entre idéologie et profession.....	103
3. Quand le réseau change l'activité économique.....	106
B. L'enjeu de la consommation dans le réseau.....	111
1. La consommation responsable limites et avancées.....	111
2. L'encouragement de la consommation alternative par le groupe.....	116
3. La consommation et le changement social.....	121
Conclusion.....	125
Annexes.....	137
Annexe 1-Brochure du MESM.....	138
Annexe 2-Schéma du réseau lâche.....	140
Annexe 3-Brochure de boniato.....	141
Annexe 4- Billet de boniato pour la Féria.....	143
Annexe 5-Brochure d'accueil des entités.....	144
Annexe 6-Questionnaire d'entrée de Cyclos.....	146
Annexe 7-Lettre d'engagement dans le MESM.....	156
Annexe 8-Fiche Web de Cyclos.....	163
Annexe 9- Fiche de monnaie sociale de Cyclos.....	165
Annexe 10- Balance Sociale - Politique d'entreprise.....	166
Annexe 11- Balance Sociale – Démocratie.....	168
Annexe 12- Balance Sociale - Développement durable.....	178
Annexe 13- Indicateur de la Balance Sociale de Navarre.....	182
Annexe 14- Evolution du boniato (mars 2012-avril 2013).....	185
Bibliographie.....	187

1. Contexte scientifique et problématique

*There is no alternative*¹. Cette phrase emblématique de Margaret Thatcher a souvent été utilisée pour poser le caractère inéluctable du capitalisme néolibéral. Récupérée par Angela Merkel, concernant la politique d'austérité, cette formule a appuyé, dès l'année 2008, les demandes de réformes structurelles anti-crise pour divers pays d'Europe (Grèce, Portugal, Espagne et Italie principalement). Néanmoins, il semble que dans diverses parties d'Europe, d'autres formes d'économie sont essayées, ou réhabilitées, cherchant ainsi une issue à la crise qui secoue le système actuel. L'anthropologie, comme science humaine qui se tourne vers l'autre, s'oriente ici vers l'autre économie, l'économie alternative et prend alors comme socle le domaine de l'anthropologie économique.

Terme apparu en 1927 dans l'article de Norman S. B. Gras², ce domaine scientifique n'en devient pas moins délimité que très tardivement aux vues de l'objet analytique auquel il se confronte. En effet, Bronislaw Malinowski, Franz Boas ou Marcel Mauss, pères fondateurs de l'anthropologie étudient dès les années 1920 différentes formes d'échanges qu'ils introduisent alors dans le champ du politique. C'est dans les années 1950 que surgit le marquage du champ avec le débat entre formalistes et substantivistes. En effet, deux visions de l'économique vont s'opposer. L'origine de ceci tient au concept central des sciences sociales sur la rationalité de l'action humaine : celui de l'*homo œconomicus*³. Défendue par des auteurs tels que Marshall Herskovitz⁴ ou Edward E. Leclair⁵ l'approche formaliste suit celle de Vilfredo Pareto et considère l'action humaine comme guidée par une logique assurant son efficacité et résultant d'un calcul entre ses fins et ses moyens face à une série de contraintes. L'action économique est rationnelle, guidée par l'intérêt. Face à cette théorie est introduite la pensée de l'économiste hongrois Karl Polanyi qui estime que les hommes dépendent pour leur subsistance de la nature et des autres hommes. Il intègre ainsi les rapports sociaux et l'environnement dans l'élaboration de choix de production et de répartition de biens matériels [1944] (2012 : 105).

1 « *Il n'y a pas d'alternative* », traduit de l'anglais.

2 Gras, N., « Anthropology and Economics », *The Social Sciences and Their Interrelation*, Ogburn, 1927.

3 L'emploi de ce terme est accordé à Vilfredo Pareto dans *Manuale di economia politica con una introduzione alla scienza sociale*, parut en 1906.

4 Herskovitz, M., *Economic Anthropology*, Knopf, 1952.

5 Leclair, E. E., « Economic Theory and Economic Anthropology », *American Anthropologist*, n° 64, 1962.

À cette perspective, Maurice Godelier joint une approche marxiste, et définit le fait économique comme « les formes et les structures sociales de la production, de la répartition et de la circulation des biens qui caractérisent une société à un moment déterminé de son existence » (1973 : 18). Je considérerai l'économie comme inclus dans des rapports sociaux à la fois extérieurs et intérieurs aux autres éléments de la vie sociale. Il s'agira de l'envisager comme un espace dans lequel est introduit ce que Pierre Bourdieu nomme « le principe d'une appréhension relationnelle du monde social » (1996 : 53). Ceci affirme que toute la « réalité qu'elle désigne [l'appréhension relationnelle du monde social] réside dans l'extériorité mutuelle des éléments qui la compose » (*ibid.*). Il convient donc de penser le fait économique comme espace de création de positions relatives, regard d'autant plus stimulant quand il s'agit de penser l'alternative économique.

L'objet complexe étudié ici, nécessite une explication des termes utilisés. Le terrain en question est un espace économique « alternatif » selon le discours des individus le constituent. Dans cet objectif, soit celui qui vise à changer, à alterner, se positionne le sujet face à une autre économie. Cette interférence est donc intelligible si on situe l'action économique dans sa dimension sociale, d'interaction avec son milieu mais aussi dans sa propriété, qui est, selon Maurice Godelier, d'apparaître comme un « système ». Nous entendrons cette notion comme « un ensemble de "structures" liées entre elles par certaines règles (lois) » (1965 : 40). Le détour par le concept de « structure » permet d'entendre les différentes imbrications que détient la notion de système et plus tard celle de « marché ». Ainsi l'anthropologue français considère la structure comme

« un ensemble d'"objets" [soit n'importe quelle réalité possible] liés entre eux (...) selon des principes explicites de combinaison, de mise en relation des éléments d'un système, les normes intentionnellement créées et appliquées pour "organiser" la vie sociale » (*ibid.*) .

Au-delà de la nécessité de clarifier des concepts scientifiques controversés, ce crochet conceptuel nous permet de saisir le fait que l'on doit articuler l'analyse globale des systèmes avec l'analyse des individus à l'intérieur du système. Elles sont intimement liées, comme l'approuve ce même auteur dans son interview pour le journal *Alternatives Économiques*⁶.

La crise économique, débutée en 2007 par la crise de *subprimes*, est suivie en 2008 par la crise du système bancaire et financier américain. Sa répercussion mondiale et son ampleur considérable nous a permis de nous rendre compte de cette interconnexion. Selon ce même entretien, elle vient de révéler que le système agit sur nous et que nous vivons dedans.

6 Pech, T., « Anthropologie de la crise », *L'Économie politique*, Alternatives Économiques, n° 49, 2011.

L'étude présente se veut ainsi une analyse de ce que l'individu, comme acteur intérieur perçoit, conte et opine, face à cet événement qui « brutalise son système social entier » selon Maurice Godelier. Pour cela, il s'agit de considérer la crise comme un concept à part entière qui selon Marcel Gauchet a été exposé à un usage inflationniste qui a entraîné une diminution de son « rendement intellectuel ». En d'autres termes cette expression a été tellement utilisée que sa signification a perdu son sens primaire. Pour plus de précision, il conviendra de la concevoir comme une phase dans un parcours. Elle est un régime temporel spécifique qui, à la suite d'une rupture, introduit une transition entre deux états. Elle est selon Claude Dubar à la fois « destruction et création (d'un nouveau régime), panne d'anticipations et passage entre deux phases »⁷.

C'est dans ce contexte dialectique que se situe l'étude du *Mercado Económico y Social de Madrid* (MESM). Pour une brève explication du sujet, celui-ci est défini par ses protagonistes comme un réseau de production, distribution et consommation de biens et services qui fonctionne avec des critères « éthiques », « démocratiques », « écologiques » et « solidaires ». Il est constitué par des entités de l'économie sociale de la communauté autonome de Madrid (ES) et par des consommateurs individuels et collectifs. Pour ses promoteurs, l'objectif de ce réseau est de permettre à ses participants de couvrir une partie significative de leurs nécessités et de déconnecter l'ES du système capitaliste dans la mesure du possible⁸. La position en porte-à-faux face au système capitaliste est donc bien présente. C'est à partir de cet ensemble de structures que le projet du MESM veut introduire une bifurcation de la trajectoire du parcours économique pour en faire une économie plus « juste » et plus « proche », selon leur ambition.

Pour comprendre cette position il est nécessaire de définir ce que nous entendrons par système « capitaliste », concept dont les sensibilités introduisent des approches divergentes. Il s'agira donc de le considérer comme un « régime économique dans lequel les moyens de production sont propriété privée »⁹. À cela nous ajouterons l'approche de Max Weber qui affirme que les normes d'organisation de ce système reposent « sur l'espoir d'un profit par l'exploitation des possibilités d'échanges » [1905] (2011 : 12). Ceci est en partie fondé sur l'approche de l'économie classique développée par Adam Smith dès la première révolution industrielle.

Ce dernier considère que la recherche du profit est induite par intérêt moral de l'homme¹⁰ qui auto-régule le marché où s'exercent les échanges. Selon Karl Polanyi, les mécanismes d'auto-régulation

7 Dubar, C., « Temps de crises et crise des temps », *Temporalités* [En ligne], 13 | 2011, mis en ligne le 22/06/2011, consulté le 17/02/2013. URL : <http://temporalites.revues.org/1563>

8 Traduit par nos soins, voire le site : <http://www.konsumoresponsable.coop/mercado-social/herramientas-de-mercado>

9 D'après le *Dictionnaire de l'Académie Française* consulté le 20/02/2013 sur le site <http://atilf.atilf.fr/academie9.htm>

10 Cité dans Polanyi, K., *La Grande Transformation*, Gallimard, 2012, p. 171.

du marché ont pour résultat « le désencastrement de l'économie vis-à-vis du social » (*op. cit* : 121). Avant de situer le débat scientifique visant cette question, il conviendra de considérer le sens du mot « social ». Pour cela, je reprendrai Georg Simmel et ses notions de sociétarisation et de socialisation (1908). Pour ce dernier, les gens font société, c'est-à-dire constituent des formes d'organisations sociales plus ou moins stables dans et à travers le temps à partir des actions réciproques qu'ils engagent et de l'histoire commune qu'ils ont en agissant et en échangeant. Ce processus est celui de la sociétarisation. Par ailleurs, par socialité, il faut entendre les liens sociaux qu'ont les gens dans des relations de réciprocité qu'ils entretiennent dans des espaces dont ils sont membres ou qu'ils viennent à fonder. Selon lui, « la collectivité se crée partout où il y a action réciproque, depuis la réunion éphémère de gens qui vont se promener ensemble jusqu'à l'unité intime d'une famille ou d'une guilde du moyen âge, on peut constater les degrés et les genres les plus différents d'association » [1908] (2010 : 44). L'économie contemporaine pour Karl Polanyi, serait donc coupée des actions de réciprocité qu'engagent les individus aussi bien dans les formes d'organisation que dans les relations qu'ils entretiennent.

Cette vision est largement contestée, notamment depuis l'article de Marc Granovetter de 1985. Il ne s'agit pas de considérer que l'économie de marché est indépendante de toute institution : l'engagement dans l'action n'est possible que sur la base de supports sociaux. L'action économique est donc pensée comme intimement liée aux conditions institutionnelles qui la concèdent autant qu'elles la contraignent, selon Renan Le Velly (2007). Le marché, « lieu de rencontre aux fins de troc ou d'achats et de ventes¹¹ » est selon Max Weber, une « structure amorphe » [1905] (1982 : 334-335). C'est une manière de faire vivre ensemble des acteurs sociaux qui se développe quand les individus interagissent et stabilisent leurs relations sociales à travers des échanges. Le marché est donc entièrement pensé dans les sciences humaines comme une forme de coordination sociale dans laquelle sont mobilisés les règles et les codes spécifiques à un groupe donné.

Comment introduire ce qui constitue l'hypothèse de départ de ce travail de recherche, soit que la séparation entre l'économie et le social pousse les acteurs du MESM à créer un nouveau marché ? Renan Le Velly considère deux processus d'encastrement : « l'encastrement-étayage » et « l'encastrement-insertion » (2009 : 244) Le premier situe l'économie dans son contexte et s'accorde avec la critique de Granovetter qui affirme que le marché et les valeurs la société sont interdépendants. Il n'y a donc pas de désencastrement car le social joue par ses valeurs sur le marché.

11 Polanyi, K., *La Grande Transformation*, Gallimard, 2009, p. 103.

Cependant la notion « l'encastrement-insertion » permet d'actualiser la théorie de Polanyi, s'appliquant davantage sur la pensée des ordres (*ibid.* : 249). Pour Karl Polanyi, Karl Marx ou d'autres comme Pierre Rabi, les échanges marchands, situés dans l'espace du marché, ont pris un poids exceptionnel dans la satisfaction des besoins humains. Dans une nécessité de survie les individus ont été obligés de vendre leur production ou leur force de travail sur le marché afin de survivre. S'en est alors suivie une libération des marchés institués vis-à-vis des régulations sociales (publiques, communautaires, professionnelles, religieuses...) propres aux systèmes économiques antérieurs. L'économie contemporaine et convenue, est alors pour Karl Polanyi « gouvernée par les prix du marché et par eux seuls » [1944] (2012 : 87) qui généralisent la recherche du gain individuel. Elle n'est plus induite par des régulations sociales. Ce désencastrement conduit selon ce même auteur à des désastres écologiques, des dérèglements sociaux et un appauvrissement culturel. En réaction à cela, certains intellectuels français comme Jean-Louis Laville, Bernard Perret ou Guy Roustang appelleront à s'engager pour le rétablissement d'une « économie profondément encastree dans la vie sociale » (1996 : 64).

C'est dans cet objectif d'« encastrement-insertion » que se construit l'économie du terrain en question. La définition de ce secteur est difficile à établir¹². Dans un souci *émic*, soit de reconstitution de la logique interne des acteurs qui les mène à élaborer des constructions culturelles ou de représentations, je choisirai le terme d'« économie sociale » dont le nom officiel varie aussi selon les pays. En France elle est sociale et solidaire, alors qu'en Espagne, elle est nommée par l'État comme uniquement sociale. Cette dernière regroupe un ensemble d'acteurs distincts les uns des autres par leur thème d'activité et leurs pratiques. C'est donc davantage à travers la forme d'organisation que ses promoteurs la définissent. Elle est démocratique et à but non-lucratif. Il y a de fait des entités comme les crédits coopératifs ou la confrérie des pêcheurs qui pour certains n'ont rien de solidaire. Cela dit, il semble tout de même que certains buts sociaux sont mis en avant pour la définition du secteur. Ces critères sont, dans les grandes lignes, la responsabilité sociale, le développement durable et l'équité¹³. Dans un souci *émic*, et pour les différencier de ce groupe général, j'emploierai le terme d'économie solidaire et alternative (ESA) pour parler des entités du réseau.

12 En effet, certains rassemblent économie sociale et économie solidaire, d'autres les distinguent ou regroupent sous l'appellation « tiers-secteur ». Pour plus d'information sur un débat dans lequel je ne me situerais pas, voir l'article de Geneviève Azam, « Économie sociale, tiers secteur, économie solidaire, quelles frontières ? », *Revue du MAUSS*, n°21, 2003, p. 151-161.

13 D'après le site de la *Confederación Empresarial Española de Economía Social* (CEPES), http://cepes.es/pagina_cepes=24

Majoritairement étudiée en France par la sociologie et notamment par la revue du *Mouvement Anti-Utilitariste en Science Sociale (MAUSS)*, il conviendra de reprendre l'approche de ces études comme point de départ théorique. Ainsi Jean-Louis Laville introduit ce secteur d'activité, d'une façon extensive, comme « l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens »¹⁴. Elle correspond, selon ce même auteur, à une économie dont « le marché est l'une des composantes qui, tout en étant majeure, n'est en rien unique » (1997 : 235). Elle est selon lui, articulée sur trois pôles : l'État, le marché et un pôle de réciprocité. Ces derniers correspondent aux principes de redistribution, de marché et de réciprocité selon la classification introduite par Karl Polanyi (*op.cit.* : 91-95). Ces principes d'intégration économique sont ceux qui donnent une unité et une stabilité aux économies empiriques. Ils doivent être, selon leur instigateur saisis comme des préceptes, des idéaux ou des systèmes de justification et non comme des organisations dominatrices.

Le principe de redistribution est fondé sur une logique qui soumet la production et la circulation des richesses à des objectifs collectifs et politiques. Elle est caractérisée par l'union des éléments qui convergent vers un centre et qui ensuite en repartent. La relation est dissymétrique car elle est emmagasinée par celui qui redistribue. De ce principe naît la protection, précepte suivi par l'État-providence. Le principe de *marché*, déjà étudié précédemment, réduit, selon la classification polanyienne, les êtres humains à des vecteurs de mobilités économiques individuels, soit des consommateurs ou producteurs, autonomes les uns des autres. Dans ce système il n'y a pas de tout social car chacun doit défendre ses intérêts particuliers. Une pseudo-solidarité naît alors mécaniquement et objectivement de l'interdépendance des actions et non de mobiles conscients. À l'opposé se situe le pôle de réciprocité. Il s'inscrit dans un tout social et « un système temps-espace-personne » (2012 : 96). Celui-ci suppose tout d'abord que les partenaires soient en situation de complémentarité et d'interdépendance volontaire enfin que la relation soit symétrique. Dans ce système chacun s'acquiesce selon ses capacités. Ce partage des forces induit la réciprocité, selon Jean-Michel Servet¹⁵ comme principe de fondement de la solidarité exercée dans le cadre de l'économie sociale. Elle ne peut alors pas être confondue ni avec la simple générosité, ni avec un calcul mathématique d'équivalence. Ces trois systèmes de justification peuvent coexister dans une même société. Par ailleurs, la redistribution et la réciprocité sont encadrées (*embedded*) et s'ajustent mutuellement, selon Polanyi (*op. cit.* : 95). Le marché, néanmoins, est désencadré (*disembedded*) et paraît soustraire les deux autres. L'ES se situe donc dans une économie plurielle mêlant différents principes d'intégration qui établissent différentes notions d'encastrement de l'économie au social.

14 Laville, J.-L., « Vers une économie sociale et solidaire ? », *Enjeux et débats*, RECMA, n°281, 2001, p.43.

15 Servet, J.-M., « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire », *Revue Tiers Monde*, n° 190, 2007, p. 269.

L'étude du *Mercado Económico y Social de Madrid*, dans sa vision heuristique induit donc une multitude d'interrogations. Quelles représentations ont ces acteurs de l'économie conventionnelle ? Pourquoi s'engagent-ils dans un projet d'économie dite « alternative » ? Sans résoudre la question posée par les anthropologues, sociologues et économistes du *MAUSS* quant à savoir si ce type d'organisation constitue réellement une alternative au capitalisme, je la considérerai tout de même comme une innovation sociale. De fait, je reprendrai Chambon, David et Devereux qui définissent les innovations sociales comme « des pratiques visant plus ou moins directement à permettre à un individu – ou à un groupe d'individus – de prendre en charge un besoin social – ou un ensemble de besoins – n'ayant pas trouvé de réponses satisfaisantes par ailleurs » (*in.* Blanc, Fare, 2012 : 75). Je partirai donc de l'hypothèse que le besoin social qui guide l'action des acteurs du MESM est celui d'intégrer l'économie au social. Il s'agira donc de considérer les pratiques mises en place pour permettre cette intégration. De fait, l'axe majeur qui guidera ce mémoire sera l'interrogation sur l'utilisation d'un interstice laissé par le marché et l'État pour élaborer des pratiques *autres*. Ainsi la problématique générale sera la suivante :

En quoi les pratiques constituées par et pour la mise en réseau de producteurs, distributeurs et consommateurs s'établissent dans un interstice qui vise à ré-encastrer l'économie au social ?

Pour cela il conviendra d'étudier dans une première partie le travail symbolique de constitution du groupe et la mise en place de relations de réciprocité, puis les mécanismes du MESM comme principe de régulation du marché et enfin dans une troisième partie la pratique quotidienne de l'interstice dans le travail et la consommation.

2. Un contexte global et local

Pour saisir la spécificité du sujet il est nécessaire de le situer dans le cadre auquel il appartient : un objet est enraciné dans son histoire et c'est de cela qu'émerge sa dynamique. Comme nous l'avons dit précédemment, l'objet étudié est un marché alternatif mis en place à Madrid, capitale du Royaume d'Espagne. Formé d'organisations et entreprises appartenant à l'économie solidaire et alternative, le réseau se présente dans deux contextes différents. Il y a tout d'abord celui du développement du secteur espagnol et madrilène, qui se situe dans une dynamique globale mondiale et celui du contexte socioéconomique hispanique.

Il s'agit donc de retracer en premier lieu les racines du domaine économique engageant une démarche d'économie alternative afin de percevoir comment l'action du *Mercado de la Economía Social de Madrid* s'inscrit dans un réseau établi antérieurement. Par ailleurs, la mise en avant de la situation socioéconomique de l'Espagne nous permettra de saisir la dynamique de protestation dans laquelle l'action du MESM s'introduit et qui a permis, selon de nombreux analystes et participants, de découvrir le potentiel d'action dont disposent les habitants de la capitale espagnole.

3. L'économie sociale : principes, origine et développement

Depuis les années 1980 et ceci dans de nombreuses régions du monde, des hommes et des femmes se sont réunis afin de développer des réponses aux défis présents dans les domaines de l'éducation, de la santé ou du logement, de l'alimentation ou de l'emploi. Pour de nombreux analystes, ces démarches s'inscrivent dans l'héritage des pratiques coopératives et mutuelles qui ont émergé avec le capitalisme industriel au XIX^e siècle. En premier lieu, désignées par le vocable d'économie sociale, ces actions ont eu pour but de répondre à de nouveaux besoins liés à la transformation des économies et de l'État-providence. En effet, comme l'affirme J.-L. Laville¹⁶, dès le XIX^e siècle, en Europe, la solidarité a été considérée comme un principe de protection déployé afin de limiter les effets perturbateurs de l'extension de l'économie de marché. Au-delà d'une acception philanthropique, une autre approche de la solidarité renvoyait à des pratiques d'entraide mutuelle et d'auto-organisation, notamment présentes dans les organisations ouvrières. Dans celles-ci, le « lien social volontaire », propre à la citoyenneté moderne, c'est-à-dire respectant les principes de liberté et d'égalité et réalisant dans l'action concrète le principe de fraternité, pouvait être mobilisé comme une ressource économique. Ainsi se sont développés les mouvements associationnistes, qui malgré la force de l'idéologie libérale et la répression des mouvements ouvriers, ont réussi à transmettre les fondements théoriques afin de développer des expériences sociales similaires. Ceci est notamment dû à la longue tradition théorique dans laquelle ces mouvements trouvent leur origine. En effet, ce sont principalement les utopies révolutionnaires théorisées par des auteurs comme Marx, Fourier, Owen ou Proudhon, qui portent ce type de projet. Ces derniers délivrent une attention prioritaire au fait économique et partagent de plus, une critique radicale de la société de leur temps, en particulier une critique des principes individualistes qui sont au fondement du système économique capitaliste et industriel.

Tout au long du XX^e siècle, ces idées sont réinvesties afin d'avancer une économie alternative. Ceci renaît particulièrement dans les années 1970 avec l'effervescence de mai 1968 et les mouvements écologiques. Selon Anthony Giddens depuis les années 1960, les bouleversements dans les modes de vie introduisent « dans le domaine discursif des aspects de la conduite sociale qui étaient auparavant intangibles ou réglés par des pratiques traditionnelles » (1994 : 120). Les modifications de la structure sociale amènent une recomposition de la solidarité domestique que certaines organisations vont compenser.

16 Laville, J.-L., « Vers une économie sociale et solidaire ? », *Enjeux et débats*, Recma, n°281, 2001.

En Espagne, avec la crise des valeurs attribuées au modèle de croissance des Trente Glorieuses et au taylorisme¹⁷, de nombreuses entreprises ont été récupérées dans un but de gestion participative et autonome. Entre 1975 et 1985, ce sont à peu près 1 300 usines qui sont reprises par les ouvriers, ce qui représente alors plus de 50 000 emplois. Ces pratiques solidaires sont aussi visibles sur le continent d'Amérique Latine. La croissance de ces expériences alternatives leur donne une visibilité nationale et internationale tant et si bien que certaines se constituent en réseau, comme c'est le cas le Mouvement d'Économie Solidaire (MES) en France, le Réseau Brésilien de Socio-Économie de Solidarité (RBSES), le Réseau espagnol d'Économie Alternative et Solidaire (REAS). Enfin en 2002, le Forum mondial social de Porto Alegre expose « l'économie sociale et solidaire » comme thème de référence.

Ainsi le *Mercado Social*, s'insère, par son regroupement en réseau des différentes initiatives appartenant à l'économie sociale et solidaire, dans un long processus apparu dans de nombreuses régions du monde, mais aussi dans leur propre pays. Ceci est souligné à travers un article de presse écrit par un des membres du MESM :

« Ce que nous proposons n'a rien de nouveau. Il a été fait dans notre pays pendant la République par le mouvement coopératiste et dans d'autres secteurs syndicaux ; c'est ce qu'ont fait les mouvements sociaux d'Amérique Latine et c'est ce qui a permis leur hégémonie politique face aux ordres néolibéraux qui détruisaient leurs pays »¹⁸.

17 Système d'organisation scientifique du travail et du contrôle des temps d'exécution établi par Taylor. Celui-ci s'ordonne autour de trois idées majeures : l'importance essentielle de la préparation du travail ; la recherche systématique des économies de gestes et de mouvements ; l'utilisation maximale de la machine. Cette vision rigide de l'organisation du travail, avec ses excès et ses insuffisances (parcellisation des tâches, absentéisme, etc.), a été depuis largement remise en cause, d'après l'encyclopédie Larousse.

18 « *Lo que estamos planteando no es nada novedoso. Se hizo en nuestro país, durante la República por el movimiento cooperativista y por otros sectores sindicales; lo han hecho los movimientos sociales de Latinoamérica posibilitando su hegemonía política tras las recetas neoliberales que destruyeron sus países* ». Hernández, T., « Sobre el Mercado Social : un espacio alternativo para enfrentar la crisis », *Revista Ecologista*, n° 75, 2012.

4. La monnaie locale, une histoire mondiale

À l'intérieur du développement de l'économie solidaire se trouvent les monnaies locales. Ces monnaies sont variées et disposent de terminologies différentes : LETS, monnaies sociales, complémentaires, alternatives... Les questions terminologiques ne sont pas innocentes. Les termes choisis circonscrivent les phénomènes observés, focalisent l'attention sur certaines de leurs facettes, orientent d'avance leur analyse. La terminologie évoquée dépendra donc du mot employé par les différentes organisations. Le terme « monnaie sociale » sera utilisé dans le cadre du MESM car répondant à son objectif premier, selon les participants, celui de création du lien social. Ainsi les monnaies sociales sont des équivalents à la monnaie conventionnelle, mises en place par des organisations locales. Globalement ces pratiques ont pour but de repenser la voie classique de la monnaie étatique. Il s'agit de concevoir l'argent comme au service du lien social et non comme pouvant être utilisé sur les marchés financiers. Elles s'étendent aux échanges de biens, de services ou de savoirs. L'idée générale, selon Jean-Louis Laville est « de substituer l'échange contractuel basé sur l'indépendance individuelle à une inscription dans un réseau social » (2009 : 51). Ce dernier est établi selon des rapports conviviaux et permet d'effectuer des échanges multilatéraux dans le but de créer des liens de clientèles. Enfin, les monnaies sociales sont très diverses et selon Jérôme Blanc, assez méconnues¹⁹. Il est cependant possible d'en dresser un état des lieux.

La première forme de ce type de monnaie est rencontrée en Autriche dans les années 1930 dans un contexte de dépression économique, elle fut ensuite interdite par la Banque centrale. Elles existaient aussi en France et au Brésil dans les années 1950 mais c'est véritablement dans les années 1980 qu'elles se répandent. Jérôme Blanc distingue quatre générations de monnaies depuis leur croissance abondante. La première génération est celle qui prend place à Vancouver au Canada au début des années 1980. Elle apparaît dans une structure de type associatif et se nomme les LETS (*Local Exchange Trading System*). Inventée par Michael Linton, les LETS avaient pour vocation de rationaliser le troc entre personnes dans une région où le chômage sévissait durement. Cette entreprise fait faillite mais connaît un retentissement mondial puisque le concept se répand dans le monde anglo-saxon et en Europe Occidentale.

¹⁹ Selon ce même auteur, aucune évaluation satisfaisante n'existe à l'heure actuelle, on peut d'ailleurs s'interroger sur la possibilité même d'une évaluation étant donnée l'hétérogénéité de ces dispositifs. Voir Blanc (2009) à ce sujet. Le site <http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/> fournit une vue d'ensemble, même partielle, de cette diversité.

Cette forme d'échange culmine avec le *trueque* argentin par sa présence sur le territoire et par la création d'un marché communautaire exceptionnel²⁰. Toujours selon le même auteur, la deuxième génération s'appuie sur la représentation du temps comme unité de comptabilité du service. Ce sont les banques de temps : 1 heure de consultation médicale = 1 heure de jardinage. Ceci émerge aux États-Unis et se propage en Grande-Bretagne, Italie et Espagne. Au début des années 1990, arrive la troisième génération qui vise davantage un engagement économique que social. En effet, c'est le cas de l'emblématique monnaie d'Ithaca créée par l'économiste Paul Glover dans l'État de New York (EU). Il s'agit de fabriquer des billets qui promeuvent l'économie locale et l'autonomie d'une population²¹. La dernière génération que distingue Jérôme Blanc est celle qui déploie une monnaie sur l'ensemble d'un réseau professionnel. C'est le cas du SOL en France, qui constitue un réseau nationale autour de la « monnaie complémentaire »²². Celle-ci est extrêmement lourde techniquement car fonctionne par le biais d'une carte à puce électronique. De fait, sa subvention a été aidée par les collectivités territoriales et européennes. J'inscris la démarche du MESM dans cette quatrième génération par son ambition de créer un cycle économique alternatif regroupant entreprises et consommateurs. Néanmoins, l'organisation madrilène n'en est pas au même stade de développement technologique. Il est difficile aujourd'hui de mesurer clairement les effets et les finalités de toutes ces initiatives tant elles représentent des démarches minimales à l'échelle mondiale. Néanmoins à travers les années, elles ont tout de même prouvé leur poids politique via leur coopération avec les collectivités municipales. Elles sont de nos jours présentes sur cinquante à soixante pays et ceci dans trois à quatre mille dispositifs. Actuellement il y a plus de 500.000 personnes qui utilisent ces monnaies dans le monde.

20 Pour plus de renseignement sur le *trueque* argentin, voire la thèse de Salles, P.-O., *Entre survie et engagement, l'émergence de la red global de trueque comme nouvel acteur politique non-conventionnel en Argentine*, Thèse de Science politique, Aix Marseille 3, 2009. Mais aussi, l'article de Saiag, H., « Interdépendances marchandes et solidarité par la monnaie dans le *trueque* argentin », *Finance & Bien Commun*, De Boeck Supérieur, n° 37-38, 2010/2, p. 104-124.

21 Voir le site <http://www.ithacahours.org/>

22 Voir le site <http://www.sol-reseau.org/>

5. La situation espagnole

Le développement du *Mercado de la Economía Social de Madrid* s'inscrit dans un contexte de crise économique lourd qui commence par l'entrée du pays en récession au quatrième semestre 2008 selon la Banque d'Espagne. Celle-ci entraîne un chômage massif dans tout le pays mais aussi de fortes contestations sociales. Sans pour autant retracer l'ensemble de l'histoire économique du pays depuis ces dernières décennies, il convient de concéder à la crise économique et à ses causes, la place qui lui revient tant son impact est sensible dans le développement du MES de Madrid.

Après trente ans de miracle économique, période amorcée à la chute du franquisme²³, l'Espagne, quatrième puissance économique de l'Union Européenne, voit son taux de croissance passer de 3,9%²⁴ en 2006 à un taux négatif en 2008 allant à - 4% au deuxième trimestre de l'année 2009, selon la Banque Mondiale. Il est difficile de rassembler les causes de la crise économique qui surgit en 2008. En effet, son origine diffère selon les interprétations, les sensibilités politiques et le degré d'introspection historique. Toutefois, une majeure partie des chercheurs s'accorde à dire que le pays entre en récession avec la crise financière internationale et l'explosion de la bulle immobilière. L'Espagne, ayant une économie essentiellement tournée vers les exportations extérieures et l'immobilier, devient fortement dépendante des cycles internationaux. Depuis les années 1990, la majeure partie des capitaux financiers allaient dans la construction et dans les infrastructures touristiques. Le marché immobilier, propice à la spéculation, a fait littéralement exploser les prix de la vente et des loyers, et de fait la dette des ménages. Par ricochet, ce phénomène a aussi touché les entreprises et les banques. Allié à une mauvaise gestion économique, ceci a conduit à accroître la dette privée espagnole et de celles banques hispaniques. Malgré l'importance de la base économique et sa présence à l'international, le pays entre officiellement en récession au mois de janvier 2009. Le nombre de chômeurs augmente alors de plus de 1,2 million de personnes. Il s'établit début 2009 à 3.207.900, selon les chiffres publiés par l'Institut National de la statistique (INE). Ce chômage touche majoritairement les femmes et les jeunes, diplômés ou non. En 2012, c'est 25% de la population totale qui se retrouve sans emploi dont 52,9% sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans. La crise du budget de l'Etat suit celle des finances internes du pays.

23 Régime dictatorial dirigé par le générale Francisco Franco (1892-1975) de 1939 à 1975 après trois de guerre civile opposants les républicains aux nationalistes. Ces derniers, vainqueurs, vont promouvoir pendant ces années une idéologie traditionaliste et antimoderniste, fondée notamment sur la religion catholique et le corporatisme. Un parti unique sera instauré, concentrant tous les pouvoirs entre les mains du « Caudillo ». Enfin le centralisme va être le principe premier, établissant un refus de tout droit politique, linguistique ou culturel aux régions. La restriction de la liberté d'opinion, d'association et de réunion sera effective pendant plus de trente ans.

24 Source : INE.

Sous peine de se voir en faillite, l'État espagnol doit ramener les déficits publics de 11, 2% en 2009 à 3% en 2013, selon les insistances de la troïka (Banque Centrale Européenne, UE et Fond Monétaire International). Le gouvernement socialiste de José Luis R. Zapatero vote alors le 27 mai 2010, le plan d'austérité qui économiserait un montant de 15 milliards d'euros. Celui-ci inclut une baisse de salaire pour les fonctionnaires dès juin et un gel des retraites en 2011 afin d'accélérer la réduction de l'important déficit public du pays²⁵.

L'aggravation de la situation sociale entraîne d'importants mouvements sociaux qui débutent lors de l'année 2011 dans tout le pays. Prenant la forme de manifestations, mais aussi d'occupations de lieux publics et d'assemblées populaires, ce mouvement, emblématique par sa tournure, prendra le nom de 15-M ou mouvement des Indignés. Selon Iñigo Errejón Galván, docteur en Science Politique et chercheur à la Universidad Complutense de Madrid, ceci est poussé par la situation de discrédit de la classe politique et de la politique elle-même, ce qu'il appelle la « *desafección democrática* »²⁶, soit la désillusion face au pouvoir politique. Ce mouvement de protestation face à la gestion de la crise apparaît avec la constitution de petits groupes apolitiques appelant à la mobilisation contre « le renoncement des politiques à défendre les droits de l'homme »²⁷, selon les termes du manifeste *Democratia real ya*, plate-forme de référence du mouvement. Ceux-ci se situent dans la dynamique des révolutions arabes, des grèves grecques et islandaises. Maîtrisant les technologies informatiques, comme Facebook ou Twitter, ces groupes appellent le 15 mai 2011 à une manifestation massive, appuyée par de nombreux autres collectifs²⁸. De nombreuses initiatives vont surgir de ce mouvement. À Madrid, sur la *Plazza del Sol*, au centre de la capitale, est installé un « village alternatif » qui fonctionne sur le modèle d'autogestion où la monnaie conventionnelle est supprimée. On organise des assemblées de débats, des groupes de réflexion. La volonté qu'aucun leader n'émerge est affichée.

Le mouvement apolitique arbore des revendications où l'on associe des dimensions politiques (en particulier la remise en question de la représentation politique et la lutte contre la corruption) et économiques (dans un contexte de crise socio-économique et de chômage massif en Espagne). Victime de nombreuses répressions policières et de la perte de force à la venue de l'été, le mouvement s'essouffle. En juillet une manifestation, de plus de 250.000 personnes dans les rues madrilènes réaffirmera «la détermination du mouvement à maintenir la lutte pour la démocratie et contre la gestion injuste de la crise économique», selon Manuel Castells (2012 : 119).

25 Source : AFP.

26 Errejón Galván, I., « El 15-m pateando el tablero », *Grundmagazine*, n°1, novembre 2011.

27 Traduit par mes soins.

28 Il est à noter l'action du collectif Juventud Sin Futuro qui proteste le 7 avril contre la précarité de la jeunesse ou encore celle de la plate-forme des affectés par l'hypothèque et les réseaux comme x.net, Anonymous ou Nolesvotes.

Quelques mois après, la force de ce mouvement se répercutera dans d'autres parties du monde comme à travers le mouvement *Occupy Wall Street* ou celui plus général des Indignés du monde entier et continuera à travers l'organisation de plate-formes d'actions diverses.

Le vote du budget de 2012 et le difficile équilibre politique dont dispose le PSOE, parti au pouvoir, entraîne l'anticipation des élections législatives. Le 20 novembre 2011, la victoire est donnée au *Partido Popular* avec 44,5 % des votes exprimés. Mariano Rajoy devient alors le Premier Ministre du Royaume d'Espagne. Ce vote est, selon les commentateurs politiques, davantage une sanction de la classe politique au pouvoir, qu'un réel appui au candidat de la droite espagnole²⁹. Les banques espagnoles souffrant de graves difficultés financières, ce nouveau gouvernement accepte lors de l'été 2012, l'aide européenne de cent milliards d'euros, appelée « plan de sauvetage des banques » par les analystes. Des réformes structurelles de l'État hispanique seront demandées en échange par Bruxelles qui négocie le retour à un déficit public de 6,3% pour la fin 2012. Celui-ci est ramené à 6,7% du PIB, après des mesures de rigueur drastiques comprenant des coupes budgétaires dans tous les secteurs publics (réduction des allocations chômage, coupes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, hausse de la TVA...). Dans ce contexte, le malaise social augmente, multipliant les manifestations et actions de protestation.

C'est dans ce contexte social que débute l'enquête de terrain qui donnera lieu au mémoire présent. Je suis en effet arrivée au mois de novembre 2012, peu de temps après la grève massive du 14 novembre, organisée dans différents pays d'Europe et notamment en Grèce, en Italie et au Portugal. Celle-ci a réuni plus de 100.000 personnes en Espagne et près de 35 000 à Madrid selon la Délégation du Gouvernement³⁰. Restant sept mois sur place, j'ai pu assister aux dénonciations de cas de corruption au sein du *Partido Popular* qui ont surgi au cours de l'hiver 2013, mais aussi aux marches contre la privatisation du système de santé madrilène ou aux différentes manifestations générales. Les analystes de la société espagnole comme Manuel Castells³¹, Joan Subirats³² ou Jordi Borja³³, voient une modification dans les comportements des individus. Selon eux la communication citoyenne et la parole politique se sont libérées à travers les réseaux sociaux ou les assemblées populaires. Le mouvement de 15-M a inscrit dans sa chair le rejet d'une génération consummatrice et a dénoncé l'affaiblissement du lien social.

29 Thomas, G., « L'Espagne cherche son salut à droite », *Libération*, 19 novembre 2011.

30 D'après l'article du journal *El país* « Cientos de miles de manifestantes cierran la protesta de la huelga general del 14-N » du 14 novembre 2012.

31 Castells, M., *Redes de indignación y esperanza*, Alianza editorial, 2012.

32 Subirats, J., *Otra sociedad ¿ Otra política ? De «no nos representan» a la democracia de lo común*, Icaria, Asaco, 2011.

33 Borja, J. "Democracy in Search of the Future City", *Cities for All: Proposals and Experiences Towards the Right to the City*, Habitat International Coalition, 2010.

Un tournant mental s'est effectué dans ce pays selon eux par le fait que les politiques quotidiennes sont désormais au centre de la vie des espagnols. Il se respire un autre air dans les rues et le projet du MES de Madrid semble en être un indicateur.

6. Réflexion et méthodologie

Une recherche en anthropologie ne peut se faire sans une méthode de terrain consciencieusement établie. Celle-ci nécessite d'être posée par le chercheur, comme preuve de scientificité ; en arrière-plan sera posée sa déontologie scientifique. La procédure, elle-même, est axée sur une réflexion épistémologique, soit une démarche critique des logiques scientifiques. Le chercheur, se plaçant dans le champ scientifique, la méthodologie apporte à l'étude une légitimité qui permet la reconnaissance par les autres chercheurs de la scientificité de son étude. Néanmoins, cette approche doit être constamment remise en question. C'est ce que l'on appelle « la vigilance épistémologique »³⁴. Elle vise en anthropologie davantage le respect de la parole de l'informateur et de son contexte. Elle est à la fois méthodologie et déontologie envers l'interrogé et sera suivie.

Le *Mercado Económico y Social de Madrid* (MESM), comme terrain de recherche, a été suggéré par un ami français vivant à Madrid. Celui-ci étant engagé dans divers projets militants (*Juventud Sin Futuro*, entres autres), il m'est paru de bon conseil, connaissant les différentes initiatives alternatives de la ville. Ayant des contacts avec les personnes du MESM, je l'ai tout d'abord envoyé en émissaire pour me recommander auprès de ses organisateurs. Après quelques échanges, celui-ci m'a préconisé de prendre contact par mail, de façon formelle et officielle, avec le réseau. Ils préféraient, dans un souci de transparence et de démocratie, que mon initiative soit connue de tous et qu'il n'y ait pas une personne privilégiée qui serait alors instituée comme porte-parole de l'organisation. J'ai donc suivi ses conseils et ai envoyé un courriel à la boîte commune, préférant m'accorder avec les volontés du MESM, en premier lieu. La réponse, orchestrée par la commission d'accueil, d'évaluation et de certification, n'a pas tardé. Démontrant leur engouement pour ma démarche, ceux-ci m'ont proposé une rencontre dès mon arrivée à Madrid. Ainsi ma venue a été préparée avant mon départ de Marseille afin que ma recherche ne soit pas vécue comme imposée à mes informateurs, bien que celle-ci le soit en réalité.

34 Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C., Passeron, J.-C., *Le métier de sociologue*, Mouton, 1983, p. 66.

Je suis donc arrivée à Madrid à la mi-novembre pour sept mois de terrain. Il est important pour une analyse de ce genre de rester longtemps sur le lieu étudié. Dans la terminologie ethnologique, ceci consiste à faire de l'observation participante. C'est « une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers » selon Robert Bogdan et Steven J. Taylor (1975 : 17). Autrement dit, mener une recherche en anthropologie, c'est vivre au plus près la situation des acteurs, partager l'expérience et en retirer le maximum pour développer sa réflexion scientifique. En effet, les subtilités du contexte socio-économique, les relations interpersonnelles ne peuvent être saisies qu'au long d'un séjour important. Au vue des exigences anthropologiques, il semble que ce temps passé à Madrid ne soit pas assez suffisant, c'est pourquoi j'ai décidé de rédiger en partie pendant mon terrain. Bien que ce genre de pratique ne soit pas recommandée, eu égard à la nécessité de prise de distance qu'il convient d'avoir pour rédiger un tel texte, les obligations et imprévus de la vie universitaire ont dû écourter ce temps. L'observation participante passe évidemment par la connaissance de la langue même que j'ai appris à repratiquer sur place. Ce détail, si nous pouvons le dire, m'a posé quelques obstacles parfois, aussi j'ai décidé de reprendre des cours d'espagnol, d'écouter la radio et de lire dans cette langue le plus souvent possible.

Comme lors de toutes mes rencontres, je me suis présentée comme étudiante de master 2 en anthropologie désirant faire un mémoire de fin de cycle sur le *Mercado Social de Madrid*. L'étude correspondant à l'analyse d'une structure plus ou moins établie, j'ai opté tout d'abord pour une explication de son fonctionnement pratique et pour un exposé formel de la part de ses membres. Privilégiant ensuite le savoir par familiarisation, je me suis directement introduite dans les quatre commissions du MESM. Cette imprégnation a pris différentes formes. Elle s'est, en premier lieu, mise en place à travers l'observation des circulations virtuelles. Les différentes commissions fonctionnant par le biais de mails collectifs, de dropbox et de Google groups, j'ai décidé de m'y enregistrer. Ces médias m'ont servi de canaux d'informations officielles mais aussi pour appréhender l'engagement des individus dans ce projet et saisir les fréquences de travail. Malgré leur charge organisationnelle, ces messages ont véritablement été d'une importance ethnographique. Ils m'ont permis de comprendre les différentes logiques de discours qui s'opéraient dans le réseau : d'un côté celle qui se libère par la prise de position et qui met une distance entre les « eux » et le « nous », entre les représentants de l'économie sociale et solidaire et ceux de l'économie capitaliste ou néo-libérale et de l'autre celle qui représente la voix publique au sein du réseau, celle que les acteurs assument de façon quasi officielle, différant de celle que les individus peuvent avoir entre eux, hors du circuit informatique.

De plus, l'observation participante, a pris la forme de l'engagement physique lors des quatre commissions, des diverses réunions et présentations du projet. Lors de ces événements, j'ai choisi une position retirée, n'intervenant pas lors des débats et les laissant réfléchir entre eux afin de ne pas fausser l'observation, ou du moins de l'altérer au minimum. Il est commun que l'observateur, par la présence de son regard critique puisse modifier les actions, paroles ou mouvements des informateurs. Néanmoins, il semble que la relative discrétion que j'ai préféré observer durant ces réunions, dans ma prise de notes et dans mes regards scrutateurs, a réduit sensiblement cet impact. Le fait que je sois aussi relativement bien acceptée a restreint, à mon sens, le possible formatage de leurs actions. Enfin lors de ces réunions, le recul adopté m'a permis de saisir les gestes et les regards d'appuis, éléments significatifs des interactions et des rapports de force entre les différents acteurs. J'ai aussi fait des plans de table et noté soigneusement dans mon carnet de terrain les endroits et horaires de début et de fin auxquels se déroulaient ces assemblées.

L'observation participante s'est aussi effectuée par l'adoption de la monnaie virtuelle et la consommation dans des boutiques appartenant au réseau. Ceci m'a permis de comprendre en pratique les mécanismes, ou du moins la monnaie, du MESM « par le dedans » afin que la connaissance de « l'autre », ici « l'autre économie », ne se réduise pas uniquement à ce que les membres du réseau me disaient de cette pratique et des comportements qu'elle influe. Cette démarche induit une analyse plus compréhensive des faits observés. Elle peut aussi me faire devenir l'autre, ce qui induirait une perte de distance critique. Toutefois, la pratique du *boniato* m'a habilitée à voir les interactions avec les membres du MESM et leur monnaie *in situ*. De plus, l'emploi de la monnaie sociale m'a permis de réfléchir à ce qu'elle m'apportait à moi, comme consommatrice, m'aiguillant ainsi sur des pistes de réflexions ou de questions à poser à mes informateurs. Enfin cela a été, en toute vérité, aussi un prétexte pour aller voir les commerçants et entamer une conversation.

Comme je l'ai dit plus haut, j'ai participé aux assemblées. Fréquemment, après la réunion, les acteurs du MESM se retrouvaient autour d'un verre. Ces moments, auxquels je participais ont été très riches : le cadre officiel de la réunion était aboli, les langues se déliaient et les attitudes se relâchaient. Par cette participation, il s'agissait de préférer les dires spontanés aux discours formatés des réunions ou des entretiens privés, détails auxquels une étude anthropologique doit être sensible. Par ailleurs, ces instants m'ont permis de voir l'état réel du réseau et des relations qu'il permettait d'entretenir. J'y ai pu voir les relations d'amitié ancienne au fondement du projet, celles nécessaires à la consolidation de celui-ci et celles périphériques qui témoignaient du processus d'inclusion-exclusion présent dans les logiques d'appartenance au réseau, soit ce que Elizabeth Bott appelle le réseau « serrés » et le réseau « lâches » (1971 : 47).

Enfin, j'ai mené des entretiens semi-directifs avec une variété de participants au *Mercado Social* : les producteurs, les distributeurs, les membres des coopératives et les consommateurs. Ceux-ci se déroulaient soit sur les lieux de travail des acteurs ou autour d'un café ou d'un repas, et duraient généralement entre une et deux heures. Ces discussions ont parfois été menées à trois, ce qui permettait de créer une interaction entre les deux protagonistes, de saisir les points de discordance entre les gens, la légitimité de parole accordée à certains et les sujets de doute collectif. J'ai généralement enregistré mes entretiens formels dans un souci de retranscription précise de la langue. Par ce biais, j'ai pu entamer un travail analytique du langage adopté. Cette méthode a consisté en une analyse des mots employés : mots se raccordant au champ économique, au lexique de la lutte, l'ordre des concepts mis en avant, etc. Cette procédure vise à mettre à distance la réalité que le chercheur pourrait créer dans son analyse. Il s'agit ainsi d'éviter ce que Robert K. Merton a appelé la « prophétie auto-réalisatrice »³⁵. Selon lui, une définition au début fautive peut provoquer un comportement qui fait que cette définition initialement fautive devient vraie. L'étude du langage permet alors de recentrer les définitions sur les conceptions des informateurs car utilisées dans un contexte linguistique particulier et sciemment enregistré. L'enregistrement par dictaphone n'a d'autre part pas semblé déranger mes interlocuteurs au vu des réponses qu'ils me donnaient quand je leur demandais si cette pratique les dérangeait. D'ailleurs, très peu de réponses m'interrogeaient sur l'usage de cette retranscription et sa possible émission sur internet, contrairement à des cas que j'avais pu rencontrer avec les pêcheurs d'Arcachon, objet de ma précédente recherche.

Lors de mes entretiens j'ai essayé d'aborder l'ensemble des thèmes examinés dans mon étude afin de multiplier les points de vue. Ceci a facilité la remise en cause de mes propres classifications et le découpage de ma réalité. Ce type de démarche vise à remettre en place la neutralité qui aurait pu être menacée par un choix délibéré de questions. Ainsi par un effort méthodologique de variation des informateurs, j'ai pu favoriser la difficulté de la démarche d'objectivité, concédée entre mes intérêts subjectifs de recherche et les intérêts des acteurs du MESM, ce que préconisent Marc Augé et de Jean-Paul Colleyn (2009 : 85). Néanmoins, il convient de rappeler que l'objectivité ne peut être pleinement atteinte lors d'une recherche et qu'un certain relativisme est à introduire. En effet, Thomas Kuhn rattache en 1962 dans *La Structure des révolutions scientifiques*, le savoir scientifique aux conditions dans lesquelles il est produit. Cet ouvrage, marquant un tournant épistémologique manifeste, démontre qu'un concept, ou un paradigme, est élaboré dans un contexte scientifique bien précis et est porté à modification si son cadre change. Ainsi l'objectivité scientifique n'est que partiellement efficiente. Par ailleurs cette objectivité reste aussi relative ne serait-ce que par l'intérêt qui anime l'étude, le choix des réponses lors de l'écrit ou encore les choix des livres de référence.

35 Merton, R., *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, 1998, p. 168.

Enfin lors des entretiens j'ai cherché à retracer les histoires personnelles des locuteurs. C'est un élément indispensable à l'étude des réseaux et d'autant plus, des réseaux militants comme celui du MESM. Il m'a fait comprendre les différents socles qui pouvaient unir les acteurs au réseau mais aussi et bien sûr m'a permis de connaître mieux les individus avec lesquels j'interagissais. En effet, il est nécessaire de rentrer dans l'intimité des personnes interrogées pour embrasser la totalité de l'objet. Sans pour autant utiliser cette intimité et abuser de la confiance que ces récits engagent, la proximité que j'ai établie avec certains informateurs a été très utile pour comprendre les subtilités des relations sociales du réseau madrilène.

La conscience méthodologique a aussi concerné le choix des ouvrages de référence. J'ai décidé d'étudier, entre autres, les textes que les protagonistes considéraient comme fondateurs de leur projet. Ainsi je suis souvent allée à la librairie *Traficantes de Sueño*, lieu phare du projet par son implication dans son déroulement et par son nombre de membres du *Mercado Social* qui y achetaient des livres. Je me suis donc fait quelque fois conseiller par les vendeurs, membres par ailleurs du MESM. J'ai aussi demandé aux principaux promoteurs du projet – ceux faisant partie de la commission de gestion – les textes qu'ils avaient utilisés pour fonder le marché social. La forte présence d'une idéologie comme soubassement de l'opération, a induit une considération naturelle pour les auteurs fondateurs permettant ainsi de comprendre la culture politique et économique dans laquelle mes informateurs évoluaient.

Enfin, comme j'ai introduit qu'une recherche en anthropologie était faite de subjectivité, il est nécessaire d'exposer les motivations qui ont poussé à entreprendre cette recherche. Avec le désastre humain qu'entraîne la crise économique, il m'a semblé que la vie sociale ne pouvait pas s'arrêter à l'accentuation des inégalités et au repli sur soi. Ayant lu plusieurs articles de presse mettant en lumière des initiatives solidaires dans les pays les plus touchés et notamment en Grèce, mon attention a été attirée vers ces démarches d'entre-aide qui témoignent qu'un lien social continue à exister malgré les difficultés économiques. Parlant l'espagnol, j'ai décidé de regarder de plus près le dynamisme social du pays, étant encouragé par la profusion médiatique entamée depuis 2011. Les assemblées populaires de la *Puerta del Sol* et les plate-formes du 15-M m'ont convaincue, quelque chose de nouveau, du domaine de la rupture surgissait là-bas. « *Las mejores ideas surgen en tiempo de crisis* »³⁶ est écrit à l'angle de la *Gran Vía* et de la rue de *Fuencarral*, deux artères du centre de Madrid. Ce dernier signe a alors conforté mon pressentiment. L'attrait pour les initiatives sociales et l'admiration pour ce que l'homme est capable de créer m'ont dirigée vers le sujet présent.

36 Traduit de l'espagnol, « les meilleures idées surgissent en temps de crise ».

7. Présentation du terrain

Comme il l'a été présenté, le sujet de ce mémoire concerne l'économie sociale et plus particulièrement l'économie solidaire et alternative. En Espagne, et partout dans le monde, ces initiatives prennent des formes variées (réseaux informels, associations, coopératives ou organisations non gouvernementales) et renvoient à des stades différents de la chaîne production-échange-consommation. Elles peuvent être plus centrées sur les acteurs, comme les associations paysannes ou bien peuvent s'axer selon des échelles différentes, comme c'est le cas des regroupements d'organisations locales ou d'organisations de labels de commerce équitable qui chapeautent un réseau international. La délimitation du secteur provient donc des critères d'organisation des entreprises, critères assez variables selon les spécificités des terrains mais que l'on peut tout de même homogénéiser en six catégories. Pour cela nous reprendrons la *Charte Solidaire* du réseau espagnol REAS³⁷, désignée comme le texte de référence par les promoteurs du *Mercado Económico y Social de Madrid*. Nous établirons donc que le premier critère à suivre est celui de l'égalité, soit de satisfaire de manière équilibrée les intérêts de tous les protagonistes qui participent à l'entreprise. La gestion interne doit aussi être démocratique ; en ceci prévaut le principe qu'un vote représente une personne dans les prises de décisions. En troisième lieu, le service doit passer avant le gain, ainsi les organisations de l'économie sociale et solidaire s'engagent à être sans but lucratif. Elles doivent être aussi indépendantes vis-à-vis de l'État et des collectivités publiques. Cinquièmement, elles doivent avoir pour finalité le service de l'Homme et la création de richesse collective et enfin opter pour un développement durable en respect avec l'environnement « sans hypothéquer le futur des générations à venir », selon cette même charte. En Espagne, ceci regroupe le secteur des coopératives, les « *sociedades laborales* »³⁸, les mutuelles, les réseaux de troc, les microéconomies communautaires et toutes les associations d'action sociale dans lesquelles les membres participent démocratiquement à sa gestion, selon Jordi Garcia Jané (2009 : 133).

Néanmoins, évaluer la portée actuelle de l'économie sociale espagnole se trouve être assez compliqué. Il n'y a pas de registre national où chacune s'enregistre et l'unanimité des critères n'étant pas effective, le secteur devient un fouillis conceptuel, les membres du MESM auront même du mal à le définir. Il est tout de même regroupé sous différentes organisations qui ont pour but de les représenter face aux institutions étatiques.

37 *Redes de Economía Alternativa y Solidaria* consulté sur le site <http://www.economiasolidaria.org>, le 26/02/2013.

38 Sociétés où les propriétaires sont aussi les travailleurs.

C'est le cas du CEPES³⁹ qui regroupe trente et une organisations qui sont des confédérations étatiques ou autonomes qui représentent les intérêts des entités de l'ES. Ce groupe est une plate-forme qui se rapproche de la forme du syndicat et qui a pour but de dialoguer avec les pouvoirs publics ; elle est considérée comme « bureaucratique et froide » par les membres du MESM,.

À l'intérieur de celui-ci se trouve le groupe promoteur REAS. En effet, bon nombre des coopératives et associations du MESM font partie de ce réseau. Créée en 1995 à Cordoue, cette organisation se présente comme une plate-forme établie pour mettre en connexion les différentes entreprises de l'économie solidaire et alternative aussi bien au niveau national que mondial. Il est ainsi en rapport avec le RIPESS⁴⁰ et RILESS⁴¹. REAS est par ailleurs actuellement composé de plus de 200 entités réparties dans l'ensemble du territoire espagnol et chacune des communautés autonomes dispose de sa représentation territoriale. Le projet du MESM émane de REAS-Madrid. Disposant de formes juridiques diverses, les entités du MESM sont des groupes dédiés à la consommation agroécologique en tous genres (groupes de consommateurs, commerce équitable, soins bio), des entreprises d'énergies renouvelables, des groupes de financiarisation, et dans le domaine des services : journal, entreprise d'insertion, développement web, cours, librairie et enfin des associations ou centres socioculturels. Au mois de janvier 2013, ils étaient une bonne cinquantaine d'entreprises et près de deux cents consommateurs individuels, plus si on compte ceux qui consomment à travers le nom de leur entreprise.

Le but du MESM est donc de regrouper toutes les entités proches de l'ESA dont certains liens pré-existent, afin de créer un marché économique. Il vise à créer un circuit fermé, soit disposant d'organisation de financement éthique, de production coopérative de biens et services, d'entreprises de commercialisation équitable, et de consommateurs responsables. Les organes de financement échangeront des crédits contre les excédents des commerçants et producteurs. Entre ces derniers se permuteront biens et services. Les consommateurs achèteront aux commerçants et aux producteurs. Pour finir tous confieront leur épargne aux organisations de finance qui s'engagent à leur tour à avoir une rentabilité économique et sociale auprès de leurs adhérents. Ainsi le marché doit s'auto-organiser et se détacher du système économique conventionnel. L'organisation interne de ce circuit est gérée par quatre commissions celle de gestion, de diffusion, d'accueil et de la monnaie. Ces divisions seront expliquées et analysées dans la première partie. Aussi, l'ensemble du réseau est régi par deux mécanismes, qui sont la *Balance Sociale* et le *boniato*, outils auxquels nous nous attacherons dans la deuxième partie.

39 *Confederación Empresarial Española de Economía Social*, créée en 1992.

40 Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire créé en 1997.

41 *Red de Investigadores Latinoamericanos de Economía Social y solidaria*, initiative jointe à la Chaire de l'UNESCO – Travail et Société Solidaire.

En participant à ce projet, les entités doivent respecter un certains nombres de pratiques auxquelles elles certifient en signant le texte d'exposition des motivations⁴². D'après ce texte, le *Mercado Social* promeut comme principe de base l'égalité d'opportunité entre tous les membres du réseau, cherchant, « l'inter-coopération et non la compétition de ses membres et l'équilibre et l'équité nécessaire entre tous les nœuds du réseau »⁴³. Le principe d'équité, essentiel pour comprendre les relations orientées par la réciprocité, s'établit sur la défense du principe de démocratie interne et de respect de l'environnement. Ainsi est recherchée une économie qui a comme principe premier la génération, sans but lucratif, de biens et de services. Les entités, en participant à ce réseau s'engagent à promouvoir la solidarité, la réciprocité, l'aide mutuelle et la coopération. Elles doivent aussi s'articuler dans une visée d'autonomie, d'autogestion et d'interdépendance. Le but est ainsi d'étendre la créativité, d'ouvrir des nouvelles voies et manières de faire, de générer de la confiance et de la proximité aux différents niveaux de participation et d'appuyer les formes de relations réticulaires. Par ailleurs, toutes les entités doivent participer à la gestion et à la diffusion du projet, selon le papier signé à l'entrée du MESM. Il est requis qu'elles et leurs personnels consomment le plus possible dans le circuit et mettent à disposition les outils de publicité dont ils disposent pour promouvoir les autres entités du réseau. Enfin, par cette signature, elles s'engagent à faciliter les informations demandées par les organes de contrôle et ainsi suivre une démarche de transparence aussi bien interne qu'externe. Pour conclure, les entités comme l'administration promettent une gestion solidaire et juste.

Voici comment se présente le *Mercado Económico y Social de Madrid* dont l'accentuation sur ses règles et critères permet de saisir son principe heuristique. Ainsi, si l'anthropologie est l'étude de *l'autre*, l'étude du *Mercado Social* comme *autre* forme de marché économique, est bien opératoire. Par sa dénomination « d'alternatif », ce circuit rencontre la racine latine *al* de *alius*, l'autre, le différent. Dans cet autre, il y a la provocation du regard, un face-à-face, une domination qui se rejette. Par ce regard extérieur il s'agira alors de questionner notre propre modèle, de soulever la cause de leur rejet, d'écouter et d'apprendre de leur expérience alternative.

42 Voir annexe 7.

43 Traduit par mes soins.

I. La formation de la « masse critique »

L'idée du MES de Madrid est de mettre en connexion l'ensemble des acteurs de l'économie solidaire et alternative (producteurs, distributeurs, financiers et consommateurs) dans le but de renforcer le modèle économique qu'il défend. Cette démarche répond à un processus social dont il convient de cerner les étapes et les motivations. Tout d'abord, il s'agit de regrouper les individus autour d'un projet. Ceci provient de relations antérieures, que l'on réactive pour donner naissance au projet. C'est grâce au réseau, que l'on peut s'engager dans un projet. C'est parce qu'on a les bases relationnelles, des gens qui supportent un minimum l'initiative, que l'on s'y lance. Luc Boltanski et Eve Chiapello envisagent la notion de réseau comme « un amas de connexions actives propres à faire naître des formes, c'est-à-dire à faire exister des objets et des sujets, en stabilisant et en rendant irréversibles des liens » (2011 : 170).

Ce que fait exister le réseau comme groupe construit, c'est le projet. Il est le prétexte à la connexion d'après ces mêmes auteurs. Il est ce qui entraîne le regroupement, l'union des forces pour le développement d'un objectif commun. Néanmoins, pour qu'il y ait conjonction autour d'un même objectif, des relations même durables ne suffisent pas. Les individus doivent aussi partager un certain nombre d'intérêts et de dispositions pour engager leur force afin que le projet réussisse. Le projet, pour qu'il dispose d'une perspective de réussite plus avantageuse doit regrouper des individus dont les valeurs et les codes sociaux sont plus ou moins similaires et dont les intérêts et dispositions se rapprochent. Cela dit, la réussite ne dépend pas que de cela, contrairement à ce qu'affirme Pierre Bourdieu (1996). Il est nécessaire que le contexte soit propice à la constitution du groupe et du projet. Aussi, les relations doivent s'établir sur un continuum basé sur la confiance et les qualités relationnelles, éléments qui « constituent le ciment du projet » selon Isabelle Orgozo, (*in*. Boltanski et Chiapello, 2011 : 183). Par ailleurs, il est possible de considérer que si le projet veut disposer d'une attractivité plus forte au sein du réseau, il doit se muter ce que nous avons nommé innovation sociale. Celle-ci répond à des besoins corrélés à des aspirations partagées par la plupart des acteurs. C'est la recherche de solutions inédites qui fera du projet une innovation sociale. Le cadre normatif novateur constituera son attractivité. Il s'agit donc d'étudier l'articulation entre besoin/aspiration et constitution d'un groupe uni, à travers les normes d'organisation reposant sur des structures mentales et structures objectives, elles-mêmes pré-existantes et réactivées dans le cadre du projet novateur. Dans une première sous-partie nous étudierons à travers quelles logiques s'élaborent ses besoins et aspirations puis dans une seconde partie comment le travail symbolique de constitution du groupe se met en place en pratique.

A. Les besoins et aspirations partagés comme socle d'unité

Comme je l'ai dit, dans l'introduction de l'ensemble du chapitre, un projet d'innovation sociale nécessite des besoins et des aspirations communs pour sa constitution. Pour cela, il s'agira de considérer les aspirations, comme les différentes projections de finalités socio-économiques relevant d'un ensemble de valeurs et d'expériences. Afin de saisir comment se combinent les besoins et aspirations d'individus vivant dans une capitale en crise économique, il conviendra d'expliquer les processus de mise en place du réseau pour saisir le partage des expériences mais aussi pour déterminer les logiques et valeurs sur lesquelles reposent l'aspiration et le besoin à un autre modèle économique.

1. La création du projet comme stratégie de survie

Le *Mercado Económico y Social de Madrid* a fait son apparition publique il y a maintenant plus d'un an, en février 2012. Il émane d'une concertation entre les différents acteurs de la société civile madrilène (associations et coopératives) appartenant en partie au secteur de l'économie sociale (ES). Depuis les années 2000, les relations entre les coopératives de ce secteur se sont développées. Ceci est notamment dû à la mise en place de la plate-forme REAS, mais aussi à l'appui au projet de la coopérative coop.57, banque éthique permettant la financiarisation de ces mêmes coopératives. Les relations interpersonnelles et la vision d'une économie alternative commune se sont donc petit à petit développées ce qui, selon les discours de certains, ont été les premiers vecteurs des initiatives de l'économie solidaire et alternative madrilène. « Pour moi la base du MESM c'est sa dimension plus relationnelle et ce qui a débuté avec certains réseaux de coopération à Madrid dans les années 2000 » m'affirmera lors d'un premier entretien un des membres promoteur du projet.

Dès cette période, ces acteurs ont ouvert des ateliers de réflexions au sein de différents réseaux (REAS, *Traviesa*, *Madeja*) mais aussi dans des centres sociaux autogérés comme *Le Patio Maravillas* ou *La Piluka*. Les connexions entre ces individus et leur organisation ont donc préexisté au projet de février 2012. La notion de « réactivation » des liens du monde réticulaire introduite dans la notion de capital social et dans l'ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme*, est donc bien présente au sein du projet.

Néanmoins, dans un contexte de crise économique et avec les mouvements du 15-M, ces relations et leur établissement au sein de ces ateliers ont commencé à prendre une direction « *plus active* » selon les dires des participants. En effet, les discussions se sont tournées vers le souci du pouvoir d'action dont disposait l'économie solidaire et alternative. Ainsi, selon eux, à Madrid, chacun réalisait des projets de son côté sans qu'il n'y ait ni concertation, ni communication entre ces différents acteurs dont les objectifs étaient pourtant communs. Selon Manon Boulianne, la faible institutionnalisation en France du courant de l'ESS conduit, en un risque d'éparpillement et de banalisation des pratiques. On remarque alors que cette critique est similaire à l'ESA espagnole. S'il n'y a pas de projet sociétal commun, chaque personne, chaque « famille » privilégie des logiques de rattrapage et d'adaptation au marché ou à l'État⁴⁴. C'est au sein d'un espace de travail appelé *el patio de la economía*, qu'est apparu la conscience de l'atomisation du secteur. « On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup d'initiatives différentes qui avaient pour but de penser l'économie d'une façon différente, seulement le problème était la dispersion, il y avait peu de coordination et peu de communication » diront-ils lors des différentes journées de présentation du projet.

« Pour mieux optimiser le peu de force que l'on avait » comme l'expliquent certains, a surgi la nécessité d'un terrain pratique pour regrouper ce réseau disséminé. La mise en place d'un projet commun à l'ESA de Madrid est apparue comme le moyen le plus pratique pour ouvrir des possibilités de collaborations multiples : c'est le « prétexte » de Luc Boltanski et Eve Chiapello. La recherche d'une issue comme moyen de résoudre les problèmes économiques communs aux différentes entités de l'ESS de Madrid, devient le premier pas pour la constitution du projet, comme l'attestent les propos suivants.

« On s'est rendu compte qu'on était beaucoup à partager la même situation. Ça a donc permis de réfléchir à comment on pouvait sortir de la crise dans laquelle on était. Parce qu'on voyait que ces processus d'intégration, de fusion et de recherche de stratégies commerciales communes étaient fondamentales dans une stratégie de survie pour les coopératives. »

On discerne alors dans cette recherche de dynamique « l'action stratégique » de Michel de Certeau. Elle est pour lui, « un calcul des forces qui devient possible à partir du moment où le sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un environnement » [1980] (2012 : XLVI). C'est lorsque l'individu est confronté à des difficultés qu'il pose sur la table ses moyens d'action et ses forces pour résoudre la situation qu'il ne peut supporter.

44 Boulianne, M., *et al.*, « L'espérance économie solidaire a principes économie solidaire et mondialisation », *Revue du MAUSS*, n°21, 2003, p. 49.

C'est donc à travers ce calcul réfléchi au cours des différents ateliers que l'action stratégique du réseau a été conduite. Ceci est recoupé par l'analyse de Ronald Burt, cité par Boltanski et Chiapello, qui représente l'action dans un monde réticulaire tant qu'elle est guidée « exclusivement par des considérations stratégiques et par des intérêts » (2011 : 215). Néanmoins, il est à poser la question de la visée de la stratégie. Pour De Certeau, sa préoccupation essentielle est « de parvenir à capitaliser des acquis de manière à les métamorphoser en profits » (*ibid.*). Les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les acteurs rendent peu probables cette dernière considération. Aussi je m'en éloignerai considérant que la recherche stratégique est davantage orientée vers la réduction des pertes ou du moins une bifurcation du terme « profit ». Il est alors possible d'envisager le profit, non comme quelque chose de financier mais plutôt du domaine des possibilités d'action sociale. La stratégie économique, comme calcul des forces, se traduit donc par la recherche de partenaires et par le développement de la dimension locale : on va chercher le soutien au plus proche et non celui qui permet de maximiser nos gains.

De fait, il est possible de rapprocher cette optique de survie à ce qui est visible dans ce que Didier Fassin appelle « les économies morales ». Elles sont « la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des sentiments moraux, des émotions et des valeurs, des normes et obligations de l'espace social » (2009 : 1257). Elles sont notables lorsqu'il y a « un système d'exploitation » selon cet auteur. Ce sont elles qui indiquent comment ce système peut tenir ou exploser. Une des conditions, qu'il reprend à James C. Scott (*ibid.* : 1247), est celle qui repose sur « l'éthique de subsistance ». Ceci provient du « désir de sécurité » qui selon ce même auteur est le « fondement absolu de "droits moraux", et notamment un "droit à la subsistance" » (*ibid.* : 1248). C'est lorsque ce niveau minimum de survie est méprisé que la révolte se met en place. Dans le cadre du projet du MESM, ce n'est pas ce niveau ultime qui est atteint, ni la révolte qui est animée. Néanmoins, il est possible de considérer que la démarche de recherche d'une alternative innovante s'en rapproche dans la manière où elle se trouve dans une démarche de survie économique. Elle cherche uniquement le changement de logique et non la révolte violente et radicale. Selon Alain Caillé (2003 : 6) quand on ne sait pas comment survivre ni de quoi demain sera fait, on n'attend que soient résolus « les grands dilemmes de la science et de la sociologie économiques ». Il faut, selon lui, « simplement se procurer au plus pressé les moyens de la survie matérielle, se débrouiller, trouver le pain quotidien et un peu plus, assurer ce que l'anthropologue Karl Polanyi appelait la "*livelihood of man*", la matérielle pourrait-on dire en un français un peu vieilli » (*op. cit.* : 6). Si la recherche d'une survie matérielle tente d'obtenir des principes de bonne vie, de justice, de respect et dignité humaine, la recherche d'alternatives dans le sens où elle cherche une réponse face à la dureté de la crise économique s'inscrit dans la démarche de recherche d'une économie morale.

Il est possible d'affirmer alors que cette recherche mêle action stratégique et action tactique. La survie matérielle est stratégique car elle s'attache à un lieu propre, ici l'espace du marché économique. Ceci entraîne selon Michel de Certeau « une victoire du lieu sur le temps » [1980] (2012 : 60) car elle permet de capitaliser des avantages acquis, de préparer des expansions futures et de se donner une indépendance par rapport à la variabilité des circonstances. Le réseau, parce qu'il est assis sur des bases relationnelles plus ou moins solides et durables permet cette projection. Néanmoins, la force stratégique du MESM serait effective s'il était véritablement indépendant du marché conventionnel. Or, le circuit n'est pas fermé et la plupart des entités membres ont des relations commerciales avec des acteurs extérieurs : des institutions, administrations du tiers-secteur pour n'en citer que quelques-uns. Elles dépendent donc en partie du marché du travail conventionnel. De fait, la maîtrise de l'espace économique est à relativiser car les règles inhérentes à cet espace sont imposées par des logiques supra-nationales. Ainsi c'est la tactique qui prend le dessus. Selon le théoricien, « la tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère. Elle n'a pas moyen de se tenir en elle-même, à distance (...) : elle est en mouvement » (*ibid.* : 61).

En effet, les entités de l'ESA et particulièrement les coopératives par leur organisation autonome et démocratique disposent d'une certaine flexibilité qui leur permet de jouer avec la conjoncture du marché du travail.

« Je pense qu'avec la constitution du réseau et la monnaie sociale, on pourra plus faire de la coopération. Ça a déjà commencé d'ailleurs, mais comme ça, des gens qui ont les mêmes approches que nous, pourront sortir un peu la tête de l'eau, voir aussi comment nous on fait pour s'en sortir et créer des partenariats. Il y a des trucs à faire mais faut qu'on se serre les coudes. Et puis faut ruser aussi, se faire passer les informations pour les subventions, partager les diagnostics et les terrains où il y a du travail. On l'a toujours un peu fait mais avec un réseau plus solide et de la confiance ça devrait aller plus loin » me confiera une jeune psychologue travaillant en coopérative et promoteur du MESM.

Il y a donc possibilité et envie de survivre dans l'espace dominant car il y a ruse, détournement des pratiques conventionnelles. Cette démarche permet d'utiliser « les failles que les conjonctures particulières ouvrent » (*ibid.*). L'économie solidaire et alternative, parce qu'elle s'adapte « crée la surprise » propre à la tactique mais gagne ce qu'elle garde car elle ouvre des réseaux, ce que Michel de Certeau ôte à la tactique ; « ce qu'elle gagne ne se garde pas » selon l'auteur (*ibid.*). La double articulation entre action stratégique et action tactique du projet du MESM reste à être vérifiée dans l'application pratique du projet (voir II et III). Néanmoins, la créativité intellectuelle dont le monde réticulaire fait preuve lui permet de s'insérer dans le champ rigide du marché conventionnel, de s'inscrire dans les interstices de celui-ci et donc d'aller trouver des moyens de survie.

Cela dit, la recherche de la survie, d'une alternative pour la collectivité suppose aussi une certaine capacité de résilience. Sans une énergie forte, on ne peut s'engager dans un projet de recherche tant celui-ci nécessite une disposition mentale pour penser tous les mécanismes qu'il nécessite. La résilience, processus qui permet la reprise d'un nouveau développement après un traumatisme psychique, est un concept aujourd'hui reconnu dans le monde entier. En France, il a émergé grâce aux travaux du neuropsychiatre et ethnologue Boris Cyrulnik⁴⁵. La résilience est possible lorsque l'individu ou le groupe est entouré par une famille ou un environnement ouvert à l'écoute. Ils se stimulent mutuellement. Par la parole dont se dote le groupe, il va créer une disposition à la résilience et va pouvoir surmonter son traumatisme. L'utilisation de ce concept nous permet de comprendre en quoi il est nécessaire pour un projet se rapportant à une démarche de survie, de se constituer un groupe. Il est possible de dire que le cas du MESM et de la situation économique de ses entités ne s'engage pas dans l'action traumatique qu'un enfant déporté a pu subir, comme c'est le cas étudié par le chercheur français. Cependant, la démarche du réseau, dans la construction d'un projet commun élaboré sur la volonté d'être ensemble, produit des effets protecteurs et dynamisants qui vont pousser certaines entités à affronter les difficultés de la crise économique. Ceci est attesté par le présent discours d'un jeune informaticien cherchant divers contrats. Quelques mois après cette discussion, ce dernier aura trouvé un gros contrat avec la version espagnole du journal *Alternatives Économiques*.

« On a eu pas mal de difficultés internes avec la crise. Même si c'est vrai que le format de la coopérative permet de mieux s'adapter aux conjonctures économiques, on subit quand même. Le fait de se regrouper, de parler des différents problèmes que l'on a permet de reprendre du courage, surtout quand tu t'engages dans le projet du MESM qui te permet d'avoir un peu d'activité aussi »

Il y a bien, à travers ce discours l'importance du partage de l'expérience qui rentre en jeu comme motif de regroupement. Ainsi, nombreux sont les acteurs du MESM qui pensent que la crise économique et la stratégie de survie ont apporté un souffle nouveau et positif à la collectivité : « Ce qui s'est passé c'est que la crise a accéléré ce qui était en marche. Ce que je crois c'est que la crise a fait chercher chez les gens plus d'alternatives, plus d'initiatives pour faire les choses mieux » déclarera une consommatrice du réseau.

La crise économique et les réductions budgétaires ont fermé la voie à de nombreuses entreprises recherchant l'innovation. Pour continuer dans la voie qu'ils avaient tracée, les entreprises de l'économie solidaire et alternative de Madrid ont puisé dans la force collective, dans l'échange des perspectives de vie et dans le sentiment qu'il est possible de s'entre-aider.

45 Cyrulnik, B., *Un Merveilleux malheur*, Odile Jacob, 1999.

Le regroupement des individus pour la satisfaction d'un besoin primaire, soit celui d'un emploi permettant une vie digne, s'inscrit dans la recherche d'un substitut à l'action étatique dont le rôle, aujourd'hui, faisant l'objet d'un consensus est d'établir les modalités de prise en charge des besoins sociaux et humains. C'est dans cette espérance déçue que s'est construit le projet d'innovation sociale.

2. Les logiques contestataires

Comme je l'ai introduit antérieurement par l'évocation d'Alain Caillé, c'est parce que la société et plus particulièrement ses institutions, ne répondent pas aux attentes de ses membres que ces derniers ouvrent la voie à de nouvelles formes d'organisation, ce qui semble cohérent, sinon ils suivraient les modes d'organisation convenues. Ainsi donc la question à saisir est, qu'est-ce qui pousse les acteurs du *Mercado Económico y Social de Madrid* à créer ce circuit et à lui donner cette forme ? Je l'ai expliqué, dans une première partie, c'est tout d'abord la nécessité de survie. Néanmoins, celle-ci est possible si l'ensemble du groupe soutient l'initiative et partage cet objectif. Comme le MESM n'est pas uniquement fait de producteurs et distributeurs, il n'est pas uniquement orienté vers une survie économique. Par l'adhésion des consommateurs, c'est clairement la promotion d'une économie alternative qui devient l'objectif du projet. Plus largement c'est un projet de société qui prend place avec la participation de ces derniers et la fermeture du cycle économique. En effet, comme l'affirme Florence Weber dans sa présentation de *l'Essai sur le don* de Marcel Mauss « le monde social est présent dans chaque action économique » [1924-1925] (2012 : 52). La volonté de changement social, présent à travers la notion d'innovation sociale, peut donc être représentée dans le fait économique. Ceci est présent dans de nombreux discours des participants au MESM, qui par leur engagement cherchent à « construire une société plus juste, plus digne » selon la reprise du discours d'une membre d'une coopérative d'énergie solaire, émis lors de l'assemblée générale du 1er décembre.

L'innovation sociale répond, selon Bouba-Olga et Grossetti, repris par Jérôme Blanc lors de son étude sur les monnaies sociales⁴⁶, à des logiques contestataires. Celles-ci visent à remettre en cause les règles, valeurs et fonctionnements de l'économie en vigueur mais aussi du système socio-politique qu'il le sous-tend. Dans le cas du MESM et selon les différents discours de ses acteurs, il est possible de définir cette contestation dans deux optiques différentes. Celle qui s'adresse à la gestion politique de la crise économique et celle qui prend comme objet le consumérisme, soit un mode de vie uniquement axé sur l'achat insatiable. Selon Pierre Bourdieu « *l'Etat contribue à chaque moment à l'existence et à la persistance du champ économique* » (2000 : 25). Les critiques qui permettent la remise en cause puis la création du système économique alternatif, s'adressent donc en partie à cette institution qui appuie le système économique actuel, comme l'affirment ces propos.

46 Blanc, J., Fare, M., « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation », *Innovations*, De Boeck Supérieur, n° 38, 2012, p. 76.

« Je pense qu'il faut réellement changer le système capitaliste, un système qui crée des injustices profondes et concentre les richesses dans les mains de peu de gens. Il faut aussi que l'État appuie ce changement de modèle, parce que pour le moment l'État espagnol et l'Europe n'ont pas vraiment montré leur opposition au capitalisme et même il contribue à sa pérennité. Ils nous appellent les "anti-systèmes", bah moi je revendique clairement cette appellation ! ».

Ce discours, rencontré chez un représentant du commerce équitable est audible dans le reste du réseau, aussi bien chez les consommateurs, que dans les associations et autres coopératives. En cela on peut dire que les acteurs du MESM disposent des mêmes représentations politiques et des mêmes préférences économiques. Le partage de cette critique est un des socle du projet. Il renforce le groupe et son ambition pour un projet en dehors du circuit et des modes de fonctionnements conventionnels. Par ailleurs, la logique contestataire assumée vis-à-vis du représentant politique est présente dans la recherche d'un lieu pour la *Féria* du mois de juin : les lieux publics ont souvent été rejetés, les membres de la commission étant rétifs à donner de l'argent à la mairie de Madrid. Ces propos formulés lors d'une réunion de la commission organisant cet événement, témoignent de ce jugement. Par ailleurs, le cadre de cette discussion, dans une salle sans fenêtre, donnait à cette organisation une teinte de contestation clandestine. « Moi le lieu me paraît bien mais c'est un peu pactiser avec le diable quand même... » diront certains. « Non, on peut pas donner de l'argent à la mairie, s'il vous plait, on peut pas financer le fascisme ! » soutiendront d'autres.

Le maire de Madrid, appartenant à la majorité gouvernementale et entamant d'ailleurs une démarche de privatisation du service de santé, souci présent dans les discours des acteurs, est fort déprécié dans ce milieu. Néanmoins, la notion de désobéissance civile, action traduisant la contestation dans son essence, est peu abordée, comme l'atteste la déclaration d'un membre de la commission de la monnaie fondateur du projet.

« La question de la désobéissance civile est sur la table mais je pense qu'il faut qu'on la travaille plus, tant au niveau théorique, de ce que ça signifie de faire de la désobéissance civile et donc quelle alternative cherchons-nous face aux types de prestations qu'offre l'État et que nous entendons qu'elles sont indispensables. »

Le MESM ne se pose pas clairement dans un projet de contestation des institutions étatiques mais fait tout de même apparaître, par le biais des représentations culturelles de ces acteurs, un rejet du politique.

Ceci est une des analyses les plus courantes vis-à-vis du mouvement des Indignés espagnols⁴⁷. Même si tous les membres du MESM n'ont pas tous été actifs pendant le printemps 2011, ils disent s'accorder avec les principales considérations et revendications qui ont été soulevées par le 15-M. Par ailleurs, ceci semble s'être exacerbé avec les affaires de corruption, secouant les deux grands partis majoritaires que sont le PP et le PSOE. En effet, Manuel Castells lit ce mouvement, englobant une partie de la société espagnole, comme affirmant une absence de confiance dans les institutions actuelles. Ceci conduit les individus, selon lui à « se plonger dans le chemin incertain de la création de nouvelles formes de vie en commun cherchant un nouveau contrat social »⁴⁸ (2012 : 220). Cette position transparait alors dans les propos d'un membre du MESM et d'une association d'économistes promouvant une économie solidaire.

« La chose est que c'est un État faible et l'unique chose que peut faire un État faible est de renforcer la coercition contre ceux qui ne pensent pas pareil. On pense qu'il y a une partie du pacte social qui est déchirée. »

Le contrat social est à considérer comme un accord originel entre l'État et la société pour lequel cette dernière a renoncé à un certain nombre de libertés pour que l'État se charge de son organisation. Cette même affirmation peut être remise en question sur la notion de la délégation du pouvoir mais je n'en ferai pas un développement. Cette notion et celle de sa rupture nécessiteraient un mémoire complet ou au moins une bibliographie⁴⁹. De fait, il s'agit uniquement de soulever la représentation d'un État « faible » et « coercitif » comme poussant les acteurs à rechercher un autre modèle. En effet, selon Karl Polanyi un pays qui s'oppose au *statu quo* entraîne chez sa population une remise en cause de l'ordre institutionnel existant. Les individus sont prompts à découvrir les faiblesses du système étatique et ainsi à « envisager la création d'institutions mieux adaptées à leurs intérêts » [1944] (2011 : 69). C'est ce qui semble se dessiner au sein du MESM, comme l'attestent les propos de cette même personne. « Aujourd'hui, l'État a plus de sous et le peu qu'il a, il ne le destine pas à du développement local, social. Du coup si tu veux faire quelque chose, te sortir un peu de ta propre condition et faire avancer les choses, c'est à toi de trouver les moyens et c'est vrai que le MESM c'en est un ».

47 Citton Yves *et al.*, « Bienvenue aux indignés, mutins et lutteurs ! », *Multitudes*, Assoc. Multitudes, n° 46, 2011, p. 21.

48 Traduit par mes soins.

49 Pour approfondir cette question il est possible d'aller consulter entre autres Badie, B., Vidal, D., *La Cassure, l'état du monde 2013*, La Découverte, 2012 ou Rosanvallon, P., *Refaire société*, République des Idées, Seuil, 2011.

La représentation dont disposent les acteurs du projet se constitue en partie par rapport au diagnostic interprétant un déficit d'action novatrice de la part du pouvoir politique. Bon nombre des membres du réseau – et globalement bon nombre des espagnols – pensent que la priorité a été donnée au sauvetage des banques et des grandes entreprises. La recherche d'une alternative se conçoit alors comme le considèrent Noël Barbe et Serge Latouche comme « une logique autre que celle de l'accumulation illimitée d'un capital économique et de l'exclusion massive des perdants » (2004 : 2). Cette dynamique fait apparaître une des autres dimensions du *Mercado Económico y Social de Madrid*.

La critique du marché conventionnel est très forte dans ce réseau. Il est vu comme un outil d'exploitation du travail des hommes et des ressources naturelles et « sans futur », comme l'affirment certains. C'est donc principalement à travers cette dénonciation que se construit l'adhésion théorique des acteurs au projet. Le système économique actuel peut être signifié selon les termes suivants, données récoltées lors d'un échange entre plusieurs acteurs du projet madrilène.

« Le système d'aujourd'hui crée des échanges et des relations inégaux, asymétriques, injustes. Il y a des élites qui tiennent le pouvoir et les ressources. C'est eux qui mettent les règles du jeu sur la table, sur notre table. Le MESM, c'est une manière de reprendre les rênes... ou de les créer. »

Il y a donc bien une conscience sociale derrière la vision de l'économie promue par ces individus. Ils considèrent que l'économie actuelle n'est pas créée, ni dirigée par les individus de la société, par les « gens du commun ». L'affirmation « on veut une économie saine, des gens » apparaît comme un leitmotiv, un slogan tant il a été retrouvé dans les discours des individus interrogés. L'analyse de Louis Dumont est ainsi partagée. Selon lui,

« Dans la plupart des sociétés [...] les relations entre hommes sont plus importantes, plus hautement valorisées que les relations entre hommes et choses. Cette primauté est renversée dans le type moderne de société, où les relations entre hommes sont au contraire subordonnées aux relations entre les hommes et les choses » (1985 : 13).

C'est la « société moderne » que bon nombre considère comme « anonyme, égoïste et mercantile » qui est critiquée par le biais de l'action du MESM. Leur démarche générale, comme réseau regroupant en partie le monde de l'économie solidaire se situe, selon José Arocena « dans l'union des individus contre l'exclusivité d'une forme de création de richesse établie par le marché et le gain individuel » (*in*. Laville 2009 : 9). Ce regroupement, selon ce même auteur a pour but de développer d'autres formes économiques où l'être humain serait situé au centre du processus (*ibid.*). L'économie solidaire et alternative, pour ce dernier est donc des entreprises sociales qui développent des notions innovantes de gouvernance démocratique et d'économie partagée.

De plus, le mouvement du 15-M et ceux qui ont suivi, ont établi un terrain propice aux revendications et à la critique sociale. En effet, comme je l'ai expliqué en introduction générale, ces deux critiques visant le marché conventionnel et l'État ont été massivement affirmées à travers les différentes actions populaires. Ces mouvements saturés d'affect ont ainsi eu pour but de se réaccaparer la parole politique, ce qui est sensible dans le projet alternatif du MESM. On identifie ici, ce que James Jasper appelle des émotions « partagées » (*shared*) : « Elles sont consciemment éprouvées par le groupe dans le même temps, mais n'ont pas les autres membres du groupe comme objet. Le groupe nourrit de la colère envers l'extérieur, ou de l'indignation envers les politiques gouvernementales »⁵⁰.

La colère ou l'indignation orientées vers la gestion étatique de la crise ou vers la toute puissance de l'argent créent un groupe disposant des mêmes représentations politiques. La proximité de ces représentations, présente aussi bien sous la forme d'émotions que sous celle de réflexions rationnelles, permet aux individus de s'engager dans le projet alternatif. C'est parce que le projet partage une idéologie similaire à celle de l'individu que ce dernier peut s'y investir. La notion d'idéologie est à entendre comme le conçoit Hanna Arendt, soit « littéralement ce que son nom nous indique : elle est la logique d'une idée » [1958] (1972 : 216). Celle qui est ici soulevée comme permettant l'unification des différentes idées du groupe est donc la logique contestataire dirigée vers les mêmes objets. Celle-ci relève d'aspirations très variées mais retrouve finalement son objectif premier dans le projet du *Mercado Económico y Social de Madrid*, soit celui de construire une économie qui « serait dirigée par et pour la collectivité » selon les discours recueillis.

Par ailleurs, beaucoup d'acteurs du MESM ont été interrogé par des individus extérieurs au réseau s'il était possible de construire une autre économie. Cette requête signifie qu'en dehors du monde réticulaire, cette préoccupation est sensible. Ce partage des aspirations par d'autres individus, étrangers au MESM, les encourage dans leur démarche et les pousse à continuer le projet, comme en témoigne ce discours relaté lors d'une commission de diffusion.

« Il y a beaucoup de gens qui me demandent si c'est possible de changer l'économie, de construire une alternative. Savoir qu'il y a tant de gens qui sollicitent un projet comme ça, c'est vraiment motivant. Tu te dis que t'es pas la seule à vouloir faire le pas, que les gens en ont marre du système et qu'ils veulent changer les choses. Tu te dis que les choses bougent aussi. »

50 Jasper, J., « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements », *Sociological Forum*, 1998, p. 13.

Ainsi, le projet d'innovation sociale se justifie par la demande sociale ressentie ou supposée. On agit parce qu'on perçoit que le diagnostic est partagé par d'autres individus que soi, qu'il dispose d'un écho potentiel et donc que l'engagement des forces nécessaires pour sa construction ne sera pas perdu. Cette considération est largement présente dans le discours suivant, qui évoque la dynamique qui a agité les promoteurs du projet lors de sa première présentation. « À la première réunion, quand on a présenté le projet il y avait tellement de monde que certains ne pouvaient pas entrer. Je t'assure rien que d'y repenser ça me fait des frissons ! Quand on a vu ça, on s'est dit, "OK, là on peut y aller !" »

Le projet, comme résultant d'une position axée sur la volonté d'une différence, détient donc sa solidité car il donne de la force à la parole privée qui critique l'ordre économique établi. Le fait qu'il soit partagé par un nombre important d'individus permet à la critique d'exister et de fait, à la recherche de sa solution de s'épanouir. Sans que cela explique le passage à l'action, ce fait permet de saisir un des premiers processus qui pousse à l'action. La logique contestataire crée un terrain fertile pour le projet mais néanmoins, pour qu'il prenne de l'ampleur et passe au niveau de l'action, il nécessite de disposer de quelques graines sur le point d'éclore.

3. La logique palliative et la représentation de l'échange marchand

Comme je l'ai affirmé, le regroupement pour un projet alternatif fonctionne par le partage d'un certain nombre d'aspirations basées sur un diagnostic très critique vis-à-vis du système économique et de la politique qui sous-tend son existence. Néanmoins, il semble qu'un projet d'innovation sociale peut difficilement fleurir s'il est uniquement basé sur la récusation totale : l'effort de construction serait trop lourd si toutes formes d'organisation sociale étaient désavouées. De fait l'innovation sociale, en tant qu'elle tente de créer des solutions inédites, doit aussi reposer sur un existant. La logique palliative, celle qui vise à améliorer l'existant, est donc une des logiques fondamentales de la créativité. Dans le cadre du MESM celle-ci se retrouve principalement dans la mise en valeur des savoirs et savoir-faire préexistants au projet et internes à l'économie solidaire et alternative. Plus largement la démarche améliorative se retrouve dans la prise en compte d'un lien social à préserver ou à revivifier, qui est celui que l'on rencontre dans l'échange marchand. Ces deux éléments sont essentiels à la formation d'un groupe construisant un marché économique alternatif, ils sont des éléments de refonte du lien social.

Le but du marché social de Madrid est, comme nous l'avons dit, de donner plus de visibilité aux initiatives de l'ESA. Ainsi, à travers l'initiative économique, il s'agit de valoriser un type de métier et de pratiques quotidiennes. La mise en action de la logique palliative sera étudiée dans les deuxièmes et troisièmes parties. Cela dit, il est nécessaire d'établir son assise idéale présente chez les participants du MESM. Ceci se traduit à travers la représentation que les membres du MESM ont de l'échange marchand. Cette dernière est évoquée en les termes suivants en opposition à celle dominante :

« Aujourd'hui c'est un peu " nous avons fait notre part du gâteau et ça nous est égal comment se déroule la suite, si ça profite à d'autres gens, si ça crée des inégalités dans notre pays ". De ce point de vue je crois que l'État-providence a cassé ces liens de solidarité. Je crois qu'on a laissé la solidarité être exercée par l'État et on a oublié de l'exercer entre personnes. La solidarité existe mais faut vraiment la faire revenir comme une des valeurs principales de notre société. »

En effet, la notion de solidarité est à la base de notre système d'universalisation des services et des prestations sociales. Selon Marcel Mauss dans son *Essai sur le don*, ce système est basé sur la reconnaissance du labour fourni par le travailleur à la collectivité. Cette logique s'inspire de la notion de don et contre-don pour développer celle d'État-providence, « qui doit une certaine sécurité dans la vie, contre le chômage, contre la maladie, contre la vieillesse, la mort » [1923-1924] (2012 : 217) en échange du service rendu à la collectivité. Par cela, il y a création de solidarité automatique.

Ainsi de sentiment de délitement de l'État-providence, que l'on peut discerner dans ces propos, cherche à être résolu par l'action du réticulaire du marché alternatif. En conséquent il s'agit de penser davantage les biens marchands comme résultant d'un labeur, du fruit d'un individu. C'est le statut du commerçant, comme maître d'œuvre disposant d'un savoir-faire propre et nécessaire à la société, que la démarche du MESM tente de réintroduire dans le circuit économique. On cherche à ne pas considérer l'individu seulement dans sa fonction économique. Ceci, par ailleurs, est d'après Anne-Marie Crétiéneau, constitutif de la stratégie de survie. Ce rôle économique détermine habituellement sa place dans le réseau de production, et plus largement sa place dans la société⁵¹. La valorisation des savoirs et savoir-faire de chacun dans le monde réticulaire sert pour l'ensemble du groupe et sa survie. On voit alors une certaine rupture avec la notion d'*homo œconomicus*, axé en priorité sur une vision mercantile de l'économie. Dans cette visée, Hannah Arendt dans *Condition de l'homme moderne* (1958) voit la coopération ou la solidarité comme issus de rapports sociaux symétriques. Ces rapports sont l'une des composantes de la notion de réciprocité de Karl Polanyi. Cette dernière est la forme d'intégration dont « les équivalences déterminent la quantité qui est appropriée par rapport à la partie qui occupe une place symétrique » (*op. cit.* : 259). qu'aujourd'hui on se concentre davantage sur le résultat que sur les moyens, que la question « à quoi ça sert ? » est « hypertrophiée » [1958] (1983 : 206). Le sens accordé à l'efficacité rend, selon elle absurde les autres visées de l'action et déshumanise cette dernière.

Sans pour autant affirmer que l'action du MESM et ses prospectives rompent entièrement avec la notion d'*homo œconomicus*, les membres du réseau considèrent davantage les échanges. Ce principe explique, selon Jean-Michel Servet les discriminations positives en matière de tarification du commerce équitable, des finances éthiques et des systèmes d'échanges locaux (2007 : 269). Mise à part dans le fonctionnement propre des entités de l'économie solidaire et alternative madrilène, le principe de redistribution et de relation symétrique, est présent dans l'organisation même du MESM. Lors de la mise en place du réseau, les qualités de nombreux membres ont été sollicitées. Que ce soit pour gérer l'organisation, créer le site web et les différentes applications internet nécessitant des connaissances pointues sur le sujet, les savoir-faire des acteurs ont été requis. D'ailleurs, certains, collaborant et fournissant un travail si conséquent qu'il leur a été accordé un solde ; «une misère», comme le perçoivent certains. Ainsi le réseau, privilégie ses membres pour leur confier une tâche rémunérée. De fait, par l'affinité qu'il constitue, le réseau crée de la solidarité. Le service de graphiste du réseau sera alors requis pour élaborer le nouveau site web de la monnaie sociale. «On leur a demandé de le faire parce qu'on savait qu'ils avaient besoin de travail et qu'ils pouvaient le faire sans problème. On va pas aller chercher quelqu'un je ne sais où, alors qu'on en a au MESM !»

51 Crétiéneau A.-M., « Économie sociale et solidaire et développement durable : pensée et actions en conjonction », *Marché et organisations*, n° 11, 2010, p. 45.

Par ailleurs, la réciprocité suppose au préalable une fragmentation, une singularisation des êtres que la composition d'une totalité réunit. Elle fait apparaître de l'individualisation, cette reconnaissance des droits et des qualités de chacun, procédé nécessaire à la solidarité. En effet, le « je » se définit par rapport à autrui et non par son indépendance aux autres. Il y a donc souci de l'autre et prise en charge d'autrui par chacun, d'où individualisation. L'action du MESM, dans sa stratégie de regroupement, articule alors stratégie économique et réciprocité. En ceci nous pouvons rapprocher cette démarche d'un concept fondateur de l'anthropologie, établit Émile Durkheim dans son ouvrage *De la division du travail social*. Celui-ci est la « solidarité mécanique ». Elle se développe dans des communautés, ou dans des groupes disposant de valeurs communes très fortes. Elle a la fonction de « maintenir intacte la cohésion sociale » [1893] (1967 : 103). La solidarité et la cohésion s'exercent à partir du partage des mêmes valeurs, dont j'ai exposé certaines des composantes. Ces dernières, parce que soutien de l'ESA, sont très prégnantes dans le *Mercado Económico y Social de Madrid*. Ces valeurs sont le socle des partenariats économiques mis en place, comme en témoigne la déclaration d'un commerçant du réseau au sujet de l'usage du *boniato* et du réseau. « Bien sûr je vais aller consommer chez les commerçants du MESM. On partage les mêmes idées, je préfère aller soutenir un gars comme ça que donner mon argent à je sais pas quelle firme, d'autant qu'il en a besoin et que je le connais. »

On retrouve alors de ce que Joël Candau nomme « la coopération fermée » qui « s'applique exclusivement à l'intérieur de la parenté ou du groupe d'appartenance » (2012 : 6). La coopération se fait en privilégiant celui qui suit mes principes au détriment de l'autre qui ne s'y accorde pas. Cette position au demeurant créant de l'exclusion, permet de renforcer l'objectif alternatif du projet ainsi que sa force même. La notion de coopération dans les pratiques professionnelles du monde réticulaire sera étudiée en troisième partie.

La logique palliative du MESM permet aussi d'estimer l'apport de chacun comme potentiel d'action, puissance d'agir et de penser. Ceci est nommé la *potentia*. C'est ce que Majid Rahnema considère comme étant « la puissance des pauvres »⁵². Elle permet à chacun de pouvoir aller au-delà de la crise économique car son environnement le valorise. L'appel à la *potentia* et l'ancrage local enchâssent l'économie dans une mise en perspective collective, soit intègre (*embedded*) l'économie dans l'activité sociale, selon les termes de Karl Polanyi. Ceci est identifiable dans la recherche d'entité pour fermer le cycle économique. En effet, les magasins de commerce équitable et de cosmétiques écologiques par exemple, sont présents dans la capitale hispanique. Néanmoins, ils demeurent peu connus.

52 Rahnema M, Robert, J., *La puissance des pauvres*, Essai, Babel, 2012, p. 44.

La logique du projet, par le réseau d'individus qu'elle mobilise est alors de faire connaître ces entreprises à un public plus large mais aussi et simplement au reste du réseau. Au fil des rencontres, des *fériers* et autres assemblées se met en place un lien plus personnel entre les différents membres du circuit économique. Une des motivations qui détermine la participation au marché alternatif suit alors la représentation de l'échange marchand basé sur l'inter-reconnaissance des capacités de chacun.

Il est possible de considérer que la représentation de l'échange dont disposent ces acteurs repose sur une certaine empathie du proche-lointain que Isabelle Sommier considère constitutif des « militants altermondialistes »⁵³. Pour elle, c'est parce que l'individu dispose de certaines ressources culturelles et d'une certaine sécurité économique qu'il est propre à s'engager dans cette cause « abstraite » et que son empathie tient. De ce que nous avons pu observer, c'est davantage le diagnostic politique, reposant sur un capital culturel certes, qui induit les représentations de ce que « doit être » l'échange pour ces individus. Cela dit, dans un espace marchand globalisé, l'échange est à plusieurs échelles. Leur représentation se porte alors aussi vers ce qu'il est, selon l'analyse discursive ici présente. « C'est le produit de logiques supra-nationales qui déterminent la vie de personnes qui vivent très loin mais avec lequel tu as un lien, parce que c'est eux qui produisent ce que tu manges, portes et utilises ».

Cette prise en compte du lien mondial créateur d'échanges marchands est notable à travers les réseaux mondiaux avec lesquels le *Mercado Social* est en contact par différents biais. En effet les bulletins mensuels du MESM diffusent les projets de l'économie sociale et solidaire de l'échelle mondiale. Ainsi en janvier était présenté par ce biais le sommet UE-CELAC⁵⁴, le 29^e congrès annuel du CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative) situé à Vienne, le 20^e anniversaire de Via Campesina et sa campagne de soutien ou encore la présentation du Forum Social Mondial de 2013. Ceci montre en premier lieu que le monde de l'économie alternative n'est pas un monde fermé mais un espace d'interaction constante entre les différentes entités la composant. De plus, ceci témoigne de la logique globale dans laquelle s'insère le MESM car concevant l'échange marchand dans sa dynamique mondiale.

53 Costey, P., Perdoncin, A., « Entretien avec Isabelle Sommier. L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement? », *Tracés*, Revue de Sciences humaines, n°11, 2006, p. 165.

54 Réunion des chefs d'État et de gouvernement d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes à Santiago (Chili), les 26 et 27 janvier 2013, pour discuter d'une Alliance pour le développement durable pour la promotion des investissements de qualité sociale et environnementale.

La logique militante dans laquelle s'inscrit le MESM suit alors ce que Sydney Tarrow appelle les « cosmopolites enracinés » (*rooted cosmopolitan*) qui sont des militants qui se caractérisent par leur cosmopolitisme cognitif et par les liens relationnels qui les unissent à d'autres pays et aux institutions internationales. C'est « l'imbrication croissante des réseaux d'une communauté internationale d'une grande complexité » (2002 : 87) qui a entraîné selon lui cette composition. Le MESM se place par l'action de diffusion de projets mondiaux dans un réseau plus ample, un espace interconnecté. On converge les objectifs pour entamer un changement plus profond car ces représentations sont partagées au-delà de la ville et au-delà du pays. La logique palliative est alors à toutes les échelles.

Le projet de construire un circuit alternatif au niveau national, regroupant les initiatives du même format que le MESM (avec critères de sélection et monnaie sociale) se présente dans cette même dynamique. Il s'agit de regrouper les individus agissant pour la promotion de l'échange marchand basé sur des relations équitables. Ainsi, cette représentation et la « société plus juste » qui est cherchée à travers celle-ci, selon la position discursive des acteurs, sera plus visible et disposera d'un poids politique plus conséquent. Cette démarche est présente dans le discours d'un membre de la librairie de référence du réseau.

« Le but du MESM c'est aussi d'encourager par le haut, le développement de législation, ou aussi la dénonciation de ce qui se passe au loin dans les multinationales. Parce que si tu agis trop par le bas, tu n'as aucun effet au haut mais le but c'est d'articuler tout ça et de faire que nos pressions et nos revendications soient cohérentes et avec un minimum d'efficacité ».

Cette projection est possible car ils ont conscience que leur point de vue est partagé et peut donc avoir une force plus conséquente. En effet, comme le rapportent les propos suivants, le projet au niveau national requiert énormément de coordination, de temps et de volonté.

« Mais bon, vu qu'il y a de la volonté, de l'envie et de la confiance et que nous entendons un peu tous que c'est une lutte pas seulement locale mais aussi au niveau de l'État espagnol, voire mondiale, ça peut marcher mais l'articulation de tous les processus est très important ».

Ainsi le MESM, car il en a besoin pour son projet d'envergure à l'échelle madrilène, étatique et mondiale, tente de créer un groupe plus ou moins uni et disposant des mêmes perspectives. Le regroupement qu'il effectue met en place une dynamique propre à entamer une « lutte », comme le considèrent ses acteurs. Le système contre lequel ils s'engagent détient des propriétés difficilement identifiables car elles résultent de valeurs prédominantes de la société. La logique palliative que le monde réticulaire utilise pour se coaliser repose alors sur une valorisation des savoir-faire et de l'échange marchand selon sa propre représentation. Ceci lui permet de se projeter dans cet acte difficile et couteux mais qu'il entreprend dans l'ensemble de son organisation.

De fait, à travers sa recherche de voie de survie s'attachant à la vision d'une économie morale dont l'application repose sur un jeu entre stratégie et tactique, le projet fédère. Cette union est renforcée par le partage d'un capital culturel et politique que les individus ont avant d'entrer dans le projet mais qui constitue un des ciments des relations interpersonnelles qui se jouent dans le monde réticulaire. Néanmoins, le partage des représentations et des différentes logiques déterminant l'action ne semblent pas suffire à l'organisation d'un cycle économique alternatif. Il nécessite un travail de groupe qui le soude et permette de répondre réellement aux attentes des individus le recherchant. Ce travail est analysé dans la partie suivante.

B. Les commissions comme métaphores spatiales du projet

Ainsi, comme il a été avancé, le réseau dispose d'un socle commun, présent à travers les besoins et aspirations des acteurs. Néanmoins, ce « socle » nécessite une orchestration pour construire la pratique alternative. En effet, le MESM veut élaborer une économie des individus, établie par et pour eux. Il s'agit de concevoir une économie démocratique où les droits de chacun sont respectés et pris en compte lors des échanges. La pratique démocratique comme critère des entreprises sera étudiée dans la deuxième partie mais il s'agit ici d'entrevoir comment l'organisation interne du projet, soit le travail des commissions, se place comme le premier espace où sont construits les modèles requis pour l'ensemble du réseau. De fait, il conviendra de retracer l'action collaboratrice des groupes de travail, fondée sur l'horizontalité et la sympathie. Aussi j'introduirai la diffusion égale des informations comme une volonté de créer de la transparence et enfin la notion d'apprentissage au sein des commissions. L'étude de ces principes d'organisation permettra alors de montrer que la démarche démocratique au sein d'un réseau, ne peut être entendue sans l'appel à la confiance entre ses composants.

1. La collaboration et le lien de confiance

Voici maintenant le temps de décrire le fonctionnement interne du *Mercado Social* de Madrid. Avec les forces actuelles, l'organisation est divisée en quatre commissions. Ce sont celles de la monnaie, la commission d'accueil, évaluation et certification et la commission de diffusion. Dans ces trois là, tout membre du réseau peut collaborer aux travaux entrepris. Aucun temps de participation à l'intérieur du marché n'est nécessaire. Celles-ci sont regroupées au sein d'une, plus restreinte, appelée commission de gestion. Ses membres sont eux moins nombreux car elle requiert du temps et une volonté d'engagement double. C'est elle qui exerce la coordination entre les trois commissions principales et c'est elle qui participe aux réunions pour la Mes.coop, le regroupement étatique de tous les marchés sociaux d'Espagne. Pour cette dernière mission, il est important que ce soit des individus bien impliqués dans le projet, qui connaissent les réseaux nationaux et consacrent une bonne partie de leur temps et de leur énergie à certains événements hors de la capitale. Il faut ainsi assumer de pouvoir porter le projet madrilène dans les réunions d'Aragon ou du Pays Basque et avoir suffisamment de conceptions pratiques et théoriques du projet national pour aller le construire avec l'ensemble des acteurs de la future Mes.coop.

Ceci paraît alors être réduit à peu de gens. Ces derniers prendront finalement les décisions ou organiseront le projet national sans une grande concertation. Avec la commission de gestion, il y a une certaine délégation du pouvoir de décision avec ce groupe. Ceci a été en partie critiqué par certains individus arguant « on dit qu'on fait de la démocratie mais je crois qu'on fait plus de la démocratie participative. En commission, on prend des décisions pour tout le monde ». Cela dit, dans l'année, une membre de la commission de gestion est partie de celle-ci car elle attendait un enfant. De nombreuses fois il a été demandé à ce que quelqu'un la remplace mais ceci ne s'est pas vraiment fait. La responsabilité de ce « poste » était assez lourde. Toutefois, il est possible de noter que parfois les individus réclament une possibilité d'action sur la chose collective et quand ils l'ont, décident de ne pas s'y impliquer. Cette dynamique a été notable dans la commission d'accueil, ces derniers arguant ne pas avoir de temps.

En effet, les membres de la commission de gestion se répartissent dans les trois autres groupes et deviennent en quelque sorte responsables de leur commission. De fait, il semble que les obligations que cette activité induise motivent peu d'individus du MESM. Ces charges sont alors prises en compte par les coopératives membres du réseau qui procèdent à des arrangements de nature diverse avec leurs associés. Certains vont incorporer leur horaire de travail dédié au MESM à celui du travail de leur coopérative. Les heures de travail pour le MESM sont alors rémunérées. Elles sont considérées comme participant au travail de gestion des coopératives. Les propos d'un membre de la commission de gestion travaillant dans une coopérative de consultation et investigation sociale et dont l'entité est présente dans le projet depuis les discussions au sein de la *Madeja*⁵⁵.

« Enfin ça dépend du temps que t'y passe, c'est un arrangement entre nous. Il y a des semaines où je dédie un quart, un tiers de mes semaines de travail au MES, sur des semaines de quarante heures. Quasiment tous les jours c'est minimum une heure. À la fin de l'année mon entreprise investit beaucoup pour que je puisse faire ça. D'un autre côté si tu veux que le MES fonctionne et crée de la ressource il faut y dédier du temps. »

L'engagement de certaines coopératives est très notable. Ce sont pour la plupart celles qui sont à la source du projet et qui font partie du réseau serré. Par ailleurs, les réunions ont souvent lieu dans les locaux de ces mêmes entités. La collaboration par la mise en commun des ressources se trouve alors à de multiples échelles. Elle se présente comme un des modèles d'organisation dont le projet se veut le défenseur. Celle-ci est une des constituantes du travail en réseau et se retrouve à de multiples niveaux et selon des relations plus ou moins bilatérales.

55 Groupe de coopérative à l'origine du *Patio de la economía*, créée en 2005.

Il est possible de dire que le projet fonctionne à l'interne, en partie parce que les individus entre-eux disposent de liens relativement anciens. Ceci peut-être des individus qui habitent dans le même quartier et se connaissent par le biais des centres sociaux ou d'organisation d'événements particuliers. Il y a donc à la base, une histoire commune entre les acteurs, qui aide à créer le projet et le consensus autour de sa vision. La camaraderie et la convivialité sont ainsi des outils essentiels pour la construction d'un projet commun. Néanmoins, il est à souligner que ces phénomènes sociaux ne se décrètent pas et dépendent souvent de l'homogénéité des histoires sociales.

Cet esprit de camaraderie, d'amitié, de *philia* chez Aristote, est repris par Paul Jorion, pour expliquer la contribution que chacun des acteurs apporte (le plus souvent inconsciemment) à la survie du marché «selon de bonnes conditions» (2007 : 119). Ceci se met majoritairement en place au sein des commissions. Constituant essentiellement des ateliers de réflexion, il s'agit de penser «ensemble», de façon pratique mais aussi théorique, le développement du projet. Cela va de sa prise d'ampleur, appelée «le problème d'échelle» par les acteurs, aux différentes manœuvres et à son fondement éthique. Chaque commission répond au domaine d'action qui lui a été attribué, organisation de la monnaie, traitement des nouvelles entités et propagation du projet. Néanmoins, les thèmes sont entrelacés : les réflexions qui devraient appartenir à une, sont investies par une autre commission, ce qui témoigne du système global dans lequel s'insère la construction d'une alternative économique. Par ailleurs, elles disposent d'un socle organisationnel commun. Ceci provient en partie de l'habitude de la pratique associative mais aussi de la volonté d'ériger un modèle de fonctionnement égalitaire au sein de l'organisation. En effet, il s'agit de pratiquer les processus décisionnels défendus dans les critères d'évaluation du MESM et donc d'être le plus possible en accord avec ses principes d'égalité et de démocratie. Ainsi, il semble que les différentes commissions adoptent les mêmes processus de fonctionnement. Chaque commission se réunit à peu près une fois par mois, en fin de journée pour deux heures. Ces réunions débutent en principe toutes de la même manière : installé en cercle, chacun se présente, expose d'où il vient et à quelle entité il appartient si c'est le cas. Cela a pour but manifeste d'inclure les nouveaux arrivants et de créer un lien plus personnel entre les différentes personnes : la *philia*. Ce tour est souvent conclu par la prise de parole d'un des organisateur annonçant qu'après ces présentations, le travail peut commencer. On expose alors les nouvelles informations et objectifs. Chacun est invité à émettre ses doutes ou suggérer une nouvelle idée. Bien qu'un certain crédit soit accordé aux membres plus anciens du projet, c'est la mise en application d'une organisation horizontale qui est recherchée. Chaque personne est considérée comme légitime pour apporter sa pierre à l'édifice. Néanmoins, ce procédé a quelques limites. Écouter toutes les idées suppose un temps assez long et dépend de la pertinence des interventions. Le processus inclusif que l'organisation des commissions défend s'inscrit, en principe contre la recherche de rentabilité et bien que cherchant à être la plus efficace en 2 heures, elle prend en compte les lubies amicales des participants.

La collaboration participe aussi au processus de connaissance mutuelle et ainsi l'acquisition par l'individu d'un sentiment identitaire collectif. On forme son identité sociale en s'identifiant, à la vie commune et aux buts du groupe et ce qui développe le sentiment d'appartenance à une communauté. C'est cette dynamique d'affinité qui permet par la suite la mise en place d'un mouvement démocratique. En effet, selon la thèse développée par Charles Horton Cooley dans *Human Nature and the Social Order* (1902), le mouvement démocratique n'est rien d'autre que le processus d'élargissement continu du sentiment de la sympathie humaine, cette capacité à s'identifier à autrui qu'il développe en communauté. Ce sentiment se retrouve à différents niveaux du réseau : celui des relations interpersonnelles, mais aussi entre les entreprises et les membres des commissions. Le raisonnement du travail en commission prend en compte la variété d'acteurs du MESM. Il s'agit de penser, selon leurs dires, la façon globale dont s'articule le réseau. Les mécanismes établis vont donc chercher à s'accorder avec les intérêts de chacune des entités. Pour la commission d'accueil et de certification, il s'agira d'établir des critères d'évaluation pouvant répondre à l'ensemble des différentes formes d'entités : autonomes, associations, coopératives, société libre. Pour la commission de la monnaie on pensera aux difficultés des producteurs. À chaque acte, la notion de démocratie est reposée, ce qui assure d'une part, le respect des principes de base du MESM mais aussi rassure ces participants comme suivant la bonne conduite et les incluant dans le processus général malgré leur absence au sein du travail du groupe. L'expérience démocratique s'institue aussi dans une démarche de sécurisation des entreprises. On règle d'abord les « petits problèmes », on y va « petit à petit », notamment pour la commission de la monnaie, pour que la base des mécanismes soit établie et que les entités soient chacune prises en compte, aussi bien dans leur mode de fonctionnement que dans leurs objectifs. Ceci fut particulièrement le cas concernant la convertibilité du *boniato* à l'euro. S'agissait-il de faire plusieurs comptes, de privilégier les entités où les échanges en monnaie sociale sont les plus importants ou encore établir un maximum de quantités à transformer. La mise en place de ce procédé a ainsi mis trois mois. Entre les travaux de chacun et une réunion une fois par mois, l'avancée des mécanismes met du temps. Ils construisent une économie par leurs seules connaissances, ce qui les met face à la complexité du processus alternatif. La prudence témoigne de la complexité du projet et de la difficulté de la mise en place de la dynamique démocratique. « Nous allons lentement parce que nous allons loin » sera glorifié. Elle permet d'instituer une véritable confiance entre les entités selon les discours d'un des membres de commission. « Il y a beaucoup de problèmes et de mécanismes à mettre en place mais le but est de rassurer les entités en leur montrant qu'il y a de l'appui et de la réflexion » affirmera un membre de la commission de la monnaie, membre par ailleurs de la commission de gestion.

Le lien de confiance entre les distributeurs et le MESM s'institue donc en partie dans le travail des commissions. La confiance est nécessaire pour le développement du projet dans sa fonction de création de lien social. Elle l'est aussi selon Gilles Van Wijk, dans *La confiance en question* pour permettre à la collectivité d'être « flexible et créative » (2000 : 274), condition indispensable au vu de la complexité du projet du réseau. Si on sait qu'on dispose de l'appui des entités, on peut davantage aller vers une recherche de l'innovation, les défaillances ne seront pas sanctionnées. Néanmoins il convient de souligner, comme l'affirme ce même auteur, que les organisations fondées sur la confiance ont leur revers de médaille. Elles ne sont opérantes qu'à partir du moment où elles ont une taille limitée. En outre, elles disposent, selon lui, d'une efficacité « incomparablement plus modeste » (*ibid.* : 275) comparée aux organisations bureaucratiques ou politiques gouvernées par les intérêts et les coalitions. Toutefois les acteurs du MESM préfèrent composer avec cette possible défaveur arguant que la méfiance paralyse davantage. Par ailleurs, ils affirment aussi ne pas avoir le choix d'opter pour la méfiance au vu des forces dont ils disposent. La valeur régulatrice de la confiance sera vue dans la troisième sous-partie.

Les commissions sont donc des métaphores spatiales du projet. C'est là où le principe de démocratie voulu pour la nouvelle économie s'exerce. Elle n'est pour Charles Horton Cooley que « l'application à grande échelle des principes que nous considérons universellement justes de mettre en œuvre dans les petits groupes » [1902] (1963 : 119). Le sentiment de manque de démocratie réelle, notamment rendue visible par la plate-forme *Democracia real YA !*, est une des critiques majeures vis-à-vis de la politique espagnole actuelle. Il s'agit donc d'agir en fonction de cette considération et de l'inscrire dans les modes d'organisation interne. En effet, les propos d'une jeune consommatrice, membre d'une coopérative d'investigation sociale et participante active à un centre social témoigne d'une vision de la voie militante que je retrouverai chez d'autres individus du MESM et particulièrement chez ceux agissant au sein d'autres organisations militantes comme des syndicats ou des associations.

« C'est capital d'intégrer les critiques que l'on porte au gouvernement, de les insérer en toi, dans ta manière d'agir au quotidien, sinon ça sert à rien, tu parles, tu critiques et t'agis pas en conséquence.

On veut bien être contradictoire sur certains points mais bon le but c'est de le tenter. »

Ainsi, à travers les commissions se met en place ce que Alain Caillé appelle « culture primaire de la démocratie » (1994 : 3). Selon lui, la généralisation, voire l'universalisation « des idéaux primaires » émanent de nos expériences ordinaires et familières. C'est en approfondissant et en élargissant en continu cette expérience primaire que l'on atteint « la démocratie véritable » (*ibid.*). Selon Joan Subirats, « la démocratie ne peut se penser sans parler d'économie » (2011 : 22), faire de l'économie « pour les gens » comme le veulent les acteurs du MESM suppose alors une réflexion émanant d'expériences quotidiennes entreprises dans un cercle familial, celui des commissions.

Ceci passe alors à travers une exigence de transparence. À l'heure où cette dernière est questionnée aussi bien en Espagne qu'en France, le projet du MESM s'inscrit dans cette recherche aussi bien au niveau décisionnel que dans les pratiques des entreprises le constituant.

2. À la recherche de la transparence

Il a souvent été affirmé et notamment par des penseurs comme Alexis de Tocqueville ou Emmanuel Kant, que le fonctionnement démocratique dépendait de la mise en place d'une large transparence. Recouvrant de nombreuses notions, ce terme peut être considéré comme la diffusion claire et sincère d'informations au public. Se posant alors comme garant de la responsabilité morale et éthique de l'organisation, cette notion apparaît comme une arme de contrôle. « Un peuple qui entend être son propre gouverneur doit s'armer lui-même du pouvoir que donne la connaissance » affirme William T. Barry au Président américain James Madison dans une lettre de 1822. En effet, cette notion rencontrant un franc succès depuis les années 2000, apparaît comme un des outils les plus efficaces contre la corruption. Comme je l'ai exprimé précédemment, l'Espagne, en ces années 2010, connaît de nombreux cas de malversations. Perçues aussi bien dans la sphère politique qu'économique, ces affaires ont induit une perte de confiance vis-à-vis de ces « hautes sphères » comme le considère Manuel Castells (2012 : 132). Face à ce diagnostic le MESM, aussi bien dans son organisation que dans ses requêtes vis-à-vis des entités entrantes, s'appuie sur une démarche de transparence à laquelle elle adjoint de nombreux avantages.

Tout d'abord, l'organisation interne des commissions, s'articule selon une volonté de symétrie des informations. Les commissions de gestion et de diffusion sont là pour faire le relais entre les différents espaces du projet. La circulation de mails participe alors à la transmission des avancées des sous-projets et du projet global. Sont mis en ligne les comptes rendus de chaque commission, les bulletins mensuels d'informations, les propositions et autres événements. Ceci, témoigne de la volonté de transparence. Il s'agit ainsi d'inclure tout le monde dans les processus décisionnels et d'affirmer cette volonté de collaboration générale. C'est l'organisation horizontale qui est promue à travers ce processus, les technologies de communication et notamment internet permettant ce développement. Le MESM, comme espace de communication, recrée le principe d'Agora de la Grèce antique. Ce lieu où se réunissait les grecs pour commercer et se rencontrer était un lieu privilégié de débat.

Par ailleurs, les échanges électroniques destinés à l'ensemble du réseau revivifient l'appartenance au groupe. En effet, selon Erving Goffman, lorsque les individus « manifestent les valeurs sociales officiellement reconnues [...]. Il s'agit en quelque sorte d'une cérémonie, de l'expression revivifiée et de la réaffirmation des valeurs morales de la communauté » [1959] (1973 : 41). Ceci sera particulièrement notable lors de l'organisation de la *Féria* où les acteurs vont avoir une visibilité assez conséquente et doivent ainsi affirmer leurs principes de façon interne pour que le groupe soit bien cohérent.

Quand certains partis politiques sont venus à leur rencontre pour participer à l'événement, la décision a d'abord circulé par le biais d'un mail collectif posant le débat mais affirmant tout de même un avis pré-décidé, sachant que les avis sur ce type de questions sont à-peu-près similaires dans tout ce réseau. L'opinion transmise à travers le mail, écrit par la commission de diffusion mais concerté en gestion, sera la suivante.

« Mon avis au sujet de ce type de rencontres formelles avec des partis politiques, sur ceux dont nous avons une opinion collective conforme, ce serait d'y aller, de réaffirmer notre indépendance et notre volonté d'être sans étiquette politique et remercier l'appui de diffusion qu'ils pourraient nous prêter comme organisations politiques autonomes qu'ils sont. »

De fait, la diffusion par le biais d'internet permet de coordonner les idées mais aussi de construire l'alternatif, le subversif. Les réponses à ce mail seront unanimes, tous approuveront cette décision.

Aujourd'hui, suite aux printemps arabes, aux mouvements *Occupy Wall Street* ou celui des *Indignados*, Internet et les réseaux sociaux se présentent comme les racines des mouvements sociaux. En effet, selon Manuel Castells, ils sont des lieux d'autonomie où « la parole se libère et où les projets fleurissent » (2012 : 218). La circulation des informations par internet permet alors que chacun participe aux processus et construise l'objet. Selon ce même auteur, la connexion à un réseau à travers Internet, contribue à ce que l'individu se révèle en tant que sujet autonome.

« L'autonomie se réfère à la capacité d'un acteur social à se convertir en un sujet qui définit son action autour d'un projet construit en marge des institutions de la société, en accord avec les valeurs et les intérêts de l'acteur social. La transition de l'individualisation à l'autonomie s'opère à travers la connexion en réseau, qui permet aux acteurs individuels de construire leur autonomie avec des personnes aux idées similaires en fonction des réseaux qu'ils choisissent. »⁵⁶ (2012 : 220).

Le projet de construction d'une économie alternative permet alors à l'individu de se révéler comme sujet autonome et actif pour construire la société ou du moins l'économie qu'il souhaite.

De plus, le manque de confiance dans les institutions politiques et économiques affirmé, les informations et moyens d'action s'instituent comme des stratégies pour renforcer le choix de l'alternative. Par la diffusion des actualités internes et périphériques au projet, le MESM crée une masse critique, solide et conscientisée. Pour illustrer cela, il est possible de saisir les bulletins d'information publiés au sein du réseau promouvant la consommation responsable dans les universités ou des voyages solidaires à Cuba ou en Palestine. La masse critique se forme alors par la diffusion d'informations, introduisant ses propres critères et domaines d'action. La transparence introduit la diffusion des idées. En effet, le réseau étant chargé d'idéologie, les canaux de communication servent à la diffuser.

56 Traduit par mes soins de l'espagnol.

Créer une autre économie passe alors par la promotion de celle-ci à toutes les échelles, aussi bien interne qu'externe. On favorise l'émission pour faire connaître le projet et consolider la démarche alternative, comme l'atteste ces propos émis par un membre de la commission de diffusion. « Il est fondamental que ce genre de critère soient entendus et c'est pour ça faut qu'on ait des stratégies de diffusion pour favoriser cette réflexion, non ? Le MES est une famille de diffusion, non ? ».

L'objectif de la diffusion des idées est donc bien de créer une réflexion chez les lecteurs. On entrevoit ainsi la prise en compte de l'individu en tant que sujet de vouloir et de pouvoir. On considère qu'avec les informations mises à disposition, l'individu peut exercer mieux son esprit critique et enrichir sa réflexion. Ceci peut alors s'entendre comme la promulgation d'une vérité universelle, soit presque d'une morale. Il s'agit de donner les clefs pour que l'autre comprenne, qu'il soit éclairé, « conscientisé » selon les termes des membres du réseau. Bien que cette démarche laisse une place à l'interprétation et à l'assimilation de ces théories pratiques des consommateurs, elle vise tout de même à promulguer une voie que les membres du MESM considèrent être celle du bien.

La notion de « bien commun », est très présente dans le projet du *Mercado Económico y Social de Madrid* ainsi que dans les entreprises de l'économie sociale. Sans pour autant définir si leur conception du « bien commun » est la bonne ou pas, l'étude anthropologique ne se s'assignant pas ce rôle, je considérerai cette notion comme relative aux sociétés étudiées. Le projet du MESM émanant de la société civile madrilène, elle constitue elle-même ses critères moraux dont elle assume la diffusion et le regard que l'extérieur peut y porter. Ceci est capital pour la mise en perspective de la critique du système politique espagnole. En effet, la notion de « bien commun » est à la base du service public. Si les individus la récupèrent c'est bien que celle qu'ils voient portés par l'Etat ne leur convient pas. Malgré les soi-disant universalités des principes qu'ils défendent à travers l'usage de la notion du « bien commun », que ce soit la préservation des ressources ou la réduction des inégalités, ces valeurs sont considérées comme peu présentes dans la société. Le chemin de la transformation sociale est considéré pour eux comme extrêmement long comme l'atteste les propos d'un membre de la commission de diffusion, membre d'un journal critique et militant, par ailleurs, en centre social.

« Non, c'est vrai qu'au niveau des principes, la majorité des gens sont plutôt d'accord avec ce qu'on défend, les médias de masse sont là pour rappeler qu'il faut économiser l'énergie, baisser ta consommation d'eau, mais les gens l'intègrent pas. Enfin je veux dire quand tu vois qu'on nous matraque de publicité, qu'on veut relancer la croissance, je crois pas que nos idées soient si partagées. L'idée qu'il faut moins consommer ou même mieux est pas encore là. Mais bon, on va essayer de faire changer ça petit à petit, non ? »

La consommation alternative, malgré sa volonté d'être « pour les gens » se construit et s'approprié alors pour un petit groupe d'individus, à la fois militants et « conscientisés ». La démarche s'appuie sur le pari de l'action rationnelle des individus. Ceci se constitue dans l'introduction de données objectives sur la situation écologique et économique de l'Espagne mais aussi du monde pour agir en conséquence. Cela présuppose donc qu'avec les meilleures informations, l'homme sera capable de construire son jugement critique.

Néanmoins, le choix des informations transmises par le biais des mails résulte de la décision d'un groupe restreint. Celui-ci est établi selon des logiques subjectives. On montre tout, on ne cache rien mais l'œil ne doit pas s'y tromper. La sélection procède d'une stratégie de communication. Cependant, il est à souligner que le fait que les individus qui émettent ces informations soient connus du réseau, crée le contrôle. La régulation se fait alors automatiquement, d'un certain point de vue. En effet, suivant l'intervention de Paul Jorion dans *l'Express* du 17 mars 2011 « les économistes et des régulateurs ne cessent de répéter que la transparence résoudra tout. L'idée étant qu'avec une bonne transparence, il n'y a pas besoin de réguler. Ils s'accrochent encore à cette théorie complètement fautive de l'anticipation rationnelle des marchés. »⁵⁷

Bien que la transparence des marchés financiers et celle plantée au sein de la société civile ne résultent pas des mêmes logiques, il est possible de suivre cet argumentaire car ces deux entités représentent deux espaces économiques posant la question de la transparence comme outils régulateur. Cela suppose que les individus qui émettent les informations vont être vigilants face à leurs actions car ils savent que celles-ci vont être contrôlées par le regard des autres. La diffusion des idées est alors contrôlée par le double processus qu'induit la transparence : l'auto-contrôle de l'émetteur et le regard vigilant du récepteur, soit la flexibilité de la mise en place des procédés comme le considère un participant à la commission de diffusion. « La flexibilité, comme nous l'avons vu, ça consistait à essayer d'en faire un mécanisme démocratique, de contrôle pour que les gens sachent ce qu'il se passe, d'une part de transparence pour les producteurs et pour que les gens puissent décider ce qu'ils considèrent comme mieux. » La transparence est alors considérée comme un outil de régulation, auquel seront ajoutés des outils supplémentaires, étudiés dans la deuxième partie du mémoire.

Parce qu'il inclut au plus large, la démarche générale, aussi bien dans la volonté d'homogénéiser les idées, critiques et comportements, que celle de créer des mécanismes économiques, se doit d'être flexible. Ceci se met en place à travers la prise en compte de la multitude des acteurs et s'applique par le biais des informations véhiculées. Néanmoins, ce procédé d'inclusion totale à travers les correspondances électroniques introduit les revers de la transparence. En effet, « il est quasiment impossible de suivre toutes les informations que donne le MESM »

57 D'après l'interview de Laura Raim, « "Le capitalisme à l'agonie"... et après ? », *L'express*, 17/03/2011, consulté le 28/04/2013 sur http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-capitalisme-a-l-agonie-et-apres_250748.html

comme l'introduisent certains propos. La profusion des moyens de communication surcharge l'attention de l'homme. Ainsi malgré la bonne volonté de transcrire tout, l'information pleine et entière peut être difficile à suivre. De fait certains argueront, « je n'ai pas pu suivre ça, ça s'est perdu dans la profusion de mails ! » Tout ne peut être analysé et intégré. La mise en place d'une économie alternative « par et pour les gens » fonctionne alors selon le principe d'œillère émit par Paul Seabright (2011 : 33). En effet, selon lui la confiance découle aussi de la capacité de l'individu à fermer son regard sur certains aspects des choses, déléguant ainsi quelque peu son jugement à ceux qui confectionnent les systèmes. L'individu ne peut pas tout suivre et considère de plus, qu'il ne dispose pas de connaissances suffisantes pour manier les concepts et les logiques. Ceci est particulièrement présent dans la mise en place de la monnaie sociale. Bien qu'étant un des outils majeurs de cette « économie de tous », les utilisateurs délèguent et font confiance à la commission pour sa mise en marche. Ainsi les membres de ce groupe de travail affirmeront qu'ils doivent être vigilants vis-à-vis de ce qu'ils construisent car les producteurs ou les consommateurs leurs font confiance pour élaborer cette autre économie dont leurs revenus dépendra. De fait, la mise en place de l'économie alternative repose sur un auto contrôle, une vigilance partagée par tous les membres mais suppose la confiance en ces promoteurs. Cette dernière peut être étudiée par le prisme de l'apprentissage et de l'échange des connaissances. En effet, un individu aura davantage confiance en l'action de l'autre s'il manie plus ou moins les outils et concepts que ce dernier introduit.

3. L'individu porteur du projet, hybridation entre apprentissage et confiance

Construire une économie alternative suppose la mise en connexion des différents savoirs. En effet, les acteurs n'étant pour la plupart pas des experts, ni des économistes, le projet se confectionne à travers l'apport de chacun. Comme il a été vu, (partie I. 3) on utilise les connaissances mises à disposition par le réseau mais on se les approprie aussi. Ce conglomérat d'informations constitue un espace d'apprentissage conséquent. Il s'articule à de nombreux niveaux, comme en attestent les propos d'une membre de la commission de la monnaie. « Je crois que le thème de l'apprentissage se retrouve dans tous les espaces du *Mercado Social*. Je crois que la marque du MESM est un champ très intéressant. » Dans cette partie, je considérerai l'apprentissage mutuel comme un outil permettant la création d'une unité. Celle-ci est conduite par la confiance qui est elle-même animée par l'interaction des valeurs et des notions pratiques. L'ensemble de ces éléments s'institue alors dans une démarche de renforcement et de maîtrise du projet alternatif.

Ainsi de nombreux acteurs considèrent qu'un des intérêts du MESM est la mise en commun des savoirs et l'apprentissage qu'ils peuvent en tirer. En se situant dans une recherche du changement social, ils placent leurs actions dans une démarche militante. La notion de sociabilité permet d'entrevoir que cette action n'est pas innée mais résulte d'interactions, processus dans lequel l'acteur échange et apprend de celui-ci. La recherche de l'alternative se constitue pas à pas et dépend de l'intériorisation des notions par les individus. En effet, les diagnostics politiques ou économiques dont elle résulte, ont besoin d'être compris et assimilés. Chaque individu est alors porteur du projet et représente ses idées vis-à-vis de l'extérieur. Néanmoins, André Orléan dans *La confiance en question*, argue que

« La capacité d'engagement d'un individu, ce qui n'est rien de moins que sa capacité à promouvoir une action collective en convoquant la confiance d'autrui, ne trouve pas dans l'ordre économique des ressources suffisantes. Pour s'engager [...]. On se rend crédible auprès d'autrui par une représentation de soi plus complète que sa seule appartenance économique, que l'on appellera l'être social » (2000 : 62).

Le statut de l'individu, comme porteur du projet, s'inscrit donc dans de multiples logiques. Il promeut l'action collective par la mobilisation de ressources mais aussi à travers la représentation de son propre être social. Cette double logique se retrouve dans le discours d'un membre de la commission de diffusion au retour d'un atelier de réflexion auquel je l'avais accompagné.

« Pour mon cas j'ai beaucoup bavardé sur le MES. Quand je parles du *Mercado*, il y a toujours beaucoup d'interactions. Les gens doivent apprendre à maîtriser le discours pour que les gens le voient comme utile, ce qui à la fois est compliqué... moi ça me coûte parce que je suis beaucoup dans l'abstrait et je vois pas le concret. »

L'individu, l'être social, compose le réseau et participe à sa création. Bien que son image dépende de la façon dont l'individu se présente face à l'extérieur, elle dépend aussi de l'apprentissage des logiques qu'il défend. L'apprentissage individuel résulte alors d'une stratégie pour une meilleure diffusion. Ainsi certains affirmeront, lors d'entretiens, qu'ils doivent davantage creuser le sujet pour y répondre ou qu'ils ne se considèrent pas « qualifiés » pour en parler, bien que le sujet les intéresse. Outre le fait que cela révèle que le regard de l'anthropologue peut intimider, ce fait témoigne que le sujet de la construction d'une économie alternative regroupe une multitude de considérations sur la société, ses logiques et mécanismes. Le traitement de ces questions peut être difficile à intellectualiser. C'est par la socialisation que l'individu va alors développer son sens critique et œuvrer pour la création et la consolidation de l'alternative, soit être un élément de la coordination de l'action collective. Ceci suit en effet, l'analyse de Laurent Thévenot, cité par Édouard Gardella. Selon lui,

« la coordination ne désigne pas tant des actions collectivement réussies, des tentatives de faire du commun entre des personnes. Faire du commun, cela signifie pouvoir entrer en coordination. Mais on entre plus ou moins facilement en coordination selon les repères que l'on a en commun » (2008 :150).

Faire du commun, construire un projet s'inscrit donc dans une nécessité d'avoir des repères similaires. La complexité que le projet d'une économie alternative renferme a besoin alors de repères communs plus consacrés que ceux constituant les repères politiques que j'ai introduits auparavant (partie I. 2).

L'espace des commissions est donc un terrain très propice à l'apprentissage mutuel. En effet, nombreuses sont les personnes interrogées qui affirmeront que les commissions constituent des espaces de réflexions « très intéressants » où ils ont « appris beaucoup de choses ». Apprendre et travailler aux seins des commissions constituent alors un moyen d'ouvrir les possibilités. À travers les débats, on assiste à la projection et la construction d'un futur basé sur des émotions très positives. On peut alors entrevoir, ce que J. Jasper nomme les « émotions dites "réciproques" » soit les émotions qui « concernent les sentiments courants des participants les uns envers les autres, à savoir les liens proches, affectifs, d'amitié, d'amour, de solidarité et de loyauté » (1998 : 13). Ces émotions permettent de renforcer le projet et le sentiment de groupe. L'enthousiasme et l'espoir sont très présentes « Je crois que la commission de la monnaie reçoit un grand nombre de gens avec beaucoup d'espoir » sera avancé au sein même de la commission. « Ça me paraît vraiment un projet très intéressant, très motivant. Savoir qu'il y a une collectivité comme ça qui s'organise, qui échange, ça met chaud au cœur » m'affirmera une consommatrice ne travaillant pas dans les commissions.

Selon Manuel Castells, étudiant le mouvement du 15-M, les individus se montrent enthousiastes quand ils se mobilisent pour un objectif qui leur importe. Cette dernière émotion se met en relation avec une autre, l'espoir, qui est un « ingrédient fondamental pour appuyer l'action de recherche d'objectifs ⁵⁸ » (*ibid.* : 31). Tout ceci est créé par l'échange des expériences, l'empathie pour la situation d'un autre et le partage des valeurs. Ces partages et l'apprentissage mutuel participent à l'horizontalité : les capitaux culturels et politiques sont partagés. Cela favorise alors la collaboration et la solidarité. En effet, le maître mot du mouvement du 15-M et du projet du MESM est « *Juntas podemos* », soit « ensemble nous pouvons ». Cette mise en commun permet l'élaboration d'un modèle dynamique sans leader puisque tout le monde possède les mêmes outils et plus ou moins les mêmes compétences. Néanmoins, comme je l'ai affirmé avec l'appui d'André Orléan, la capacité d'engagement est celle qu'a l'individu à promouvoir une action collective en convoquant la confiance d'autrui. Georg Simmel nous informe que la confiance est une « hypothèse sur une conduite future. [...] Elle est un état intermédiaire entre le savoir et le non-savoir sur autrui » (*in.* Laurent : 19). Celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance. Celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement même pas faire confiance non plus. Pour agir au sein d'une collectivité et s'engager, il s'agit donc de disposer un minimum d'information. Mais comme je l'ai introduit, le projet résulte d'un enchevêtrement de logiques complexes que l'individu ne peut pas saisir entièrement. C'est donc par la confiance qu'il place dans les autres qu'il peut saisir l'information pour manier mieux le sujet.

L'apprentissage se joue aussi au niveau des moyens d'action. Il se situe comme certains l'entendent dans le registre de l'action citoyenne. En effet, lors de nombreuses discussions avec des acteurs du MESM, il a été proféré que l'État, à travers l'éducation nationale n'apprenait pas à l'individu comment agir pour œuvrer pour la société dans laquelle il vit. Cet avis, partagé par de nombreux madrilènes, peut être illustré à travers les propos recueillis lors d'un entretien avec une consommatrice, membre de la commission d'accueil.

« Ce qui se passe aussi c'est que tous les quatre ans tu peux voter et que ainsi, les seuls qui peuvent parler sont les politiciens. Et moi pendant quatre ans je vais rien faire et juste voter. Mais là il s'agit d'apprendre la citoyenneté et d'agir pendant ces quatre ans à travers plein de procédés. »

C'est donc à l'individu de créer ces propres modes d'action et d'agir en fonction des moyens dont il dispose. L'action citoyenne se situe alors dans un interstice. Il apprend à bricoler, à composer avec les outils qu'il détient, qu'il fabrique lui-même pour que sa voix se traduise en une action quotidienne et non seulement à travers le vote, comme il est affirmé plus haut. Cela rejoint la notion de confiance de Charles Tilly (*in.* Laurent).

58 Traduit de l'espagnol par mes soins.

Selon lui, les réseaux de confiance, loin d'être la trame secrète des sociétés bien portantes, « entrent en conflit avec les détenteurs du pouvoir et forment autant de zones de résistance à la règle commune » (2012 : 14). La confiance est donc bien un outil de création de l'interstice dans laquelle se mue l'action alternative.

Par ailleurs, Harold Garfinkel, cité dans le même ouvrage, démontre que la désorganisation sociale résulte de « la multiplication des attitudes de méfiance, la confiance apparaissant comme une "condition de la stabilité des actions concertées" » (2012 : 9). Si une des démarche du MESM est d'introduire de la confiance entre les individus, elle résulte alors tout d'abord du regard négatif vis-à-vis des relations humaines contemporaines, comme en témoigne les propos d'une membre d'une des coopératives promoteurs du projet consacrée à l'investigation sociale. Cette personne organisait en partie la commission d'accueil.

« Aujourd'hui, il y a pas grand monde qui se fait confiance entre eux. Avec le réseau, on essaie un peu de redonner un coup de pouce à cette dynamique ! Mais bon, c'est plus facile parce qu'on se connaît déjà mais je crois que si tu sais que tu partages plus ou moins les mêmes valeurs, que aussi t'as appris à connaître les gens, t'en ressors plus fort ».

Comme l'indique Harold Garfinkel, ceci permet de stabiliser les rapports, soit « de rendre plus fort » selon le point de vue des interviewés. Néanmoins, en suivant Eric Uslaner c'est le contexte culturel qui est déterminant pour l'établissement des relations de confiance. La confiance n'est pas « stratégique » : elle est de nature morale, et, qui plus est, elle est héritée et transmise par la famille et la socialisation. La confiance apparaît comme un « patrimoine social ». Ce dernier, cité dans *l'Économie de la confiance*, introduit la notion de « confiance-moralité » (*moralistic trust*) ce qui consiste « non pas à s'engager dans un calcul stratégique fondé sur la fiabilité et le jeu des intérêts personnels, mais à traiter les autres comme s'ils étaient tous fiables, non pas spontanément mais par "un réflexe culturel" » (2002 : 34). L'individu se persuade ainsi qu'une large part de la population partage ses valeurs et fait donc partie de sa « communauté morale ». Cette confiance en l'inconnu, en l'anonyme, se transmettrait et s'apprendrait par l'acculturation au sens large. Pour cet auteur, elle demeurerait à peu près stable tout au long de la vie des individus et serait peu sujette à des variations brusques. Cette confiance-moralité favoriserait, selon Uslaner, « la coopération sociale, et notamment l'engagement civique et politique » (*ibid.*). Si les individus du MESM sont propices à provoquer et éprouver de la confiance envers autrui, c'est en majeure partie par l'interaction entre plusieurs milieux, pays. C'est l'acculturation au sens large. Bien qu'il y ait la notion d'auto-persuasion, que l'on pourrait considérer comme émanant d'une vision « loup » de l'homme, les remarques d'Uslaner nous permettent de saisir les processus internes à la notion de confiance qui servent à la collaboration requise pour le développement du projet.

Ainsi à travers le fonctionnement interne, le MESM, cherche à organiser un réseau économique démocratique. Ceci est une démarche capitale pour eux. En effet, s'ils souhaitent construire une économie « plus saine », « plus juste et équitable » selon leur propos. Il est donc nécessaire que la logique collective soit présente au sein des groupes qui mettent en place le projet. Ceci s'élabore à travers différents procédés : mise en commun des ressources et structures, participation de tous les volontaires aux groupes de travaux, dynamique d'apprentissage mutuel et diffusion des informations de manière symétrique. Tout ceci concourt à la mise en place d'un lien de confiance et de convivialité entre les membres du MESM. Néanmoins, il est probable que ces deux éléments sont présents grâce à une certaine homogénéité des histoires sociales qui permet alors la création du lien. Malgré une volonté d'être inclusif, le réseau est pour le moment constitué d'un petit nombre d'entités, « on ne dépasse pas la première ou deuxième couche de l'oignon » selon les propos des membres. Ainsi peut-être est-ce plus facile d'avoir un lien de confiance et de chercher la dynamique démocratique quand le groupe est restreint.

Toutefois, ce qui est notable c'est qu'il y a un travail de récupération du processus démocratique. Dans une « communauté de face-à-face », terme repris à David Graeber (2005 : 55), la prise en charge par les personnes ordinaires de leurs propres affaires et ceci de manière collective, est davantage possible. Les processus sont ouverts et relativement égalitaires. Bien que dans ce cadre, la finalité recherchée est celle d'une économie plus « responsable » et alternative au système conventionnel par son mode de fonctionnement, elle expérimente un processus dans lequel est pensé l'organisation politique de la société au sens où ils s'occupent des affaires de la cité. C'est donc dans les petits espaces, qui sont malgré tout assez nombreux à Madrid, qu'est saisie la pratique démocratique. Selon ce même auteur, « La démocratie semble ainsi retourner aux lieux de sa naissance : les espaces interstitiels » (*ibid.* : 86). Les acteurs prennent eux-mêmes les outils d'actions, créent leur souveraineté et construisent les objets avec leurs propres représentations, comme il en est de la monnaie sociale et des critères d'entrée dans le réseau que j'analyserai dans la partie suivante. Selon David Graeber,

« L'expérience qui est aujourd'hui la nôtre n'est pas celle d'une crise de la démocratie mais plutôt celle d'une crise de l'État. Si l'on a pu assister ces dernières années, au sein des mouvements altermondialistes, à un regain d'intérêt pour les pratiques et les procédures démocratiques, cela s'est opéré presque entièrement hors des cadres étatiques. L'avenir de la démocratie se joue précisément dans ces espaces » (2005 : 44).

Le MESM tente de créer une collectivité capable de jouer des interstices que laissent l'État et le marché et ceci à travers une matrice démocratique et des outils pensés par et pour tous.

II. Les mécanismes du MESM et leurs valeurs

Comme il a été vu, le but de cette initiative est de créer un marché alternatif. Or, comme je l'ai défini, le marché est un espace de connexion où les échanges de biens et de services se font. Il est donc composé de biens construits par des individus. Dans notre société, une partie des échanges de marchandises se fait par le biais de l'argent, comme système d'équivalence. Créer un marché alternatif, ancré dans la société contemporaine peut reprendre cet outil pour plus de facilité. Cela dit, les rouages du marché sont ici établis et maîtrisés par les acteurs. Ce sont eux qui sont à l'origine de leur pensée et de leur gestion. Ils sont donc emplis des représentations qu'ils veulent y insérer et du fonctionnement qu'ils veulent leur accorder. Les échanges se font alors sur une éthique propre au réseau, dont j'ai abordé les composantes dans la partie précédente mais, qu'il convient de délimiter l'organisation pratique dans cette partie.

Que ce soit la monnaie ou le choix des entités composant le circuit économique, ce sont les acteurs qui forment les composantes de leur marché. Ils reprennent certains aspects du circuit conventionnel et rajoutent des aspects que leurs besoins et aspirations les conduisent à élaborer. Selon Manuel Castells

« Les acteurs du changement social peuvent exercer une influence décisive en utilisant des mécanismes de construction de pouvoir qui correspondent aux formes et processus du pouvoir dans la société en réseau » (2012 : 26).

C'est parce qu'ils utilisent des outils produits par eux et utilisés de manière horizontale que les individus rencontrent leur pouvoir d'action et le créent de façon autonome. De fait, ce sont de véritables mécanismes de contrôle, car orchestrés par eux. Sans pour autant dire, s'ils régulent le marché alternatif, il s'agira de considérer comment ils l'organisent et le soutiennent. Ces mêmes mécanismes étant érigés par des valeurs, il conviendra en souterrain d'examiner comment les idées et valeurs des acteurs soutiennent le marché. Je verrai donc le *boniato* comme reconquête de l'objet monétaire et l'incorporation de l'entité comme un processus de jugement éthique.

A. Le boniato comme reconquête de l'objet monétaire.

Le 31 mars 2013, *El País* quotidien espagnol, publie un article sur les monnaies sociales dans le royaume⁵⁹. Selon Ángeles Lucas et Jessica Mouzo Quintáns, depuis le début de la crise, trente groupes de monnaie alternative se sont lancés, comprenant plus de cinq mille personnes qui les utilisent dans quelques neuf villes du pays. Almería a *la pita*, Jerez de la Frontera son *zoquito* et Madrid le *boniato*. Bien que chacune dispose de sa spécificité, l'article met l'accent sur la dimension locale qu'elles développent : « ce qui se paie en communauté revient à la communauté » écrivent-ils d'après une rencontre avec les usagers de la *comunes* à Málaga. On met aussi l'accent sur la valorisation des produits et une certaine critique à l'euro. L'ensemble de ces logiques apparaît dans les recherches en sciences sociales et économiques recouvrant la planète. Je les retrouverai dans l'usage du *boniato*. Les monnaies sociales sont des reconquêtes de l'outil d'échange. On redonne du sens à un objet quotidien, un moteur de la société. Allier une monnaie sociale à un réseau militant, d'autant plus s'il la crée lui-même, alloue donc à l'instrument une teneur sociale. Il dispose de ses propres représentations et mécanismes de fonctionnement. Il s'agira donc de cerner comment le réseau se saisit de l'objet monétaire. Ainsi j'étudierai comment il le construit en opposition au système économique mais aussi quel est l'effet rencontré dans l'échange marchand et quel sens les individus accordent à son utilisation.

1. La monnaie comme forme de contestation symbolique

Comme je l'ai expliqué le réseau du MESM est avant tout un réseau militant. Bien qu'il soit relativement dispersé, il dispose tout de même d'un socle commun, c'est-à-dire de valeurs et d'un esprit critique collectif qui donnent au réseau une teneur communautaire. Néanmoins, certaines de ces idées de bases étant répandues au sein de la société madrilène, ce n'est pas simplement le partage de ces pensées qui fait que l'individu appartient au groupe. C'est bel et bien à travers l'adoption de la monnaie que se proclame l'appartenance à ce monde. Cette dernière investit une partie des critiques et analyses que les acteurs partagent. Il s'agit donc d'appliquer à cet outil les réflexions exposées sur le système économique conventionnel. La monnaie apparaît alors comme le symbole de la contestation que les acteurs du MESM portent en eux.

59 http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/03/27/actualidad/1364409647_016606.html

La monnaie sociale utilisée se nomme le *boniato*. Ce nom provient en réalité du légume appelé en français, la patate douce. Féculent très présent dans la nourriture hispanique, il est connu pour ses propriétés nutritives et pour son goût sucré. Ses qualités ont ainsi été mises en avant pour représenter cette économie alternative : douce, riche et profondément ancrée dans le territoire. On peut la situer dans la vague des Systèmes d'Échanges Locaux et des réseaux de troc mais elle en diffère car celui qui consomme ne produit pas forcément⁶⁰. Le *boniato*, monnaie virtuelle, est bel et bien une monnaie, soit un instrument d'échange permettant un mode de calcul rationnel. En effet, elle dispose des trois fonctions de la monnaie moderne introduits par Aristote dans le livre I de *La Politique*. Écrit au IV^{ème} avant J.-C., cette théorie est généralement celle reprise par les analystes contemporains. Je me placerai alors dans cette lignée pour définir le *boniato* comme une monnaie à part entière.

La monnaie est une unité de compte, on compte en euros, en *shekel* ou en *peso*. L'usage du *boniato* n'étant pas encore très répandu, fait dont j'expliquerai les causes, peu de consommateurs ont vécu l'expérience du marchand vous informant « cela fera trois *boniatos*, s'il vous plaît ». Néanmoins, ceci s'est réalisé pour certains, témoignant que la monnaie sociale madrilène remplit ce premier critère. Ensuite, la monnaie, selon le philosophe de la Grèce antique, est un instrument de paiement. Elle permet de s'acquitter de ce que l'on doit. Le paiement en *boniatos* est au contraire une expérience bien plus partagée. Enfin, elle est une réserve de valeur : sa détention permet l'achat. Toutefois, le projet du MESM y ajoute d'autres caractéristiques, qu'il est possible de considérer comme relevant de représentations morales vis-à-vis de la monnaie et de son usage contemporain. En effet, les chercheurs analysant les monnaies sociales, considèrent que leur usage résulte le plus souvent d'une critique « du pouvoir insolent de l'argent afin de réduire sa capacité à produire le malheur du monde » comme l'affirme David Mandin (2004 : 58). Cette critique, issue notamment des causes pressenties de la crise, s'exprime en de nombreuses déclinaisons qu'il convient d'étudier.

Ainsi, tout d'abord, pour l'utiliser, l'individu doit envoyer un courrier électronique à l'adresse du réseau, pour que celui-ci enclenche la démarche d'entrée dans le circuit. Il lui donnera alors les codes pour créer un compte sur le serveur international *Community Exchange System*, CES⁶¹. Le manque de moyens de l'organisation n'a pas pu, à ses débuts, lancer une plate-forme indépendante ; l'existence solide de celle-ci a alors permis la mise en place du système monétaire du *boniato*. C'est à travers ce compte qu'est organisée la monnaie.

60 Les Systèmes d'Echanges Locaux (SEL) fonctionnent sur la base du « prosumidor » où un service, un bien ou un produit est échangé contre un autre selon une équivalence produite soit selon une unité de temps, soit selon une valeur monétaire, souvent sous forme de monnaie sociale. Pour plus d'informations, voire les travaux de Smaïn Laacher.

61 Voir https://www.community-exchange.org/index_es.asp. En juillet 2013, le MESM aura sa propre plate-forme internet pour l'utilisation du *boniato*.

C'est une monnaie virtuelle qui est instituée dans le MESM. Cette forme a été adoptée car elle présente un usage pratique et économique : on ne la crée pas et on ne peut la falsifier. L'avantage que présente cette virtualité dans les rapports marchands sera présenté dans la partie suivante.

Son maniement s'articule en deux parties : il y a sa création à travers l'échange, puis son utilisation dans les rapports marchands où un *boniato* est équivalent à un euro. Il se crée selon un système de bonification et de débit qui s'effectue lors de chaque échange. L'entreprise faisant parti du MESM, applique pour cela un pourcentage de bonification en *boniato* sur son produit, mettons de 10% sur le total de sa vente. Ainsi si un primeur réalise une vente avec une valeur de cent euros, elle touchera cent mais aura un retrait sur son compte de monnaie sociale de dix *boniatos*. En contre-partie le client reçoit dix *boniatos* en bonification. Ce même individu, consommateur averti, désire recevoir des cours de conception de bière artisanale. Il peut requérir cet enseignement au sein du réseau et payer son professeur avec ces dix *boniatos*. Il se retrouve alors à un niveau zéro de monnaie sociale et son enseignant à plus dix. Enfin pour continuer à faire de la bière écologique, ce professeur a besoin d'aller chez notre premier primeur, qu'il paiera en *boniatos* ce qui régulera le compte de son marchand, celui-ci passant de moins dix *boniatos* à zéro. On retrouve dans ce fonctionnement, le principe de réciprocité de Karl Polanyi. En effet, les partenaires sont en situation de complémentarité et d'interdépendance volontaire. La relation est symétrique. Si le consommateur est toujours en positif et le commerçant toujours en négatif, celui qui dispose de *boniatos* est dépendant de celui qui les reçoit et vice versa. Ce processus a ainsi pour but d'encourager les consommateurs à aller consommer chez les entités du réseau.

Il est ainsi possible de considérer que ce mécanisme joue sur les intérêts mercantiles des consommateurs puisque plus le consommateur va acheter des produits dans ce circuit, plus il aura de l'argent pour consommer à nouveau. Toutefois, ce jeu sur l'intérêt n'est pas forcément mal perçu par les acteurs. De fait, c'est une tout autre représentation qui est véhiculée comme en atteste les propos d'une libraire du réseau.

« Le but c'est de ne pas voir l'argent comme un gain, et ça c'est difficile vu les représentations qu'on a. Mais c'est plus de le voir comme un outil, un outil pour faire des échanges équitables, consolider des liens et qui servent à construire une société plus juste. »

En effet, la monnaie sociale oblige l'usager à consommer dans des boutiques « responsables ». Il crée un réseau de fidélisation et reprend ainsi le principe d'intégration économique du marché. L'individu est un vecteur de mobile économique individuel et autonome. Ceci tend alors petit à petit à détacher la consommation de cet individu de l'économie conventionnelle. Ce dernier aura plus d'intérêt à consommer de manière « responsable ».

Il est alors possible de dire que les mécanismes du *boniato* comptent sur la rationalité du consommateur. Cette considération ouvre alors la porte à celle qui, au sein des représentations communes, considère que chaque action qui est guidée par l'intérêt économique de l'acteur ne peut être du côté de la morale. Sans pour autant entrer dans un débat dont la philosophie du XVIII^e et XIX^e siècle s'est saisie, il convient de remarquer que dans les mécanismes du *boniato*, ces deux notions sont mêlées.

Les différents outils que met en place la monnaie sociale du MESM, allient l'intérêt économique à la morale et ceci par le biais de la teneur militante des idées qui soutiennent le projet. Comme il a été vu, le réseau provient d'une démarche de survie ainsi que d'une critique radicale portée au système économique conventionnel. Les aspirations que le projet du MESM porte et dont le *boniato* est le support, ont clairement été introduites dans la monnaie. En ce sens la monnaie comporte bien sa dimension d'innovation sociale. Tout d'abord elle ne peut pas entrer en pénurie. En effet, elle se crée à partir de n'importe quel échange et dispose d'un caractère virtuel. On ne cherchera pas à emprunter de peur que le compte bancaire des *boniatos* se retrouve vide. Ceci fait irrémédiablement appel aux critiques concernant le sauvetage des banques espagnoles. Le « renflouage des banques » selon l'approche émique est très critiqué. Vu comme une injustice des plus profondes, les madrilènes et particulièrement les acteurs du MESM, en parlent comme « une politique au détriment du peuple ». Le fait d'élaborer une monnaie où ce genre de phénomène ne peut advenir, place alors indubitablement le *boniato* comme outil de contestation symbolique.

Par ailleurs, il est dit dans les communiqués concernant la monnaie qu'elle ne produit pas d'intérêts. Ce terme signifiant ici, la somme que le débiteur paie au créancier en rémunération de l'usage de l'argent prêté. Il fait explicitement écho à la crise économique que subit l'Espagne depuis 2008. En effet, comme il a été vu précédemment, le pays souffre d'un grand nombre d'expulsions de logement suite aux difficultés de remboursement des prêts accordés par les banques, notamment pour acheter une habitation. Le MESM, étant cognitivement proche de la *Plata-forma de los Afectados por la Hipoteca* (PAH), qu'ils convieront par ailleurs à la *Féria* du mois de juin, la mise en avant de la notion d'intérêts n'est pas anodine. Il s'agit de montrer que le réseau rejette les logiques inhérentes au système économique conventionnel. Le fait qu'elle ne produise pas d'intérêts signifie alors qu'elle n'a pas d'avantage à être conservée dans un compte. Elle ne fluctue pas et donc sert uniquement à la circulation et à l'échange. Aussi, on ne peut spéculer sur le *boniato*. Elle est fixe et n'intègre pas une bourse quelconque. On atteint alors la critique de la base de la crise économique qui situe celle-ci dans la capacité des financiers à avoir spéculé sur le secteur du logement et avoir créé la bulle immobilière, menant à la crise que l'on connaît aujourd'hui et au chômage de masse qui en est une des conséquences.

Enfin, le MESM, par le biais de son compte bancaire, se propose depuis peu de convertir les *boniatos* en euros et les euros en *boniatos*. Pour le marchand qui aurait accepté trop de *boniatos* et ne saurait pas quoi en faire, car ne pouvant pas couvrir certaines de ses nécessités au sein du réseau (loyer, eau ou autre), il peut demander à les échanger contre des euros. Le compte reçoit alors cet argent et peut l'échanger à un consommateur. Ce procédé a pour but de favoriser la circulation de la monnaie, que certains ne soient pas surabondamment munis en *boniatos* alors qu'un autre en veut. C'est la notion même de répartition des richesses que le MESM introduit par ce processus. Bien que ce phénomène n'étant pas encore survenu, il place le MESM et plus particulièrement la commission de la monnaie comme institution garante du bon développement des entités faisant parties du projet. Elle se pose alors comme organe de vigilance du bien-être de ses membres. Sans pour autant dire que la commission se substitue aux comportements qu'il désirerait rencontrer au sein de l'État, le MESM organise tout de même des mécanismes de contrôle pour le bon fonctionnement de sa monnaie. Le principe de redistribution de Karl Polanyi, associé à l'action de l'État par J.-L. Laville (voir introduction), est ainsi introduit. Les richesses peuvent converger vers un centre qui les répartit, ceci amène alors une certaine protection aux unités du circuit.

Ainsi, le MESM crée manifestement un système monétaire alternatif à part entière. Il établit une monnaie avec les trois caractéristiques aristotéliennes qui fonctionne relativement bien. En un an ce sont 454,66 *boniatos* qui ont circulé pour une cinquantaine d'entreprises et près de cent quatre-vingt consommateurs. Près de 200 *boniatos* ont servi à l'achat et 445 euros ont été transformé en monnaie sociale⁶². De plus, son système associe les trois principes d'intégration économique de Karl Polanyi : marché, redistribution et réciprocité, ce qui donne « unité et stabilité aux économies empiriques » (2012 : 244). Enfin, il insère ses critiques portées au marché conventionnel pour « parfaire » le sien, selon les propos des acteurs. Le *boniato* contracte alors ce que Michel Aglietta et André Orléan infère à la monnaie sociale, soit une fonction politique et de cohérence organique. Elle est, pour ces derniers auteurs, « ce par quoi la société affirme son existence au-delà des individus particuliers qui la composent, comme ce par quoi la solidarité entre les vivants et les générations absentes, qu'elles soient passées et futures, se construit » (2002 : 38).

C'est donc une relation à la sphère sociale qui est pensée. Ceci s'institue alors tout d'abord par une transformation des rapports marchands dans lequel on réintroduit un temps d'échange plus long et ainsi des mécanismes de don.

62 Voir annexe 14.

2. L'usage de la monnaie virtuelle au prisme du temps

Comme je l'ai introduit, le *boniato* est une monnaie virtuelle. Pour avoir des points de bonification ou pour acheter, il faut aller sur une plate-forme internet. Pour le paiement en *boniato*, l'échange se fait en direct mais en ce qui concerne la bonification, elle a lieu en différé, une fois que l'acheteur est face à un ordinateur. Il devra rentrer sur le serveur, ajouter les détails de son achat et le pourcentage de *boniatos* qu'il a reçu. Ceci sera alors envoyé au commerçant qui confirmera cet octroi. Les allers-retours que constitue le système monétaire du *boniato* crée une interaction plus remarquée et reconnue par les différents acteurs. C'est un lien véritable qui se crée selon eux. Il sera néanmoins réellement considéré que s'il est réitéré et que l'échange se renouvelle dans un temps relativement proche. Toutefois, il est possible de dire que le *boniato*, uniquement par son système virtuel crée de la relation, et ceci parce qu'il introduit un temps dans l'échange. En effet, alors que la notion de temps est considérée comme absente de l'économie de marché telle qu'elle est vécue de nos jours, il est intéressant d'interroger sa place dans ce circuit qui se veut alternatif. Selon Jacques Godbout « le temps est au cœur du don et de la réciprocité, alors que l'évacuation du temps est au cœur du transport marchand » (2010 : 140). L'apport de cette notion sollicite alors celle du don qu'il convient de traiter.

Comme il a été expliqué, le circuit du *boniato* se place dans un monde réticulaire dont la base est le partage de représentations mentales et de pratiques relationnelles préexistantes. Bien que certains se connaissent de rapports antérieurs, nombreux sont les consommateurs qui affirment qu'une relation de sympathie réciproque se met en place lors de l'achat en *boniatos*. Lorsque les consommateurs paient en monnaie sociale, ces derniers considèrent qu'une autre proximité se crée avec le vendeur. Le récit de l'usage du *boniato* pour la première fois chez une consommatrice révèle cette dimension.

« Quand j'ai acheté mes légumes à la F., je lui ai demandé si on pouvait payer en *boniatos*. Il m'a dit "Bien sûr!", avec un grand sourire et a commenté qu'il fallait bien commencer un jour. Le truc c'est qu'il savait pas bien comment faire, alors du coup, on l'a fait à deux. On a rigolé parce qu'on savait pas faire les calculs et les manip' et puis finalement on a réussi, on était content tous les deux ».

Ainsi, comme il est indiqué l'usage du *boniato*, crée par son mécanisme automatiquement un lien social avec le commerçant. Il fait échanger davantage qu'un simple « bonjour, merci ». Mis à part qu'il semble que les marchands espagnols construisent généralement un lien avec leur client, l'échange personnel produit avec l'utilisation du *boniato*, s'inscrit dans un registre plus personnel : « de convivialité et de respect de l'autre » comme le considèrent certains consommateurs interrogés.

Il y a une reconnaissance qui s'opère entre les deux individus. La monnaie s'inscrit dans un réseau qui met en valeur des critères de consommation éthique, écologique et démocratique. L'échange à travers le *boniato* est alors un témoin de l'attachement des deux individus à l'action alternative. Les propos d'un jeune psychologue entamant sa consommation en *boniatos* témoigne de cette dynamique.

« Ce qu'il y a c'est qu'avec le *boniato* tu partages plus qu'un simple bien. Tu partages une manière de penser, une manière de lutter. Le *boniato* c'est un peu une prédisposition à une meilleure interaction avec la personne. Tu partages les mêmes sujets de préoccupations, tu sais dès le début que tu partages plus. C'est un peu une aide à la création de relations plus personnelles ».

C'est donc dès le moment où il y a reconnaissance des deux engagements personnels, que se crée un lien et se modifie la relation marchande. Cette reconnaissance participe en partie à créer de l'interstice entre le marché et l'État, une manière de réintroduire dans le lien marchand la présence de l'individu et de ses idées. En effet, selon Jacques T. Godbout

« La société tend à supprimer les liens sociaux primaires au profit de liens abstraits et secondaires, ce qui les rend en théorie interchangeables et anonymes. Mais les individus réagissent à cette entreprise en maintenant et faisant vivre des réseaux régis par le don qui s'infiltrent partout dans les interstices des systèmes " officiels " secondaires et formellement rationalisés du marché et de l'État » (2010 : 32).

La réintroduction d'un lien personnel est présente dans de nombreuses monnaies sociales mais il semble qu'elle soit aussi le fait de la forme virtuelle du *boniato*. Lors de la *Féria* et de l'émission avec de la monnaie physique⁶³, certains ont considéré que la forme virtuelle avait « quelque chose de moins intime » qu'ils retrouvaient ici avec les billets. Cela dit, la virtualité tend aussi à créer un lien car elle nécessite le souvenir de la relation et de l'engagement qui a été énoncé. Il faut penser à la bonification et donc à l'échange que l'on a eu. Cette démarche attentive n'est pas naturelle et résulte d'un effort, une prise de temps relative.

Comme je l'ai introduit, cette forme suppose un certain équipement et savoir-faire en matière de technologies informatiques. Bien que les chiffres d'utilisation de la monnaie soient en augmentation, les acteurs du MESM affirment utiliser peu la monnaie. La difficulté du système et son aspect « peu intuitif » comme le considère la plupart des acteurs, limitent son usage. Certains consommateurs assurent n'avoir pas encore utilisé la monnaie car son mécanisme nécessite une prise de temps pour les usagers. Pour certains commerçants, il est aussi difficile de s'adapter à ce nouveau système. Ce sont eux qui engagent le plus d'efforts, aussi bien économiques qu'organisationnels, pour introduire la monnaie dans leurs pratiques.

63 Voir annexe 4.

Ainsi, lors de rencontres avec certaines entités, nombreuses seront celles assumant ne pas utiliser le *boniato*. « Ça fait peu de temps que je me suis mis dans le réseau et je ne me suis pas encore inscrit dans le service informatique. C'est que c'est un peu compliqué et j'ai pas mal de travail, mais je vais le faire d'ici peu », affirmera un marchand de légumes lors de ma venue chez lui. Quelque mois après, l'achat en *boniato* ne pouvait toujours pas se faire chez ce commerçant, arguant qu'il n'avait toujours pas eu le temps de se consacrer à la mise en place du système informatique. L'innovation prend alors un temps d'apprentissage et dépend des moyens d'actions et de la volonté de chacun. Inclure l'innovation sociale dans ses habitudes de vie, c'est lui accorder du temps, c'est limiter l'influence et la prééminence de la notion d'efficacité rapide propagée par le système global.

Ainsi, dans une société où nous sommes habitués à l'instantané, aux échanges commerciaux directs et rapides, le système du *boniato* se présente à contre-courant de la dynamique générale. En effet, selon Max Weber, « le marché représente une simultanéité où la relation sociale est à ce point éphémère qu'elle s'éteint dans l'échange des biens qui en font l'objet » [1904-1905] (1995 : 410). Pour utiliser la monnaie, il faut prendre le temps, repenser à l'échange que l'on a eu et le considérer dans une logique globale, celle de générer une monnaie qui servira à toute une collectivité. L'échange de monnaie n'est plus de personne à objet mais de personne à personne, voire de personne à collectivité. Ce rapport prend un temps plus long car il ne se situe pas entre l'individu maître de son temps et un objet inanimé mais entre un consommateur et un vendeur qui exercent un retour sur un événement. Ceci fait appel alors à la mémoire de l'échange, suppose une trace et assure une pensée postérieure au temps de l'échange.

Cet élément fait alors appel à la notion de don de Marcel Mauss [1923-1924] car il introduit du temps et le souvenir de la relation. Il est possible de dire qu'en cela qu'il se rapproche de cette notion si développée en anthropologie. Le paiement en *boniatos* n'opère pas un circuit de contre-prestations illimitées comme on retrouve dans la *kula* ou le *potlatch*. Néanmoins, après le don monétaire, le commerçant doit faire la bonification sur le compte de son client. Il y a donc le retour de l'échange, le contre-don s'il est possible de le nommer ainsi. La bonification constitue alors l'engagement moral du commerçant, son honneur et représente la dette qu'il a envers son client. Toutefois, cet honneur ne met pas en jeu l'honneur de la collectivité, comme il le fait avec le *potlatch*. Bien qu'il peut représenter le crédit du MESM pour une personne extérieure, il n'engage que le marchand et son implication morale dans le projet. L'aspect virtuel du *boniato*, dispose ainsi de caractéristiques qui le rapprochent de la notion de don, développé par ce fameux anthropologue.

Par ailleurs, si on reprend ses écrits, Marcel Mauss et ses critiques comme Lévi-Strauss, Godelier ou Godbout, tous insistent sur la notion de temps dans le don, et par extrapolation dans l'échange. Mauss dans *l'Essai sur le don*, affirme ainsi que

« Les dons circulent, nous l'avons vu, en Mélanésie, en Polynésie, avec la certitude qu'ils seront rendus, ayant comme "sureté" la vertu de la chose donnée qui est elle-même cette "sûreté". Mais il est, dans toute société possible, de la nature du don d'obliger à terme. Par définition même, un repas commun, une distribution de kava, un talisman qu'on emporte ne peuvent être rendus immédiatement. Le "temps" est nécessaire pour exécuter toute contre-prestation » [1923-1924] (2012 : 132).

Le temps est donc nécessaire dans le don. Dans le cadre du *boniato*, elle témoigne de la confiance, de la « sureté » de la bonification et elle crée donc un lien entre les deux partenaires. En effet, si on suit Marshals Sahlins (1976), plus l'articulation du don soit, donner-recevoir-rendre, introduite par Mauss, est espacée dans le temps, plus ceci signifie qu'elle s'axe dans un réseau primaire. Cet espace vu au prisme de l'usage du *boniato*, est à considérer comme l'entend Jacques T. Godbout soit « le lieu réel, symbolique ou imaginaire dans lequel les personnes entrent en interaction directe » (2010 : 197). L'usage de *boniato* est un lieu de rencontre entre individus plus ou moins étrangers. Parce qu'il introduit le souvenir de l'échange, soit un passage marqué dans une temporalité précise dans la vie des deux individus, il se situe alors dans le même espace dans lequel ce dernier auteur situe le don.

Selon l'anthropologue « la sphère du don entre étrangers appartient à la fois à la socialité primaire et à la socialité secondaire » (*ibid.*), soit celle qui relève de l'État et du marché. L'usage du *boniato* est un interstice qui crée un lien dans la sphère économique dont les exigences mercantiles tendent à obstruer ce type de relations. Le temps n'est pas indéfini comme il peut être rencontré dans le don, il est d'entre deux ou trois jours, mais il permet tout de même de considérer qu'il crée des relations plus proches que celles auxquelles nous sommes habitués dans le système contemporain. D'après Jacques T. Godbout,

«La valeur du lien, c'est la valeur du temps, que le marché remplace par une immédiateté indéfiniment extensible dans l'espace, en extrayant la chose du réseau temporel. Plus on isole les choses de leur valeur du lien, plus elles deviennent transportables, froides (congelées..), objets purs échappant au temps» (*ibid.* : 246).

La monnaie sociale tend ainsi à rompre avec la critique de Georg Simmel, sur la monnaie moderne. Celui-ci introduit que « l'argent symbolise la réduction du lien social car il est l'essence de la quantité, parce qu'il ne possède d'autres qualités que sa quantité » [1900] (1988 : 43). Le *boniato* détient une autre qualité, celle de créer de la relation moins éphémère que celle que l'on rencontre dans le système économique actuel.

Sans pour autant affirmer que la monnaie « est la relation » comme le considère Stéphane Breton quant à ce qu'il nomme la monnaie « des sociétés exotiques » (2002 : 23), on peut établir un lien entre ces deux monnaies car le *boniato* comme la monnaie « des sociétés dites exotiques », « a de la valeur parce qu'elle produit de la relation » (*ibid.*). Plus qu'une assimilation à des monnaies archaïques ou des monnaies exotiques, il est possible de considérer que le *boniato* s'institue dans ce que ce même auteur nomme « l'économie des personnes ».

« Pour simplifier, dans l'économie des personnes, la monnaie n'est pas tant l'instrument d'un paiement que celui d'un transfert, d'une circulation ou d'un don qui a pour objet de produire des relations sociales au sein desquelles et grâce auxquelles sont construites des personnes vivant dans une société qui se reproduit » (2000 : 15).

Cette considération dépend entièrement des valeurs qui circulent à travers l'usage de la monnaie car produire des relations sociales entre les individus ne suffit pas pour créer une alternative et se détacher de l'économie des choses, système où les « relations sont oblitérées par la faculté de jouissance » (*ibid.*) que nous procure le monde des objets. Selon le discours, il est nécessaire d'asseoir le rapport personnel sur des bases solidaires et égalitaires, élément qu'il s'agit alors de concevoir dans l'approche monétaire à l'heure où la monnaie est vue comme un rapport de pouvoir immuable qui ne peut être investi par d'autres représentations.

3. La part idéale du boniato

Si l'on veut approcher la notion de monnaie et de richesse, il est capital de faire un détour par les théories marxiennes de la valeur d'usage et d'échange. Bien que je ne considérerai pas la fixation des prix et la valeur marchande, l'utilisation de ces dernières, me fournira quelques bases pour saisir ce que l'usage du *boniato* représente pour ses utilisateurs. La dimension idéale de la monnaie est très présente dans la monnaie sociale, car créée par les acteurs. En outre, le *Mercado Social* a aussi bien incorporé des mécanismes pour réguler son économie qu'il lui a donné une dimension idéale.

La monnaie traduit la valeur que l'on donne à une marchandise. Celle-ci se découpe en valeur d'usage qui est selon Marx « déterminée par les propriétés du corps de la marchandise » [1867] (2008 : 58) et en valeur d'échange. Cette dernière est

« Le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'engagent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose intrinsèque, immanente et purement relatif, paraît être, comme dit l'école, une *contradictio in adjecto*⁶⁴ » (*ibid.*).

La valeur d'échange est donc une propriété de la marchandise qui permet de la comparer avec d'autres marchandises sur le marché en vue de l'échange. C'est cette confrontation sur le marché qui fait d'un produit une marchandise. Par ailleurs, celui-ci acquiert de la valeur parce qu'il renferme une quantité déterminée de temps de travail. Il devient une valeur d'échange. « La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail » selon l'économiste allemand (*ibid.* : 60). C'est donc en partie la considération de travail fourni qui donne de la valeur au bien.

Selon Maurice Godelier, « la structure donne un sens aux éléments qui la composent » (1965:75). Le réseau, donne un sens à la monnaie, à son utilisation. Ce même auteur affirme que « la valeur de la monnaie ne peut exister qu'en dehors d'elle-même » (1996 : 227). C'est la société dans laquelle elle s'insère qui lui donne son sens. Selon Daniel de Coppet, qui compare les monnaies primitives aux monnaies modernes, les monnaies sont constitutives de la « hiérarchie de valeurs » au fondement de leur société. Il affirme, par la reprise qu'en fait André Orléan, que

« La monnaie en tant qu'instrument d'appropriation des choses est liée étroitement aux valeurs supérieures de la personne humaine devenue elle-même sujet économique. C'est là une réalité potentiellement universelle [...]. Ces monnaies sont toutes deux liées, selon des modalités il est

64 « Rien ne peut avoir une valeur intrinsèque » (N. Barbon, 1. c., p. 16) ; ou comme le dit Butler : *Thee value of a thing is just as much as it will bring.*

vrai tout à fait distinctes, aux valeurs supérieures de leur société : la totalité sociale dans la configuration holiste, la personne humaine dans sa relation privilégiée aux objets économiques dans l'idéologie individualiste » (2007 : 13).

La monnaie répond donc à ce que la société considère le plus prééminent. Les valeurs sont pour Louis Dumont, « quelque chose d'autre que l'être, quelque chose qui à la différence de la vérité scientifique, qui est universelle, varie beaucoup avec le milieu social, et même à l'intérieur d'une société donnée » [1983] (1991 : 258). Je reprendrai alors le terme utilisé par cet auteur, soit celle d'idée-valeur qui est une représentation considérée comme au sommet d'un ordre hiérarchique au sein d'une société. La monnaie, dans son essence, appartient aux domaines des idées qui ne déterminent pas alors son usage quantifiable mais encourage son utilisation. Je considérerai donc que la monnaie alternative met l'accent sur des valeurs autres que l'appropriation matérielle et la satisfaction personnelle (Dumont, 1983). Ce sont alors les valeurs de réseau qui déterminent celle du *boniato*. Comme biais d'expression du « *quantum* de travail » (Marx, 1867), la monnaie et son usage témoignent d'un autre rapport au travail et au lien social que celui-ci constitue.

Ainsi, une des valeurs suprêmes qui est mise en avant dans l'usage du *boniato* est sa dimension solidaire, que l'on retrouve par ailleurs dans le nom de l'économie qu'elle défend. La vision d'un appui solidaire à travers la monnaie se rencontre dans de nombreux discours, comme en témoigne celui d'un membre d'une coopérative promouvant le commerce équitable.

« Disons que je pense qu'en ces moments de crise c'est très important de se soutenir mutuellement. L'argent doit rester dans un circuit proche et ne pas aller dans les grandes firmes dans lesquelles l'argent sert à des fins que l'on ne contrôle pas. Ce qu'il y a de bien dans le MES c'est de supporter des gens concrets, avec lesquels tu partages les idées. C'est une manière de faire de la solidarité en ces temps de crise, ce qui pour moi est important.

Il est possible de considérer que la crise réactive en partie l'action solidaire ou du moins que cette dernière se fait plus visible dans ce moment d'instabilité. Celle-ci est la configuration dans laquelle « le principe de réciprocité domine ceux du marché et de la redistribution » selon J.-M. Servet (*in. Saiag, 2010 : 106*). La proximité des conditions économiques, due en partie au même statut professionnel ou au même secteur de production, crée des relations de types symétriques entre les entités du réseau. Si échange il y a, il se fait dans une conscience du tout social et dans la prise en compte d'autrui par chacun. Ceci suppose alors, selon ce même auteur reprenant Karl Polanyi, que pour penser le tout social, il est nécessaire d'avoir en premier lieu une fragmentation, « une singularisation des êtres que la composition d'une totalité réunit » (2012 : 270), soit une individualisation des individus. L'homme se présente en tant que sujet, maître de ses droits et de ses actions, il est unique et choisit le cours de sa vie.

Pour la détermination des valeurs du MESM et de sa monnaie, on joue donc entre un processus d'individualisation et une vision de l'économie, davantage basée sur le tout social. D'après Louis Dumont, c'est « l'accent concomitant sur les relations entre hommes et choses à l'encontre des relations entre hommes » (*op.cit.* : 289), qui crée la faculté de l'homme de s'individualiser des valeurs de la société et d'y fixer les siennes. Pour Karl Polanyi,

« L'homme agit de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeurs aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin » (*op. cit.* : 90).

C'est donc pour garantir ces droits que l'individu introduit les valeurs qu'il considère les mieux adaptées à son modèle de vie existant ou projeté. Selon Louis Dumont, « l'individu comme valeur (sociale) exige que la société lui délègue une partie de sa capacité de fixer les valeurs » (*op. cit.* : 289). C'est « la reconnaissance d'une liberté de choix étendue » (*ibid*) qui lui permet cette affirmation. L'individu, en pratiquant la monnaie alternative affirme sa liberté de choix. La monnaie revêt donc comme valeur la liberté de décision et la liberté de critique. Il est cependant notable que l'affirmation de la notion de liberté à travers l'usage de la monnaie fait irrémédiablement penser aux valeurs qui ont conduit au système économique capitaliste ou néo-libéral. En effet, celui-ci fut établi en partie à travers des croyances et valeurs liées à l'élévation des libertés individuelles sans régulations⁶⁵. Pour créer l'alternative, tout dépend de la représentation que l'on dispose de la société et dans quelle mesure on se sent appartenir à cette dernière. Si on rejette quelque peu les valeurs qu'elle défend, ou les individus qu'elle produit, on fait le choix de se distancier de cette totalité et d'en créer une autre avec des valeurs autres (renouvelées ou différentes).

« *Le boniato* a de la valeur parce qu'il va permettre aux gens de mieux travailler en réseau et de coopérer, de valoriser un nombre d'entités qui travaillent selon des critères qui font avancer la société » selon le discours d'un jeune psychologue membre depuis peu du MESM. Ainsi, comme en démontrent les nombreuses études anthropologiques sur les systèmes monétaires, la monnaie et son utilisation ne se réduisent pas à un calcul rationnel des coûts et des avantages mais dépend des croyances et des valeurs que les sociétés affirment à travers elle (Mauss, 1924-1925 ; Sahlins, 1976 ; Godelier, 1996). Sa représentation, soit l'idée qu'on s'en fait est donc manipulable à foison et peut être réinvestie comme les individus le souhaitent, d'autant plus s'ils en créent une nouvelle. Les pratiques monétaires apparaissent comme des interstices, surtout quand la situation paraît paralysée et qu'ils décident d'agir pour la modifier.

65 Auxquelles se sont rajoutées la « liberté de profit » selon Max Weber [1904-1905] (2001 : 12).

Il est possible de dire que c'est dans cette dynamique que les valeurs du MESM sont introduites dans la monnaie. Elles sont « oubliées, on ne retrouve plus dans la société d'aujourd'hui », comme me l'affirmera un homme d'une cinquantaine d'année fondateur d'une marque de commerce équitable. Cette déclaration peut être rapprochée de ce que Marcel Mauss formule dans la « conclusion de morale ».

« De nos jours, les vieux principes réagissent contre les rigueurs, les abstractions et les inhumanités de nos codes. À ce point de vue, on peut le dire, toute une partie de notre droit en gestation et certains usages, les plus récents, consistent à revenir en arrière. Et cette réaction contre l'insensibilité romaine et saxonne de notre régime est parfaitement saine et forte. Quelques nouveaux principes de droit et d'usage peuvent être interprétés ainsi » [1924-1925] (2012 : 216).

Cet appel à la résistance des vieux principes qui mettent en scène l'échange équitable et la pensée d'une totalité sociale rapprochent alors davantage des monnaies dites « primitives ». Même s'il est difficile d'affirmer que le *boniato* met directement en gage lors de l'échange la totalité de la société ou du réseau lors de l'échange, il est possible de considérer que dans son objectif « d'œuvrer pour un monde plus juste » comme le considèrent ses acteurs, elle devient la trace d'une pensée holiste, soit qui comprend la totalité de la société. La monnaie sociale incarne les préoccupations écologiques, le respect des droits de chacun, soit le développement d'une qualité de vie en respect des limites des ressources dont on dispose.

Elle incarne un nouveau sens à la monnaie mais aussi à la circulation de la richesse pour ces usagers comme en témoignent les propos d'une consommatrice récente dans le circuit.

« Depuis que je me suis mise au *boniato*, c'est bête mais je me dis que je fais circuler une richesse particulière, que quand j'achète, j'achète pas seulement pour moi mais pour que mon producteur il se débrouille un peu mieux, qu'il soit encouragé dans sa démarche écologique et que lui à son tour il puisse encourager qui il veut aussi. On voit plus le truc de la circulation de la richesse avec le *boniato*, quelque chose que je voyais moins avec la monnaie normale ».

Avec ce témoignage on voit même qu'elle est considérée comme créant une nouvelle richesse. Elle est le lien qu'elle crée entre les individus et la capacité de support que sa circulation entraîne. La circulation d'une richesse monétaire n'est pas uniquement le but de l'usage du *boniato*. Comme ce que Marcel Mauss nomme les dons et contre-dons agnostiques « la circulation des richesses n'est qu'un des termes d'un contrat beaucoup plus général et beaucoup plus permanent » (*op. cit.*: 151). La permanence ici n'est pas l'honneur et le prestige mais le soutien solidaire et l'affirmation de la position alternative au système conventionnel. Il ne s'agit pas de donner de la valeur à la monnaie pour créer de l'accumulation et produire de la richesse. C'est en créer suffisamment pour que les besoins des entités soient comblés et qu'ils soient suffisamment riches pour qu'ils puissent continuer à échanger entre eux et produire ce dont ils ont besoin.

La chrématistique commerciale, concept provenant d'Aristote, conduisant à décrire la pratique visant à l'accumulation de la monnaie pour la monnaie dans un but de prise de pouvoir politique peut être en partie revisitée. La production, l'activité marchande et l'usage de la monnaie ne sont pas considérés comme « un art d'acquérir qui ne met point de limite à la richesse et l'acquisition » comme le voit Aristote dans *Éthique à Nicomaque*. L'adage répandu indique que l'argent est le pouvoir. Le *boniato* utilise en quelque sorte ce pouvoir pour contourner les lois de l'économie conventionnelle. Il est donc possible de dire que d'une certaine manière la monnaie sociale ne s'accumule pas pour obtenir une représentation sociale valorisée. J'apporterai à cette affirmation quelques nuances dans la partie sur la consommation en faisant référence aux travaux de Jean Baudrillard (1970) et de Dominique Desjeux (2006). Elle s'accumulerait pour échanger certes, mais aussi pour donner un appui aux idées promulguées par le MESM.

Cette analyse ouvre cependant la voie au scepticisme ambiant qui pourrait contrecarrer quelque peu cette idée. L'action du *boniato*, peut-elle être comprise comme un processus visant à attacher des valeurs idéelles au fait monétaire ou plutôt à monétariser ces valeurs ? Mais les affirmations de nos anthropologues indiquent que la monnaie n'existe que parce qu'elle fait sens au sein d'une société et qu'elle contracte les plus hautes valeurs de cette dernière. Si la monnaie, comme outil d'échange introduit les valeurs de la société, en créer une nouvelle et s'en servir pour appuyer ses valeurs n'est pas une monétarisation des valeurs mais uniquement le retour à son essence. Dans le cas du MESM, la valeur de la monnaie tient dans sa dimension solidaire et son attachement à la défense d'une éthique propre, basée sur des critères démocratiques, écologiques et égalitaires.

À travers la monnaie on appuie les valeurs du MESM. Ces valeurs cherchent à soutenir la mise en place d'une modification de l'espace social total. Ainsi, parce que l'individu fait le choix de s'inscrire dans un circuit alternatif, il procède à une individualisation de sa personne pour la promotion de la démarche alternative. Dominique Girardot affirme que c'est seulement dans le registre de l'action que nous manifestions « "qui" nous sommes » (2007 : 174). L'usage de la monnaie, du côté du consommateur comme du producteur, s'institue comme un témoin du militantisme de l'individu et de sa volonté d'inscrire sa consommation dans un registre éthique et solidaire. Cela dit, l'utilisation de la monnaie sociale comme soutien d'une économie autre, ne fonctionne que si les marchandises et leurs vendeurs s'inscrivent dans cette démarche. Le choix des entités et la mise en valeur de leur éthique permet alors de concrétiser cette approche.

B. L'incorporation de l'entité, un processus de jugement éthique.

L'action de la commission d'accueil, d'évaluation et de certification est une des clefs de l'action du MESM. Comme je l'ai expliqué précédemment, elle est, comme son nom l'indique, celle qui accueille les nouvelles entités, évalue si celles-ci répondent bien aux critères de sélection du MESM et devient garante des entrées. Cette démarche est dirigée par un ensemble de mécanismes alliant une méthode méticuleuse à une dimension relationnelle. En effet, le travail de cette commission, ayant pour but de constituer le marché alternatif dispose du choix entre l'exclusion et l'inclusion. On juge l'éthique de l'entreprise et il semble que cela se construit autour d'un processus considérablement subjectif malgré une méthodologie identique pour tous. L'entrée se joue à travers une relation de confiance établie entre le nouvel arrivant et les accueillants, la connaissance approfondie de l'entité et de ses évolutions. À la fin, si l'entrée de l'entité est conclue, elle devra rendre le questionnaire d'entrée bien rempli, la fiche pour le site web⁶⁶, les données d'usage du *boniato*⁶⁷ et la charte d'engagement. Pour mieux comprendre comment le circuit se construit, il est essentiel de considérer l'action de cette commission en trois temps. Tout d'abord, j'introduirai le formulaire d'entrée comme le témoin écrit de la philosophie du réseau puis l'entretien d'admission comme l'instauration d'un lien de confiance puis l'établissement du questionnaire mettant en place le « bilan social »⁶⁸ de l'entité.

1. Le questionnaire d'entrée comme le témoin écrit de la philosophie du réseau

Le « questionnaire initial pour l'incorporation au marché de l'économie sociale de Madrid »⁶⁹ suit les logiques défendues par l'économie solidaire et alternative. Il est propre à la région madrilène et dispose d'une forme pour les « entités individuelles » et pour les « entités collectives ». Il recherche une transformation socioéconomique, dite « non fonctionnaliste » pour ses entrepreneurs. Ceci est à entendre comme la recherche d'un modèle d'entreprise pas uniquement fondé sur l'objectif utilitaire ou au calcul rationnel à tout prix pour élaborer des profits. L'entité doit privilégier une organisation respectant les droits de chacun, l'instauration d'une qualité de vie et une certaine justice sociale aussi bien à l'intérieur de l'entité que dans ses rapports avec le monde extérieur. Il est possible de considérer la promotion de cette organisation à l'œil des critiques rencontrées dans les discours sur le système économique conventionnel et sociopolitique hispanique.

66 Voir annexe 8.

67 Voir annexe 9.

68 Traduit par mes soins.

69 Traduit par mes soins.

Pour saisir la sélection des entités plus vivement, il convient de faire une analyse des questions d'entrée afin de saisir ce qu'elles révèlent en arrière-plan. En premier on débute par un ensemble de questions se rapportant à « l'engagement de l'entité dans la transformation sociale ». L'emploi de cette catégorie, relativement floue et portant à controverse, tente de cerner les différentes finalités, valeurs et visions des nouveaux venus. Pour cela, il s'agit en premier d'informer sur les perspectives sociales dont se dotent les entités. En conséquence, la mise en premier de cette question, suppose qu'elle est « simple et instinctive » selon les promoteurs du projet. L'apport social doit être un élément intrinsèque à l'objectif de l'entité. Ainsi, qu'ils soient producteurs de vin, libraires ou enseignants périscolaires, ils doivent chercher la transformation de la société en premier lieu et non la vente d'un bien ou service. Cette catégorie peut paraître naïve et facile à dévier mais la rencontre directe et les recherches antérieures des membres du MESM, réduiront le détournement de ce critère.

S'en suit la partie concernant le travail en réseau. En effet, il s'agit d'observer comment l'entité gère ses coopérations et sa concurrence. Va-t-elle collaborer et partager son marché ou se mettre en compétition ? Le partage des ressources et de la mise en place de relations interpersonnelles dans le travail sont des thèmes abordés. Le travail en réseau, comme permettant des échanges multiples basés sur la reconnaissance des qualités de chacun des participants est fortement valorisé. Il est un des buts du projet du MESM, celui de créer des nouveaux partenariats économiques, d'en finir avec la libre concurrence voire s'articuler selon un modèle corporatiste, élément que je considérerai en troisième partie. Dans un même temps, le questionnaire reprend la notion d'ancrage local et attire l'attention sur les formes que celui-ci peut prendre. Comme je l'ai affirmé une des principales visées de l'économie alternative et de l'innovation sociale est d'être ancrée dans un territoire proche et de répondre aux besoins des populations environnantes. Il s'agit aussi, et ceci plus clairement, de favoriser le développement des attentes de la société dans laquelle l'entité s'insère. L'objectif est ainsi d'encourager les entités à développer l'économie locale à travers les différents partenariats afin de dynamiser les territoires proches mais aussi de réduire les intermédiaires, considérés comme déviant l'origine du produit, faisant augmenter son prix et son empreinte écologique.

La partie concernant les préoccupations écologiques est relativement développée. Il s'agit de considérer le fonctionnement matériel des entreprises. On considère le recyclage mais aussi les stratégies énergétiques que ces dernières pourraient avoir. On met en valeur la participation à un *grupo de consumo* ou le mode de déplacement sans émission de CO₂. Ainsi on examine le mode de vie de l'entreprise dans le but d'informer si le producteur ou le distributeur prend en compte les limites des ressources naturelles. Ces préoccupations sont en majorité saluées par les entités.

Une bonne partie des entités travaille dans le secteur environnemental ou se connaît par le biais des *grupos de consumo* ; ces préoccupations sont donc inhérentes au fonctionnement des travailleurs. L'extrait d'un questionnaire illustre les réponses les plus courantes.

« Quelle action de développement durable ou d'attention à l'environnement réalise ton entité ? »

« Étant donné que nous sommes une coopérative à vocation environnementale, ces thèmes sont toujours présents dans nos décisions. Nous essayons de réduire notre consommation ou de consommer écologique (par exemple dans la nourriture ou dans les produits de nettoyage). »⁷⁰

Il est ainsi très peu fréquent qu'une entreprise ne fasse pas de recyclage ou utilise la voiture pour se déplacer. La plupart vivent à Madrid et si ce n'est pas le cas, cherchent toujours par le biais du train ou du covoiturage, à réduire leur empreinte écologique. Le respect quasi unanime de ce critère témoigne que c'est un des critères majeurs du réseau qu'il soit serré ou lâche. En effet, pour la plupart des entités, la promotion du respect de l'environnement constitue plus qu'une éthique, c'est une « *obligation* » selon elles, qui fait largement consensus et témoigne du partage cognitif du groupe.

Le questionnaire du MESM prend aussi en compte les conditions de travail. Dans cette partie, le MESM évalue si l'entité respecte la dignité des individus. Sans pour autant rentrer dans la législation du droit du travail, il s'agit de prendre en compte la structure de l'entité : s'il dispose de plans de formation, les types de contrats et leur nombre, les mécanismes de sélection, l'organisation des journées de travail (si elles sont flexibles, si la vie de famille est conciliée...) ou encore pour les entités individuelles si elles sont assujetties à la sécurité sociale. Comme il a été affirmé, les rédacteurs du questionnaire cherchent avant tout à mettre en valeur les aspects qu'ils considèrent les plus importants pour mener une activité professionnelle. On privilégie la déférence à l'égard de la qualité de vie, à commencer par celle à l'intérieur de l'entité. On encourage alors une organisation égalitaire et paritaire, où le nombre d'hommes et de femmes est relativement similaire, où les salaires sont dans la mesure du possible égaux et où les tâches à responsabilité sont réparties entre les sexes. La question du genre est vue comme participant à la transformation sociale dans un pays considéré comme relativement misogyne. Une membre de la commission d'accueil, par ailleurs membre d'un collectif féministe, m'affirmera que

« Nous sommes dans un système patriarcal, où les femmes ont très peu de chances d'évoluer dans un poste. Elles sont très peu représentées dans certains secteurs. C'est pour ça que le questionnaire du MESM met l'accent sur la parité, pour inciter les entreprises à employer des femmes ».

70 Traduit par mes soins du questionnaire d'une coopérative de travail spécialisée dans la réalisation d'études techniques et de formations sur les thèmes « socio-environnementaux » et de genre (voir annexe 6).

Ce genre d'argumentaire, mettant en lumière ce qui est appelé la « discrimination positive » prend aussi en compte les « immigrants », les « trans », les « minorités ethniques », les « personnes en situation de handicap » et les « personnes en risque d'exclusion sociale ou en situation de nécessité »⁷¹. Bien que les acteurs soient conscients que cette dynamique joue sur la différenciation entre les individus d'après des critères particuliers, ils considèrent que cette démarche est « un pas nécessaire pour la reconnaissance de l'égalité entre les individus ». Cela dit, il est à noter que ces considérations ne font pas entièrement consensus, comme je le noterai pour la *Balance Social*. Le questionnaire s'ancre dans un large débat de dimension morale sur lequel le MESM affirme son point de vue. Néanmoins, il est à souligner que la plupart des entités n'emploie pas de « minorités » ; l'égalité des conditions en vue d'aller contre l'exclusion se joue principalement sur la question du genre. Le pas vers plus d'intégration sociale est encore à travailler dans les coopératives madrilènes.

Enfin est introduite la question de la démocratie interne et de la transparence ; critères dont j'ai déjà mis en lumière l'importance au sein de l'organisation interne du MESM. Ces réponses mettent ici l'accent sur l'élaboration et la prise des décisions des plans budgétaires et stratégiques. Si c'est une coopérative, tous les membres doivent participer à la prise de décision et si ce n'est pas le cas, ceci sera repris lors de l'entretien d'entrée. La participation des clients est aussi engagée. Il s'agit donc de mettre l'accent sur la contribution de tous, des salariés comme des usagers pour l'agencement de l'entité. Certains répondent ainsi,

« Nous demandons aux clients une évaluation périodique, tant sur la qualité des produits que sur la logistique de distribution pour améliorer la qualité du service. En ce qui concerne les prises de décisions qui concernent directement les clients, nous leur demandons leur opinion avant de prendre les décisions et nous les prenons en compte pour satisfaire leurs besoins »⁷².

Bien que ce cas soit assez rare, ce témoignage certifie des attentes du MESM ; ce critère deviendra un des indicateurs de la *Balance Social*. La question de la transparence traite alors de la confirmation que l'ensemble de ces informations peut être affiché sur le site web afin que chacun sache comment l'entité fonctionne. Toutefois les informations révélées peuvent être considérées de l'ordre du confidentiel, comme les salaires par exemple. La publication de ces données peut porter à hésitation. Cela dit il semble que la plupart acquiescent, considérant qu'ils n'ont « rien à cacher ».

Dans la dernière catégorie sont soulevées les relations que pourrait avoir l'entité avec des entreprises du *Mercado Social* ou de l'économie alternative. Ceci vise à savoir comment les individus s'engagent dans le réseau. On met l'accent sur la collaboration avec des banques éthiques ou l'utilisation de logiciels libres. Ces dynamiques n'étant pas toujours dans les modes d'action des entités, ces caractéristiques seront retrouvées dans la partie consacrée à leur projet d'amélioration. Ceci témoigne de la capacité d'influence et de travail réflexif dont dispose le questionnaire.

71 Traduit par mes soins d'après les termes du questionnaire d'entrée.

72 Traduit par mes soins du questionnaire d'une association de producteurs écologiques.

En effet, le questionnaire est rempli par les membres des entités. Supposé être réalisé en groupe, le questionnaire vise à développer une réflexion chez les acteurs sur l'ensemble du fonctionnement de leur organisation. Ainsi on affirme parfois n'avoir jamais pensé à certains aspects qu'il recouvre. On annotera particulièrement l'absence de plans d'égalité ou concernant le domaine de l'écologie dans les entités. Ces thèmes considérés comme intrinsèques ou n'étant pas la priorité, sont relégués à un plan mineur en ce qui concerne l'organisation des entités. Ils disent alors davantage se concentrer sur des plans budgétaires que des plans d'amélioration des conditions de travail par exemple. Ces affirmations sont alors quelque peu en contradiction avec leurs principes de vie, portés sur la reconnaissance des besoins et les aspirations de tous. Ils avancent dans la partie améliorative que ces éléments seront pris en compte prochainement. L'autodiagnostic permet de situer ce que les membres des entités considèrent comme des faiblesses. Néanmoins, comme tout retour sur soi, celui-ci s'articule dans un temps long. « On n'a pas vraiment eu le temps de le remplir », diront certains « Oh là ! C'est qu'il est long votre questionnaire », s'écriront d'autres. En effet, chaque détail est appuyé car il s'agit de bien connaître l'entité que l'on va rencontrer. Il aide à fixer l'éthique de l'entreprise et à aider, par un ensemble de catégories, à construire une objectivité cohérente au groupe. Le but est de construire un circuit alternatif sur lequel reposent les critères avancés. Pour qu'il y ait une certaine homogénéité et objectivité vis-à-vis de l'application de ces derniers, il est nécessaire que les questions soient approfondies et semblables pour tous. D'après Florence Weber, ce qui rend objectif un travail est le degré d'explicitation des critères par lesquels on a saisi le réel, (*in*. Noiriel, 1990). Savoir si une entité peut entrer ou non dans le MESM repose sur le jugement de l'éthique des participants. Pour que ceci ne dépende pas uniquement des sensations éprouvées lors de la rencontre, soit de la subjectivité des membres de la commission, ces derniers doivent s'armer d'une grille de lecture fixe qui soustraira cette dynamique. Néanmoins, il semble que les sensations rencontrées lors de l'entretien sont privilégiées pour permettre l'admission, les acteurs du MESM, se fiant davantage aux rapports établis qu'aux intentions écrites.

2. Juger l'éthique aux sentiments.

Suite à la transmission du questionnaire à la commission d'accueil, un rendez-vous est fixé pour que les deux parties se rencontrent. À l'issue de cet entretien, les membres de la commission décideront si les sollicitateurs répondent aux critères du circuit alternatif. Lors de cette réunion, il s'agit principalement de reprendre le questionnaire, poser des questions si des doutes apparaissent et approfondir ce qu'ils ont omis de traiter dans leurs réponses. L'écrit se présente comme une base uniforme et formelle à laquelle tous sont confrontés. Néanmoins, il semble que l'outil de décision privilégié reste l'entretien. Il laisse plus de place aux rapports interpersonnels et aux « sensations et contacts qui peuvent s'y créer » selon les membres de la commission d'accueil. Ainsi l'accueil des entités s'articule selon différents mouvements. Il accueille, guide et teste les individus. Avec l'ensemble de ces éléments, il est possible de considérer que cette rencontre met en jeu des rapports de force et une certaine mise en scène des participants, bien que ces derniers essaient de chercher la sincérité et la transparence pour établir de bons rapports.

Ce sont deux membres de la commission qui vont accueillir la nouvelle entité. Ils seront, de l'autre côté généralement deux aussi, dans le but de mieux représenter leur organisation. L'échange se fait le plus souvent selon une dynamique conviviale, de l'eau est sur la table, on ne se présente pas en face à face autour d'une table mais plutôt en -V, s'ils sont trois en alternant membre et prétendant s'ils sont plus. Ces dispositions visent à réduire l'aspect formel dont pourrait se revêtir ce genre d'évènement. Il positionne symboliquement tous les acteurs au même niveau d'égalité. Les plans de table disposent de significations symboliques conséquentes. Si deux personnes font face à deux autres ou isolent un autre par leur disposition, une relation de domination pourra s'instituer par le simple agencement des chaises. Les membres du MESM semblent prendre en compte ces logiques et cherchent à les oblitérer pour établir une relation plus équitable. Ainsi, dès le départ ce sont des rapports conviviaux qui sont mis en place. Ce terme, repris par Serge Latouche d'Ivan Illich⁷³, « vise précisément à retisser le lien social détricoté par "l'horreur économique" (Rimbaud). La convivialité réintroduit l'esprit du don dans le commerce social à côté de la loi de la jungle et renoue ainsi avec la *philia* (l'amitié) aristotélicienne » (2007 : 226). Elle joue alors sur d'autres dynamiques que celles établies par le système économique conventionnel, car lors de l'entretien, elle introduit du don, de l'amitié et de la confiance.

73 Ivan Illich (2004) emprunte lui-même ce terme au grand gastronome français du XVIIIème, Brillat-Savarin (*La physiologie du goût. Méditations de gastronomie transcendante*).

En effet, le but de l'entretien est d'attester que l'entité présente, respecte les critères du MESM. Il n'est possible d'envisager cela que si les membres de la commission croient en la sincérité et en l'intégrité de l'autre. Outre la recherche sur le site web de l'entité, il n'y a pas de preuve matérielle pour attester la véracité des faits présentés dans le questionnaire. « Par exemple pour les différences de salaire on demande pas de documentation de preuve, on peut pas, on a pas assez de force pour faire tout ça, donc on fonctionne à la confiance et on laisse l'évaluation aux consommateurs après » me dira une membre de la commission d'accueil à l'initiative du projet. S'il ne remplit pas parfaitement les critères, c'est la volonté que l'autre montre pour améliorer ses services qui sera prise en compte. Il s'agit alors réellement de croire en la bonne foi de l'interlocuteur, ce qui est un équilibre assez fragile. Les limites de la confiance sont particulièrement pointées par les membres de la commission comme en témoigne ce discours.

« C'est sûr que le travail de la commission a des limites, on fonctionne à l'émotion, à la subjectivité et à la confiance. On peut rencontrer, même si c'est pas encore vraiment arrivé, des gens qui vont nous montrer toute une image d'eux et finalement entrer dans le MES juste pour avoir un réseau de consommateurs plus large. Mais ça se sent, ce genre de chose. Et puis, moi je me dis que ça porte plus ses fruits de travailler dans la confiance, que dans la défiance, non ? Si tu crois que tout le monde va te rouler, tu vas pas bien loin et l'autre tombera sûrement dans son propre piège, donc bon, on parie sur la confiance en l'homme et pour le moment, dans le MES, ça marche plutôt bien. »

Néanmoins, il convient de souligner que si cette confiance est introduite, c'est que la plupart des entités désirant entrer, font déjà partie du réseau par des connexions diverses. Certaines font partie de *grupos de consumo* où les rapports de connaissance ont déjà été établis et d'autres ont même des individus membres de la commission d'accueil. Dans ces cas là, les entretiens sont relativement faciles et les doutes quant à la fiabilité des paroles de l'autre sont peu présents. Le partage d'un certain nombre de représentations et les rencontres antérieures, ateliers de réflexion ou foires diverses, ont créé la proximité (voir partie I) et réduit la distance qu'il pourrait y avoir lors d'un entretien. Il est souvent considéré en ces termes, repris d'une entrevue avec un marchand de légumes bio et équitables.

« L'entretien d'entrée, ça s'est très bien passé. Enfin c'est juste une petite réunion. Tu es avec deux filles qui te posent des questions sur ton engagement écologique, ta démarche sociale, si tu respectes des critères de démocratie. Enfin bon, si tu décides d'entrer dans le *Mercado Social* c'est que déjà tu partages les idées et que tu sais que pour toi ça serait bon d'y entrer. »

L'autorisation décrétée par les membres devient davantage un élément formel. L'entretien sert plus à aiguiller les nouveaux entrants.

La première rencontre participe alors à l'intégration des individus au réseau. Étant des entités dispersées, que seule l'utilisation de la monnaie unit, l'entretien doit agir pour unifier les personnes au groupe. « Il faut maintenir une identité commune » affirmeront certains membres de la commission « on est assez dispersé et on dispose d'entités qui véhiculent des images assez différentes car il y en a qui n'œuvrent pas forcément dans le même secteur alors faut créer de l'unité, une cohérence ». Pour cela, le discours émic considère que la base est la relation de confiance mutuelle qui se met en place lors de l'entretien d'entrée. « Si les personnes savent que le projet marche bien, qu'on prend en compte leurs besoins dans l'organisation du tout, qu'on se préoccupe d'eux, qu'on est là pour appuyer leur projet, ça marchera mieux et on pourra vraiment créer un projet solide » m'ont affirmé les membres de la commission d'accueil lors de mon premier entretien avec eux. Cet appui est directement institué lors de la première rencontre.

On est attentif aux besoins et attentes des entités. On leur conseille des partenaires, donne des conseils de marketing et de valorisation. Lors de l'entretien, le point final est d'indiquer les éléments qui pourraient être à améliorer. Si la plupart sont tournés vers la diminution des ressources énergétiques ou l'implication plus intensive dans le projet, certains ont pour objectif, après discussion avec les membres du MESM de s'inscrire à la sécurité sociale ou de trouver un local pour travailler dans de meilleures conditions. Le MESM et l'entretien d'entrée développent alors la solidarité. On connaît mieux la situation de l'entité. Les émotions « réciproques » (*reciprocal*), définies par J. Jasper (voir I. A. 2) sont visibles. Elles sont celles qui « concernent les sentiments courants des participants les uns envers les autres, à savoir les liens proches, affectifs, d'amitié, d'amour, de solidarité et de loyauté » (1998 : 3). Les individus ne se connaissent pas depuis longtemps mais le simple attrait pour le projet crée un lien d'amitié partagé. Néanmoins, il n'y a pas que ce « simple intérêt » qui entraîne une proximité entre les acteurs. Pour que ce lien soit considéré et vécu comme « réel » et non pas un simple principe d'intégration, il est nécessaire que les individus partagent plus. J'ai observé que les membres du MESM pour accorder leur confiance et approuver le futur participant, cherchaient à situer la provenance des individus. Ils accordaient ainsi plus facilement leur accord à des entités de cercle proche, soit celui des *grupos de consumo*, des centres sociaux ou des plates-formes du 15-M principalement.

Ainsi, si la provenance des entités n'est pas claire, si on ne connaît pas le projet par des relations internes au MESM, l'accord sur l'entrée est difficile à établir car les informations fournies ne sont pas creusées, comme je l'ai affirmé plus haut. Le risque de jouer avec les préjugés pour certifier d'une entrée est alors présent, comme cela l'a été prouvé lors de différentes réunions d'entrée. En effet, j'ai pu assister à deux entretiens dont l'approbation n'était pas évidente pour les membres de la commission. La première concernait une coopérative, dont je tairai le nom pour ne

pas nuire à son intégration au sein du réseau.

Celle-ci, tout d'abord, ne disposait pas de relations connues au sein du MESM. De plus, elle se dédiait à la publicité, secteur quelque peu étranger aux idées du MESM, se méfiant des logiques de vente et de création de besoins que l'on peut retrouver dans ce domaine selon le discours émic. La discussion s'est alors directement orientée vers la vision que la coopérative accordait à la publicité, celle-ci arguant que « nous avons une mauvaise idée de ce qu'est la publicité », disant préférer le terme « communication ». Pour tester l'éthique du projet publicitaire, les membres du MESM ont institué la discussion suivante.

« - Et si on te demandait de faire une publicité pour la fondation de la Caixa⁷⁴ ou de Repsol⁷⁵, tu le ferais ?

- Je sais pas, disons que ce cas est jamais venu, mais je sais pas, ça dépend du projet, je suppose. Ça peut donner de la visibilité à des bons projets... et puis, je sais pas mais moi, j'en ai marre de séparer les domaines, te dire, celui-là il est mal, je vais pas travailler avec lui, alors qu'il y a peut-être des gens bien derrière ça !

- Oui mais bon, avoue que c'est quand même un peu de l'hypocrisie, un Repsol qui subventionne un projet de développement durable ! En faisant de la publicité pour eux, c'est un peu cautionner tout ça, non ?

- Oui, je sais pas... Le cas est pas venu donc je pourrais pas vous dire comment je manierais tout ça... faut bien manger aussi ! »

Outre, que cette retranscription témoigne de la dualité qui peut se rencontrer entre éthique et survie économique, ce texte rend compte que l'entretien peut se transformer en un véritable débat idéologique où les membres du MESM doivent s'assurer que l'entité ne trahira pas la démarche du projet. À la fin de ce cas présent, les membres de la commission ont pris leur décision autour d'un verre où cette question a été abordée pour finalement conclure positivement arguant qu'un partenariat avec le MESM pouvait aider cette entité à « clarifier son éthique ». Le réseau se proposant d'être inclusif, fut alors confronté au conflit entre intégration et volonté de garder une unité de pensée.

Ce genre de phénomène s'est aussi retrouvé avec une compagnie d'assurances. La confrontation a été ici beaucoup plus flagrante, posant notamment la prééminence du modèle d'organisation de la coopérative dans le mode d'évaluation des entités. En effet, lors de l'entretien la hiérarchie et les modes de décision de cette entité ont fortement posé problème. La rotation des fonctions, élément prôné par les MESM car possible dans les petites coopératives, a été avancé

74 Banque espagnol accusée de cas de corruption politico-financière et ceci notamment dans la région de la Catalogne.

75 Société anonyme espagnole dédiée à l'exploration, la production, le transport et le raffinage du pétrole et du gaz naturel disposant d'une fondation « à vocation de responsabilité sociale », selon les termes du site internet.

comme un point d'amélioration envisageable. L'incompréhension fut notable des deux côtés des participants.

La rotation, sous le ton de l'humour, a été signifiée plutôt dans une direction ascendante, les membres de l'entité concevant mal la possibilité d'exercer un travail considéré comme hiérarchiquement inférieur. En opposition, une des membres du MESM affirmait « tourner c'est aimer » ce qui témoigne d'une différence de représentation de l'entreprise pour ces deux acteurs. Ceci a introduit une limite dans le dialogue. Par ailleurs, le passé connu de cette entité a rendu les choses difficiles⁷⁶. Les membres de la commission étaient particulièrement vigilants. L'entretien montra alors un jeu de séduction entre les deux groupes, les prétendants adoptant des vocabulaires du registre de la lutte sociale pour témoigner la proximité de leurs représentations politiques et sociales. « Nous on est en faveur de la santé publique » ou « les amis de la révolution sont à l'intérieur du système, c'est nous! » diront-ils. Quant aux membres du MESM, ils présentaient les aspects à améliorer comme les plus simples possibles, ceux-ci enrobés de sourires, tout en gardant une exigence quant à leurs applications. Selon Erving Goffman « une conversation a sa vie et ses exigences propres. C'est un petit système social qui tend à préserver ses frontières ; c'est un îlot de dépendance et de loyauté avec ses héros et ses traîtres » [1954] (1974 : 101). Lors des discussions d'entrée il y a bien de la mise en scène de soi, des logiques de séduction et l'adaptation du langage au partenaire pour permettre l'adhésion. Cette compagnie d'assurance sèmera le doute chez les membres du MESM, certains des autres commissions arguant ne jamais avoir pensé que celle-ci aurait « passé le filtre ». Ce sera une des seules entreprises dont l'intégration se fera en trois entretiens. Définir un groupe d'organisation uni selon des principes de vie relève d'un véritable défi pour les membres du MESM, ne disposant que de leur jugement et de leur propre expérience pour développer les critères de sélection, comme il est sensible pour la *Balance Social*.

76 Celle-ci ayant été très proche du PSOE.

3. La *Balance Social* ou la construction d'un outil de régulation par des gens ordinaires

Ce qui est nommé la *Balance Social* au sein du MESM, peut être traduit par l'expression Bilan Social. Dans un souci de transcription du réel, je garderai le nom espagnol, signifiant davantage sa dimension quantifiable. En effet, comme je l'ai avancé, le but de ce processus est de mesurer ce que les acteurs appellent « la responsabilité sociale », soit la prise en considération de l'impact des décisions d'un individu ou dans le cas présent, d'une entreprise, sur le reste de la société. Dans le cas du circuit économique alternatif, cette responsabilité se définit principalement par la prise en compte des critères de sélection. Cette responsabilité n'est pas déterminée, ni fixe, mais repose sur les conduites individuelles et la pratique de celles-ci dans une logique consensuelle. En cela elle n'est tout d'abord pas imposée par la direction interne car les décisions sont normalement prises de manière démocratique, contrairement à ce que Ghislaine Gallenga a pu observer dans des grandes entreprises⁷⁷ (2013). Elle n'est pas non plus ordonnée par l'action du MESM car les entités disposent pour la plupart de ces catégories d'action avant l'incorporation au projet. La *Balance Social* orchestrée par la commission d'accueil, d'évaluation et de certification s'institue uniquement comme outil mélioratif et de transparence. Elle servira pour une meilleure compréhension de l'entité pour les consommateurs.

Elle n'est pas vue comme un outil de pénalisation. Il n'y a pas valorisation par différents procédés (aide directe, crédits de la banque facilité) contrairement à ce que Christian Felber préconise (2012). L'unique sanction que l'on pourrait rencontrer est celle des consommateurs qui pourraient ne pas privilégier cette entité. Néanmoins, ceci est pondéré car les procédés utilisés induisent qu'une entreprise peut difficilement atteindre les 100% dans chaque catégorie. Les indicateurs promeuvent une organisation « parfaite » ; comme toute perfection, elle est difficile à atteindre. Cette affirmation nécessite une petite explication du fonctionnement de ce bilan.

Il convient avant tout d'insister sur le fait que ce mécanisme est à ce jour en pleine élaboration par les membres de la commission. La moitié des catégories fut traitée lors de cette année de terrain et la mise en application est prévue pour janvier 2014. La *Balance Social* s'établit à travers six questionnaires divisés selon les thématiques suivantes : la politique d'entreprise⁷⁸, la démocratie interne⁷⁹, le développement durable⁸⁰ puis l'engagement local, la coopération et la gestion sans but lucratif. Au sein de chacune de ces catégories seront développées des questions fermées et d'autres quantitatives qui seront traduites en données chiffrables dans l'objectif de rassembler ces réponses en une représentation graphique.

77 La charte éthique de France Télécom n'a pas empêché la vague de suicides en 2010 et 2011, comme le prend comme exemple l'anthropologue.

78 Traduit par mes soins de l'expression espagnole « *política laboral* ». Voir annexe 10.

79 Voir annexe 11.

80 Voir annexe 12.

Avec la constitution de Mes.coop, on pourra, ou du moins les acteurs du MESM ont cette ambition, rendre compte de l'évolution des entreprises du monde de l'économie alternative. Outre sa vision nationale, la *Balance* est vécue comme un grand projet dans lequel de nombreux espoirs sont investis. Comme la monnaie et la mise en place du circuit, les acteurs du MESM, cherchent à élaborer ce mécanisme précautionneusement. En effet, ce procédé induit de multiples difficultés aussi bien dans la partie quantifiable et valorisatrice que dans la définition des termes et la volonté de penser à tous les types d'entreprises et ne pas oublier certains aspects à développer.

La *Balance Social*, à commencer par sa volonté quantificatrice, attire indéniablement le regard critique de l'anthropologue. Comment poser des données chiffrées sur des notions subjectives et si peu délimitées comme la démocratie, le rejet du lucratif ou l'intégration des préoccupations du voisinage dans lequel l'entité s'insère ? Ceci dépend tellement de l'entité, de son secteur, de son nombre de partenaires et d'employés, de son lieu de travail, de ses relations à l'État ou encore de ses projets, pour ne citer que quelques exemples. Établir une quantification suppose une homogénéisation des pratiques selon des critères objectifs et objectivables et pour l'anthropologue, il suppose une bonne explication de la signification de ces chiffres et une contextualisation indispensable. Même pour un économiste comme Patrick Viveret,

« L'essentiel de ce qui compte vraiment dans l'ordre de l'être (la beauté, l'amour, la liberté, etc.) est par nature au-delà du mesurable. Il ne faut jamais oublier que la quantification est un outil au service de la qualification, et non l'inverse. Et la qualification relève par nature de la délibération démocratique. C'est en effet la question centrale du rapport à l'être et à l'avoir qui doit être abordée, et donc la nature de nos projets de vie, aussi bien sur le plan personnel que collectif, sur le plan local que global, sur le plan du déroulement de nos vies individuelles que des stratégies de transformation du monde » (2005 : 342).

En outre, la quantification n'a de sens que lorsque les individus s'accordent démocratiquement sur ce que les chiffres et les termes signifient. Poser ces questions et clarifier les termes de manière démocratique paraît pratiquement impossible. Le rapport à l'être qui transparait à travers des chiffres est déterminé par la sensibilité d'un groupe restreint (la commission) et non de la totalité de la communauté.

Il est à noter, que les membres de la commission ont conscience de la limite de ce procédé et nombreux sont ceux qui émettent des doutes quant à ce mécanisme. Cependant, il est justifié, comme nécessaire pour l'établissement d'un graphique qui permettra un regard rapide de la part du consommateur qui, si celui-ci désire plus d'informations, pourra accéder à l'ensemble du questionnaire mis en lien sur le site web du *Mercado Social*. Toutefois, il est possible d'affirmer que cette recherche poussée n'arrivera que très rarement, le questionnaire faisant une vingtaine de page et l'intérêt du consommateur, n'étant généralement pas aussi aiguë.

Ainsi, pour compenser les limites de la quantification et de sa dimension peu représentative, les membres du MES ont cherché à avoir une méthode plus ou moins objective pour établir les questionnaires. Pour commencer, ils se sont répartis en trois équipes autour de trois premiers thèmes : politique d'entreprise, démocratie interne et développement durable. Pour cela, chacun s'est aidé des matrices élaborées par les marchés sociaux d'Aragon, du Pays Basque, de Navarre, des Baléares ou de *l'économie du bien commun* de Christian Felber (2012). Ces modèles leur ont permis de se donner une base, bien que certains étant centrés sur des spécificités régionales⁸¹. La responsabilité prise pour développer un tel questionnaire d'évaluation fut alors relativisée et quelque peu scientifiée par l'apport de sources extérieures. Toutefois, la mise en place de cet outil a découlé des représentations mentales des groupes chargés de cette mission. Même si une reprise en commission a été effectuée, l'implication intellectuelle qu'il demande a induit une relative confiance dans le travail des autres. Le partage des avis est plus ou moins assuré et si un élément manque, il sera modifié lors des discussions communes. Néanmoins, il est sensible que certains ont considéré « ne pas avoir de légitimité pour faire un tel travail ». Pour cela, ce sont les individus les plus proches par leur domaine professionnel qui se sont chargés de certains thèmes, notamment en ce qui concerne l'évaluation écologique. De plus, certaines questions seront envoyées à des groupes de réflexions parallèles et à des sociologues et anthropologues faisant partie du réseau. Ont donc participé aussi bien des individus savants que des profanes pour l'élaboration de la *Balance Social*. Ceci rompt alors avec la considération que les mécanismes de régulation économique ne peuvent être élaborés que par des experts de la question. Définir le modèle des entreprises voulues peut être une chose des citoyens et des gens du commun. Ils savent ce qu'ils veulent intégrer dans l'économie. Ce sont des éléments sociaux qui participent à la vie de la société et non à une volonté financière. Les changements sociaux viennent du bas, du lieu d'émission des besoins, on est alors beaucoup plus en phase avec leur gestion du quotidien et leurs aspirations selon le point de vue émic.

Pour cela, il est nécessaire de se réappropriier les thèmes et les termes. Qu'est-ce que la démocratie ? Quelle différence y a-t-il entre équité et égalité ? Entre tâche et fonction ? Comment définir un individu en précarité, en risque d'exclusion ? Comment ne pas utiliser des termes dits « politiquement corrects », usés et abusés par le langage commun ou la bureaucratie espagnole ? Ce genre d'interrogation a réellement porté les réunions de travail et il semble que pour le moment certaines expressions restent dans un flou terminologique. Ceci est particulièrement le cas du terme « immigrant » présent dans la *Balance* sur la politique d'entreprise et l'indicateur sur l'égalité interne.

81 Voir annexe 13.

Cet usage sera repris en commission où l'on essaiera de clarifier, ensemble, l'emploi de ce terme relativement délicat.

« - On met quoi pour immigré ? On met hors Union Européenne ? Parce que dans ce cas on oublie toute l'Europe de l'Est où il y a de l'émigration de travail...

- Oui et puis du coup, ça peut être des *gringos*⁸² qui viennent avec plein de sous !

- On met quoi alors, sans papiers ? C'est bien d'employer des sans-papiers mais on peut pas trop l'encourager quand même... Pour motif de précarité économique ou politique ?

- C'est un peu flou, ça ...

- C'est que c'est compliqué cette histoire...

- On laisse au sens commun alors ?

- Bah oui, peut-être, on verra ce que les autres en pensent lors du passage final... »

La transcription de ce débat traduit la difficulté de l'élaboration d'un tel outil mais aussi que l'usage des termes utilisés et réutilisés dans les médias et les débats de société ne signifient finalement plus grand chose pour les individus. Même si ces derniers disposent de connaissances politiques et sociales relativement développées, il s'agit tout de même dans cet exercice de traduire certains phénomènes de société. On est presque en présence d'un travail législatif dans le sens où il analyse la situation présente pour introduire des principes de changement pour l'ensemble de la société. Ceci dépend donc tout aussi bien de son analyse, de son bord politique que de ce qu'il projette pour la société. Ainsi lors d'une discussion avec un sociologue membre du MESM mais extérieur à la commission d'accueil, seront pointés les difficultés et les enjeux qu'entraîne cette valorisation.

« On met les pieds dans un terrain compliqué avec la quantification de l'intégration. C'est un thème sur lequel t'as des gens qui travaillent depuis longtemps, à savoir si tu dois privilégier l'intégration de minorités, si tu joues sur la provenance géographique ou sociale... Nous c'est un thème qu'on a toujours pas résolu. Valoriser une entité qui emploie des personnes en condition de handicap, d'accord, parce que ça entraîne une organisation, un coût, mais pour ce qui concerne les immigrés, je sais pas... »

La *Balance Social*, comme outil de valorisation pour la transformation sociale porte au débat tant ses indicateurs élaborent un modèle d'entreprise éthique dont la forme n'est pas complètement assurée.

Cette représentation fait néanmoins écho aux nouvelles représentations qui circulent sur le travail. Comment définir la flexibilité d'une entreprise et la prise en compte de ses employés ? Doit-on privilégier la discrimination positive, soit l'emploi d'une personne selon des critères liés à son genre ou sa provenance sociale et non selon ses qualités et sa formation ?

Ces éléments ont porté la confusion au sein du groupe comme le traduit ces paroles concernant la représentation des travailleurs. « Faut bien qu'on prenne en compte que tu en as qui vont pas vouloir être représentés par des syndicats et que t'as d'autres moyens de te faire représenter que par ce biais là ». En fonction des arguments de chacun la réflexion sera prise en compte, dépendant aussi de la force de caractère de celui qui avance son idée. Comme la mise en place d'une loi, il est possible de dire que la mise en place de la *Balance Social* résulte en partie de rapports de force et de prédominance d'une idée sur l'autre. Cela dit, il semble que l'on cherche le consensus et si conflit il y a, il est vite réglé. Il est alors davantage considéré comme un élément constructif ; s'il fait débat au sein du groupe relativement soudé, il fera débat dans le reste du réseau et de la société, mieux vaut ainsi le traiter en profondeur et prendre en considération les critiques.

Enfin, comme le questionnaire d'entrée dans le réseau, la *Balance Social* est un auto-diagnostic. Pour le moment il n'est pas évoqué d'instaurer une vérification des données transmises. On suggère que l'entité est déjà digne de confiance car elle a passé l'entretien d'entrée dans le réseau ; on est déjà un minimum assuré de sa responsabilité et de ses principes éthiques. Par le biais de cet outil, on considère alors qu'on développe plus que ce qui est appelé « la responsabilité des entreprises ». Tomás G. Perdiguero, regroupe cette dernière notion en trois aspects : le respect et la protection des Droits de l'Homme, comme la gestion des relations de travail et la conduite environnementale des entreprises, la prise en compte des problèmes de précarisation des conditions salariales et la lutte contre l'exclusion (2003 : 181). Avec la *Balance Social*, on rajoute les notions visant la décroissance ou la possibilité de tous, à prendre des décisions quant aux finalités de l'entreprise. On définit l'absence de but lucratif comme une responsabilité, ainsi que l'inscription du projet dans les besoins locaux. La coopération et non la compétition libre, est aussi définie comme de nouveaux critères de responsabilité de l'entreprise. On cherche ainsi à aller au-delà des obligations légales promues par l'État espagnol ou l'Union Européenne et à en développer des nouvelles. Celles-ci seront affichées publiquement, le pari étant que les consommateurs privilégieront des entités cherchant l'application d'une responsabilité dirai-je plus profonde. Les attentes sociales ont induit la mise en place de chartes et de lois, disciplinant quelque peu les entreprises et les obligeant, sous peine de sanctions lourdes, à responsabiliser leurs démarches productives et salariales. Certains auteurs comme Michela Marzano, doutent subtilement de certaines bonnes volontés, liées à l'éthique d'entreprise : « Est-elle l'étude des moyens légitimes pour mener à bien des transactions rentables ou est-elle simplement un moyen pour les entreprises de se donner un vernis (plus ou moins fragile) de moralité ? » (2008 : 110). Il est alors possible de reprendre cette critique et de l'appliquer à cet instrument censé introduire de nouveaux indicateurs de succès économique dont l'outil de mesure n'est pas la quantité d'argent mais les critères éthiques comme le considère Christian Felber (2012). Néanmoins, nous avons vu que la définition de l'éthique est profondément subjective.

Elle dépend de la relation de confiance, du langage, d'une mise en scène de soi et du sens que les membres du MESM et les consommateurs accordent aux critères. Cela dit, bien qu'ils soient d'une certaine manière subjectifs, ils sont établis par les individus et non par des experts externes au processus. On discerne donc l'importance de la croyance en ces éléments et en ces mécanismes qui les appuient. Si leur signification est partagée, elle fait sens dans le groupe et ne devient pas un « vernis » mais une réalité véridique. L'aspiration à cette réalité commune doit alors chercher à se traduire dans les praxis des entités, comportements qu'il est nécessaire d'étudier pour saisir la volonté de transformation économique et sociale dont dispose de le réseau.

III. La pratique quotidienne de l'interstice

Un réseau militant, parce qu'il fait vivre des individus aux modes de vie et objectifs plus ou moins similaires permet à l'œil de l'anthropologue de cerner différentes pratiques communes. Celles-ci déterminent l'appartenance des individus au groupe. En effet, bien que j'ai affirmé que l'utilisation du *boniato* délimitait l'union de l'acteur au réseau, il semble que la définition du groupe va au-delà. Les pratiques quotidiennes des membres du MESM donnent l'unité et la cohérence du groupe. Elles donnent de la force aux revendications qu'ils émettent et rendent possibles une meilleure visibilité de celles-ci. Que ce soit dans la pratique professionnelle ou consommatrice, la contestation s'insère dans le quotidien par le biais de l'interstice qu'il crée et auquel il donne de la force. Ces « manières de faire » génèrent une véritable culture au sens d'Edward B. Tylor. La culture est pour lui un

« ensemble complexe qui inclut les connaissances, les croyances, les arts, les mœurs, les lois, les coutumes et toutes autres capacités et habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société » (*Primitive Culture*, 1871).

Sans pour autant dire que les membres du MESM disposent tous de la même culture, il est possible de considérer qu'à travers la promotion d'actions quotidiennes similaires, un socle commun se crée qui leur permet d'être cette « masse critique » qu'ils souhaitent être et ainsi se présenter en tant que telle.

Je mettrai donc en relief ce fond commun à travers les deux composantes majeures du réseau : le travail et la consommation. Ces deux éléments mettent en jeu les notions qu'ils veulent valoriser dans la société et auxquelles ils souhaitent donner un sens pratique. Pour cela, la pratique quotidienne de l'interstice semble être un espace pertinent pour réaliser leur modèle de société et avoir une incidence dans le reste de la société.

A. Le réseau et la valorisation d'une autre forme d'organisation du travail.

Les entités du MESM défendent une vision bien particulière du travail. Appartenant en majeure partie au secteur de l'économie sociale et plus particulièrement au réseau de l'économie solidaire et alternative, elles attachent à leur activité économique des représentations bien propres et qui ne se contentent pas d'être simplement un idéal. Les représentations collectives voient dans l'activité économique ce que l'on peut rapprocher de la définition du travail selon Hannah Arendt ; il est un processus vital et un moyen de reproduction des conditions d'existence [1958] (1972). Cette image est bien évidemment présente au sein du MESM mais n'est pas hégémonique. Dans le cadre d'une critique forte du système conventionnel, cette dimension est quelque peu repensée. Ainsi malgré les 20% de chômage dans la communauté autonome de Madrid soit 16.700 personnes de plus que l'année 2012, on essaie tout de même de privilégier une activité professionnelle en accord avec ses principes de vie (justice, partage, responsabilité écologique) sans peur de précarité. Avec l'ESA de Madrid, il est sensible que l'on tente de redonner du sens à ce que Karl Marx considérait comme « la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme » [1867] (2008 : 65). Il ne s'agira donc pas de faire une analyse approfondie des conditions de travail au sein de l'économie solidaire et alternative mais plutôt de comprendre l'effet du réseau dans la promulgation d'un type d'organisation salariale. Pour cela, il conviendra d'étudier le travail des entités et la coopération, le sens de l'engagement chez les entités du réseau et enfin le *Mercado Social* comme espace de transformation professionnelle.

1. L'ESA et la coopération

La notion de coopération a déjà été introduite dans ce mémoire concernant le travail de constitution du réseau et les critères de sélection d'entrée. Cela dit je ne l'ai jamais considérée dans son rapport à l'organisation même du travail. La coopération est l'un des principes fondamentaux de l'économie sociale : on la retrouve aussi bien comme principe de concertation interne que dans les relations extérieures. Pour Margaret Mead, la coopération est envisagée comme le « fait d'œuvrer ensemble dans un but commun » [1937] (2002). En la reprenant, Joël Candau y voit « le fait social par excellence ». Selon cette dernière « il est difficile d'imaginer un phénomène qualifié de social – et *a fortiori* de culturel – qui ne suppose, sous une forme ou une autre, des comportements coopératifs, simples ou complexes » (2012 : 8). Ainsi dans tout acte social, dans tout lien avec autrui se trouve de la coopération, donc dans toute profession aussi. Elle semble inhérente au comportement humain, peut être contrainte ou volontaire, conditionnelle ou altruiste. Cela dit, l'inscription de ce « fait social » dans les critères d'organisation du MESM et dans les entités qui le composent, lui confère une teneur bien particulière. En effet, parce que la coopération est un principe d'organisation, elle se situe à différents niveaux et enferme des effets variés dont j'essaierai de retracer le tout d'après les faits observés et les discours écoutés.

La coopération interne des entités du circuit madrilène est tout d'abord – et il faut le noter – favorisée par le petit nombre de personnes que ces entreprises comptent en membres. La vision égalitaire qui est défendue dans ce terme utilisé dans ce contexte, est possible car ils sont moins de dix par entité. Ils se connaissent et décident ensemble des objectifs à atteindre. Qu'ils soient dans des entités individuelles ou collectives, les membres de ces dernières sont leur propre patron. À part aux clients et aux autres membres de l'équipe, les travailleurs disent n'avoir de compte à rendre à personne. Les décisions sont en principe toutes prises par l'ensemble du groupe. Cette analyse est suivie par Benoît Dubreuil qui considère que la coopération est plus facile dans les petits groupes. On entretient des relations personnelles suivies. Ainsi, selon lui « les individus peuvent recevoir la reconnaissance de leurs pairs et rester sensibles à leur désapprobation » (2012 : 90). On joue sur les intérêts de chacun à mettre en œuvre un projet commun : on a plus intérêt à coopérer qu'à ne pas le faire. Pour le chercheur, c'est pour cela que les individus s'associent. Cette analyse est profondément rationnelle et repose sur le postulat que l'homme agit de manière constante en fonction d'un calcul utilitariste. Ce mode d'explication est relativement critiqué dans les sciences humaines et ne suffit pas à expliquer les motivations de l'homme. Cela dit, on peut trouver dans la notion d'intérêt « le levier principal de la transformation des fondements politiques et moraux de la société » comme le considère Christian Laval (2009 : 42).

Il est dans l'intérêt des individus de faire confiance, de coopérer et de développer des partenariats égaux, surtout dans la recherche d'un modèle alternatif. Toutefois, pour Bertrand Russell « chaque mouvement politique qui réussit, s'adresse à l'envie, à la rivalité ou à la haine, mais jamais au besoin de collaboration ». Bien que cet auteur soit légèrement pessimiste, il témoigne que l'intérêt à collaborer n'est pas l'unique source de la coopération, notamment lorsqu'il s'agit d'une association pour créer un projet de société. On peut alors donner une part importante aux émotions dans l'animation pour l'élaboration d'un projet de coopération. Didier Fassin a montré le rôle des émotions dans le soulèvement et la recherche d'économie morale. C'est ce qu'il appelle les « sentiments moraux » qui lient « les émotions et les valeurs » dans la conduite des individus (2009 : 1257). On peut donc dire que dans la coopération, il y a une combinaison d'intérêts, d'émotions et de valeurs. Dans le cadre des entités de l'ESA madrilène, ces trois éléments sont de nature similaire pour les individus. Ces derniers ont plus ou moins les mêmes intérêts, partagent les mêmes émotions et valeurs de vie. Ceci permet une certaine indépendance, car ils sont assurés du soutien des autres. Ils peuvent contrôler et mener leur vie professionnelle comme ils l'entendent.

De fait, les membres des entités du MESM disent s'accorder sur les différentes méthodes et temps de travail, comme en témoigne le discours de la deuxième membre active d'une coopérative d'énergie solaire.

« Tu vois, moi j'ai choisi de travailler avec un ami parce que je sais qu'on peut se mettre d'accord entre nous. Là, en ce moment, sa mère a des problèmes de santé, c'est compliqué pour lui. Du coup, on s'est mis d'accord, moi je m'occupe du boulot pour le moment et lui quand il aura plus de temps et de disposition mentale, il reviendra et puis moi je pourrai plus relâcher la pression, je pourrai aller faire mes spectacles, bosser avec le MESM et pouvoir m'investir dans d'autres choses que la coopérative ».

La coopération est en partie possible car il y a des liens d'amitié. Il y a une compréhension mutuelle. En effet, on doit connaître la vie de l'autre et ses difficultés, privilégier les besoins et envies du partenaire. Ils assurent par ce moyen prendre soin chacun l'un de l'autre. Ces relations permettent donc d'avoir une certaine flexibilité dans l'organisation de l'entité. Engracia Hidalgo, Secrétaire d'État à l'emploi a dit s'être inspiré de l'économie sociale madrilène pour introduire de la flexibilité dans la réforme de l'emploi. Cette réflexion, prise avec sarcasme par les membres du MESM, n'est pas à comprendre comme la possibilité de manier les employés, leurs horaires et leurs salaires au bon vouloir de l'organe directif. Il s'agit d'une flexibilité décidée par tous, soit par l'ensemble des travailleurs dans le but de restreindre les coûts financiers ou de permettre à ces derniers de mener une vie de famille, par exemple.

La flexibilité, soit l'accord entre les différents membres pour modifier leur mode de travail, s'institue dans ce cas comme une forme de reconnaissance de la vie de l'autre. Elle est vue, selon Dominique Girardot, comme « la reconnaissance d'une valeur singulière, qui se distingue sur le fond commun des valeurs socialement reconnues » (2007 : 172). C'est parce que les individus des coopératives partagent les mêmes valeurs qu'une reconnaissance de l'activité et des besoins du partenaire est possible. De plus cet auteur considère que la reconnaissance induite dans le travail, place celui-ci dans le versant de l'activité qu'Hannah Arendt nomme l'action [1958] (2013). « L'action » est considérée par cette dernière, comme ce que les hommes font en raison des liens qu'ils ont entre eux ; comme telle, elle appartient au domaine de la pluralité parce qu'elle agit entre les hommes. L'action surgit pour la philosophe « lorsque la parole est l'expression de la citoyenneté en tant qu'activité de mise en rapport des hommes les uns avec les autres » (2013 : 234). Au sein des coopératives du réseau madrilène, on s'organise davantage par le dialogue que par la mise en place de contrat écrit. Ce n'est pas pour privilégier l'informel au formel, mais plutôt de transformer le formel en quelque chose de plus relationnel. Néanmoins pour les acteurs, émettre un accord par le dialogue garde toujours la même efficacité. À prendre plus en compte la vie des individus on instaure des meilleures conditions de travail. Ils disent se sentir mieux intégrés et capables de s'investir dans une tâche qui ne va pas les pressurer car elle participera à la reconnaissance de soi par l'autre. Cet élément est fondamental pour l'épanouissement personnel à travers l'activité économique. Elle permet de lui donner une autre dimension que celle purement alimentaire à laquelle certains emplois conduisent lorsque cette reconnaissance n'est pas présente.

L'épanouissement personnel se produit aussi lors de rencontres et d'échanges extérieurs. Qu'ils fassent partie du même domaine d'action, ou de terrain différents, les membres de coopératives et associations du réseau madrilène cherchent l'association dans une visée de survie mais aussi pour développer d'autres logiques que celle de la lutte pour le marché. Les entités du MESM disent développer la coopération égalitaire et la convivialité au sein des relations commerçantes dans leurs habitudes professionnelles, comme en témoignent les questionnaires d'entrée. On dit s'organiser entre amis, faire des échanges de service ou du troc. Les relations entre entités du même domaine sont alors régies par des logiques de don ou de réciprocité. On monte des projets de subventions ensemble, on partage les informations, on apprend les uns des autres comme j'ai pu le comprendre lors de conversations entre membres de différentes coopératives.

« - T'as reçu ce que je t'ai envoyé pour l'appel à candidature du M. ?

- Oui, oui, j'ai répondu et l'ai fait suivre à H., ça peut les intéresser. J'ai vu qu'on pouvait demander des subventions pour des projets d'insertion auprès du R. aussi. Je te ferai suivre le dossier, ça peut vous intéresser. »

À ce moment de l'entretien, je ne peux m'empêcher d'intervenir.

« - Vous faites toujours ça entre vous ? Vous vous donnez les bons plans ?

- Bah oui Maud, avec la crise en plus, on se donne des coups de main.
- Mais, ça vous met pas des bâtons dans les roues ? Je veux dire, ça vous met de la concurrence, non ?
- Oui mais bon, on préfère ça, plutôt qu'il y en ait qui soient en difficultés ! Et puis après s'il y en a un qui est pris, ça veut dire qu'il était mieux pour le sujet. Et puis il peut mettre en collaboration l'autre aussi ("il peut se mettre en collaboration avec l'autre"). Bon après je dis pas que tous les projets sont partagés, ni les plans de subventions, doit bien y avoir des trucs qu'on se cache un peu ! (*rire*) Mais de manière générale, on est au courant de tout ! »

La coopération, comme la convivialité, ne s'opère que lorsque les individus se connaissent un minimum et savent qu'ils peuvent établir des liens de confiance. Le réseau est constitué par des connaissances antérieures et le partage de préoccupations facilite ces coopérations et la mise en commun des savoirs. Par l'importance conférée à la coopération, on retrouve l'idée de corporatisme. En effet, pour en finir avec l'appât du gain et la concurrence à outrance, de nombreux acteurs du *Mercado Social* cherchent à réhabiliter le corporatisme, soit le regroupement des entités apportant les mêmes biens et services sur le marché.

« Tu vois, ça a toujours été comme ça, avant on s'organisait en groupe de producteurs et les gens étaient plus forts, mieux reconnus et ils pouvaient faire pression pour avoir plus de droits, faire changer les politiques. Tu vois, par exemple, là c'est la rue des légumes (*hortaliza*) bah bien que c'était la rue des primeurs ! Ça veut dire qu'ils se mettaient tous à côté pour commercer, qu'ils s'organisaient de façon corporatiste ! Mais maintenant ça marche plus comme ça, les gens se craignent et se disent que c'est mauvais pour les affaires ».

Le corporatisme a longtemps été intégré dans le système économique. Sous Franco, il était dirigé sous la forme d'un syndicalisme national. Après quarante ans et une gestion plus que douteuse, cette forme d'organisation a été largement oubliée. En effet, bien que la démarche de coopération soit un principe de l'économie sociale des plus représentatif, l'expérience de la *Féria* a démontré que cette dynamique n'était pas évidente dans le fonctionnement des entités du réseau. Lors de cet événement, certains ont déploré avoir comme voisin des organisations produisant les mêmes biens et services. L'idée que ces derniers leur volaient leur clientèle est alors visible. La coopération entre entité du même secteur, soit une des bases idéologiques du MESM, n'est pas immédiate dans les comportements. Jouer sur la concurrence et établir des offres qui seront considérées par le client comme bien plus avantageuses que celles proposées par le voisin constitue une des techniques commerciales considérée comme l'une des plus efficaces. Son ancrage dans les mentalités commerçantes anime alors les rapports entre entités travaillant sur les mêmes objets. La concurrence et l'esprit de compétition semblent tellement introduits dans les mentalités et les principes d'organisation que se détacher de celles-ci demeure un défi pour les personnes du réseau.

Cela dit, ce cas semble avoir été assez exceptionnel. Lors de la *Féria*, la plupart des

participants interrogés ont salué ce mode de regroupement, affirmant que celui-ci permettait de développer l'inter-connaissance, voire des futurs partenariats. Malgré les difficultés économiques qu'affrontent les entités espagnoles l'entraide est très présente. Certains déclarent prêter volontiers leur local, faire des échanges de bons procédés ou rendre des services sans contre-partie de paiement. Certains me concéderont en riant « Oui, on a fait le graphisme pour eux, bon on l'a fait quasiment gratuit, on sait qu'ils peinent un peu côté subventions donc bon... même si nous aussi, au moins on aide les copains et puis on vit heureux ! » conteront une coopérative de graphisme lors d'un entretien d'entrée dans le MESM.

Dans l'agencement du travail on privilégie la prise en compte des besoins et des envies de chacun. Le travail est ainsi vu comme un lieu d'épanouissement personnel où les relations internes, externes et la vie privée sont prises en compte dans son organisation. Le travail semble donc s'insérer dans une dynamique quotidienne où on refuse la « déshumanisation » de l'économie comme le considère Marx [1867] entraînant la possibilité de considérer le travail comme une marchandise, soit uniquement une force à vendre. Coopérer consiste alors à réintroduire des relations équitables, soit une certaine justice sociale dans le domaine professionnel. Cela dit, il est important de noter qu'elle requiert un certain nombre de conditions : le petit nombre, le lien de confiance mais aussi le faible niveau de richesse qui circule. En effet, selon Benoît Dubreuil les flux d'immenses richesses peuvent poser « un défi considérable au maintien de la coopération, l'exposant à la corruption, l'inefficacité et à l'iniquité » (*op. cit.* : 93). Pour cela, il semble que les entités du réseau madrilène disposent d'une solution bien établie : celle de rendre impossible l'accaparement des profits par un individu ou un groupe d'individu.

2. Le secteur de la transformation sociale, entre idéologie et profession

Transformer l'économie passe aussi par la gestion financière. Outre le fait que les entités du MESM ont pour objectif d'utiliser la monnaie sociale dans leurs échanges, ils disposent d'une autre caractéristique dans leur comptabilité. On contrôle les rentrées d'argent et on administre de façon collective sa répartition. Ainsi elles sont dites « à but non-lucratif » car elles ne disposent pas d'actionnaires auxquels il faut reverser les excédents de capitaux. Il n'y a pas de capitalisation des ressources bancaires dans des mains exclusives.

Tout d'abord les salaires sont égalitaires en fonction du nombre d'heures. Hommes et femmes ont des salaires identiques. Ensuite les profits sont consacrés à l'investissement pour les projets futurs. Ils disent ne pas travailler pour accumuler des capitaux dont les actionnaires seront les principaux bénéficiaires mais travailler pour avoir le « juste minimum » et pouvoir financer les prochains plans avec les bénéfices. L'activité économique de l'entité n'est pas « instituée pour servir les fins individuelles de ses employés mais pour que l'excédent puisse être réinvesti dans des projets futurs », comme le voit Jean-Louis Laville (2009 : 160). Ainsi, selon lui les organisations d'économie sociale privilégient la constitution d'un patrimoine collectif par rapport au retour sur investissement individuel et restreignent l'appropriation privée des résultats (*ibid.*). C'est dans les statuts même que ce mode d'organisation est conçu. Le but de l'entreprise n'est pas de générer des capitaux à tout prix. Il est tourné vers le projet dans lequel le budget est contrôlé par tous. Toutefois, le contrôle du capital, ou « la (ré)conciliation du travail et du capital » peut être considéré comme un « mythe » comme le suggère Matthieu Hély (2009 : 35). En effet, il semble très difficile de se détacher des logiques présentes dans le système économique contemporain ou du moins de lutter contre.

Si certains échanges sont régis par le don ou la réciprocité, les individus affirment peiner en fin de mois. « On galère un peu parfois mais au moins on est heureux ! » disent-ils de manière récurrente. Exercer un métier où les rentrées d'argent sont peu régulières est parfois dur à gérer. Néanmoins, les acteurs disent trouver une compensation dans les actions qu'ils entreprennent. Ces comportements peuvent être alors mis en lien avec l'analyse d'Hannah Arendt qui met en évidence le fait que de nos jours, nous nous concentrons davantage sur les résultats chiffrés que sur les moyens. Cette recherche « rend absurde les autres visées de l'acte » selon elle [1958] (2013 : 325). Ainsi, si on rajoute les pensées de Marcel Mauss qui affirme que « la circulation des richesses n'est qu'un des termes d'un contrat beaucoup plus général et beaucoup plus permanent » [1924-1925] (2012 : 151), on peut s'accorder avec Dominique Girardot qui remarque que le salaire « est un fait social, inscrit comme tel dans une dimension plurielle et symbolique : tout sauf la mesure objective d'un effort individuel ».

Il relève du don et « sa valeur est à la mesure de la reconnaissance de ce que vaut une activité » (2007 : 175). La répartition du budget suit la même logique. Les individus mettent alors plus de valeur aux projets qu'ils construisent qu'à l'accumulation de richesse personnelle. S'engager est aussi, engager des coûts mais il semble que la gratification qu'ils en retirent surpasse le peu de rémunération. La reconnaissance de l'action économique ne se fait alors pas uniquement par une rétribution monétaire.

Comme je l'ai introduit en suivant le questionnaire d'entrée dans le MESM, les entités disposent d'une ambition de transformation sociale. Une des visées dans leur travail est donc, au-delà de devenir une ressource financière, de développer des entreprises d'utilité sociale. Elles sont des entreprises d'insertion, de commerce équitable et de consommation responsable ou des lieux participants à la construction d'alternatives. On est psychologue spécialisé dans le suivi de personnes trans, coopérative travaillant sur l'immigration et le genre, association d'éducation populaire ou encore banque éthique promouvant des projets de transformation sociale. L'engagement social de ces individus est très latent. Comme le souligne certains propos rencontrés lors des présentations du projet, on essaie par son quotidien professionnel de lutter contre « l'individualisme endémique de notre société pour créer du collectif, autre chose qu'un simple service ». Ils disent alors ne pas s'imaginer faire un autre métier qu'un métier en rapport avec leur carrière militante. « Bah c'est pas un passé militant que j'ai, c'est un présent ! » m'affirmera un jour un membre promoteur du réseau. Le travail pour les individus de ce secteur s'axe véritablement selon une « idéologie professionnelle ». Cette expression est reprise par Matthieu Hély (2009 : 33) à Pierre Lascoumes. Ce dernier auteur se réfère aux travaux de nombreux chercheurs sur le développement durable et qui, en même temps qu'ils ambitionnent de contribuer à la lecture savante ou experte des activités, militent pour leur déploiement. Cet exemple témoigne que ces deux termes ne sont pas antagonistes. On peut être boulanger, libraire, anthropologue ou masseur et combiner idéologie, ou éthique tout du moins, avec processus vital et moyen de reproduction des conditions d'existence.

L'engagement d'une idéologie dans le travail prend alors de nombreuses formes. Il s'approche dans la visée du projet, comme je l'ai introduit mais aussi dans son mode de gestion comme en témoignent les paroles d'une femme ayant sa coopérative d'énergie renouvelable depuis vingt ans.

« Moi j'ai mis beaucoup de temps à rentrer dans le secteur, parce que je suis une femme et que je voyais toutes les portes qui se fermaient. On me disait et on me dit encore que je suis pas assez qualifiée, j'ai quarante ans de carrière quand même, mais ça on me le dit parce que je suis une femme ! Du coup, moi je sais bien comment est le système alors voilà, maintenant je préfère employer un immigré ou une femme et lui donner sa chance. S'il sait pas faire, il apprend. S'il rate et qu'il me casse un truc, je m'en moque. S'il me casse un truc à la hauteur de vingt, quarante euros, je vais pas le

virer ! Il aura appris ! On forme des gens qui n'auraient jamais l'occasion de toucher à ce secteur ! Je te jure la dernière fois on a employé un immigré et ça lui a fait des sous pour rentrer voir sa femme. T'aurais vu comme il était content ! Bah ça, ça vaut tout l'or du monde, j'ai pu aider quelqu'un à avoir une meilleure vie et dans ce cas là, là mon boulot à un sens, là je suis fière de ce que je fais ! »

La forte teneur d'engagement social de ce discours témoigne de la représentation du rôle de l'entreprise dont disposent les individus du MESM, soit celui visant à l'intégration. En effet, comme l'affirme Robert Castel « le travail est la voie d'accès principale et incontournable à l'intégration sociale » (1998 : 35). C'est en partie à travers cette activité que l'on peut jouer sur la sphère sociale et influencer sur sa dynamique. Néanmoins, ce cas de figure semble relativement atypique dans le réseau. Comme je l'ai affirmé, il y a peu d'entités qui inscrivent employer des immigrés. Toutefois, cet exemple présente une des valeurs que les entreprises du *Mercado Social* visent à développer, soit l'intégration à travers l'activité professionnelle. Ainsi, plus que la défense d'une éthique entrepreneuriale, il est possible de dire que les entités du réseau madrilène défendent une idéologie professionnelle. Contrairement à l'éthique qui s'établit comme un guide plus ou moins fluctuant, le modèle soutenu par ces entités s'apparente à une projection mentale d'une société voulue. On va chercher à mettre en œuvre le projet de société à travers l'organisation du travail.

On voit ainsi ce que José Arocena introduit comme étant des « entreprises sociales ». Dans ces dernières selon lui, on unit les individus « contre l'exclusivité d'une forme de création de richesse établie par le marché et le gain individuel, pour développer d'autres formes économiques où l'être humain serait situé au centre du processus » (*in. Laville, 2009 : 9*). Dans cette visée, ces dernières développent des notions innovantes de gouvernance démocratique et économique partagée. Néanmoins, cet engagement présent dans les entités du MESM peut être considéré, comme de nombreuses analyses concernant l'économie sociale et solidaire, française et espagnole, comme un remède à un État-providence défectueux. Ces nouveaux modes de production émanent d'actions collectives visant à instaurer des régulations internationales et locales, complétant les régulations nationales ou suppléant à leurs manques. En effet, outre le fait de promouvoir une autre façon de faire de l'économie, ces entreprises impulsent véritablement un autre modèle d'organisation sociétale fondée sur la coopération, la solidarité et une répartition des richesses plus équitable. On organise véritablement la cité à travers ces nouvelles formes d'emplois car on y recherche la démocratie et le respect de l'environnement, on donne des opportunités aux autres et on leur enseigne notre savoir. Ainsi par la démarche économique de ces organisations on saisit l'imbrication des systèmes économiques et politiques qui constituent l'organisation de la société. En effet, quand Polanyi conçoit l'économie comme processus institutionnalisé, il montre combien l'autonomisation de l'activité économique est un projet politique auquel peuvent être confrontés d'autres choix. Il est possible de recréer un secteur économique qui œuvre pour la société, qui est créé par elle et pour elle. S'il n'est pas suivi par les institutions étatiques c'est le jeu des interstices qui permet de le créer.

3. Quand le réseau change l'activité économique

La mise en connexion d'individus autour d'un projet axé sur une forte idéologie, met en place des échanges qui encouragent l'affirmation des engagements individuels. Le réseau militant se renforce petit à petit par les liens de soutiens qu'il établit. Les individus cherchent ensemble des alternatives, un moyen d'œuvrer pour introduire dans leur quotidien la critique si forte qu'ils destinent au système économique. On incorpore dans l'activité professionnelle une partie de ces critiques pour vivre en cohérence avec les idées défendues par les MESM. En effet, les critères d'entrée sont très intériorisés pour certains, notamment chez les membres des commissions qui en sont les ardents défenseurs. Le questionnement sur la conduite éthique d'une entreprise lors des entretiens d'entrée est alors difficile à ne pas intégrer dans son propre projet professionnel.

Le réseau se construit comme un marché dans lequel s'exprime une idéologie bien particulière. En tant que marché, il dispose d'offres et de demandes de biens et services : on peut y discerner les besoins matériels des individus et y agir en conséquence. Ainsi, ce marché ne fait pas défaut à son modèle, ou contre-modèle. On peut y faire des études de marché et trouver l'espace qui manque et qu'il est possible d'exploiter pour en tirer une ressource. Cela dit, ce qu'il y a de différent avec la mise en place d'un marché alternatif au sein d'un réseau est que les biens manquants sont demandés par les individus membres du réseau. C'est à partir du besoin que l'on va produire un produit et non l'inverse. De nombreuses analyses du système capitaliste observent que le marché se constitue en premier lieu par la création de nouveaux objets de consommation qui créeront l'envie d'avoir ce bien, se transformant finalement en un besoin (Marx, 1867 ; Marcus, 1967 ; Baudrillard, 1970). Il est possible d'avoir un marché où les marchandises qui circulent ne résultent pas de besoins imposés par un tiers mais exprimés par le client. Ceci semble particulièrement le cas dans le secteur de l'écologie, qui, n'étant pas encore suffisamment développé, manque d'offres. Le regroupement de producteurs et de distributeurs prenant en compte l'écologie met en relief un type de besoin. La forte demande va créer une idée professionnelle ; le réseau, par la mise en commun de ses nécessités va stimuler un nouvel emploi, comme en témoigne l'expérience encore naissante de la papeterie écologique.

Pour témoigner de la dynamique générale du MESM, il est intéressant de développer une expérience particulière. L'idée de la papeterie écologique commence lors d'une assemblée générale du MESM. Ce jour là, chaque entité s'était présentée, avait conté les raisons de sa venue, rappelé son soutien au *Mercado Social*, etc. À un moment une personne déclare « je suis bien contente de voir que le MESM se constitue de plus en plus mais je vois que les offres restent assez similaires. Moi j'aurais besoin d'une papeterie écologique, et je n'en vois pas ! ». Quelques instants plus tard, un homme ayant une coopérative de commerce équitable admet aussi nécessiter ce type de produit.

« Des cartes postales, des sacs, du papier, ça serait vraiment bien, parce que là on fait venir le tout soit de Séville, soit de Catalogne, donc bon, côté écolo, c'est pas l'idéal ! » reconnaît-il sous les rires amicaux des autres participants. À la fin de la présentation des entités, de nombreuses personnes avaient affirmées rechercher ce type de produit. Ils ne trouvaient pas satisfaction dans le circuit alternatif, ni dans le reste des commerçants de Madrid. Le désarroi de ces individus est arrivé aux oreilles d'une jeune femme au chômage. La possibilité de monter une coopérative capable de combler cette partie du marché manquante a surgi comme une possibilité de projet professionnel.

« Pour moi, ça a été l'idéal cette idée ! Après j'ai vu qu'il y avait beaucoup de personnes motivées, que le projet intéressait et dont certains se présentaient comme des futurs partenaires économiques. Après au sein du MESM, on m'a beaucoup aidée, on m'a donné des conseils pour monter une coopérative, comment faire une évaluation des budgets, trouver un local, etc. »

À la suite de cela, cette personne a eu de nombreux entretiens avec des acteurs du MESM disponibles et capables de l'aiguiller sur les démarches à avoir pour monter son affaire. Les rendez-vous ont été pris sur le temps de travail de ces individus et ceci de façon gratuite et altruiste. Le réseau est véritablement un espace d'entraide, la jeune femme soulignant lors de nos discussions ne jamais avoir rencontré de personnes si « bonnes, intelligentes et aptes à l'échange » selon ses propos. Ce genre de rencontre a stimulé sa démarche et lui a redonné confiance en elle et vis-à-vis du monde du travail.

« En plus, ça change vraiment ! Avant j'étais dans une grosse entreprise, qui ne me considérait pas vraiment, dans lequel je n'évoluais pas trop et là maintenant je me lance dans un projet avec des gens qui me soutiennent et me donnent envie de continuer dans cette voie. Ici, je ne vois pas de lutte d'égo, je vois de la coopération et de la solidarité, et ça, ça me donne de l'énergie ».

La vie du réseau, parce qu'elle est tournée vers des principes de solidarité et de recherche du bien commun facilite les individus à se lancer dans des projets, changer leur vie et s'aventurer vers d'autres voies. Mon interlocuteur affirmera alors,

« C'est compliqué de se lancer dans un projet comme ça, c'est sûr, vu mon âge aussi... Mais ça me fait du bien, ça me fait prendre une direction dans ma vie que je trouve plus juste, plus en adéquation avec moi-même. Avant je ne m'étais jamais dit que je pourrais faire autre chose, faire le grand saut. Je veux aspirer à ce que veux, comme Cyrano ! Je veux penser qu'il y a d'autres façons de travailler et de se relationner et pour le moment, ça marche plutôt bien ! (*rire*) ».

Ce projet, en cet été 2013 est pour le moment en phase d'élaboration, pour lequel je ne doute pas de son succès. Néanmoins, la mise en lumière de cet exemple témoigne de la dynamique générale qui se déploie dans le réseau du *Mercado Social*. On construit ensemble un modèle alternatif et plus les forces sont présentes et disponibles plus on se permet de construire les choses ensemble. La philosophie du « pas-à-pas » est extrêmement présente dans les mentalités pour concéder à une transformation du travail et du système global.

La recherche du changement dans le monde professionnel se constitue aussi hors des entités du MESM ou cherchant à en faire partie. En effet, les consommateurs ne font pas tous partie d'entreprises à fort engagement social. Certains entrent parfois en contradiction entre les valeurs qu'ils défendent à travers la participation aux commissions et celles qu'ils rencontrent au sein de leur profession. Certains choisissent alors de profiter des interstices qu'ils rencontrent dans leur entreprise pour changer les mentalités ou par exemple peser sur le financement d'un projet éthique.

Néanmoins, peser d'un poids sur les mentalités et comportements des individus ne se fait ni simplement, ni rapidement. Même quand les individus disposent d'une force rhétorique, il semble que les personnes ont besoin d'une sorte de déclic pour modifier leur état d'esprit. Quelques personnes interrogées affirment avoir noté des changements de comportement depuis le début de la crise et l'occupation de la *Puerta del Sol* au sein de leur entreprise. Lors des moments de pause, les langues se délient davantage en ce qui concerne les idées politiques comme le dira une membre de la commission de la monnaie employé dans des services téléphoniques. Dans ce genre de moment, le point de vue émic y voit des instants où le système économique est remis en cause. Les acteurs du MESM disent jouer un rôle important dans la propagation de certaines critiques et d'idées alternatives.

« Ça fait longtemps que je travaille avec les mêmes gens. Avant on parlait jamais de politique aux pauses café. Maintenant, c'est constant ! Je pense que la crise, le 15-M a fait que des gens qui n'étaient pas forcément des militants avant ou qui se préoccupaient pas vraiment de politique, pensent les choses un peu plus maintenant et ça, ça me paraît déjà un changement important. Je le vois, avant les gens savaient que j'étais quelqu'un d'engagé politiquement et on n'en parlait pas vraiment. Maintenant ça fait débat, les gens me posent des questions sur le MESM, par exemple, et moi je leur donne des idées ».

Il est possible de participer à la transformation sociale dans son propre environnement de travail. Il semble uniquement s'introduire au moment où les oreilles sont à l'écoute, où l'on dispose d'un entre-deux où les individus sont aptes à la réception. Ici la pause-café fait figure d'interstice. C'est le moment où la tactique de Michel de Certeau joue « avec les événements pour en faire des "occasions" » [1980] (2012 : XLVI). C'est une pratique quotidienne où les lieux et rythmes sont connus, on se sent protégé et capable d'agir. Selon Georges Balandier dans des temps d'incertitude, de crise, « le sujet individuel déporte son action vers ce qui lui est le plus proche, ce sur quoi il estime avoir davantage prise » (1983 : 8). Pour le Bien ou pour le Mal, l'individu cherche à agir sur son milieu le plus proche, mener ce qu'il nomme « la bataille du quotidien » (*ibid.* : 15)

« Le quotidien apparaît alors comme le moyen de la *dissidence*, par exemple sous les formes du "retraitisme" (repli sur une vie privée close), de la marginalité ou du radicalisme jeune avec leurs signes de reconnaissance et de refus ; ou comme le moyen de *l'alternative* créatrice d'enclaves expérimentales au sein même de la "grande" société. Au degré supérieur, il délimite un espace de la *résistance* : nous le savons maintenant, car il fait obstacle à certains totalitarismes ; à ses frontières s'arrêtent partiellement le conditionnement et la domination des pouvoirs » (*ibid.*).

Sans considérer que les acteurs du MESM font de la « résistance » au sein de leur milieu professionnel, il semble qu'ils utilisent tout de même leur quotidien pour créer l'alternative ou du moins lui donner de la visibilité.

Le cas le plus emblématique est celui d'un membre d'une grande banque espagnole, qui par son poids dans son entreprise et sa force de conviction a réussi à faire subventionner par son employeur le projet de banque éthique auquel il participe.

« Je fais le poisson moi. Je me faufile partout, là où on m'attend pas et j'arrive à avoir ce que je veux ! (*rire*). Bon ça n'a pas été facile quand même, j'ai dû en parler, en reparler et en parler encore et encore, Mais après j'étais content ! Et puis, c'est sûr qu'avoir fait ça, ça m'a permis un peu de m'accorder avec mes principes de vie et de concilier mon engagement au sein de la banque éthique à ma vie professionnelle. Maintenant je vois moins mon boulot comme un simple gagne-pain qui me permet de vivre comme je le veux mais qui est contraire à mes idées. Je le vois comme un espace que je peux modifier et que je peux utiliser pour servir des fins plus éthiques et alternatives au capitalisme ! »

Ce cas témoigne qu'allier profession et engagement au quotidien peut constituer mille « manières de faire ». Comme le présente Michel de Certeau, l'homme a la capacité de « jouer avec les événements », « tirer parti des forces qui lui sont étrangères » (*op. cit.* : XLVI) pour détourner les logiques dominantes et arriver à ses fins avec l'appui de ses nouveaux acquis. Cependant, pour rebondir, contrarier le sort et combiner des « éléments hétérogènes » pour « saisir l'occasion » (*ibid.*), il est nécessaire que l'individu dispose selon ce même auteur de la ruse, la *mètis* des Grecs. Celle-ci est, pour Marcel Détiene et Jean-Pierre Vernant, une forme d'intelligence. Elle combine « le flair, la sagacité, la prévision, la souplesse d'esprit, la feinte, la débrouillardise, l'attention vigilante, le sens de l'opportunité, des habiletés diverses, une expérience longuement acquise »⁸³. Elle est nécessaire pour créer de l'alternative.

Certains propos m'ont permis de considérer que cette capacité à la ruse, à la critique et au pouvoir du « faible » n'est pas une faculté totalement inhérente à l'acteur. Pour utiliser la tactique, il semble que l'individu doit se trouver dans un environnement propice où il a suffisamment confiance en son pouvoir d'action pour pouvoir se risquer à s'y employer. Le réseau paraît alors être un espace intéressant pour développer ce rôle de « poisson ». « Moi le MESM m'a fait ouvrir les yeux sur plein de trucs ! Sur de la critique mais aussi sur les moyens d'action que l'on dispose » m'affirmera ce même acteur. Avec le réseau, on développe une prise de conscience. On saisit ses droits et ses libertés pour les revendiquer. En ceci, l'action du groupe entraîne chez l'individu, dans son milieu professionnel, une individualisation qui lui permet de changer ses comportements et de fait, modifier son environnement. On assume son individualité tout en continuant à traiter avec les gens.

83 Détiene, M, Vernant, J.-P., *Les ruses de l'intelligence : La mètis des Grecs*, Champs Essai, Flammarion, 2009, p. 12.

Serge Latouche y voit le propre de la ruse. Elle est pour ce dernier, le « biais par lequel se manifeste la raison pratique » (2004 : 29). C'est l'intelligence des petits et leur goût pour l'informel qui permet de saisir les interstices et de développer des réactions chez les gens qui les entourent. Elle n'est pas cachée contrairement à ce que Serge Latouche nomme la ruse du fort « cette expertocratie arrogante, pseudo-scientifique et pseudo-rationnelle des nouveaux maîtres du monde » (2004 : 35), elle est « raisonnable » (*ibid.*), et s'appuie sur la discussion ouverte, la coopération et une certaine forme d'honnêteté. Je retrouverai alors l'utilisation de la tactique et ses manières de faire dans une autre *praxis* du MESM, la consommation.

B. L'enjeu de la consommation dans le réseau

La création d'un marché alternatif, outre le fait de chercher à modifier le monde du travail, a comme principale ambition d'agir sur la consommation. L'achat et son choix peuvent être considérés comme des moyens d'action pour une transformation du système. Dans un monde globalisé où l'économie et le politique s'administrent selon des logiques macro-sociales, les armes sont à prendre là où l'on peut. Si on ne dispose pas de savoir-faire technique pour *hacker* les services informatiques, un oncle à l'ONU ou à la Maison Blanche, un des seuls moyens d'action pour établir une justice sociale et une économie plus responsable, est par le biais de la consommation quotidienne. On privilégie certains produits au détriment d'autres. On boycotte les marques jugées peu éthiques et on valorise des entreprises qui s'appliquent à changer les choses. Cela dit, cette démarche a un coût, un coût social et financier qui témoigne que consommer d'une autre manière appartient au domaine de la désobéissance ou du moins à un changement de l'ordre social. Changer les pratiques quotidiennes reste un défi.

Néanmoins, et pour se détacher d'analyses mettant l'accent sur l'aliénation du « système des objets » (Baudrillard, 1970), auxquelles je reviendrai, j'étudierai davantage la consommation comme un espace où l'appropriation et la créativité sont possibles (De Certeau, 1980). Il sera aussi pertinent d'envisager la consommation et l'objet comme des processus qui disposent d'itinéraires structurés matériellement, économiquement et socialement (Bromberger et Chevalier, 1999). Tout en étant un espace libre et diversifié, la consommation à Madrid et probablement dans le reste de l'Europe, est encadrée par des codes sociaux et plus empiriquement, par des offres qui restreignent sa manipulation. Il s'agira donc de considérer la consommation responsable dans une ville comme Madrid, le rôle du MESM et ses limites, puis la consommation responsable et la socialisation pour enfin aboutir à la consommation comme espace de revendication politique et sociale.

1. La consommation responsable limites et avancées

Avant d'examiner la consommation responsable et ses enjeux, il est nécessaire de définir ce qu'est la consommation. Mary Douglas et Baron Isherwood soulignent que pour la comptabilité nationale, « la consommation commence là où le marché finit » [1979] (2008 : 80), c'est-à-dire après la mise en échange. On suppose alors que la consommation est du domaine du privé, soit uniquement ce que l'individu échange par le biais du marché. Cela dit, la consommation, comme notion anthropologique, est surtout une manifestation sociale et plus particulièrement une manifestation culturelle. Elle est « l'arène où la culture est débattue et développée » selon ces derniers auteurs (*ibid.* : 81).

En effet, si on reprend Dominique Desjeux la consommation s'affirme comme une production sociale. Elle est « empreinte de comportements sociaux et elle peut permettre de les mettre en lumière » (2006 : 19). La consommation, qu'elle soit « responsable » ou non, nous permet de lire la société, ses règles, ses aspirations et ses failles et le *Mercado Social* n'échappe pas à cette logique. La consommation est généralement dans la théorie économique perçue comme non-imposée. Le choix du consommateur est libre et il peut être « irrationnel, superstitieux, traditionaliste ou expérimental » selon Douglas et Isherwood (*op. cit.* : 80). Je mettrai alors en avant les différentes motivations et limites de la consommation responsable pour saisir par quels biais elle saisit la culture.

Ainsi, la notion de consommation responsable par son profil alternatif, se définit en opposition à la consommation traditionnelle, soit en relation avec les critiques agréées au marché conventionnel. « Consommer responsable » est alors pour les acteurs du MESM, définissable en trois points. C'est tout d'abord « redonner sens à sa consommation » selon leurs dires. « C'est se demander pourquoi je consomme, est-ce que ça va m'être utile... C'est se poser des questions sur ce qui t'entoure, avoir une démarche réflexive sur tes actes parce qu'ils ont des conséquences » m'expliquera une consommatrice du MESM, lors d'un entretien collectif dans une cafétéria bio. « Oui, c'est aussi réfléchir à l'impact direct du produit. Qui l'a fabriqué, avec quels produits, si c'est produit en Espagne, comment le producteur a été rémunéré... » me répondra un autre. De fait, consommer de manière responsable, c'est réfléchir et mesurer ses actes. C'est ne pas être poussé par la frénésie consommatrice ou « l'hystérie généralisée » de Baudrillard [1970] (2011 : 106). C'est reconsidérer le temps de l'achat et de l'échange, temps que j'ai introduit dans l'analyse de l'usage du *boniato*. Prendre ce temps de réflexion est vu comme « long et compliqué » pour les acteurs mais « c'est nécessaire et urgent » pour ces derniers.

Dans la consommation responsable, une multitude d'arguments est avancée pour mettre en place ses pratiques. Chacun dispose de ses motivations. J'en dégagerai trois grands types selon les discours que j'ai saisis. Il y a tout d'abord la volonté de faire attention à son alimentation et donc à sa santé. En effet, de nombreux individus pensent, que les produits non-écologiques sont néfastes pour la santé. Bien que ce point porte à controverse chez les scientifiques, il est sensible chez les membres du MESM qu'un poulet élevé en batterie et aux farines animales paraît nocif pour la santé en comparaison de celui qu'ils peuvent trouver dans leur *grupo de consumo*. Ainsi, en allant faire des courses, un membre du MESM me montrait un paquet de gâteau et m'a lu les composantes :

« Tu vois là dedans, il y a de l'émulsifiant, c'est quoi ça ? De l'acide citrique, du carbonate d'acide de sodium, des E120 et D18, tu crois vraiment que c'est bon pour la santé ça ? Et encore, c'est des galettes suédoises, c'est pas un plat surgelé de lasagnes ! Et le pire, et le plus comique, c'est parfois, dans les plats végétariens tu trouves de la graisse animale, non mais on bouffe vraiment n'importe quoi ! Pas étonnant qu'on ait tant de cancers ! »

Certains, plus fins connaisseurs me feront parfois le compte-rendu de chaque aliment.

« Tu vois, le sucre blanc, c'est le pire. Ça crée des cancers, du cholestérol, ça te bouche les artères, c'est fatal ! Et le pire c'est qu'il y en a dans tout ! Après tu as le sucre roux, c'est le plus neutre. Mais par contre ce qu'il y a de bien c'est la *panela*, mais on en trouve pas partout, je crois que chez E. ils en vendent. Ça c'est génial, c'est plein de minéraux ! »

Sans pour autant faire de ce mémoire un recueil de conseils de nutrition, ces témoignages rendent compte des volontés de reprise en main du quotidien, de son corps et de son avenir sanitaire.

La préservation de l'environnement et la prise en compte des limites des ressources naturelles sont aussi deux grands arguments qui déterminent la volonté de consommer autrement. « On est en train d'hypothéquer les ressources des générations futures, on peut pas laisser faire ça ». Consommer responsable est donc prendre en considération le temps futur, on ne rentre pas dans un circuit d'échange pour célébrer les ancêtres et honorer le don qu'ils nous ont fait, comme à travers le *Potlach* mais on fait un effort pour constituer un monde que « l'on lègue aux générations futures ». La plupart des individus mesurent leur consommation d'eau, d'électricité et recyclent, ce qui semble la base d'une tenue conscientisée. Ce qui est vu comme « le minimum » du point de vue émic, se présente pour ces derniers comme une avancée conséquente depuis ces dernières décennies en Espagne. D'après les témoignages, cette conscience conquiert petit à petit les espagnols mais « a besoin encore d'un grand effort pour toucher la population entière » selon les diagnostics des acteurs du MESM.

Enfin, on décide de consommer de manière responsable pour « rétablir une justice sociale », selon les discours d'une consommatrice et créatrice d'une coopérative d'énergie solaire. Comme je l'ai introduit, ce mode de pensée juge aussi l'éthique avec laquelle le bien est produit. Acheter des denrées est vu comme un acte de cautionnement envers leur mode de production. Ainsi, après avoir vu un documentaire sur la production agricole occidentale, une membre du MESM s'est trouvée particulièrement choquée des conditions de travail des ramasseurs de légumes ou des ouvriers du sel.

« Moi c'est pas les poules qui volent ou les pesticides qui sont étendus à coup d'avion énorme qui m'ont choquée, c'est le fait de voir une femme qui est par terre, qui ramasse les laitues à la chaîne avec le dos cassé ou les mecs dans les mines de sel, qui descendent à 1000m de profondeur et qui passent leur journée sous terre à creuser le sol. Je croyais que c'était fini la mine moi ! Franchement c'est dur de savoir qu'en achetant ta carotte tu fais bosser un mec qui doit même pas recevoir un salaire à la hauteur du labeur qu'il a. »

Ce qui amène à être « conscientisé » est très varié selon les observations que j'ai pu faire. Les motifs dépendent de sujets très divers et s'articulent de manière inégale selon les individus. Selon Mary Douglas et Baron Isherwood « les choix de consommation font primer telle ou telle activité. Si la culture est vivante et sujette au changement, les choix sont libres.

En fait, ils constituent des choix moraux concernant ce qu'est un homme, ce qu'est une femme » (*op. cit.* : 81). L'achat est libre mais s'inscrit réellement dans le domaine de la morale. La consommation responsable ne fait que réintroduire cette dimension que la consommation n'est pas automatique mais le résultat du jugement de chacun. Décider de ne pas s'inscrire dans une consommation responsable, n'est pas incohérent mais traduit plutôt que le jugement moral du consommateur n'est pas construit uniquement par le domaine de l'éthique. Dans ce cas, la prise de conscience n'a pas amené à un changement radical des modes de consommation, cette dernière personne, pourtant largement engagée dans les luttes sociales, considérait n'avoir ni le temps, ni les sous pour consommer de manière responsable. Ces deux arguments nous permettent d'entrevoir les limites auxquelles se confrontent le circuit alternatif du MESM dans son expansion mais aussi dans la capacité de lutte.

Ainsi, comme je l'ai noté, le *Mercado Social* vise à donner de la visibilité aux entreprises qui offrent services et biens « responsables ». Bien que le projet ait tout juste un an, il est déjà confronté à un certain nombre de limites qui bornent quelque peu son champ d'action. Outre que ceci nécessite un changement de comportement de la part des consommateurs, il est d'abord essentiel que ce genre de commerce soit répandu. Malgré le fait que le réseau vise à développer les initiatives solidaires, la ville de Madrid ne semble pas disposer d'un éventail de commerce éthique large. En effet, et s'il m'est possible de comparer à une capitale comme Paris, les possibilités de vivre de façon écologiquement responsable sont assez restreintes. L'expérience d'une jeune consommatrice vivant pourtant dans un quartier de Madrid relativement dynamique témoigne de ces difficultés.

« Le truc ici, c'est que moi si je veux acheter mon pain ou mes légumes issus de l'agriculture biologique, je dois aller à vingt minutes de chez moi. J'ai pas de commerces de proximité qui fassent partie du MESM, ni qui me vendent des produits bio. »

Avant d'apprendre à consommer, il faut avoir l'accès à ces entités. Mais le temps n'est apparemment pas l'unique moteur qui empêche les individus d'œuvrer pour un changement économique. Un des facteurs décisifs est le prix de ces biens.

En effet, bien que le circuit du MESM se veut alternatif et autonome, il n'est pas indépendant des logiques de formation des prix. Alors que les entités qui procurent des services peuvent plus ou moins contrôler leur prix de vente, ceux qui vendent des produits sont limités par les prix du marché. Si, le boulanger arrive à fixer des prix plus ou moins raisonnables et similaires à ceux d'entreprises non-responsables, le vendeur de thé et de café équitable à du mal à imposer les siens.

« Le truc, c'est que les gens se rendent pas compte que les prix qui sont aujourd'hui sur le marché du café ne respectent pas la valeur du travail. Aujourd'hui, tu as 3 compagnies qui ont le monopole du marché du café. Du coup, elles imposent leurs prix comme elles veulent, surtout qu'elles reversent même pas un dixième du bénéfice qu'elles font aux producteurs locaux. Nous si on fait des prix comme ça, c'est parce qu'on reverse beaucoup plus aux gens. On prend quasiment pas de bénéfices dessus et on traite directement avec les producteurs. Mais les gens ne comprennent pas ça, mais ça vient petit à petit ».

Encourager le commerce équitable ou écologique dans un pays en crise est relativement difficile. En bavardant avec une promeneuse lors de la *Féria*, j'ai eu un témoignage direct, dont le fond est courant chez les madrilènes du réseau.

« Je suis allée faire un petit tour dans les stands mais après je peux pas trop acheter. C'est que c'est un peu cher tout de même ! J'ai acheté quelques bananes parce que j'aime bien ça. Mais du coup, vu que c'est cher, je vais les manger très lentement. Mais généralement, j'essaie d'acheter des fruits, du lait de soja. J'aimerais bien plus mais je ne peux pas me le permettre ».

Consommer de manière responsable peut ainsi être un luxe, un moyen d'action d'une classe sociale aisée qui dispose de la possibilité financière d'acheter des produits ménagers efficaces et écologiques ou de payer son lait d'avoine bio au prix du marché. Cela dit, le témoignage de cette femme nous indique une « manière de faire » que les individus du MESM prouvent. « Il faut consommer mieux et moins » prônent-ils. En effet, les produits étant chers, on va réduire à la baisse sa consommation et cibler ses produits. De fait, de cette manière il est possible d'allier ses principes aux logiques du système. On consomme tout en encourageant ce que certains nomment la décroissance, soit ce qui consiste à consommer moins pour prendre en compte les limites des ressources naturelles. Certes, il y a un paradoxe notable dans le fait d'encourager la consommation et de prôner la décroissance. Cela dit les limites budgétaires peuvent dans une certaine mesure contre balancer ces logiques. En suivant cette dynamique, le système économique conventionnel, dans le sens où c'est lui qui fixe les prix, entraîne lui-même la voie vers la décroissance. Il est alors possible de dire que ce sont les pauvres qui tiennent les armes, encore faut-il qu'ils s'engagent dans la voie de la consommation responsable. Ainsi, malgré de nombreuses motivations et quelques entraves, certains éléments indiquent que la société madrilène, petit à petit change ses habitudes ou du moins souscrit à des modes de consommation autrefois marginaux et réprouvés. Toutefois, le poids de la socialisation est capital dans ces logiques de transformation sociale et il semble que le réseau dispose d'un rôle assez prééminent au sein de la société madrilène.

2. L'encouragement de la consommation alternative par le groupe

Il est commun de dire que consommation et socialisation sont fortement imbriquées. En effet, comme nous l'avons noté, la consommation appartient au domaine de la culture. Elle varie en fonction d'elle et la détermine. Ce phénomène social dépend donc des relations entre les hommes. Il participe à la reconnaissance de l'appartenance à un monde commun, et dans le cas de la consommation responsable, à des valeurs communes. Celles-ci étant parfois considérées comme « oubliées » par le système économique contemporain, il est possible de voir le MESM comme un espace encourageant la culture de la consommation responsable. Ainsi bien qu'elle soit, en principe et selon le discours émic, guidée par des valeurs, la consommation responsable se met en place, entre autre, dans l'échange, le désir mimétique et l'apprentissage. Elle se caractérise donc par une forte socialisation qui facilite en un sens sa dimension alternative.

Acheter, manger, s'habiller, se fournir en matériaux, en chaussures, en produits de la maison, d'entretien, de beauté. Toute une liste de tâches et de biens quotidiens à maîtriser pour mener sa vie dans un relatif confort matériel. Quand nous n'en n'avons plus, il faut aller s'en procurer et ceci participe au cycle quotidien de l'homme, qui entre le travail, fait des échanges pour subvenir à ses besoins. Ces derniers se mettent en place dans une relative habitude de vie. On achète plus ou moins toujours les mêmes produits selon Thorstein Veblen (*in*. Bourdieu, 2000 : 259). Nous sommes, selon ce dernier « une structure cohérente de propension et d'habitudes » (*ibid.*). On sait les manier, les cuisiner alors pourquoi changer ? Ils font partie de notre vie, de notre culture familiale. Ainsi, pour certains, pratiquer le mode de vie écologique est relativement facile. Ils sont les « héritiers directs des communautés et du mouvement hippie des années 1970 » comme les nomme Geneviève Pruvost (2013 : 39). Le petit récit de vie d'un fondateur d'une association pour la conservation des écosystèmes fluviaux rend compte de ces dynamismes.

« Pour moi, c'est facile, j'ai toujours été habitué à consommer comme ça. Mes parents avaient un potager, cultivaient sans pesticides et avec des engrais naturels. J'ai appris tout petit ! On recyclait tout et on vivait avec peu mais on a toujours été bien. Du coup, maintenant, je fais pareil et compte bien l'apprendre à mes enfants plus tard ! »

Pour d'autres, la chose est plus difficile. Le réseau se présente alors comme un biais par lequel on apprend à se détacher des habitudes de consommation. L'espace le plus manifeste pour développer une consommation responsable est les *grupos de consumo*.

On dit y arriver par une sensibilité pour les produits de qualité et l'attention à sa santé et y apprendre tout un tas d'informations sur les produits de consommation en général. « Ce qu'il y a de bien avec les *grupos de consumo*, à part le fait que t'achètes des produits vraiment de bonne qualité c'est que t'échanges avec les gens qui en font partie » me dira un jeune membre du *grupo de consumo* le plus actif au sein du réseau. En effet, le fonctionnement est propice aux échanges.

Toutes les semaines, c'est un groupe de trois, quatre personnes qui font la répartition des paniers pour les membres de l'association. Ces derniers viennent les chercher et la semaine prochaine ça sera aux autres membres de procéder à la distribution. Les gens se connaissent rapidement de vue, parlent des produits et échangent des bons conseils. Cette vision me fut contée par ce même individu.

« Le premier truc que t'apprends dans les *grupos de consumo*, c'est bête mais c'est les saisons et les fruits. Tu sais qu'en hiver, pratiquement les seuls légumes que tu peux avoir sont des pommes de terre, des oignons ou des choux. Et ça, tu le sais, c'est sûr, vu l'hiver que tu passes à essayer de varier les recettes pour ne pas manger toujours des patates à l'eau. Du coup, on s'échange des recettes aussi ! Des trucs des grand-mères des autres, des spécialités chiliennes, c'est chouette ! T'échanges des trucs de culture aussi ! Cet hiver, j'ai fait des potées à la française d'ailleurs ! Et puis après, c'est des lieux où tu vois les gens du MESM aussi, souvent. Tu demandes des conseils de services... La dernière fois j'ai demandé à T. s'il connaissait pas un producteur de miel et il m'en a indiqué un très bon ! »

Consommer de manière alternative s'amorce dans un projet d'échange, créateur de lien, soit ce que Lucien Karpik nomme « les dispositifs personnels » (2007 : 145). Ceci est un mode de coordination par « le réseau qui repose sur la circulation par la parole des savoirs et savoir-faire le long des relations interpersonnelles » (*ibid.*). Il est donc sensible que la consommation responsable et alternative dispose d'une dimension sociale, que le projet du MESM accompagne par la promotion de ses espaces. Cela dit, la technique de communication de ce genre d'initiatives tend à rompre ce lien, par la diffusion sur internet. Le « dispositif personnel » de Karpik, se mue en « dispositifs impersonnels » où il n'est pas forcément nécessaire de connaître personnellement quelqu'un pour acquérir la connaissance et trouver le bon produit. Celle-ci peut « reposer sur une connaissance à distance, par la lecture d'un guide par exemple » (*ibid* : 141). Mettre en ligne les bonnes adresses réduit l'échange personnel. Nous sommes donc face à un paradoxe flagrant du projet qui met en relief une problématique contemporaine qu'il est nécessaire de considérer à l'aune des nouvelles technologies et de leur influence dans le mode des marchandises. Utiliser un guide sur internet réduit-il le lien social ? De même qu'acheter ses courses en ligne ou aller les chercher au *drive-in* ? Ou nous trouvons-nous face à une reconversion de lien marchand, un changement de lieu ? Il ne s'agit pas de répondre à cette question mais simplement soulever que les interactions sociales en lien avec le bien marchand peuvent se transformer par le biais de nouvelles technologies. Néanmoins, s'il est élaboré à l'origine par un lien social, cas du MESM et des entretiens d'entrée et qu'il s'articule de toutes manières dans un monde réticulaire, « le dispositif impersonnel » entamé à travers l'usage d'une page internet est à relativiser. Il ne change rien au fait que c'est un groupe d'individus dans lequel chacun peut participer et qui se connaissent, qui crée le conseil du réseau. L'apprentissage mutuel est toujours présent et fait vivre la consommation alternative.

De plus, comme je l'ai introduit, la consommation est une culture. Elle crée une cohérence de groupe. Les individus se reconnaissent entre eux par l'usage de certains biens. Il y a une dynamique de groupe qui s'établit où l'on peut distinguer son auto-alimentation. Cette mécanique survient par des logiques de mimétisme. Celles-ci permettent une reconnaissance d'appartenance au groupe et sont un levier pour assumer son engagement. Fréquenter des individus qui consomment d'une manière alternative peut inciter à agir de façon similaire. C'est ce que René Girard a appelé « le désir mimétique » (1961). Le rattachant à l'anorexie, ce dernier affirme qu'à travers le désir d'imitation nous pouvons expliquer de nombreux phénomènes sociaux. On voit quelque chose, ça nous plaît et nous voulons avoir, faire la même chose. C'est aussi simple que cela. Il est possible de voir ce phénomène comme un comportement sans vivacité de la part de l'autre car il ne fait qu'imiter, mais au regard de l'anthropologie, je reconnais à ce phénomène une splendeur sociale. Il est un regard posé sur l'autre, sur sa fraîcheur et créativité. On fait la même chose car on reconnaît que l'autre est malin, beau ou ingénieux. Cette dynamique induit l'institution et la propagation de ce qui est appelé des marqueurs sociaux qui sont la superposition d'un signifiant à un signifié. Présent sur le corps, il donne une visibilité directe à ce que l'acteur veut dire de lui. Pour David Le Breton, c'est « un mode quotidien de se mettre socialement en jeu, selon les circonstances, à travers la manière de se montrer et un style de présence »⁸⁴. Il sera difficile d'affirmer que les acteurs du *Mercado Social* disposent d'un grand nombre de marqueurs sociaux qui en font des individus recherchant la distinction de manière outrancière. Néanmoins, il est possible de noter certains objets qui témoignent de la dimension contestataire et active du mode de vie qu'ils défendent. Les deux objets de consommation les plus notables sont la bicyclette et le sac à dos de randonnée.

L'usage de la bicyclette est largement répandu dans le réseau. Dans une ville où ce mode de locomotion est peu utilisé car peu accessible, l'utiliser est faire un tour de force pour l'écologie et contre la Mairie. Ainsi de nombreux individus arborent le vélo comme un outil de protestation. Son usage rend visible l'engagement de l'individu dans un mouvement visant à la transformation de la ville à travers le phénomène cycliste. Présent dans de nombreux pays, ce mouvement international appelé *Critical Mass*, vise à promouvoir la mobilité en vélo et réclamer le partage des rues avec les voitures. De nombreux vélos du réseau affichent des étiquettes « *bicicriti* » du nom du mouvement *bicicritica*⁸⁵ pour rendre visible leur protestation. Utiliser la bicyclette est perçu comme l'aboutissement d'un militantisme écologique et madrilène. Par ailleurs, j'ai aussi remarqué l'usage du sac-à-dos de randonnée. Marqueur social insignifiant me diriez-vous. Toutefois, j'y décèle une démonstration du caractère actif que revêtent les métiers exercés par les membres du MESM et ainsi qu'une préférence affichée pour le confort au détriment de l'esthétisme que peut revêtir un sac-à-main.

84 Le Breton D., *La sociologie du corps*, Que sais-je ?, PUF, 2008, pp. 97-98.

85 Pour plus de renseignements voir, le site <http://bicicritica.ourproject.org>

On affiche en quelque sorte son activisme. L'utilisation de cet objet par des individus proches, décomplexé mais aussi crée une assimilation et une valorisation de l'individu. En effet, certains affirment que la proximité des modes de consommation rend le suivi d'une voie alternative plus facile, comme en atteste le témoignage d'une femme végétarienne d'à peu près cinquante ans.

« Moi, avant on me regardait trop mal quand je disais que j'étais végétarienne. On me prenait pour une femme bizarre, trop hippie. Tu devais expliquer tout le temps pourquoi... Maintenant, c'est beaucoup plus simple ! C'est quelque chose de beaucoup plus répandu et là, avec les gens du MESM t'as même plus besoin de t'expliquer et tout le monde comprend pourquoi tu veux pas manger de viande. »

La consommation fait tellement partie de nos modes de vie que consommer d'une manière différente peut être assimilé à une déviance au sens beekien du terme. La société, selon Howard Becker, par les « entrepreneurs de la morale » (1985 : 63), définit ce qu'est la norme et sanctionne ceux qui ne la respectent pas. En reprenant Pierre Bourdieu, « il n'y a guère de place, dans le champ économique, pour les "folies", et ceux qui s'y abandonnent paient à plus ou moins long terme de leur disparition ou de leur échec, le prix de leur défi aux règles et aux régularités immanentes de l'ordre économique » (2000 : 266). Néanmoins, ce qui avant était considéré comme une « folie » ne l'est plus. La constitution d'un groupe qui se reconnaît à travers une forme particulière de consommation, popularise en quelque sorte celle-ci et lui permet d'être reconnue par un nombre plus ouvert de personnes. Promouvoir la consommation responsable par un réseau de plus en plus étendu, permet aux pratiques quotidiennes qui la composent d'être exercées de manière plus facile. Elles font sens pour plus de personnes et n'entrent plus en conflit avec les « entrepreneurs de morale ». Il est possible de considérer que ce qui autrefois se présentait comme une lubie, une « contre-culture » peut-être, est aujourd'hui intériorisé par la société.

Cela dit, cette intégration peut créer une défiance de la part de certains membres du MESM. En effet, quelques-uns disent être soucieux de la tournure que prend cette consommation, considérée comme un acte politique. On m'a ainsi fait part d'une certaine peur que la consommation responsable, s'astreigne à une mode éphémère et ne traduise pas un réel changement de paradigme social. Le plus flagrant fut lors d'un entretien avec un membre d'un hebdomadaire madrilène, qui peut-être me voyant arriver en même temps que d'autres journalistes événementiels, craignaient que le phénomène que traduit l'action du MESM, puisse être traité comme du « folklore ».

« Tous les biais alternatifs, que ce soit dans la consommation, dans la monnaie ou les centres sociaux, sont dans des moments très fertiles avec le 15-M et la crise. Du coup, il y a beaucoup de gens qui y prêtent attention mais parfois ils le traitent avec une perspective folkloriste. Ils les prennent pas comme une véritable alternative, comme un projet sérieux. Et puis après t'as tous les petits trucs, les magasins bio qui s'ouvrent. Ils vont dans ces secteurs par opportunité ou par hédonisme mais pour moi c'est de la merde. C'est que les petits minets (*pijo*) qui y consomment par mode et qui le font pas pour œuvrer pour un changement social véritable. Pour moi c'est pas par mode qui faut agir comme ça, sinon c'est éphémère, faut le faire avec la conscience que c'est un biais de changement social ».

Cette intervention met alors en lumière le poids du social dans la consommation mais aussi une problématique à laquelle le mouvement qui prône une consommation responsable et écologique comme biais de changement social rencontre. Peut-on changer les mentalités et les comportements par le biais de la mode ? La consommation responsable est-elle un courant éphémère ou traduit-elle un réel changement des mentalités ? Dans cette dernière sous-partie j'envisagerai le point de vue émic sur la consommation responsable et la mission que les acteurs du MESM lui injectent pour tenter de répondre à cet objet ambitieux.

3. La consommation et le changement social

Le *Mercado Social* se présentant comme un marché alternatif conçoit le bien et son usage comme des moyens de transformation sociale. Comme je l'ai introduit auparavant, la constitution du réseau se mue en partie pour donner aux individus des biais d'action quotidienne. Ceci suggère donc que les madrilènes conçoivent chaque action du quotidien comme un levier de lutte sociale.

En effet, à chaque présentation du projet, cet argument est relevé. A chaque exposé, on essaie de convaincre le public qu'« il est possible de mener un militantisme par les biais les plus minimes ». Bien que la plupart du temps, ils se présentent devant un public déjà conquis, ce qui ne m'a pas manqué d'être révélé par les acteurs du MESM, il arrive parfois à aborder des publics extérieurs à ces modes de fonctionnement ou pas forcément sensibles à ces causes. Ceci a particulièrement été notable lors de la *Féria* du mois de juin. J'ai pu ainsi, par exemple, discuter avec des passants étrangers aux pratiques alternatives qui étaient vraisemblablement arrivés par hasard.

« - Ah oui, nous on est venu parce qu'on était dans le parc à côté. C'est bien, je pensais pas qu'il y avait autant de boutiques écologiques.

- Et vous êtes allés voir les ateliers ? Voir ce qui se disait un peu sur la consommation responsable et éthique ?

- Non, pas trop. C'est vrai que c'est intéressant tous ces trucs de commerce équitable et puis nous on y connaît pas grand chose, mais on avait pas trop le courage d'y aller. »

Cette conversation avec un groupe de femmes de cinquante ans très élégantes a témoigné que la *Féria* réussissait à toucher des individus aux réalités différentes. Par ailleurs cet événement a montré que les gens étaient sensibles aux causes mondiales mais manquaient d'outils pour pouvoir agir à l'encontre de ces logiques globales et peut-être aussi parfois de volonté. Cela dit, si certains ont paru être stimulés à changer leurs habitudes, il est impossible, pour le moment de mesurer l'apport de la *Féria* dans la consommation de ces derniers. Bien qu'elles semblaient relativement motivées pour changer leur mode de consommation pour un plus responsable, je ne pourrai dire si cette volonté s'est traduite en réalité.

Néanmoins, certaines entités de l'économie solidaire et alternative ont affirmé que ces journées leurs avaient ouvert des partenariats avec certaines entités ou consommateurs. Les cours d'anglais m'affirmeront avoir eu cinq demandes quelques semaines après la *Féria*, la coopérative de produits de nettoyage sept et pour Fiare, la banque éthique, « un nombre incalculable de personnes est venu pour demander quand est-ce que la banque en tant que telle ouvrirait » selon leurs rapports.

Ceci témoigne alors du dynamisme dont fait preuve le secteur et de l'écho qu'il crée chez les madrilènes. Le modèle qu'il promeut attire les individus, prêts à s'engager dans une consommation responsable. Quelques semaines après, la Mairie de Madrid et son département dédié à la consommation prendra contact avec les organisateurs de la *Féria* afin de connaître mieux ce projet qui fit venir presque cent mille personnes en deux jours qui échangeront près de 39.724 *boniatos*. Ce contact a permis pour le moment peu de choses, principalement la mise en contact avec d'autres organisations et non la subvention du projet. Néanmoins ceci témoigne que les pouvoirs publics voient le dynamisme de la société civile et prennent un peu en compte les volontés de changement des habitants de la capitale. Le bas influe le haut. La population et son action consommatrice créent le mouvement chez ses dirigeants. L'interstice quotidien dispose d'une force d'action qui fait bouger si ce n'est le gouvernement, au moins la Mairie de la capitale hispanique.

Cela dit et bien que le *Mercado Social* ait tout juste un an, la démarche du projet, à savoir modifier les logiques du système économique capitaliste par l'action quotidienne et locale, reste peu efficace pour les militants les plus actifs du MESM. Un des membres de la commission de gestion m'indiquera ces doutes en les termes suivants.

« Moi, ce que je trouve un peu contradictoire ou faible dans l'action du MES, c'est qu'on est tous là, à vouloir que les choses changent mais finalement, on crée un marché, avec de la consommation et de la vente alors qu'à Lavapiés⁸⁶, t'as de plus en plus de gens qui cherchent leur nourriture dans les poubelles et toi, tu prônes une consommation responsable pour changer les logiques et rétablir de la justice sociale. Bien sûr que je suis pour le projet, je l'encourage à fond, j'y dédie une grande partie de mon temps mais je me demande vraiment si c'est la voie à suivre, si on n'est pas juste en train de perdre notre temps à vouloir changer les mentalités alors que l'urgence, aussi bien écologique que sociale est là et qu'il faut vraiment agir maintenant ! »

Cette conversation témoigne de la logique globale dans laquelle les acteurs du MESM s'engagent. Ils luttent pour un changement, une moralisation des marchés et une meilleure justice sociale mais doutent du résultat donné à leurs efforts. Des générations et des générations ont lutté pour le respect des droits et des libertés humaines sans que cela nous amène à un monde plus juste et cela peut en partie les désabuser. En effet, la société de confort dans laquelle nous vivons rend difficile les changements de comportement et notamment en ce qui concerne la consommation.

Toutefois, il est important de noter que des changements s'opèrent, que des révolutions occurrent sans que soit atteinte la révolte pour le « droit de subsistance ». Ce n'est pas forcément parce que l'on a plus d'eau douce dans ses tuyaux, que l'on économise cette substance et ce n'est pas parce que le phosphore vient à manquer que l'on décide d'acheter des produits écologiques. Mais c'est parce que l'on est sensible à la cause écologique.

86 Quartier populaire du centre de Madrid où de nombreux membres du réseau vivent, travaillent ou créent des initiatives solidaires.

D'ailleurs, les publications récentes montrent que l'Espagne est le premier producteur agroécologique d'Europe et le deuxième au niveau mondial⁸⁷. En effet, il semble que le secteur des produits écologiques ne souffre pas de la crise. Selon les données officielles les exportations de ce type de produits ont augmenté de plus de 10% dans la dernière année. Il y a plus de 3.000 entreprises qui génèrent un commerce annuel de 1.000 millions d'euros. Cela dit, il semble que huit kilos de produits espagnols sur dix sont promus à l'exportation. Si le royaume choisit sa terre et crée de l'emploi dans une période de chômage massif, il ne s'engage pas encore dans la consommation responsable. Une jeune créatrice de cosmétique écologique certifiera ces propos et y apportera une certaine nuance.

« Pour le moment, notre affaire est un peu dure à lancer. On vient de commencer mais c'est sûr qu'on se lance sur un marché qui n'est pas forcément évident. On est en crise et les gens vont pas nécessairement penser à s'acheter des crèmes écologiques alors qu'ils ont du mal à manger. Même si on met l'accent sur le fait qu'on est dans une relation de partage et d'égalité avec nos producteurs, qu'on fait nos produits en respect de la nature, ça reste pas facile mais bon... Quand les gens entrent dans nos ateliers, ils hument tout et ça leur donne envie d'aller se mettre à la campagne, de venir avec nous chercher les produits. Il y a en a un la dernière fois qui nous a dit "Ah ! Ça me rappelle chez ma grand-mère ! Ça me fait retourner en enfance." Bah moi, je trouve ça bien, au moins, même si on arrive pas à changer les habitudes des gens, au moins on leur donne du bonheur ! »

Si les entités du MESM ou ses acteurs militants doutent de leur impact, il est important de relever que les différentes initiatives auxquelles ils concourent, disposent d'un résultat qui change ou du moins, aide la vie de certains. S'ils n'arrivent pas à faire pression, par leurs actions quotidiennes, sur les logiques gouvernementales, au moins, ils encouragent un secteur et un mode de consommation.

Selon Mary Douglas et Baron Isherwood, « au lieu de présumer que les biens comblent essentiellement les besoins de subsistances et de concurrence ostentatoire, supposons qu'ils nous sont nécessaires pour rendre les catégories de culture visibles et stables » [1979] (2008 : 83). En consommant de façon responsable et alternative, on donne de la visibilité à des modes de pensée et valeurs autres, ou à ce que certains appellent suivant ce cadre de pensée la permaculture (David Holmgren et Bill Mollison, 1978). Apparue dans les années 1970 en Australie, ce terme ou ses correspondances syntaxiques définit un ensemble de pratiques et de modes de pensée cherchant à créer une production agricole durable, économe en énergie et respectueuse du monde social. C'est laisser à la nature sa place dans l'écosystème tout en la manœuvrant comme moyen de production, que ce soit dans les domaines des finances, de l'habitat, de l'éducation, du foncier ou encore de la santé.

87 Voir Gregori, J., « Cada año los españoles son más 'ecofriendly' », *Cadena Ser*, 10.06.2013
http://www.cadenaser.com/tecnologia/articulo/ano-espanoles-ecofriendly/csccsrpor/20130610csccsrtec_1/Tes_

Bien que ces modes de vie restent encore marginaux, ils conquièrent la planète montrant ainsi qu'une conscience mondiale émerge. Ce type de projet, s'instituant dans les différents réseaux qu'offre internet, fait véhiculer leurs modes de pensée et leurs savoir-faire et c'est dans cette démarche que se situe le MESM.

La liaison avec des projets locaux et mondiaux mais aussi avec les mouvements sociaux espagnols, français ou d'Amérique du Sud leur donne un éventail d'action dont il ne faut, à mon sens, pas sous-estimer la capacité d'action. Si le changement de mode de vie paraît parfois ne pas être pris en compte dans l'environnement direct des acteurs, il est important que ceux-ci ouvrent leur regard aux initiatives mondiales pour ne pas tomber dans le scepticisme qui surgit après un militantisme qui n'apporte pas de révolution. Pour appuyer cela et finir avec la retranscription des réalités madrilènes, je citerai les paroles d'une membre de la commission de la monnaie à laquelle j'avais demandé si elle avait de l'espoir vis-à-vis du changement social.

« Oui, j'ai de l'espoir. Quelqu'un de très proche de moi, un jour m'a dit quelque chose de très intéressant sur le cours de l'histoire. Il m'a dit "qui pensait qu'un jour l'Inde se libérerait de la colonisation sans violence ? Qui pensait qu'un noir pourrait présider la Maison Blanche ? Qui pensait que Mandela prendrait en charge le gouvernement ?", personne, assurément. »

Oui, personne même les plus visionnaires. Alors qu'on peut prédire certaines catastrophes, les bonnes surprises sont rarement prévisibles. Si l'action du MESM ne présente, pour le moment pas de résultat radical, au moins il ouvre des portes et donne de la visibilité à une autre culture.

Conclusion

Après sept mois de vie, d'observation et de participation dans le cercle de l'économie solidaire et alternative de Madrid, il m'a été possible d'apprendre énormément d'éléments sur la société espagnole et son monde alternatif. Les membres du *Mercado Social* ont pu me montrer l'univers dans lequel ils vivaient. J'y ai vu une société espagnole en mouvement et même à double sens, s'il est possible de le dire ainsi. En effet, le point de vue émic et mes choix de regards m'ont fait constater une ville et plus globalement, un pays, pris entre un conservatisme prégnant et un dynamisme inédit et subversif. Il y a une partie, plutôt placée dans les sphères hautes, qui dirige, promulgue les lois et se partage le budget national dans une logique d'entre-soi et de clientélisme. Il y en a une autre, celle comprenant la société civile, qui s'organise en ayant abandonné l'espoir d'être appuyée par l'État. Ces derniers ont témoigné d'une volonté de lutte de tous les jours contre le système politique. Si les médias ont révélé aux yeux de tous, les nombreux cas de corruption qui ont secoué le *Partido Popular*⁸⁸ ainsi que la famille royale⁸⁹, les organisations de la société civile ont aussi montré leur dynamisme. Les rues ont été prises par les manifestants contre les coupes budgétaires et les projets de privatisation. Les professionnels de la santé, de l'éducation, les républicains, féministes, jeunes, hypothéqués et retraités sont allés plus d'une fois crier leur indignation et réclamer la justice sociale. Des ateliers de réflexion et assemblées populaires sur les sujets socio-économiques – le genre, l'intégration, l'État-providence – ont aussi souvent été organisés. Les madrilènes, en 2013, ont continué le mot d'ordre du 15-M, « *toma la calle* »⁹⁰.

Les acteurs du *Mercado Económico y Social de Madrid* (MESM) ont été nombreux à participer, de près ou de loin à ces mouvements. L'action du MESM s'est donc inscrite dans cette démarche dont la principale dynamique était « faire les choses maintenant (*ya*) ». Le regroupement des entités de l'économie solidaire et alternative dans le projet de marché alternatif a donné à la contestation politique et économique une dimension pratique. Ce que Manon Boulianne, anthropologue québécoise, considère comme « une démarche globale », s'inscrit « dans une autre logique de production, de distribution ou de consommation » (2003 : 50). En effet, Maurice Godelier a affirmé dans un entretien pour le journal *Alternatives Économiques* (n°49, 2011) que la crise économique vient de révéler que le système agit sur nous et que nous vivons dedans.

88 Je citerai principalement le cas Gürtel, affaire politico-financière dévoilée en février 2009. Francisco Correa, homme d'affaire espagnole est le supposé leader de la trame de corruption engageant le *Partido Popular*, dans l'octroi de certains marchés à des entreprises du secteur événementiel. L'ensemble des sommes détournées est estimé par El País à 43.200.000 €. En 2013, l'affaire Bárcenas met aussi le *PP* en lien avec des malversations, mettant le parti majoritaire en grande difficultés.

89 Iñaki Ordangarin, *duque consort de Palma de Mallorca*, mari de l'infante Cristina de Borbón, serait impliqué dans l'affaire Nóos. Celui-ci dirigeant un institut à but non-lucratif, l'institut Nóos, serait accusé de malversation, prévarication, fraude et blanchiment d'argent. La maison royale serait fortement impliquée dans cette affaire.

90 « Prend la rue. »

Il impose ses lois, nous brutalise en nous rendant dépendants de cycles économiques difficilement contrôlables. Les propriétés du système sont selon lui à repenser. Elles sont fondées sur la valorisation de l'individu à travers sa liberté de choix et sa réussite, cette dernière dépendant de la position sociale et de la richesse de l'acteur. Cela dit, pour ce dernier auteur, il y a un caractère fictif à la richesse moderne puisqu'elle se confond avec les bulles spéculatives. Les sociétés ont assisté à un processus de monétarisation des rapports sociaux non-marchands, qu'il convient de renverser pour extraire les individus de l'emprise du système sur leurs rapports sociaux. Par de nombreux moyens, les entités de l'économie sociale et solidaire, recréent une économie où les affres du système capitaliste sont éloignés et repensent d'une façon autre les logiques globales. Pour Manon Boulianne ces démarches sont « des moyens de contester l'économie dominante et de participer à une autre mondialisation » (*op. cit.* : 54). Ce mémoire se veut alors un témoignage des initiatives que créent les individus contre l'ordre établi du système économique mondial.

L'économie sociale, dite solidaire et alternative par le réseau madrilène est un ensemble assez flou d'entreprises se développant selon un ensemble de critères éthiques. Dans le MESM, les entités doivent être à but non-lucratif et ainsi reverser l'ensemble de leurs excédents au projet de transformation sociale auxquels elles se dédient. Par ailleurs, elles doivent fonctionner selon des principes de démocratie et d'équité interne. Elles doivent aussi respecter l'environnement et chercher constamment à réduire leur empreinte écologique. Enfin, les entreprises agissent dans la coopération et l'engagement dans les localités dans lesquelles elles s'insèrent. Cela dit, il n'y a pas d'éléments qui puissent contraindre les individus à suivre ces principes et c'est probablement pour cela que le secteur de l'économie sociale reste flou. En Espagne, il n'est pas inscrit dans les statuts le terme « solidaire », ce qui ne pose pas le caractère fondamental de ce principe. Le projet du MESM vise alors à créer une marque qui valoriserait les entreprises respectant ces critères et peut-être inciterait les autres à en faire de même.

L'ensemble de ces critères relativement peu rencontrés dans les entreprises traditionnelles, donne à ces entités une puissance heuristique considérable. Les analystes se saisissent avec espoir de ce sujet, questionnant l'économie sociale comme voie possible pour un changement des logiques économiques, une économie plus saine, respectueuse de l'environnement et des droits de l'homme. L'élan d'intérêt que ce type d'organisation économique rencontre pose néanmoins certaines questions qui tempèrent cet emballement médiatique et politique. Vont-elles constituer réellement une autre économie ou vont-elles être absorbées par le système capitaliste ? Certains assurent qu'il ne faut pas sous-estimer l'hégémonie du marché et des systèmes de valeurs capitalistes (Hély, 2009). En effet, comme je l'ai introduit, un marché économique se construit à travers les valeurs inhérentes à sa société. Elles le déterminent aussi bien au niveau de ses mécanismes de fonctionnement que dans les pratiques qu'il induit. Il est donc possible d'affirmer que renverser les valeurs et pratiques des individus peut modifier le marché dans lequel ils inscrivent leurs échanges, voir le transformer radicalement. Tout dépend du degré de changement des habitudes de vie des individus.

Aujourd'hui, la thèse soutenue par Karl Polanyi (1944), sur le désencastrement (*disembedded*) de l'économie de la société est de retour. La prééminence du fait économique, expliquée par ce que Renan Le Velly nomme « l'encastrement-insertion » (2007 : 242), vient lorsque les logiques sociales sont maintenant dictées par la recherche de profit et une vente démesurée de la force de travail. Les régulations sociales (publiques, communautaires, professionnelles, religieuses...) se sont distancées de l'économie, les individus ne pouvant plus s'y consacrer. S'en suit alors selon Polanyi (1944), des désastres écologiques, des dérèglements sociaux et un appauvrissement culturel. Avec la crise économique, écologique et même sociale et politique, les logiques de fond sont remises en cause. On cherche une autre approche du marché, de la satisfaction des besoins et des moyens que l'on entreprend pour y accéder. Les individus en ont pris conscience et se tournent vers des initiatives qu'ils contrôlent et mettent en place selon leur volonté de changement.

En effet, comme je l'ai dit, c'est parce que les individus ont des besoins et aspirent au changement, à la sortie d'une condition qu'ils s'engagent dans des projets de transformation sociale. Lorsque « le désir de sécurité » surgit, le désir d'une économie morale apparaît comme l'issue exclusive. Ce « désir de sécurité », constitue « l'éthique de subsistance » et est au fondement absolu des « droits moraux » et notamment du « droit à la subsistance » selon J. C. Scott (*in*. Fassin, 2009 : 1247). L'économie morale correspond à un système de valeurs qui sous-tend l'expression d'émotions liée à cette « éthique de subsistance ». En d'autres termes, c'est parce que les individus ne supportent plus leur condition, ou ne la voient pas s'améliorer, que certains dirigent leur énergie vers la création d'innovations sociales capables de résoudre ce déficit. Dans un pays où l'État Providence, censé agir pour le bon équilibre de sa population, détourne les fonds étatiques et privatise les services publics, les individus se voient obligés d'agir pour remédier à cette situation. Selon Manuel Castells, étudiant les différents mouvements qui ont surgi en 2011 aidés par le biais d'internet « à travers l'histoire, les mouvements sociaux ont produit de nouvelles valeurs et objectifs qui ont transformé les institutions de la société pour représenter ces valeurs, en créant des nouvelles formes d'organisation de la vie sociale » (2012 : 27).

Le travail du MESM, surgissant en partie de ces mêmes mouvements sociaux cherche un biais pratique pour mettre en œuvre les valeurs sociales développées lors de ces événements. Ils ont ressenti ou supposé qu'il y avait une demande sociale de changement et sont allés au devant. Les acteurs tentent de prendre pied sur des logiques élaborées par un système mondial. Créer des initiatives locales peut sembler minime face à l'ampleur de la tâche à laquelle ils se confrontent. Néanmoins, la convergence d'un réseau autour d'un projet, parce qu'il engendre une dynamique de groupe, donne de la force aux revendications.

Ainsi, pour remaîtriser la sphère sociale et économique et donc, selon la théorie de Polanyi, redonner à l'économie son sens social, les madrilènes, membres de l'économie solidaire et alternative ou simples consommateurs, tentent de recréer un circuit économique le plus déconnecté possible du système conventionnel capitaliste, qui lui, a séparé ces deux sphères. Le *Mercado Económico y Social de Madrid* a élaboré ses propres mécanismes et modes d'organisation, et ceci notamment à travers l'action des commissions.

La première, celle de gestion regroupe les trois autres commissions pour établir des bilans et plans d'action. Celle d'accueil, d'évaluation et de certification élabore le circuit. C'est elle qui est garante de l'éthique du marché alternatif, tâche importante lorsqu'il s'agit d'édifier une économie morale. Elle contrôle les entrées et instaure une cohérence dans la lutte pour la transformation sociale. Elle se dit inclusive mais tente néanmoins de rester avvertie à tous détournements de son ambition. La méfiance vis-à-vis des logiques de vente sera très courante, notamment face à des entités se consacrant à la publicité, ce domaine vu comme créateur de besoins et parfois immoral. Les entités doivent respecter les critères éthiques, démocratiques, durables et solidaires du réseau. Pour établir ces critères comme des normes d'organisation et possiblement entraîner une valorisation ou une sanction si les entités ne les respectent pas, la commission d'accueil met en place la *Balance Social*, traduit en français comme le bilan social. Cette évaluation annuelle sera matérialisée en graphiques et publiés sur la page internet du réseau. Elle a pour but de rendre compte des évolutions des entités et de pousser celles-ci à suivre les critères éthiques. Avec cet outil, le consommateur verra la démarche du producteur, mais aussi comprendra ses difficultés et qui sait, pourra peut-être l'aider. La représentation de l'entité idéale que défend la *Balance Social* ne sera sûrement très peu de fois atteinte mais agira possiblement comme un modèle d'évolution et d'apprentissage. La commission d'accueil pourra ainsi potentiellement inviter des entités qui ne respectent pas tous les critères car à l'intérieur du réseau, l'évaluation annuelle, leur permettra de s'améliorer. La norme peut alors se transformer comme un espace valorisant et à atteindre et non comme un obstacle ou un outil de sanction.

La commission de la monnaie construit aussi son outil. Elle se consacre à l'échange monétaire et y insère ses propres représentations. Le *boniato*, la monnaie sociale est alors, comme je l'ai expliqué un moyen de créer de la richesse qui restera dans le circuit éthique. Cette monnaie est l'outil de la solidarité par excellence. Conçue par un système de bonification, son usage joue en partie sur l'intérêt des individus à consommer dans les espaces du réseau. Plus ils y achètent et plus ils auront de *boniatos*. Dans le fond, on trouve une logique mercantile mais que l'on peut néanmoins détourner comme un mécanisme de fidélisation. Les logiques monétaires dépendent réellement de l'angle auxquelles on choisit de les attaquer. Par ailleurs, le système d'utilisation n'est pas particulièrement évident à la pratique et celui de création de *boniato*, n'est pas rapide.

De fait, pour en avoir de quoi acheter un produit entièrement en monnaie sociale, il faut de nombreux achats en euros. Cela dit, il introduit tout de même du temps et du souvenir dans la relation marchande, ce qui semble être une victoire vis-à-vis des logiques du système conventionnel. Alliée à l'action de la commission d'accueil, la monnaie sociale soutient les entités de l'économie solidaire et alternative en créant un réseau d'interdépendance entre les producteurs, distributeurs, financiers et consommateurs.

Enfin la commission de diffusion a pour mission de valoriser le projet et les entreprises afin que celles-ci soient connues et prennent de l'importance dans les habitudes des consommateurs. C'est par son biais que les nouvelles entités sont connues, que les informations d'autres réseaux – nationaux ou internationaux – sont sues. Ils écrivent les *newsletters* et participent à des ateliers et conférences. Par ailleurs, c'est avec ce groupe que sera organisée la *Féria* du mois de juin, celui-ci conservant sa mission de communiquant de projet. C'est donc en partie elle qui construit le discours du MESM et diffuse les valeurs de ce circuit économique. Parce qu'elle agit en avis concerté, elle participe à la démarche démocratique du projet car c'est elle qui induit la transparence et l'horizontalité des connaissances. Cette dimension, pour prendre de l'ampleur et tenter de modifier les mentalités consommatrices, est indispensable. Ceci fait rejoindre la démarche du MESM aux réseaux décrits par Manuel Castells, d'après lesquels se sont élevés d'importants mouvements sociaux.

« Comme l'espace public institutionnel – l'espace désigné constitutionnellement pour la délibération – est occupé par l'intérêt des élites dominantes et son réseau, les mouvements sociaux doivent cultiver un nouvel espace public qui ne se limite pas à Internet mais qui se rend visible dans les lieux où se déroule la vie sociale » (*op. cit.* : 27).

Le MESM allie espace de diffusion et d'interaction par Internet à des lieux de vie et de construction sociale dans les commissions.

Le projet, par différents moyens est donc un espace de relations sociales considérable. Les trois commissions, composées d'individus du réseau mais néanmoins ouvertes à tous, donnent de l'unité au projet, une certaine cohérence et une identité collective. On y apprend ensemble, on partage les expériences et on crée du lien. Le projet amène des individus à se connecter. Cela dit, il semble que les personnes qui se mettent dans cette dynamique sont pour le moment des individus aux mêmes sensibilités politiques. Les liens d'amitié qui s'y construisent ne changent pas réellement les relations sociales de la société et n'apportent pas véritablement de mixité sociale. Le projet est ciblé pour des individus conscientisés et militants et a pour le moment du mal à s'ouvrir à d'autres individus, « à sortir du milieu *underground* » comme un membre du MESM me l'a dit un jour.

Si on voit le militantisme comme reposant sur « une forte identité sociale doublée de denses réseaux de sociabilité informelles mais aussi organisés » (Tilly, 1978), on remarque que le *Mercado Social* se présente comme tel. Il crée des représentations communes par le biais des interactions entre les gens mais participe aussi à la valorisation de certaines pratiques considérées comme sous-tendant l'action militante au quotidien. Il élève ainsi des stratégies et des tactiques pour rendre son ambition plus forte. Il incite les individus à calculer l'ensemble de leurs forces. Avec le réseau, on diffuse les « bons plans » et les lieux de militantisme, on crée la ruse du militant.

Comme il a été vu, le MESM encourage deux formes de pratiques alternatives : celle du travail et celle de la consommation. À mieux y regarder, ces deux pratiques sont l'essence de l'activité économique : la production et l'échange. Les entités du MESM sont généralement des coopératives comprenant peu de travailleurs. Le projet de travail a donc habituellement été fondé par les membres. Ils se connaissent, travaillent en amis. La reconnaissance, la convivialité et la confiance sont alors dits des éléments majeurs de leur vie professionnelle. De plus, il semble aussi que l'épanouissement personnel aussi bien au sein du travail que dans leur vie privée soit une des visées majeures de leur exercice. On s'accorde du temps pour gérer ses affaires. On est flexible sur les horaires et les salaires car le but de leur projet n'est pas de faire des profits excessifs. Il est de développer des activités de qualité et à forte teneur sociale, qui tendent même à concurrencer l'État espagnole dans son traitement du social, comme l'entendent de nombreuses analyses faites sur le secteur (Servet, 2007 ; Hély, 2008 ; Laville). Ces individus, souvent militants avant leur emploi, conservent cette dimension dans leur travail, ce qui donne des entreprises entrelacées dans une idéologie de vie. Les membres des entités de l'ESA ne cherchent pas le profit dans leur activité économique mais une action, au sens d'Hannah Arendt (1958) qui donne sens à leur vie et à leur place dans la société. De plus, comme entités de l'économie sociale, elles cherchent la coopération. Dans le réseau, ceci tend véritablement à se transformer en une forme de solidarité où les logiques de don sont prégnantes. La démarche corporatiste se dessine en fond mais semble encore à travailler tant les principes de concurrence sont fermement instaurés dans notre société. En ceci, on remarque que la dimension sociale est largement présente dans l'activité économique, c'est elle qui guide l'action. Elle crée le groupe et donc réintroduit les régulations sociales de Polanyi.

De plus, le MESM est créé sur les bases de ce qui est nommé par le discours émic, « la consommation responsable ». Ceci figure comme être un mode de vie et d'achat fondé sur la consommation raisonnée. On juge les conditions de productions d'un produit avant de l'acheter et pour cela on étudie aussi bien les matériaux utilisés pour l'élaborer que le travail qui a été fourni et comment il a été dirigé. Dans la consommation responsable, on considère donc ce que Karl Marx nomme la valeur d'usage et le *quantum* de travail (1867). On estime l'impact de ses actes dans chaque achat, on apprend à changer ses habitudes et à réfréner sa « frénésie consommatrice » (Baudrillard, 1970).

Cela dit, ce mode de consommation ne semble pas évident pour les madrilènes. Le réseau pour le moment ne comble pas tous les besoins quotidiens ou n'est pas dans un cercle géographique proche des membres du MESM, ce qui limite leur usage. De plus, il faut changer ses habitudes et quand celles-ci sont aptes, les produits proposés ne sont pas forcément abordables économiquement. Et si cela est possible, il est difficile voire pratiquement impossible de consommer entièrement écologique et responsable pour les acteurs du MESM au vu du budget que cela implique. Même avec le *boniato*, combler d'une telle manière les besoins journaliers, reste un défi pour les membres du réseau. La consommation responsable peut rester dans un cercle de privilégiés, ce réseau « serré » de militants et ne pas dépasser la « première couche de l'oignon » des plus fortunés. Toutefois, la consommation responsable est malléable et peut être pratiquée de « mille façons », à la manière de Michel de Certeau (1980). Consommer mieux, c'est aussi consommer moins, et ceci tout le monde peut le faire. Il suffit juste de sortir de relations sociales établies sur la plus-value de la nouveauté. Mais ceci est peut-être une des choses les moins évidentes qu'essaie de prôner le réseau, tant la consommation apparente est rentrée dans nos modes de valorisation sociale.

Cela dit, il semble que le réseau encourage par sa socialisation la mise en avant de marqueurs sociaux qui avancent plutôt un engagement qu'un attrait profond pour la mode. Certains signes, comme la valorisation d'un téléphone mobile nouvelle génération restent toujours présent dans les discours émic. L'incohérence est parfois le maître mot de l'être humain, et je dirai même qu'il est aussi un droit. Toutefois, il est notable que je n'ai pas vu dans le réseau d'individus exposant particulièrement leur richesse matériellement, comme il est parfois possible de le voir chez certaines personnes des beaux quartiers de Madrid. Cela montre, en partie une volonté des individus de se détacher des logiques de marché et de ce qu'Herbert Marcuse nomme « l'homme unidimensionnel » (1964) ce que ce dernier retrouve dans ces modes de consommation, la consommation « ostentatoire » pour reprendre Baudrillard (1970). Pour lui, la société contrôle les besoins de chacun pour aller vers une uniformisation de ceux-ci. « Dans ces conditions où le standard de vie est croissant, ne pas se conformer au système n'a aucune utilité sociale apparemment, d'autant moins quand cela entraîne des inconvénients économiques et politiques sensibles et menace le bon fonctionnement de l'ensemble » [1964] (2009 : 28). Ne pas chercher à se vêtir selon la mode, à avoir le dernier appareil technologique ou tout autre bien matériel, peut faire passer pour un marginal, nous rendre obsolète. Heureusement, la mode du *vintage* a fait son apparition, permettant à l'individu de faire de la récup', sans être vu comme quelqu'un de négligé.

Certes, créer de l'alternative a un coût (financier et social) mais il semble que pour les acteurs du MESM ceci vaille le coup, d'autant plus qu'ils peuvent le réduire par des tactiques de détournements. L'alternative n'est pas pensée comme une proposition de rejet en bloc du système actuel, mais comme une déviation positive par rapport à celui-ci, un mouvement dans une certaine direction sur la base d'un compromis. Dans cette dynamique, certaines choses du système étaient conservées et d'autres éloignées, comme dans toute logique d'innovation sociale.

Les individus du MESM n'ont pas oublié les principes de redistribution équitable que l'on peut trouver dans l'action étatique, ils les ont inclus dans leur système monétaire, l'organisation du réseau et même dans leurs relations sociales. Ils n'ont pas non plus, omis la réciprocité qu'ils dynamisent dans la mise en place du circuit alternatif et de la solidarité que celui-ci entraîne. Le cadre pour ré-encadrer l'économie, selon Karl Polanyi est bien présent dans l'action économique. Cela dit, j'ajouterai que pour que l'économie soit réintégrée au monde du social, il ne suffit pas que ces principes, relativement vagues soient mis en place. Il est nécessaire, à mon sens, que ce soit les individus qui soient à la base des mécanismes de régulations mais aussi qu'ils maîtrisent les valeurs qui y sont propagées et qu'ils choisissent les règles qui s'y appliquent. La démocratie et la redéfinition du bien commun, ont indéniablement un rôle à jouer.

En effet, comme l'affirme Jean-Louis Laville (2009), le projet de l'économie sociale et solidaire, plus que d'être des projets économiques, sont des projets politiques. C'est l'ensemble de la société qui est pensée mais cela ne paraît pas étonnant si on remet du sens au terme économie. « Économie », vient du grec *oikos nomos*, littéralement : « la loi de la maison », ce qui désignait la façon la plus juste et équilibrée d'ordonner un espace social partagé. La politique en son sens premier est aussi l'organisation d'un espace partagé, de la société. Ces deux termes sont donc intimement imbriqués car ils organisent la même chose et dépendent tous deux de la sphère sociale dans laquelle ils s'inscrivent.

Cela dit, la vision de la société est, pour le cas du MESM, établie dans les mains d'un petit groupe. Le bien commun reste défini par peu d'individus. Tout le monde ne participe pas à l'accueil des entités par exemple, or c'est cette action qui définit le circuit de consommation, la pratique alternative et donc le modèle de société souhaitée. Bien qu'ils soient plus ou moins tous connus du réseau « serré » les membres des commissions ne sont pas élus et pourtant, ils parlent de fonctionnement démocratique. La démocratie est ici représentative mais elle est fixée pour tous et par tous. Elle est un assemblage alambiqué d'individus connus avant le projet, auxquels on fait confiance car ils ont prouvé depuis longtemps qu'ils en étaient dignes. Ce sont eux qui vont organiser le projet, en être les techniciens. Le processus démocratique se met alors en place à travers la concertation occasionnée, un relais d'informations récurrent, de la transparence et de la confiance. Tous les individus ne sont pas aptes à dédier de leur temps pour construire l'alternative. Cela dit, les individus connaissent et approuvent généralement profondément le projet et les valeurs auxquelles il se réfère. La délégation à des individus de confiance permet à ces gens du commun, les membres des commissions, les consommateurs ou producteurs de considérer que ce sont eux qui construisent leur marché. La proximité cognitive et la confiance sont alors les bases du fonctionnement de l'économie alternative et démocratique. Cela dit, les un an du projet posent ses affirmations dans une certaine limite. Les mécanismes fonctionnent probablement parce que le réseau est encore petit à l'échelle de la capitale.

De plus l'ambition qu'il projette est neuve et pour le moment sans limites mais il convient de la saisir avec réalisme tout en ne se laissant pas manipuler par le pessimisme de la société.

En effet, il est à noter que les entités de l'économie sociale sont dites celles qui résistent le mieux à la crise, et même celles qui créent le plus d'emplois depuis 2008. Le secteur et ses normes sont en expansion ainsi que la production écologique pour l'ensemble du royaume. Il est donc possible de dire que l'action du MESM a de beaux jours devant elle et encore pas mal de travail. La *Balance Social* est à finir pour janvier 2014 et il faut penser l'intégration des centres sociaux et autres banques de temps et réseaux informels. Il est aussi nécessaire de régler la question de l'impôt, mettre en route les cotisations et bien sûr, organiser la deuxième *féria* du *Mercado Económico y Social de Madrid*. Le MESM a aussi le projet d'organiser des réunions fixes toutes les une ou deux semaines pour que les individus puissent se rencontrer facilement et que les entretiens d'entrée soient plus récurrents et plus faciles à organiser. De plus, et ceci au niveau national, il s'agit de lancer un marché social regroupant tous les *Mercados Sociales* d'Espagne et s'instituant en coopérative mixte nommée Mes.coop. On pourra ainsi échanger en monnaie sociale dans toutes les régions et donc faciliter les échanges entre entités de l'économie solidaire et alternative. Ce projet est très ambitieux puisqu'il permettrait aussi de faire pression sur l'État espagnol pour faire des réformes de l'économie et promouvoir plus ce genre d'organisation. Cela dit, ceci repose sur le pari que les consommateurs vont suivre la dynamique et faire grandir en nombre de participants ces initiatives solidaires et que le gouvernement sera réceptif à ce mouvement. Loïc Blondiaux, politologue affirme dans un entretien pour la *Vie des idées*, « il est évident aujourd'hui que le processus politique doit apprendre de ces expériences d'auto-organisation »⁹¹. Mais pour cela, il faudra du temps et que le réseau fasse ses preuves. Le projet de Mes.coop nécessite de l'énergie, du temps, de la patience et un effort de cohésion. Les régions ayant chacune leurs spécificités et leur caractère, le consensus est depuis le début assez difficile à rencontrer. Néanmoins, le projet mobilise beaucoup d'espoir chez les membres du MES de Madrid et apparemment chez ceux des autres *Mercados*. Il est alors possible que cet espoir se transforme en dynamique féconde. L'idée que le nombre fait la force prédomine dans ces initiatives. L'image des petits poissons qui s'unissent face au gros est instituée et tient à cœur. Elle est considérée comme l'unique solution face à des logiques globales qui heurtent la vie du quotidien sans que l'individu ait prise sur elles. L'union des réseaux et leur médiatisation a prouvé le bruit mondial qu'ils pouvaient faire. Cette année le Brésil et la Turquie, nous ont donné la preuve que le regroupement des individus pour la survie sociale a une force incommensurable. La contestation de l'ordre établi monte et l'organisation face à un système sur lequel nous n'avons pas d'emprise aussi.

91 _____ Voir <http://www.laviedesidees.fr/Sommes-nous-representes.html>

Enfin, bien que le projet du MESM souffre de quelques difficultés d'organisation – de présence des individus ou de capacité d'action en tant qu'objet de transformation sociale – il est essentiel de noter les apports dont il fait preuve dans la société madrilène. Il crée de l'échange et des possibilités d'actions pour les individus. Par ailleurs, si je suis Jean-Michel Servet, seules des solutions alternatives solidaires permettront de rétablir les relations entre société, production, échange et financement (2010). Pour se développer, le MESM a fait appel à des processus de *crowdfunding*, plate-forme de finance participative sur Internet avec laquelle il ont pu accumuler 13.104 euros et financer une partie de la *féria*. Deux cent quatre-vingt-quinze personnes ont ainsi coopéré pour mettre en place le projet. La solidarité s'installe lorsque l'on partage une sensibilité et que l'on agit en fonction d'elle. L'alternative solidaire suppose alors une individualisation des participants. On réclame son droit d'action, on le prend sans limites et on s'assume comme individu libre de ses décisions. Même si l'alternative peut être poussée par des agents extérieurs qui font pression pour l'action, la solidarité résulte d'un choix personnel et moral. Elle est liée à une conscience collective (Durkheim, 1893). Dans une société où l'individu prime, où « l'individu comme valeur (sociale) exige que la société lui délègue en partie sa capacité de fixer les valeurs » selon Louis Dumont [1983] (1991 : 289), il est intéressant de voir que l'individu peut choisir de servir la collectivité. Il a peut-être ses propres intérêts à la soutenir mais ces derniers convergent alors vers les autres et servent une totalité.

En ces temps de crise économique et écologique, il est visible que les intérêts des individus concourent, au vu de la multiplication de telles initiatives. Un individu n'agissant, pas passerait pour une personne bien égoïste et insensible aux inégalités qui l'entourent. Cela dit, il est dur de sortir ou renoncer à son confort. On ne peut manifestement pas reprocher à un individu ayant une vie semée d'embûches de ne penser qu'à lui ou de ne pas s'engager dans un projet solidaire, encore que, la sanction sociale comme mécanisme reposant sur une émotion comme l'indignation, tombe parfois avec une radicalité probante. L'individu est partiellement maître de ses décisions et de son jugement moral. Néanmoins, le réseau peut jouer un rôle de tremplin, libérateur pour que l'individu conquière la capacité de fixer ses propres valeurs. Quand la société peut être considérée comme aliénante, l'apprentissage mutuel peut modifier l'individu, comme il le fait pour son rapport au travail, dans ses considérations politiques ou autre. Le réseau, parce qu'il s'appuie principalement sur des relations d'amitié et de confiance dispose d'une force sociale considérable. De plus, le fait qu'il se concrétise autour d'un projet, donne encore plus de puissance à cette dynamique. Cette conjonction d'énergie témoigne de la volonté de cohésion sociale de la part de ses participants au moment où on déplore une perte de lien dans la société. Le MES de Madrid en est un exemple.

On pourrait considérer que ceci est un regroupement communautaire tant les valeurs de vie et croyances sont prégnantes. Les individus peuvent entrer dans le groupe à condition qu'ils partagent les mêmes jugements. Par ailleurs, en temps de crise les replis sur la voie que l'on considère comme la meilleure face à l'adversité du moment peuvent être fréquents. Cela dit, il semble que l'action du MESM dispose de critères relativement souples quant à l'intégration des individus. Bien que les membres souhaitent être radicaux dans leur choix, pour ne pas détériorer l'ambition du projet, ils sont tout de même inclusifs et prônent l'intégration sociale dans sa vision large.

La dimension très largement idéale du projet peut avoir certaines limites. Il peut renfermer l'objet et nuire à son évolution ou il peut être pris comme un projet à l'ambition irréalisable, peu pragmatique, voir utopiste. En effet, de nombreux individus voient l'objectif de sortie du capitalisme comme illusoire. Même chez ceux qui sont pour la fin du système tel qu'on le connaît, le travail à faire semble énorme et l'urgence tellement pressante que ce changement paraît impossible. De plus, la logique idéale du MESM est de transformer la société par un changement de mentalités. Or, ceci est un processus long, qui n'arrivera pour certains jamais au résultat final souhaité.

« Quand les mentalités auront changé, quand le protocole de Kyoto sera signé et appliqué, il sera trop tard. On aura déjà bouffé toutes les ressources naturelles et on se fera la guerre pour en avoir encore un peu plus. Le truc du MESM, ça sera jamais possible, jamais efficace. C'est bien, c'est mignon, le *boniato*, ta fausse monnaie là, mais ça prendra jamais le pas sur l'euro, ça fera jamais poser des questions aux marchés. Ça remontera peut-être aux oreilles de Rajoy mais des initiatives comme ça, ça fera jamais changer le monde. »

Ceci est à peu près la retranscription d'une discussion avec un ami au retour de la *féria*. Je l'avoue cette conversation, très riche, tournera légèrement au débat houleux. Comme Jeanne Favret-Saada le dit, « il n'y a pas de place pour un observateur non-engagé »⁹² et ces paroles avaient quelque peu heurté ma fierté de chercheuse ainsi que les croyances investies dans ce sujet. Je rends maintenant justice à ce différend en le citant dans ma conclusion et lui admettant un apport dans ma réflexion.

Cela dit, je considère que les utopies sont nécessaires aux projets de transformation sociale. Une utopie n'est pas quelque chose d'impénétrable, de loin de la rationalité. Ce sont des images que l'on projette au bout d'un chemin. On les modélise pour tenter de savoir vers où on va, quels sont les choix moraux que l'on va exercer pour atteindre le but. Les utopies, maîtres des idéologies sont des éléments essentiels de construction de société. Elles déterminent leur projection et font avancer les individus dans une visée commune. Elles sont des supports d'action et permettent aux individus de se réunir. Saisir l'utopie et la construire hors d'un cadre académique ou partisan, lui rend sa dimension populaire.

•92 Favret-Saada, J., *Les Mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*, Gallimard, 1977, p. 27.

Le peuple, les gens du commun, de la rue, des cafés peuvent empoigner ce droit à rêver à une société meilleure et à la construire. Leur jugement n'est pas imposé, il se pose en réaction d'un certain nombre de faits, un jugement de l'histoire et de la situation présente. Les individus, parce qu'ils ont une certaine éducation, certes, ou du moins une sensibilité, peuvent prendre les rênes du système dans lequel ils vivent. Ils construisent leur monde car comme la formule de Paul Éluard de nombreuses fois reprise par le monde alternatif « il y a un autre monde mais il est dans celui-ci » et le réseau madrilène l'a bien compris.

Annexes

¿Qué me aporta como entidad productora/proveedora?

- +** Incrementa nuestras posibilidades de comercialización accediendo a un mercado donde existe un compromiso, entre todos los participantes de dar prioridad a las compras dentro del Mercado Social.
- +** Aumenta la visibilidad de las entidades ya que el Mercado Social dispone de una fuerte estrategia comunicativa basada en la difusión a través de Redes Sociales, Web 2.0 (consumo responsable.com) y a realización de eventos públicos frecuentes.
- +** Un espacio donde las iniciativas de economía social y solidaria podemos cooperar entre nosotros para hacernos más fuertes en un entorno económico adverso.
- +** Fomenta la cercanía con los clientes a través de la página Web y la utilización de la Muestra Social del MES, el Boniato, que se genera de forma descentralizada en el proceso de compra incrementando el sentido de pertenencia dentro de la red.
- +** Da acceso a herramientas de gestión como la auditoría social para la evaluación del cumplimiento de los objetivos sociales de la organización siguiendo un modelo de certificación participativa entre consumidores y productoras.

Datos del B-eficc:

Texto: Jorri Garcia Jani
Ilustraciones: Sot Linduraga

Estadío de la publicación sobre la Fira Economía Solidaria de Catalunya, editado conjuntamente para la MES y la Diceda.

Más información sobre los pasos a seguir para dar de alta en el MES Madrid:

Administración:
monedamsm@consumoresponsable.com

Alta como Proveedor:
me.calk.social@madrid@consumoresponsable.com

Alta como Consumidor:
monedamsm@consumoresponsable.com

Web:

<http://consumoresponsable.com>

Seguimos en:

@MMercadoSocial

Facebook: Consumoresponsable



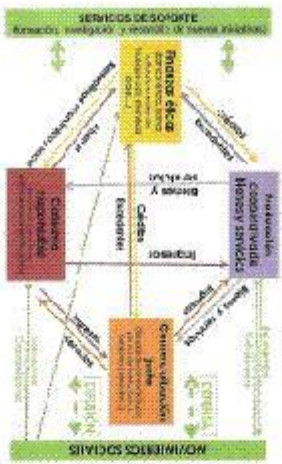
El valor que nutre la economía social

Proveedora - Consumidora
Proveedor - Consumidor



Mercado Social de Madrid
ETICA

El gráfico de la Auditoría Social



El objetivo

El Objetivo de esta red es cubrir una parte significativa de las necesidades de sus participantes y descubrir tanto como sea posible, la accounts estándar de la economía española.

El MMS es un proyecto para crear una red de intercambio en la que productores y consumidores coborran para el fortalecimiento de la Economía Social y Solidaria. Un mercado alternativo que reivindique sus valores: facilidad (producción, financiación, comercio y consumo) como medio - y no como fin - al servicio del desarrollo personal y comunitario.

El Mercado Social MMS

Es una red de:

- Producción
- Distribución
- Consumo
- Bienes y servicios

Con criterios:

- Éticos
- Democráticos
- Ecológicos
- Solidarios

Constituida por:

- Empresas y entidades de la economía social
- Consumidores individuales y colectivos
- Organizaciones sociales promotoras



¿Que me aporta como consumidor/a?

Un espacio donde los consumidores, ya sean individuos o entidades, puedan mediante la compra de bienes o servicios el desarrollo de la economía social y solidaria.

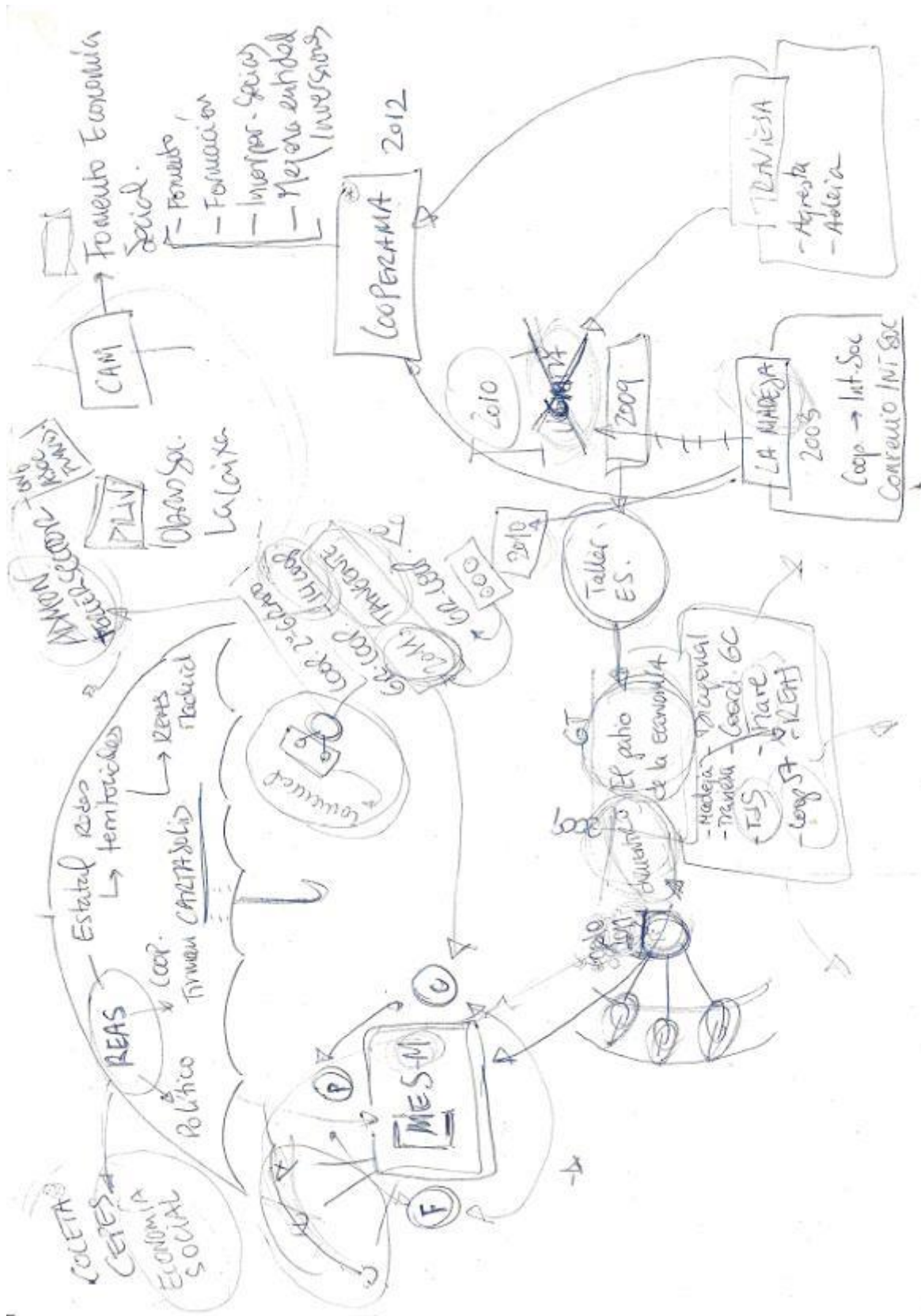
La posibilidad de acceder por primera vez a un comercio catalago de bienes, servicios y herramientas que hasta ahora no se han presentado en conjunto.

Participar en la creación de un mercado de calidad de un día, donde cada un grupo de eventos se participa por parte de los consumidores que se implican directamente en su relación con los proveedores de bienes y servicios.

Agrupar los esfuerzos de todas las partes implicadas para el desarrollo de la Economía Solidaria creando nuevas lógicas de intercambio basadas en la moneda social del MMS, el Bonito. Una moneda que se genera mediante transacciones en las que se genera el objetivo de fomentar los intercambios dentro de la red creando conciencia y confianza entre proveedores y consumidores.



Annexe 2-Schéma du réseau lâche



¿Cómo sé qué entidades proveedoras hay y que ofrecen?

En la web <http://www.moneda-social.es/leer.asp> puedes localizar las entidades por comunidades autónomas y conocer los servicios y productos que ofrecen según su actividad económica.

Cada entidad publica en esta página sus porcentajes y condiciones para la obtención de moneda social con cada compra.



¿Que tengo que hacer para formar parte del mercado social?

Escribenos a los siguientes correos de contacto y te orientaremos para formar parte del Mercado Social.

Más información sobre los pasos a seguir para darlo de alta en el MESSB:

Administración:

monedamesin@konsumoresponsable.coop

Alta como Proveedor:

mercadosocialmadr@konsumoresponsable.coop

Alta como Consumidor:

monedamcsn@konsumoresponsable.coop

Web:

<http://www.konsumoresponsable.coop>

Síguenos en:

@MercadoSocial

Facebook: KonsumoResponsable



¿Por qué la moneda social es diferente?

No permite especular. La moneda social es un instrumento pensado para fomentar y conseguir relaciones económicas equitativas y justas, basadas en la actividad económica real, no especulativa, que se den entre las entidades y personas participantes.

Local y sin intereses. Es una moneda local, que no produce intereses y que no tiene sentido acumular. Esto, además de evitar la especulación con ella, facilita una fluida rotación de la misma que favorece los intercambios internos. Nunca hay escasez de moneda, sino que existe tanta como riqueza o trabajo real exista en el Mercado Social.

Comunitaria. Es una moneda que se crea de forma participativa, descentralizada y comunitaria. Lo que permite consensuar y potenciar economías locales basadas en la cercanía y el conocimiento mutuo.

¿Cómo funciona?

El nombre que hemos adoptado para nuestra moneda social es **Boniatos**, y no tiene una representación física (billetes o similar).

En nuestro sistema conviven el euro y la moneda social con una relación de equivalencia 1:1 entre ambos.

Los intercambios en moneda social se realizan a través de procedimientos digitales mediante una herramienta vía página web en la que cada usuario dispone de una cuenta propia en moneda social. En esa web es donde se registran las transacciones en Boniatos y se puede consultar nuestro saldo y el del resto de usuarios.



¿Cómo funciona nuestra moneda social?

Se puede pagar a las entidades adscritas en el Mercado Social con las dos monedas, euros o boniatos. Pero independientemente de con qué moneda, o mezcla de ambas, se realice una operación, en cada venta, la entidad o persona consumidora obtiene una bonificación en moneda social y, reciprocamente, la entidad proveedora adquiere un débito en moneda social.

Supongamos que el porcentaje aplicado en la bonificación es del 30%. Si una empresa realiza una venta con valor de 100 unidades monetarias, tras cobrar esas 100 unidades en su cuenta en moneda social se le restarán 30 unidades de moneda social. Por el contrario, la persona o entidad consumidora sumará en su cuenta 30 unidades de moneda social.

Ahora bien, las 100 unidades monetarias que recibe el vendedor, pueden ser totalmente en euros, totalmente en moneda social o una parte en euros y otra en moneda social. Cuando el vendedor cobra una parte o el total en moneda social, esta cantidad se le sumará en su cuenta de moneda social a la vez que, en reciprocidad, se restará en la cuenta de la entidad o persona consumidora.

Para el consumidor, significa que con cada compra que realiza, obtiene moneda social. El proveedor, realmente está aplicando un descuento en la venta, que se reflejará en su contabilidad en euros en un momento posterior.

Además, se plantea la necesidad de una aportación tanto para el funcionamiento logístico del Mercado Social como para propiciar nuevos proyectos económicos. Los porcentajes medios que se proponen son del 2% para el MFS y del 3% para la entidad o persona consumidora. Otra manera de obtener boniatos pasa por convertir directamente euros en boniatos.

Regular los Boniatos

Para regular la circulación de la moneda social y evitar que ningún proveedor entre en desequilibrio excesivo entre sus cuentas en euros y en moneda social, las propias entidades proveedoras podrán implantar de forma opcional dos condiciones:

- Un porcentaje máximo del pago en moneda social. Si, por ejemplo, para un proveedor este valor es del 20%, y realiza una venta de 100 unidades monetarias, podrá aceptar como máximo 20 boniatos; el resto (80) tendrán que ser euros.

- Un límite periódico que se acepta en moneda social. Es el máximo absoluto en moneda social que acepta la entidad en un periodo determinado. Si una entidad ha cubierto su cupo puede dejar de aceptar moneda social hasta el siguiente periodo.



Annexe 4- Billet de boniato pour la Féria



¿Cómo funciona la Auditoría Social?

C Compromiso. Todas las entidades proveedoras que forman parte del Mercado Social de Madrid se comprometen a evaluar su funcionamiento y a mejorar su compromiso con la economía alternativa y solidaria.

T Transparencia. Cada entidad adopta así una actitud de revisión constante y se compromete a informar anualmente de forma transparente sobre su gestión, sus prácticas y alianzas.

P Participación. Esta evaluación es participativa y democrática. Todas las personas y entidades que compran y venden son las que certifican que las entidades son coherentes con los principios de la Economía Solidaria.

E Criterios evaluables. Se han diseñado unos criterios que permiten evaluar el compromiso de cada entidad con principios éticos, democráticos y ecológicos.

¿Por qué una Auditoría Social del MERCADO SOCIAL de Madrid?

Queremos avanzar en la construcción de un mercado alternativo regido por los principios de la economía social y alternativa. Un mercado formado por entidades productoras, comercializadoras y financiadoras así como personas consumidoras que son afines en su crítica al modelo socioeconómico actual.

Pero, ¿Cómo saben las personas consumidoras que están comprando en una entidad que defiende otras prácticas diferentes de las de la economía dominante?

La respuesta es la Auditoría Social. Esta es una metodología de análisis que permite verificar si las entidades proveedoras (sus productos y servicios, pero también su funcionamiento) son coherentes con los principios éticos, democráticos, ecológicos y solidarios que inspiran la construcción del Mercado de la Economía Social.



El valor que nutre la economía social

Más información sobre los pasos a seguir para dar de alta en el MESM:

www.konsumoresponsable.coop

mercadosocialmadrid@konsumoresponsable.coop

Síguenos en:

@MMercadosocial

FanPage: Konsumoresponsable



Mercado Social de Madrid

Auditoría Social

Principios y criterios evaluativos en la Auditoría Social con los que se comprometen las entidades proveedoras del MESM

Gestión de la entidad	Productos	Servicios
<ol style="list-style-type: none"> 1. Bonos fines de transformación social 2. Defensa de rentabilidad integral (medioambiental, social, económica y humana) no centradas en la maximización del beneficio 3. Arraigadas en el territorio 4. Trabajan en red y utilizan estrategias de cooperación 5. Comprometidas con la sostenibilidad medioambiental 6. Condiciones laborales dignas 7. Gestión democrática y participativa 8. Gestión transparente 9. Política comercial no agresiva 10. Compromiso de participación en el MES 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Natural 2. Ecológico 3. Local 4. Artesano 5. Calidad 6. Materiales (sostenibles, locales, no peligrosos, no escasos...) 7. Reciclables, reciclados, reciclados y con eseño empaquetado 8. Producción libre 9. Comercio justo 10. Empresas de inserción 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adaptados a destinatarios y flexibles 2. Evaluación Continua 3. Formación permanente de las personas que los prestan 4. Empleadores de quienes los reciben 5. No perpetúan ningún tipo de discriminación y son ejemplo de igualdad de oportunidades 6. Arraigados en la comunidad local 7. Basados en la experiencia de las entidades proveedoras 8. Diferenciados 9. Interooperación 10. Efecto multiplicador

Procedimiento de Auditoría Social del MERCADO SOCIAL de Madrid

Existe una Comisión de Acogida, Evaluación y Certificación del MES Madrid que se encarga de realizar la Auditoría Social de las entidades proveedoras así como de dirigir el proceso de Certificación.

Esta Comisión está formada por personas consumidoras (a título individual u organizadas en grupos de consumo) y por entidades proveedoras de bienes y servicios que ya se comercializan dentro del MES Madrid.



Anualmente la Comisión de Acogida, Evaluación y Certificación contactará con todas las entidades proveedoras para a realizar el Balance Social anual, cuyos resultados sean publicados y estarán accesibles para todas las personas y entidades del MESM.



Animada a participar escribiendo a mercadosocialmadrid@consumidoresresponsable.coop

Si eres proveedor/a y quieres formar parte del MES Madrid, es necesario seguir tres pasos:

1. Responder un cuestionario inicial y firmar el documento de compromisos con los principios y criterios del MES Madrid.
2. Realizar una entrevista presencial con la Comisión de Acogida, Evaluación y Certificación del MES Madrid.
3. Crear un perfil de tu entidad para darte a conocer en la web consumidoresresponsable.coop

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



CUESTIONARIO INICIAL PARA LA INCORPORACIÓN AL MERCADO DE LA ECONOMÍA SOCIAL DE MADRID Comisión de Acogida, Evaluación y Certificación

El Mercado Social de Madrid es una red, alternativa al mercado convencional, de producción, distribución y consumo de bienes y servicios, cuyo funcionamiento se basa en la confianza mutua y en criterios éticos, democráticos, ecológicos y solidarios. El Mercado Social de Madrid es una iniciativa cuya finalidad es el fortalecimiento de la Economía Alternativa y Solidaria.

Este cuestionario nos permite recoger información y conocer mejor a las organizaciones que desean formar parte del Mercado Social de Madrid. Así como saber en qué medida están vinculadas con los principios de la Economía Alternativa y Solidaria.

Para facilitar la cumplimentación del cuestionario se recomienda que una persona de la organización se haga cargo del proceso. El cuestionario consta de 34 preguntas de autoevaluación que tratan de recoger información sobre los principios y criterios de gestión de la entidad y hacen referencia a los siguientes indicadores: compromiso con la transformación social, arraigo en el territorio y/o participación comunitaria, trabajo en red y/o intercooperación, sostenibilidad medioambiental, condiciones laborales dignas y corresponsabilidad, democracia y participación, igualdad, transparencia, compromiso público con el Mercado Social y con la Economía Alternativa y Solidaria.

La entidad candidata a incorporarse al Mercado Social de Madrid deberá cumplimentar este cuestionario y enviarlo a la Comisión de Evaluación y Seguimiento. Posteriormente la Comisión entrevistará a la entidad interesada, permitiendo resolver cualquier duda respecto al cuestionario, la participación y el funcionamiento del Mercado Social y los derechos y compromisos que adquiere la entidad participante.

Es muy importante contestar a todas las preguntas, hay espacios abiertos para añadir los comentarios que se consideren necesarios para aclarar el sentido de las respuestas. La información recogida en el cuestionario será publicada en la web konsumoresponsable.coop para informar con transparencia a las personas consumidoras sobre las características de cada entidad proveedora.

Quedamos a vuestra disposición para resolver cualquier duda sobre el proceso.

El correo electrónico donde realizar las consultas y enviar el Cuestionario inicial una vez finalizado es:

mercadosocialmadrid@konsumoresponsable.coop

Se pretende, además, que las entidades participantes en el Mercado Social de Madrid cumplimenten un cuestionario similar a este que sirva como herramienta de autoevaluación anual. Con la finalidad de crear una herramienta de balance social que indique el avance y el compromiso de las entidades participantes en el Mercado Social madrileño con los principios y con el funcionamiento de la Economía Alternativa y Solidaria. Las entidades que participen en la realización de este balance social obtendrán la acreditación de haber realizado en balance social del año y entrarán a formar parte de las diferentes campañas de difusión que realice el Mercado Social de Madrid de las entidades acreditadas.

DATOS DE LA ENTIDAD

Nombre de la entidad	Cyclos S. Coop. Mad
Nombre comercial	Cyclos
Forma jurídica	Cooperativa

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



NIF/CIF	F86399839
Ambitos de actividad	Sostenibilidad, Ecología y Medio Ambiente – Eficiencia energética – Movilidad - Urbanismo - Educación – Investigación – Soberanía alimentaria – Consumo ecológico y responsable – Economía ecológica, social y solidaria
Describe el tipo de productos/servicios que se ofrecen al MES	Formación en ecología social Auditorías energéticas Apoyo a grupos de consumo Apoyo a productores ecológicos
Dirección	C/ Montera 34, 5ª Puerta 3
Teléfono	915216281
e-mail	info@cyclocoop.net
Web	www.cyclocoop.net
Perfil Twitter: @.... FanPage Facebook: Otras (G+, Identi.ca, etc.):	No tenemos
Persona/s de contacto	Luis Rico García-Amado
Teléfono	915216281
e-mail	luis@cyclocoop.net

Número total de personas que forman la organización (pueden ser miembros tanto personas como otras entidades)	4
Número de personas socias trabajadoras	3
Número de personas trabajadoras asalariadas (todas las empresas y entidades)	1
Número de personas trabajadoras dadas de alta en la seguridad social (esta pregunta no se publicará en la web)	4
Para entidades de segundo grado: Número de organizaciones socias	



COMPROMISO CON LA TRANSFORMACIÓN SOCIAL

1. ¿Cuál es el sentido y la finalidad del proyecto? (Valores y principios/Visión)	Cyclos es una cooperativa que promueve los valores del ecologismo social	
2. ¿Qué trata de aportar este proyecto a la sociedad? (Misión/Objetivos)	Cyclos realiza proyectos encaminados a la sostenibilidad, la equidad de género y la justicia social.	
3. ¿La entidad está dispuesta a marcarse objetivos de mejora respecto a su compromiso con la transformación social?	Si X	No

TRABAJO EN RED E INTERCOOPERACIÓN

Las preguntas 4, 5 y 6 se refieren a la actividad productiva que se realiza desde tu entidad en colaboración con otras similares y la pregunta 7 hace referencia a otro tipo de colaboraciones que no estén incluidas en lo productivo sino que estén destinadas al sostenimiento de la entidad (actividades reproductivas).

4. ¿Cómo se relaciona tu entidad con otras entidades que proporcionan los mismos productos/servicios o que realizan el mismo tipo de actividades?	
Cyclos forma parte de La Madeja, una red de cooperativas con las que se colabora periódicamente. Dentro de esta red, hemos tenido encuentros periódicos con las otras cooperativas de ámbito ambiental. A su vez tenemos una colaboración muy estrecha con Ecologistas en Acción	
5. ¿Qué tipo de proyectos o iniciativas comparte tu entidad con otras entidades similares?	Formación en temas de sostenibilidad. Proyectos de equidad de género.
6. Número de proyectos que la entidad ha realizado en colaboración con otras entidades similares en el último año.	3
7. Otras actividades o recursos (local, personal, recursos materiales, actividades de gestión etc.) que la entidad realiza en colaboración con otras entidades similares o que la entidad comparte con otras similares. Enumera y describe brevemente cada uno de ellos: - Compartimos local con la cooperativa Pandora Mirabilia (que pertenece al MES) y con la Editorial La Felguera. - - -	

ARRAIGO EN EL TERRITORIO Y PARTICIPACIÓN COMUNITARIA

8. Entidades, movimientos e iniciativas con vocación de mejora social en que la organización o el proyecto participa o colabora. Nos interesa especialmente saber la implicación de la entidad en estas iniciativas y/o movimientos. (Enumere cuáles) - Entidades / colectivos: Ecologistas en Acción - Redes: La Madeja, Red de agroecología de Lavapiés - Coordinadoras / Federaciones: - Otros:
9. ¿Cómo colaboras o participas en las entidades, movimientos e iniciativas que has señalado más arriba? (tiempo dedicado; actividades desempeñadas; recursos, infraestructuras compartidas;

aportaciones económicas; etc.)

Con Ecologistas en Acción hay una red de colaboración muy estrecha. Todos l@s miembr@s de la cooperativa aportamos 2 horas laborales a la militancia en este colectivo.

Con la red de agroecología de Lavapiés se está colaborando en buscar sinergias entre los diferentes grupos de consumo ecológico y nuestro proyecto de conformar una red de productor@s y consumidor@s.

Con otras cooperativas de La Madeja se ha participado en varios proyectos conjuntos

Con el Mercado de Economía Social se está empezando a participar en la Comisión de Acogida

SOSTENIBILIDAD MEDIOAMBIENTAL

Este bloque de preguntas hace referencia a las iniciativas para la sostenibilidad que realiza el proyecto independientemente del lugar en el que se desarrolle (local, oficina, domicilio personal, espacios públicos, espacios naturales...).

10. ¿Existe una política y / o plan de acción de sostenibilidad?	SÍ Siendo una cooperativa de personas que provienen del ecologismo, la sostenibilidad está muy presente en todas nuestras decisiones, tanto individuales como de cooperativa.	NO
11. ¿Qué acciones de sostenibilidad ambiental o cuidado del medioambiente realiza la entidad?		
<p>En primer lugar entendemos que el crecimiento económico es un problema en la actualidad. Por eso el objetivo de la cooperativa no es crecer, sino poder estabilizarnos en unos niveles de trabajo y sueldo adecuados.</p> <p>Por otro lado, tratamos de reducir nuestro consumo o consumir ecológico (por ejemplo en la comida o en los productos de limpieza). Solemos desplazarnos en bicicleta o en transporte público.</p> <p>En cuanto al trabajo que realizamos, nuestro objetivo es que sirva para ir encontrando un modelo alternativo al actual. Por ello trabajamos en proyectos educativos, de eficacia energética o de grupos de consumo, porque entendemos que por ahí vienen algunas de las alternativas a otro modelo de sociedad más justa, democrática y sostenible.</p> <p>Por último, colaboramos con Ecologistas en Acción y donamos parte de las horas de trabajo en militancia.</p>		
a) ¿Se hace reciclaje ...		
- De papel?	Siempre X	
	Con mucha frecuencia	
	A veces	
	Nunca	
- De cristal?	Siempre X	
	Con mucha frecuencia	

	A veces	
	Nunca	
- De plástico?	Siempre X	
	Con mucha frecuencia	
	A veces	
	Nunca	
- De tóners?	Siempre	
No tenemos impresora	Con mucha frecuencia	
	A veces	
	Nunca	
- ¿Otras acciones de reciclaje u otros productos que se reciclen o reutilicen? Tratamos de reutilizar todo el mobiliario que podemos		
b) ¿Se tiene en cuenta el consumo energético de la entidad?	SI X	NO
<p>– Si se utilizan estrategias para reducir el consumo energético de la entidad, comenta alguna de esas estrategias (bombillas de bajo consumo, aparatos de refrigeración, etc.)</p> <p>La oficina cuenta con tubos fluorescentes, pero generalmente se suele trabajar con luz natural. Tratamos de apagar siempre las pantallas de los ordenadores cuando los dejamos un tiempo sin usar. Además, hemos contratado una pequeña empresa distribuidora formada por electricistas de todo el estado (Feni energía).</p> <p>- Si no se utilizan (y quieres), explica tu respuesta</p>		
c) ¿Se tiene en cuenta el consumo de agua de la entidad?	SI X	NO
<p>– Si se utilizan estrategias para reducir el consumo de agua de la entidad, comenta alguna de esas estrategias (sistemas de media carga, colocar botellas en las cisternas, filtros para reducir el caudal de agua, etc.)</p> <p>Dado que trabajamos en un edificio con muchas oficinas tenemos pocas posibilidades de incidir en el equipo de agua. Sin embargo, tratamos de consumir el menor agua posible en todas nuestras acciones</p> <p>- Si no se utilizan (y quieres), explica tu respuesta</p>		
d) ¿Se tiene en cuenta el impacto ambiental de los medios de transporte utilizados?	SI X	NO
<p>– ¿Qué tipo de medios de transporte se utilizan en los desplazamientos habituales vinculados a las actividades que realizan las personas que forman parte de la entidad?</p> <p>El transporte que más utilizamos es la bicicleta. También usamos el transporte público.</p>		

<p>– ¿Qué tipo de medios de transporte elige la entidad cuando alguno de sus miembros tiene que realizar viajes más largos?</p> <p>Tratamos de elegir aquellos con menor huella de carbono. En desplazamientos más largos tratamos de utilizar el tren convencional (si lo hay). Por ejemplo a Barcelona cuando hemos ido ha sido en el tren nocturno. A veces usamos el avión en un proyecto europeo que tenemos (aunque en una ocasión hemos llegado hasta Bruselas en tren)</p>
<p>12. ¿Se tienen en cuenta otros impactos? (acústico, visual, olores, etc.)</p> <p>No tenemos mucho impacto acústico o visual. Los olores los controlamos con cubos que tienen tapa.</p>
<p>12. ¿Qué acciones de mejora medioambiental ha hecho la organización durante el último año?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseguir estabilizar una red de productores y consumidores ecológicos. - Poder alquilar una oficina donde controlemos algunos aspectos que aquí no controlamos (como las bombillas, el gasto de agua, etc.) - Disminuir el impacto del correo electrónico (si no vacías la bandeja de entrada emites más CO2) - Conseguir un cuarto para bicis en el edificio

CONDICIONES LABORALES DIGNAS Y CORRESPONSABILIDAD

<p>13. ¿Cuál es la estructura organizativa de la entidad? (Por ejemplo: asamblea, por comisiones, jerárquica, horizontal, etc...) asamblea (horizontal).</p> <p>Las 4 personas (3 soci@s y un trabajador) contamos igual</p>									
<p>14. ¿Existe un plan de formación para las personas que participan en la entidad?</p>	<table border="1"> <tr> <td>SI</td> <td>NO</td> </tr> <tr> <td>X</td> <td></td> </tr> </table>	SI	NO	X					
SI	NO								
X									
<p>15. Indica las actuaciones formativas (en horario laboral o financiadas por la entidad) del último año en que hayan participado alguna/s personas de la entidad:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cada trabajador cuenta con 60 horas al año para actividades de formación que puede usar libremente - - 									
<p>16. Indica el tipo de contratos y el número de personas vinculadas a cada tipo de contrato</p> <table border="1"> <tr> <td>Tipo de contrato:</td> <td>Personas contratadas y horas de contrato:</td> </tr> <tr> <td>-4 Contratos a jornada completa por la seguridad social</td> <td>- Todos los contratos (4) a jornada completa (35h/semana)</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>-</td> <td>-</td> </tr> </table>		Tipo de contrato:	Personas contratadas y horas de contrato:	-4 Contratos a jornada completa por la seguridad social	- Todos los contratos (4) a jornada completa (35h/semana)	-	-	-	-
Tipo de contrato:	Personas contratadas y horas de contrato:								
-4 Contratos a jornada completa por la seguridad social	- Todos los contratos (4) a jornada completa (35h/semana)								
-	-								
-	-								
<p>17. ¿Cómo se organizan las jornadas laborales de las personas trabajadoras?, ¿Permitís flexibilidad de horarios y lugares de trabajo?, ¿Tenéis en cuenta las circunstancias personales y familiares a la hora de organizar horarios?</p> <p>Cada trabajador/a se organiza las horas de trabajo como puede. Tratamos de conciliar al máximo, de</p>									

hecho tenemos horas previstas para enfermedades de hij@s		
18. ¿Qué mecanismo de selección de personal utilizáis, INEM, ETT, contactos personales.....?		
Contactos personales		
19. ¿Adelantáis nóminas en momentos puntuales?	SI	NO Nunca ha hecho falta
20. ¿Favorecéis las relaciones de cooperación entre los trabajadores del negocio?	SI X	NO

IGUALDAD

21. Número total de trabajadores hombres	Socios 2	Trabajadores 1
Cuántos de ellos son:		
-Personas con diversidad funcional	0	0
-Migrantes	0	0
-Pertenecientes a minorías étnicas o sociales	0	0
-Personas en riesgo de exclusión social o en situación de necesidad	0	0
22. Número total de trabajadoras mujeres	Socias 1	Trabajadoras 0
Cuántas de ellas son:		
-Personas con diversidad funcional	0	0
-Migrantes	0	0
-Pertenecientes a minorías étnicas o sociales	0	0
-Personas en riesgo de exclusión social o en situación de necesidad	0	0
23. ¿Hay una política o plan de igualdad en la entidad?	SI Nos parece muy importante. Tratamos de transversalizar5 el género en los proyectos en los que participamos. Fomentamos la participación de todas las personas es igual, sin distinguir el sexo. Tratamos de repartir todo el trabajo y cuidar la corresponsabilidad.	NO

	Queremos incrementar el ratio de mujeres/hombres.	
Reparto de las tareas de responsabilidad en la entidad (patronato, consejo rector, gerencia, jefes/as de área, junta directiva, coordinadores/as, responsables de comisiones ...)		
a) Número de mujeres que participan asumiendo tareas de responsabilidad	1	
b) Cuántas de ellas son: - Personas con diversidad funcional - Migrantes - Pertenecientes a minorías étnicas o sociales - Personas en riesgo de exclusión social o en situación de necesidad		
c) Número de hombres que participan asumiendo tareas de responsabilidad	3	
d) Cuántos de ellos son: - Personas con diversidad funcional - Migrantes - Pertenecientes a minorías étnicas o sociales - Personas en riesgo de exclusión social o en situación de necesidad		
24. ¿Tenéis en cuenta la conciliación familiar de todas las personas que trabajan en el establecimiento?	Sí X	NO
25. Banda salarial		
a) Salario más bajo bruto anual? (calculado en base a jornada completa)	15630 €	
b) Salario más alto bruto anual? (calculado en base a jornada completa)	15630 €	
Por favor, explica los criterios en base a los cuales se establecen estas diferencias no hay diferencias		
26. Sólo para sociedades cooperativas y sociedades laborales Grado de cooperativización. De las personas contratadas, cuántos son socios/as trabajadores/as?	3 soci@s y un trabajador que se hará socio próximamente	

DEMOCRACIA Y PARTICIPACIÓN

27. ¿Qué mecanismos de información y participación utiliza la entidad con las personas que participan en ella? (Por ejemplo: asambleas, reuniones de coordinación, boletines, intranet, grupos de trabajo...)		
Asambleas		
28. ¿Cuántas personas participan en la toma de decisiones de la entidad? (Con voz y voto)		
	Nº Socias	Nº Trabajadoras
-Decisiones estratégicas	3	1
-Decisiones operativas	3	1
-Decisiones funcionales	3	1

29. Participación en la elaboración de la política vigente en la entidad	
a) ¿Cuántas personas (socias, asalariadas...) participaron en la formulación del último plan estratégico o en la planificación general de la entidad?	4
b) ¿Cuántas personas (socias, asalariadas...) participaron en la elaboración del último presupuesto de la entidad?	4
c) ¿Cuántas personas (socias, asalariadas...) participaron en la formulación de la última propuesta de destino de los excedentes?	No hemos tenido excedentes
30. Participación en la toma de decisión de la política vigente de la entidad	
a) ¿Cuántas personas participaron en la aprobación del último plan estratégico o de la planificación general de la entidad?	4
b) ¿Cuántas personas participaron en la aprobación del último presupuesto?	4
c) ¿Cuántas personas participaron en la última aprobación del destino de los excedentes?	No hemos tenido excedentes
31. Participación en la elección de los miembros de los órganos de gobierno en activo ¿Cómo se reparten las funciones y las responsabilidades en la entidad? ¿Quién lo decide? ¿Se evalúan los resultados de la asunción de responsabilidades de cada persona? ¿Cómo se evalúan?	
a) ¿Cuántas personas participaron en la última elección de los miembros de los órganos de gobierno?	4 (aunque los órganos de gobierno son puramente nominales)
b) ¿Cuántas personas participaron en la última elección de los cargos de responsabilidad (gerentes / coordinadores / directores)?	Ver respuesta anterior
32. Número de personas que integran la Junta de Gobierno o Consejo Rector:	3
33. ¿De qué modo participan o pueden participar la clientela, proveedores/as, sociedad, de las decisiones de la entidad? A través de contactos con 1@soci@s y el trabajador.	

TRANSPARENCIA

34. ¿La organización está dispuesta a realizar periódicamente una evaluación de los principios por los que se rige?	SI	NO
	X	
35. ¿La organización está dispuesta a hacer públicos los resultados de dicha evaluación?	SI	NO
	X	
SI has contestado que NO, por favor, explica por qué		

COMPROMISO PÚBLICO CON EL MERCADO SOCIAL Y CON LA ECONOMÍA ALTERNATIVA Y SOLIDARIA

36. Grado de implicación en la construcción del mercado social	
a) ¿De cuántos/as proveedores/as dispone la organización	0

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



aproximadamente?					
b) ¿Cuántos/as de ellos/as pertenecen a la economía alternativa y solidaria?	0				
c) ¿De cuántos/as clientes/as dispone la organización aproximadamente?	3				
d) ¿Cuántos/as de ellos/as pertenecen a la economía alternativa y solidaria?	2				
e) ¿Cuántas personas trabajadoras de la entidad consumen productos/servicios procedentes de la economía alternativa y solidaria?	4				
<p>Nota aclaratoria acerca de este punto:</p> <p>Cyclus está desarrollando un proyecto de red entre productor@s de consumo ecológico y grupos de consumo (La eComarca). No consideramos que sean proveedores ni clientes, pues tratamos de evitar el papel de intermediarios. En la actualidad contamos con 5 grupos de consumo y unos 20 productor@s. Ningun@ de eli@s forma parte del MES. La idea es que se vayan incorporando a éste, pero dado que el proyecto se está iniciando aún no se ha trabajado en esta línea</p>					
37. Grado de implicación en las finanzas éticas					
a) ¿Qué porcentaje de los recursos económicos de la organización están depositados en una entidad de finanzas éticas? ¿En cuál o cuáles?	Sólo tenemos una cuenta en Triodos Bank. Dentro de poco abriremos una en Coop 57				
38. Grado de utilización de los bienes del procomún					
a) ¿Utiliza la entidad Software libre en sus equipos informáticos?	<table border="1"> <tr> <td>SÍ</td> <td>NO</td> </tr> <tr> <td>X</td> <td></td> </tr> </table>	SÍ	NO	X	
SÍ	NO				
X					
b) ¿Utiliza la entidad licencias libres como Creative Commons en sus producciones?	<table border="1"> <tr> <td>SÍ</td> <td>NO</td> </tr> <tr> <td>X</td> <td></td> </tr> </table>	SÍ	NO	X	
SÍ	NO				
X					

OBJETIVOS DE MEJORA DE LA ENTIDAD PARA EL AÑO
1. Uno de nuestros objetivos, aunque aún está lejos de poder realizarse, es poder disminuir la jornada laboral para poder mejorar las políticas de conciliación
2. Aumentar el ratio de mujeres
3. Fomentar la incorporación de productores/as ecológicos en el MES
4.
...



EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

Por mercado social entendemos una **red de producción** de bienes y servicios, **distribución, consumo y aprendizaje común**, que funciona con **criterios éticos, democráticos, ecológicos y solidarios** en un territorio determinado.

Este mercado pretende superar las reglas negativas del mercado convencional, estableciendo un mercado alternativo que opere bajo criterios y relaciones económicas justas. Estará integrado principalmente por empresas y entidades sociales productoras de bienes y servicios, empresas y entidades sociales distribuidoras (cooperativas de consumo, redes de intercambio, tiendas de comercio justo...) así como consumidores y consumidoras responsables individuales y colectivos.

Desde todas aquellas empresas y entidades sociales que queremos construir un "Mercado Social" surge el interés de realizar un nuevo esfuerzo que nos exija dar un paso más en nuestro compromiso social, este paso nos debe llevar a ser coherentes personal y profesionalmente en todo aquello que exigimos al resto de la Sociedad.

Para ello el Mercado de la Economía Social (MES) promueve como principio básico la **igualdad de oportunidades entre todos los miembros de la red**, buscando la intercooperación y no la competencia de sus miembros, buscando el equilibrio y la equidad necesaria entre todos los nodos de la red.

Este principio de equidad, básico para entender relaciones orientadas por la reciprocidad, se asienta sobre la defensa del principio de **democracia interna** y de **respeto al medio ambiente**. Se busca así una economía que tiene como principios básicos la generación **sin ánimo de lucro** de bienes y servicios.

Unos elementos que no se pueden concebir sin el **compromiso con el entorno** humano más cercano y sus lazos socioambientales, donde la defensa de las redes locales, la comunidad y lo común son su piedra angular. Entendiendo el **MES** como una **herramienta** que tiene como aspiración última la **transformación social**.

Nuestra actuación en la red es muy importante ya que de algún modo nos ha convertido en mensajeros del compromiso social y de la economía solidaria. Nuestra gestión y saber hacer deben ser ejemplo de aquello por lo que cada día trabajamos.

Por tanto, la firma de este documento pretende, poner de manifiesto un **compromiso** concreto hacia un conjunto de disposiciones que deben regir nuestra actividad, fortaleciendo la credibilidad de nuestro trabajo. Este compromiso seguro traerá consigo innumerables aspectos positivos: mayor motivación y compromiso social de nuestros trabajadores, mejora de la cultura corporativa, aumento de nuestro valor añadido como entidades sociales, mayor eficacia a largo plazo, mejora de nuestra imagen y proyección social, etc. Pero también debemos ser conscientes de los inconvenientes que puede traer consigo: aumento de los costes operativos, de los costes económicos directos e incluso de los recursos.

Este compromiso y nuestra **voluntad de transparencia** nos deberá llevar, por tanto, a desarrollar mecanismos de control y seguimiento que permitan a cada entidad social valorar su comportamiento ético en relación a sus objetivos, así como el grado de cumplimiento de las disposiciones que se desarrollan en el presente documento. Estos mecanismos pondrán de manifiesto la mejora continua de nuestra gestión y



podrán consistir en Auditorías Sociales, Sistemas de Control Interno o en permitir la supervisión por parte de Organismos Sociales o por los propios consumidores de la red a los que las propias entidades firmantes puedan dar autorización para ello.

El plan de trabajo para dinamizar el Mercado Social pretende acordar una forma de organización y estructura que desarrolle diferentes herramientas como la creación de una página Web, marca unificada, puntos de comercialización y logística, etc.

Por estos motivos el MES no puede ser un mero espacio de transacción económica sino que, por medio de la implicación social de la economía que promueve, tiene también como elemento vertebrador la creación de un **espacio de reflexión** en torno a la construcción de una economía que toma como medida de las cosas a las personas, la promoción de otros modelos de consumo donde primen los fines sociales y la gestión sea transparente.

Un espacio de formación y cooperación que se apoya sobre redes ya existentes y que persigue los siguientes objetivos:

1. Promover la solidaridad, la reciprocidad, la ayuda mutua y la cooperación.
2. Articularse en torno a la autonomía, la autogestión y la interdependencia.
3. Extender la creatividad, abriendo nuevas vías y maneras de hacer, explorando vías no transitadas con una actitud proactiva y propositiva.
4. Generar confianza y cercanía en los distintos niveles de participación.
5. Apoyar formas de relación reticular y que trabajen en red.

Como integrantes del Mercado Social nos comprometemos al cumplimiento de los siguientes COMPROMISOS:

PRIMERO.- En lo que a los compromisos se refiere las Entidades firmantes deben seguir las siguientes pautas:

- a. Cada entidad se compromete a participar en la gestión y difusión de este instrumento y al intercambio de información con el resto de entidades del mercado social.
- b. Todos aquellos productos y servicios que se encuentren ofertados en el mercado social deberán ser consumidos con carácter preferente a los equivalentes en el mercado ordinario. Sólo la falta de oferta, distribución irracional o precio no razonable del producto dentro/servicio del mercado social, justificará el incumplimiento de este compromiso.
- c. Cada entidad invitará a su personal, en la medida de sus posibilidades, al consumo de productos y servicios en el mercado social. Para ello permitirá, si fuera necesario, la distribución de los productos en el centro de trabajo.

SEGUNDO.- Todas las entidades se comprometen a hacer publicidad del MES, poniendo a disposición del resto de entidades todas las capacidades de publicidad conjunta posibles que, además, se complementará con la generación de una marca común que unifique e identifique los productos y servicios que pertenecen al MES. Este compromiso se hará extensivo a la promoción del MES dentro de los sectores comerciales de cada una de las entidades adheridas al MES.

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



TERCERO.- Todas las entidades se comprometen a respetar los Y CRITERIOS DE GESTIÓN PARA LAS ENTIDADES PROVEEDORAS (Ver ANEXO 1) y a tender que sus productos y servicios se ajusten al máximo a los CRITERIOS PARA PRODUCTOS DEL MES (Ver ANEXO 2) Y CRITERIOS PARA SERVICIOS DEL MES (Ver ANEXO 3)

CUARTO.- En lo que se refiere al desarrollo de Programas de la Administración Pública deberemos ejecutarlos no sólo desde la eficacia y la eficiencia sino además con una gestión solidaria y justa. En las memorias que se presenten, como justificación, debe quedar claramente reflejado con quien contratamos nuestros suministros y porque. La Administración debe reconocer en nuestra gestión la ética y uso del Mercado Social como base de nuestra actuación.

QUINTO.- Las entidades firmantes se comprometen a facilitar toda la información requerida por los órganos de control y seguimiento que se establezcan desde el MES, que irán encaminados a testar el cumplimiento de los criterios fijados para el funcionamiento y desarrollo del MES.

SEXTO.- El MES se dotará asimismo de la forma jurídica que considere más oportuna para garantizar la participación efectiva y democrática de todas las entidades suscritas, así como la de consumidores u otras figuras que puedan participar del mismo.

Este documento será la garantía de funcionamiento del MES y será revisado anualmente con la intención de seguir avanzando en la construcción del Mercado Social.

A la firma de este acuerdo, la entidad _____ con CIF. _____, representada por _____ con el cargo de _____, se compromete a cumplir con las disposiciones desarrolladas en el presente documento y a guiarse por los principios y valores éticos que lo inspiran.

En Madrid a ___ de _____ de 20__

Firma y sello de la entidad:



ANEXO 1

PRINCIPIOS Y CRITERIOS DE GESTIÓN PARA LAS ENTIDADES PROVEEDORAS

a. El MES está constituido por entidades entre cuyos fines está la **transformación social**, que con su actividad construyen una sociedad justa, libre, democrática e igualitaria. Entidades que con su actividad promueven la **toma de conciencia** acerca del poder transformador personal y colectivo.



b. Son entidades que defienden la **rentabilidad integral**: económica, medioambiental, humana y social, por tanto, estas entidades no tienen como su fin la maximización del beneficio económico.

c. Se trata de entidades **arraigadas en el territorio** donde desempeñan su trabajo. Que participan en la detección de problemas y en la búsqueda y puesta en marcha de soluciones en la comunidad local en la que están insertas.

d. Se trata de entidades que **trabajan en red**. Entendemos que la rentabilidad tiene que ser "de" y "para" todos los intervinientes en la cadena o proceso de un producto o servicio, de manera equitativa. En ese sentido se apuesta por **estrategias cooperativas** para lograr beneficios mutuos, estableciendo entre sí relaciones de complementariedad, reciprocidad, confianza y participación para abordar metas comunes bajo el principio de que todos salimos beneficiados.

e. Son entidades que se reconocen ecodependientes, comprometidas en sus objetivos y en su actividad con la **sostenibilidad medioambiental**. Hacen un uso equilibrado y respetuoso de los recursos necesarios para el desarrollo de su actividad.

f. Son entidades comprometidas y corresponsables con el bienestar de las personas que trabajan y/o colaboran voluntariamente en ellas, sean socias o no. En el caso de entidades con trabajos remunerados, estas establecen **condiciones laborales dignas** para las personas trabajadoras (salario, jornada laboral, uso del tiempo, formación, beneficios sociales, apoyo en el cuidado de personas a cargo, espacio, etc.)

g. Son entidades en las que todas las personas trabajadoras tienen iguales derechos y deberes, tienen la oportunidad de participar en igualdad de condiciones en la toma de decisiones y en el diseño de las líneas estratégicas de la entidad. Son entidades que apuestan por la **gestión democrática, horizontal y participativa**.

h. Son entidades cuya **gestión es transparente**, dispuestas a evaluar periódicamente y con la participación de las personas consumidoras y/u otros proyectos sociales su compromiso público con los principios sociales por los que se rige.

i. Son entidades que optan por una **política comercial no agresiva** y no participan en competencia desleal.

j. Son entidades que **hacen público su compromiso de participación en el mercado social**, compromiso que se muestra en su permanencia y en su implicación en la construcción, mantenimiento y ampliación del

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



mercado social.

ANEXO 2

CRITERIOS PARA LOS PRODUCTOS DEL MES



Los siguientes criterios marcarán la tendencia de calidad a la que aspiran todos los productos que forman parte del MES:

- a. **Natural.** Procurando que el producto original no sufra alteraciones o contaminaciones por medio de procedimientos químicos, de refinado o por tintes contaminantes y que su elaboración se realice con estos mismos criterios.
- b. **Ecológico.** Que acompañe al ciclo natural del territorio donde ha sido producido, que respeta el ecosistema en el que se distribuye, vende y consume, que está pensado para no alterar el medio y sus habitantes. Productos sanos, con las personas y con el entorno, conociendo de donde vienen, con una interacción continua entre la producción y el consumo de estos productos.
- c. **Local.** Que haya sido producido preferentemente en las proximidades de los centros de consumo y que está pensado, diseñado, distribuido o comercializado a pequeña escala y en contacto directo con los demás agentes económicos de un territorio, con proveedores conocidos y cercanos.
- d. **Artesano.** Productos artesanales producidos por artesanos/as, ya sea totalmente a mano o con la ayuda de herramientas manuales o incluso de medios mecánicos, siempre que la contribución manual directa del artesano/a siga siendo el componente más importante del producto acabado. Se producen utilizando materias primas procedentes de recursos sostenibles.
- e. **Calidad.** La calidad debe garantizar todos los aspectos técnicos y específicos del producto desde la producción hasta la distribución y entrega del producto a los clientes, minimizando costes económicos y ecológicos, y cuidando la relación cliente-proveedor. La calidad también tiene que ver con respetar o mejorar los tiempos de elaboración y los ritmos de producción, dejando un mayor espacio a la participación en la producción y el consumo para no caer en la "efectividad a ultranza" o el bajo coste.
- f. **Materiales.** Que los materiales utilizados sean sostenibles, de producción local (siempre que sea posible) y priorizando para el empaquetado los materiales reciclados o biodegradables, valorando se la reducción al máximo del embalaje en los productos.
- g. **Reutilizables, Reciclados y Reciclables.** Que los productos tengan en cuenta la minimización de los impactos ambientales a través de la reducción de la producción de residuos, reducción del consumo de recursos, utilización de alternativas realizadas con productos monomateriales o reciclados o que provengan de recursos renovables gestionados de forma sostenible o, en el mejor de los casos, sean reutilizables.
- h. **Producción Libre.** Los productos del MES serán reconocidos como bienes del procomún. Por ello podrán distribuirse de manera libre y contarán con licencias de reproducción, copia y distribución sobre las más abiertas posibles. En ese sentido, se favorecerán el uso del Software libre y de licencias como las Creative

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



Commons que ayuden a la difusión de la cultura libre.

i. **Comercio Justo.** Que garantiza condiciones laborales dignas en toda la cadena de producción y suministro, especialmente en los casos de subcontratación y deslocalización en países empobrecidos. Asegura una relación comercial basada en criterios de equidad y justicia que favorecen la mejora de las condiciones de vida y el empoderamiento de las comunidades productoras de origen.

j. Productos provenientes de **empresas de inserción** que permitan a las personas en riesgo de exclusión, además de obtener unos ingresos por su trabajo, adquirir una formación sociolaboral.

ANEXO 3

CRITERIOS PARA LOS SERVICIOS DEL MES

Los servicios ofrecidos por las entidades que forman parte del MES se caracterizan por:



- a. Son servicios **creativos, flexibles** y adaptados a la diversidad de las personas y los grupos con los que se trabaja.
- b. Son servicios enmarcados en un proceso constante de acción-reflexión, de manera que los servicios realizados **se evalúan de forma permanente** para adaptarlos y mejorarlos.
- c. Esta mejora continua en la prestación de los servicios que ofrece el MES también se garantiza a través de procesos de **formación continua** de las personas profesionales encargadas de la implantación de los servicios.
- d. Son servicios con **vocación transformadora**, que trabajan por el empoderamiento de las personas y los colectivos destinatarios.
- e. Son servicios que no perpetúan la discriminación por razón de género y son buenos **ejemplos de igualdad de oportunidades**.
- f. Se trata de servicios **arraigados** preferentemente en la **comunidad local** en la que se desarrollan y, a su vez, **contextualizados en lo global** y conscientes de su impacto.
- g. Las entidades prestadoras de los servicios en el MES están en condiciones de **acreditar su experiencia** y su saber experto en aquellas áreas de trabajo en las que están especializadas.
- h. Las entidades que prestan servicios en el MES lo hacen desde la **reflexión sobre sus propios procesos** y experiencias como colectivos que continuamente **se reinventan y tejen red**. De tal modo que en los proyectos que emprenden incorporan un saber colectivo que construye una forma propia de pensar, de sentir y de hacer.
- i. Los servicios que se prestan en el MES son resultado de la **intercooperación** entre las entidades participantes. La intercooperación permite enriquecer los servicios y los proyectos que se emprenden en base a la complementariedad de los saberes expertos de las diferentes entidades, en consecuencia se obtienen

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



proyectos sólidos y de alta calidad.

j. Los servicios que se ofrecen en el MES tratan de conseguir un **efecto multiplicador** entre las personas destinatarias y por ello los proyectos que se desarrollan incorporan de forma transversal la necesidad de transformar el mercado y reconstruirlo desde la justicia, la democracia, la igualdad y la libertad.

Annexe 8-Fiche Web de Cyclos

1/2

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



FICHA DE IDENTIFICACIÓN DE LAS ENTIDADES PROVEEDORAS DEL MERCADO DE LA ECONOMÍA SOCIAL DE MADRID

Comisión de Acogida

Por favor, rellena con los datos de tu entidad la ficha que aparece a continuación. Y envíala a la siguiente dirección de correo electrónico: mercadosocialmadrid@konsumoresponsable.coop.

Estos serán los datos básicos de tu entidad que aparecerán en el portal web: <http://www.konsumoresponsable.coop/mercado-social-madrid> cuando las personas usuarias de la web quieran obtener información sobre tu entidad.

DATOS DE LA ENTIDAD

Nombre de la entidad	Cylicos S.Coop. Mad
Nombre comercial	Cyclos
Forma jurídica	Cooperativa
NIF/CIF	F86399839
Ámbitos de actividad ¹	Alimentación, bebidas y restauración Energías renovables, construcción y ecoeficiencia Educación, Formación y sensibilización Asesoría, Consultoría, Servicios Profesionales
Describe el tipo de productos/servicios que ofrece la entidad	Alimentación, bebidas y restauración Cyclos dinamiza el proyecto La eComarca (www.laecomarca.org), una red para poner en contacto a pequeños productores/as de productos ecológicos y grupos de consumo Energías renovables, construcción y ecoeficiencia Cyclos desarrolla auditorías energéticas para disminuir el consumo energético en edificios y viviendas. Educación, Formación y sensibilización

¹ La información que aportes en este apartado será la información que aparecerá sobre tu entidad en la página principal del Mercado de la Economía Social de Madrid en la web: <http://www.konsumoresponsable.coop/mercado-social-madrid>. El resto de la ficha estará accesible en la web pero en segundo lugar, cuando las personas usuarias pinchen sobre el nombre de tu entidad.

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID

	<p>Talleres y cursos formativos sobre ecologismo social, ecoeficiencia, economía ecológica y agroecología.</p> <p>Asesoría, Consultoría, Servicios Profesionales</p> <p>Investigación y consultorías y elaboración de materiales sobre procesos socioecológicos y participativos.</p>
Dirección	C/ monterera 34, 5º3 (28013)
Teléfono	91 5216281/ 653970512
e-mail	info@cyclos.net
Web	www.cyclos.net www.laecomarca.org
Persona/s de contacto Teléfono e-mail	Luis Rico García-Amado 654248912 luis@cycloscoop.net
Observaciones	

Annexe 9- Fiche de monnaie sociale de Cyclos

MERCADO de la ECONOMÍA SOCIAL de MADRID



DATOS DE LA ENTIDAD PARA OPERAR CON LA MONEDA SOCIAL Comisión de Acogida

Para participar en la operativa con moneda social en el Mercado de la Economía Social de Madrid necesitamos que nos facilites los datos que se recogen en la ficha que tienes a continuación.

Por favor, envía esta ficha a la siguiente dirección de correo electrónico:
mercadosocialmadrid@konsumoresponsable.coop.

DATOS DE LA ENTIDAD¹

Nombre de la entidad: Cyclos S. Coop. Mad	
Conceptos	Valor
Descuento aplicable sobre el valor de la venta del que se beneficiará la persona consumidora (se sugiere una media de un 3%)	5% Cursos: 10%
Si esta opción no se ajusta a lo que tu entidad puede ofertar, por favor, haz una propuesta sobre qué tipo de descuentos aplicables en moneda social podría ofrecer tu entidad:	
Porcentaje máximo sobre el valor de la venta que se acepta cobrar en moneda social	25%
Límite mensual en moneda social que la entidad acepta recibir como pago de la venta de sus productos o servicios	250
Descuento directo en euros a personas consumidoras (sólo para entidades que tengan dificultades para incorporarse a la operativa con la moneda social y/o para entidades que tengan que irse acoplando paulatinamente a la misma)	
Porcentaje aplicable sobre el valor de la venta para contribuir con el mantenimiento del portal web. (Mínimo recomendado: 2%)	2%

¹ Estos datos podrán ser modificados en cualquier momento a petición de la entidad. Los cambios propuestos se reflejarán en las herramientas de difusión de que dispone el Mercado de la Economía Social para informar a las personas consumidoras que en él participan.

Annexe 10- Balance Social - Politique d'entreprise
1/2

INDICADORES DE POLÍTICA LABORAL						
ÁREAS A EVALUAR						
	RESPUESTA		PORCENTAJE			
	SI	NO	25	50	75	100
1.- FORMACION						
¿Hay una política de formación ?						
¿Se aplican medidas que posibilitan la formación de las personas trabajadoras?						
¿Está la formación incluida en el horario laboral?						
¿Se paga la formación? ¿Se ayuda en alguna medida a cubrir el coste de la formación?						
La formación que facilita la entidad incluye :						
- Adquisición de aprendizajes para el desarrollo personal						
- Adquisición de aprendizajes para el desarrollo profesional						
¿Se fomenta un intercambio de conocimientos y habilidades entre las personas trabajadoras ?						
2.- RELACIONES SINDICALES/REPRESENTACIÓN DE LAS PERSONAS TRABAJADORAS						
¿La representación sindical se ajusta a la legislación vigente? (en función del tipo de entidad y del número de personas trabajadoras)						
¿ Se autogestionan de forma asamblearia las personas trabajadoras ?						
¿ Se consideran otros modos de representación laboral como la autogestión de las personas trabajadoras ?						
3. IGUALDAD						
¿ Hay una política de igualdad ?						
Diversidad en la entidad						
- % de mujeres						
- % de trans						
- % de personas con diversidad funcional						
- % de migrantes						
- % minorías étnicas						
- % personas en riesgo de exclusión (edad, paro prolongado...)						
¿Hay un plan de gestión de la diversidad? Lenguaje, comunicación, adaptación...						
¿Se aplican medidas de discriminación positiva?						
4.- CONDICIONES LABORALES						
Política salarial de la entidad: diferencia entre salario más alto y más bajo						
Tipo de contratos, jornadas...						
- % de contratos indefinidos						
Salud (ver ítems economía del bien común)						
Física						
¿ Se adapta el puesto de trabajo a la persona y no al revés ?						

¿ Se toman las medidas preventivas para que no se produzcan accidentes ni enfermedades comunes adquiridas en el trabajo, ni se desarrollen enfermedades profesionales ?		
Psíquica		
¿ Se valora las circunstancias psíquicas y emocionales de las personas trabajadoras ?		

5.- FLEXIBILIDAD, CONCILIACIÓN Y CUIDADOS

¿ Existe flexibilidad horaria ? (diaria, mensual, anual.)		
¿ Existe la posibilidad de realizar el trabajo en otro lugar adaptándose a las necesidades de las trabajadoras		
En el supuesto de tener varios centros de trabajos, ¿ se tiene en cuenta la cercanía al domicilio personal ?		
¿ Se facilita la movilidad de tareas y funciones, según las inquietudes de las personas trabajadoras ?		
En caso de baja, ¿ hay alguna mejora sobre las prestaciones estipuladas por ley ? (Del tipo complementar el salario o extensión del tiempo de baja)		
¿ Existe algún tipo de ayuda o complemento cuando la persona tiene a alguien a su cargo ?		

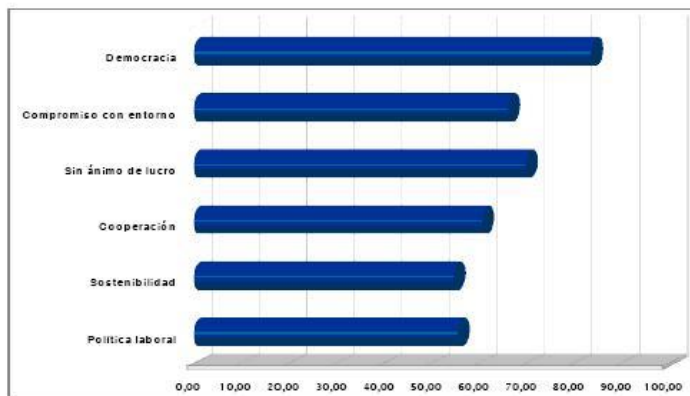
Annexe 11- Balance Social – Démocratie
1/10

Resultados

Nombre entidad: **Garúa S. Coop. Mad.**

Política laboral	55,64
Sostenibilidad	54,75
Cooperación	60,75
Sin ánimo de lucro	69,97
Compromiso con entorno	66,27
Democracia	83,75

La máxima puntuación por cada Indicador es 100



La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

Indicador	Valor de evaluac	100 #N/D	
		V	P
Participación			
Grado de cooperativización	% trabajadores socios o dueños entidad	20	0,00
Corresponsabilidad			
% trabajadores que participaron en la planificación general de la empresa y en la elaboración del presupuesto	Estructura organizativa	20	#N/D
	% trabajadores que realizan la aprobación del plan general y la elaboración del presupuesto	10	0,00
	% trabajadores que participaron en la elección de los cargos de responsabilidad	10	0,00
		10	0,00
Participación externa			
¿puede participar la clientela, proveedores y sociedad en las decisiones de la entidad?		5	0,00
Transparencia interna			
% trabajadores que conocen la marcha económica de la entidad		10	0,00
	% trabajadores que conocen los resultados económicos del año anterior (son públicos los salarios y otras remuneraciones?)	10	0,00
Transparencia externa			
¿ha re-evaluado los principios por lo que se rige en el tiempo establecido?		10	0,00
	% datos accesibles al público	15	0,00

intentar traducir a 4 categorías

buscar indicadores sobre participación en la propia estructura (coopes diferente si) Procesos de incorporación

fundir ejemplos hechos que se acoplen a todas las formas jurídicas

fusionar 2 primeras preguntas- en las categorizaciones ponerla en %trabajadores saben, periodicidad y areas

???interpretar pregunta y reformularla dividir en 4 tipos de datos (consumo...)

Datos

RELLENAR SÓLO LOS DATOS EN ROJO DE CADA HOJA
LEER LAS NOTAS ANTES DE RELLENAR

Hacer versión reducida y ampliada de preguntas.
La ampliada dará más puntos en Transparencia
Los datos absolutos podrán ser públicos o no.
Computará en positivo en la sección de Democracia/Transparencia

Datos entidad		2011	
Sector		Oficinas	
Masa salarial		109 158,43 €	
Intereses financieros y rentas inmobiliarias		746,21 €	0,68%
Subvenciones		0,00 €	0,00%
Excedentes		29 588,62 €	27,11%
	para redes y/o asociaciones	12 424,24 €	41,99%
	para reservas e inversiones propias	6 865,75 €	23,20%
	para repartir entre socios o dueños	10 298,63 €	34,81%
Bruto anual máximo para jornada completa		25 000,00 €	
Bruto anual mínimo para jornada completa		20 000,00 €	
Bruto anual medio para jornada completa		22 000,00 €	
Nº total de trabajadores		7	
	Mujeres	2	28,57%
	Con diversidad funcional	0	0,00%
	Migrantes	0	0,00%
	De minorías étnicas	0	0,00%
	En riesgo de exclusión	0	0,00%
Trabajadores socios o dueños empresa		7	100,00%
Trabajadores de alta en SS u otro seguro		7	100,00%
	% de aseguramiento laboral privado	0,00%	
Jomada laboral semanal		35	
Días de vacaciones y permisos anuales		35	
Horas de formación pagadas al año		64	

Datos

Generales

Salario Mínimo Interprofesional	8 979,60 €
Jornada laboral semanal oficial	40
Días oficiales de vacaciones y permisos	25

Estas comparativas hay que mejorarlas. No está muy claro a qué corresponde la estructura de cada sector

Sector	Emisiones per cápita 2011 (tCO2)	Consumo de energía final 2008 (Ktep)		% transporte	tCO2 transp.
TOTAL	9,40	98 643	100,00%		
Servicios	0,88	9 211	9,34%		0,17
Oficinas	0,42	4 407	4,47%	1,79%	0,03
Hospitales	0,06	677	0,69%	0,28%	0,11
Comercio	0,27	2 857	2,90%	1,16%	0,03
Hostelería	0,08	808	0,82%	0,33%	0,02
Educación	0,04	462	0,47%	0,19%	1,15
Industria	2,86	29 962	30,37%	12,20%	0,13
Agricultura	0,32	3 382	3,43%	1,38%	1,52
Transporte	3,78	39 617	40,16%	16,13%	
Residencial	1,57	16 471	16,70%		

Agua	2005	Madrid 2007	Mínimo
Servicios	3,00%	37,5	12,5
Industria	10,00%	125	41,67
Residencial	12,00%	150	50
Agricultura	75,00%		

HE España (2006)	5,63
Biocapacidad mundo	1,81
Planetas	3,12

Huella de Carbono		
CATEGORIAS DE CONSUMOS	Unidades	tCO2 x Ud.
ENERGIA		
Combustibles		
Carbón	€	0,074281
Biomasa	€	0,007596
Gas	[m3]	0,002404
Gasolina (excluido el transporte)	[l]	0,002321
Gasoil (excluido el transporte)	[l]	0,002577
Fuel	[l]	0,002499
Electricidad		
Som Energía	[kWh]	0,000140
Gesternova	[kWh]	0,000140
Iberdrola Renovab.	[kWh]	0,000163
Iberdrola Generac.	[kWh]	0,000339
N Endesa	[kWh]	0,000597
Unión Fenosa	[kWh]	0,000845
Raro, si ponemos "Endesa" da un error al seleccionarla		
TRANSPORTE		
Viajeros		
Automóvil	€	0,000402
Taxi	€	0,000373
Autobús	€	0,000111
Tren convencional y metro	€	0,000149
AVE	€	0,000486
Avión	€	0,000569
Barco nacional	€	0,000469
Mercancías		
Furgonetas y similares	€	0,000560
Camiones	€	0,000373
Ferrocarril	€	0,000149
Avión	€	0,001119
Buque nacional (portacontenedore)	€	0,000312
Buque inter. (portacontenedores)	€	0,000154
SERVICIOS Y MATERIALES		
Externos de oficina, asesorías...	€	0,000075
Hospedería	€	0,000112
Restaurante	€	0,000338
Telefonía (total fijos y móviles)	€	0,000149
Médicos	€	0,000112
Culturales, sociales, ocio, cooperaci.	€	0,000168
Formación externa	€	0,000075
Interiores de limpieza, mantenimient	€	0,000019
Exteriores de limpieza, mantenimien	€	0,000289
Correo, paquetería, mensajería	€	0,000560
Papel y cartón	€	0,008752
Papel y cartón reciclado	€	0,006935
Libros, prensa e industria gráfica	€	0,002545
Libros en papel reciclado	€	0,000056
6. RESIDUOS		
Residuos no peligrosos		
Industriales (metales) y lodos	[t]	0,005785
Orgánicos (alimentos)	[t]	0,010418
Papel y cartón	[t]	0,016654
Muebles	[t]	0,016654
Envases ligeros (plástico, latas, bri)	[t]	0,139903
Vidrio	[t]	0,000089
Residuos peligrosos	[t]	0,166378

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

		100	55,64					
Indicador	Valor de evaluación	V	P	Valor de referencia - % Puntuación				
Igualdad								
Por sexo								
% mujeres	28,57%	20	11,43	Dif. sobre 50'	Máxima	Mínima		
y remuneración desigual?	NO		0,00	21,43%	0,00%	50,00%		
Diversidad								
s con diversidad funcional								
% personas migrantes	0,00%		0,00	Máxima				
Personas de minorías étnicas	0,00%		0,00	20				
Personas en riesgo de exclusión	0,00%		0,00	20				
Banda salarial								
no para jornada completa	25 000,00 €	10	9,38	Relación	Máx. Hasta	Mín. Desde		
no para jornada completa	20 000,00 €			1,25	1	5		
Laboral								
Condiciones laborales [30]								
% de contratos fijos	100,00%	10	10,00					
0	35	5	2,50					
antes jornadas completas?	NO	2	2,00	30	SI	0,00%	NO 100,00%	
Flexibilidad de horarios	SI	2	2,00		SI	100,00%	NO 0,00%	
0	35	5	3,33					
0	64	6	6,00	40				
				50				
Conciliación y cuidados								
Salud [20]								
% de aseguramiento	100,00%	8	8,00		Adecuadas	Decentes	Regulares	Malas
condiciones del puesto de trabajo	Decentes	2	1,00		100,00%	50,00%	25,00%	0,00%
Conciliación								
Maternidad/Paternidad		5		Pendiente de definir				
Guarderías		5		Pendiente de definir				

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100.
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

		100	54,75				
Indicador	Valor de evaluación	V	P	Valor de referencia - % Puntuación			
Política							
¿Colaboráis con alguna entidad dedicada al cuidado del medio ambiente?		SI 2	2,00				
Energía							
Electricidad		20	10,08				
Presión eléctrica contratada	Som Energía			tCO2	Máxima	Mínima	HC
Kwh consumidos al año	17 330			2,94	0,94	5,88	2,915365
Combustibles							
Carbón [€]	0						0,000000
Biomasa [€]	0						0,000000
Gas [m3]	200						0,480890
excluido el transporte) [l]	0						0,000000
excluido el transporte) [l]	0						0,000000
Fuel [l]	0						0,000000
Transporte							
Viajeros							
Automóvil [€]	100	20	14,98	1,18	0,38	2,36	0,593124
Taxi [€]	250						0,040247
Autobús [€]	300						0,093280
convencional y metro [€]	200						0,033308
AVE [€]	0						0,029850
Avión [€]	500						0,000000
Barco nacional [€]	0						0,284504
Mercancías							
urgonetas y similares [€]	200						0,000000
Camiones [€]	0						0,111936
Ferrocarril [€]	0						0,000000
Avión [€]	0						0,000000
(portacontenedores) [€]	0						0,000000
(portacontenedores) [€]	0						0,000000
Servicios y productos							
Servicios							
Externos de oficina, asesorías...		20	12,05	2,94	0,94	5,88	HC 2,336229
[€]	2 100						0,156710
Hospedería [€]	0						0,000000
Restaurante [€]	0						0,000000
Telefonía (total fijos y móviles) [€]	600						0,089549
Médicos [€]	0						0,000000
Culturales, sociales, ocio, cooperación, deportes [€]	0						0,000000
Formación externa [€]	2 000						0,149248
Interiores de limpieza, mantenimiento y similares [€]	0						0,000000
Exteriores de limpieza, mantenimiento y similares [€]	0						0,000000
Correo, paquetería, mensajería [€]	200						0,111936
Productos							
Papel y cartón [€]	100						0,875215
Papel y cartón reciclado [€]	100						0,693519
Libros, prensa e industria gráfica [€]	100						0,254457
Libros en papel reciclado [€]	100						0,005595
Agua							
Consumo de agua potable [m3]	300	10	4,29	m3	Máxima	Mínima	
				262,5	87,5	525	
Ocupación de suelo							
Servicios							
Oficinas y locales [m2]		[18]		Máx. Hasta Mín. Desde			
Zonas de jardines [m2]	40	8	6,86	35	70		
Zonas de arbolado [m2]	100	5	0,50	1000	0		
Zonas de arbolado [ha]	0	5	0,00	10	0		
Residuos							
Reciclaje							
Papel	Siempre	2	2,00	Siempre	A menudo	Algo	Nada
Cristal	A menudo	2	1,00	100,00%	50,00%	25,00%	0,00%
Plástico	Algo	2	0,50				
Tóner	Nada	2	0,00				
Otros	Algo	2	0,50				

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

		100	60,75		
Indicador	Valor de evaluación	V	P	Valor de referencia - % Puntuación	
Mercado social					
% que pertenecen al MES pero si economía solidaria	Proveedores		20	Máxima	
		25,00%		20	Quizá mejor con volumen de compras
		25,00%		15	
% que pertenecen al MES	Clientes		5		
		45,00%			
que consumen en el MES pero si en ES	Trabajadores/as		10	Máxima	
		25,00%		10	
		25,00%		5	
pagado en moneda social		25,00%	10		
Intercooperación					
Tipo de relación con entidades que proporciona n mismo productos o servicios	Comparte trabajos		10	Comparte	100,00%
				Colabora	50,00%
% proyectos que habéis realizado en colaboración con entidades mismo sector		45,00%	5		Quizá mejor con volumen monetario respecto total de ventas
Recursos compartidos					
local	NO		2	SI	100,00%
personal	SI		2	NO	0,00%
materiales	SI		2	SI	100,00%
gestión	SI		2	NO	0,00%
otros	NO		2	SI	100,00%
Finanzas éticas					
Dinero en banca ética			10	Máxima	
	% en Fiare o Coop57	5,00%		10	
banca ética o cooperativa	95,00%			5	
Procomun					
¿utilizáis software libre en los equipos informáticos?	SI		10	SI	100,00%
				NO	0,00%
¿utilizáis licencias libres como Creative Commons en vuestras producciones?	SI		10	SI	100,00%
				NO	0,00%

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

		100	69,97		
Indicador	Valor de evaluación	V	P	Valor de referencia - % Puntuación	
¿Sois "sin ánimo de lucro"?					
si/no	SI	10	10,00	SI	100,00%
				NO	0,00%
Salarios					
¿Cuál es el salario máximo?					
sal para jornada completa	25 000,00 €	15	13,53	x SMI	Máx. Hasta Mín. Desde
				2,78	2 10
¿Cuál es el salario medio?					
sal para jornada completa	###	15	12,75	x SMI	Máx. Hasta Mín. Desde
				2,45	2 5
Beneficios					
¿A qué se dedican?					
para redes y/o asociaciones	41,99%	40	16,80	Máxima	
para inversiones propias	23,20%		6,96	40	
repartir entre socios o dueños	34,81%			30	
				0	
¿Cómo se obtienen?					
Actividades propias	99,32%	10	9,93	10	¿Tendría sentido rectificar 'Actividades propias' en función tipo clientes?
rentas inmobiliarias	0,68%		0,00	0	Administración, propia, privada, subvenciones
Subvenciones	0,00%		0,00	0	Por ejemplo si son empresas chungas penalizar. Si son del MES bonificar
Política financiera					
¿Dais créditos sin interés?					
si/no	SI	10	10,00	SI	100,00%
				NO	0,00%

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

		100	66,27		
Indicador	Valor de evaluación	V	P	Valor de referencia - % Puntuación	
Arraigo en territorio					
Participación					
nº iniciativas en que participa la entidad	3	20	12,00	Máxima	Mínima
				5	0
nº iniciativas en que participan los trabajadores de la entidad	10	20	9,52		
				21	0
Iniciativas de mejora social					
% asociaciones	25,00%	20	3,75	Máxima	
% redes	15,00%		3,00	15	
ordinadoras o federaciones	25,00%		5,00	20	
% otras	35,00%		3,50	20	
				10	
Apuesta por lo público					
seguros laborales privados	0,00%	5	5,00		
Proyectos sociales					
horas dedicadas por la entidad	30	15	4,50	Máxima	Mínima
				100	0
¿dedica otros recursos?	SI	10	10,00	SI	100,00%
				NO	0,00%
Reparto del trabajo					
¿se realizan horas extraordinarias?	NO	10	10,00	SI	0,00%
				NO	100,00%

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador

100 83,75

Indicador	Valor de evalua	V	P	Valor de referención - % Puntuación
Participación				
Grado de cooperativiza	% trabajadores socios o dueños entidad	100,00%	20	20,00
Corresponsabilidad				
	Estructura organizativa	Asamblea	20	20,00
	% trabajadores que participaron en la planificación general de la empresa	100,00%	10	10,00
	% trabajadores que participaron en la elaboración del presupuesto	100,00%	10	10,00
	% trabajadores que participaron en la elección de los cargos de responsabilidad	100,00%	10	10,00
Participación externa				
	¿puede participar la clientela, proveedores y sociedad en las decisiones de la entidad?	NO	5	0,00
Transparencia interna				
	% trabajadores que conocen la marcha económica de la entidad	100,00%	10	10,00
	% trabajadores que conocen los resultados económicos del año anterior	100,00%	10	10,00
Transparencia externa				
	¿ha re-evaluado los principios por lo que se rige en el tiempo establecido?	SI	10	10,00
	% datos accesibles al público	25,00%	15	3,75

Asamblea Comisiones Jerárquica

100,00% 50,00% 0,00%

SI 100,00% NO 0,00%

SI 100,00% NO 0,00%

Se calculará en función de los datos que dejemos como opcionales

10/10

La columna "V" representa la Valoración de cada indicador. El total de todos los indicadores por sección ha de ser 100.
 La columna "P" representa la Puntuación obtenida en función del Valor introducido para cada indicador.

Indicador	100		#N/D	
	Valor de evaluac	V	P	
Participación				
Grado de cooperativización	% trabajadores socios o dueños entidad	20	0,00	
Corresponsabilidad	Estructura organizativa	20	#N/D	intentar traducir a 4 categorías
% trabajadores que participaron en la planificación general de la empresa y en la elaboración del presupuesto		10	0,00	
% trabajadores que realizan la aprobación del plan general y la elaboración del presupuesto		10	0,00	buscar indicadores sobre participación en la propia estructura (coopes diferente si)
% trabajadores que participaron en la elección de los cargos de responsabilidad		10	0,00	Procesos de incorporación
Participación externa	¿puede participar la clientela, proveedores y sociedad en las decisiones de la entidad?	5	0,00	0 1 2 5 fundir ejemplos hechos que se acoplen a todas las formas jurídicas
Transparencia interna	% trabajadores que conocen la marcha económica de la entidad	10	0,00	fusionar 2 primeras preguntas- en las categorizaciones ponerla en %trabajadores saben, periodicidad y áreas
% trabajadores que conocen los resultados económicos del año anterior		10	0,00	
¿son públicos los salarios y otras remuneraciones?				
Transparencia externa	¿ha re-evaluado los principios por lo que se rige en el tiempo establecido?	10	0,00	???interpretar pregunta y reformularla
% datos accesibles al público		15	0,00	dividir en 4 tipos de datos (consumo...)

3.- ENERGÍA

Empresa eléctrica contratada			4	nombre empresa
Kwh consumidos al año			4	KWh
¿Existe en la entidad algún plan de reducción de consumo energético?			7	SI/NO

4.- TRANSPORTES**0 15**

Viajeros			5	Euros gastados
Automóvil				
Taxi				
Autobús				
Tren convencional y metro				
AVE				
Avión				
Barco nacional				
Mercancías			4	
Furgonetas y similares				
Camiones				
Ferrocarril				
Avión				
Buque nacional (portacontenedores)				
Buque inter. (portacontenedores)				
¿La entidad incorpora, ofrece o facilita alguna alternativa/ayuda en lo relacionado con el transporte? (Videoconferencias, teletrabajo, compartir coche, aparcamiento para las bicicletas...)			3	SI/NO
En la actividad diaria y localización geográfica de la entidad, ¿se valora la distancia de los trabajadores al lugar de trabajo?			3	SI/NO

5.- AGUA**0 5**

Consumo de agua potable (m3)			2	volumen en m3 consumidos
Consumo de agua con destino industrial (m3) (riego, fábrica...)			2	
¿Existe en la entidad algún plan de reducción de consumo energético?			1	SI/NO

6.- RESIDUOS**0 15**

Reciclaje		0	9	Siempre:100%, a menudo:50%, algo:25% o nada:0%
Papel			2	
Cristal			2	
Plástico			2	
Tóner			2	
Otros			1	
Prevención		0	6	
Se prefieren los productos con mayor vida útil			2	
Se evitan productos con un exceso de envases o no reciclables			2	
Se priorizan aquellos productos en formatos grandes, sin envases y recargables			2	

7.- OCUPACIÓN SUELO**0 5**

Espacio destinado a oficinas y locales (m3)			3	m2
¿Se desarrolla alguna actuación en relación con la mejora del entorno (espacio físico más próximo a las instalaciones de la entidad)?			2	SI/NO

TOTAL 0 100

3.- ENERGÍA**0 15**

Empresa eléctrica contratada		5
Kwh consumidos al año/trabajadorx		4
¿Existe en la entidad algún plan de reducción de consumo energético?		6

		5
		4
		6

Multinacional (0)	Distribuidora estatal (2)	Distribuidora Mercado Social (4)	Distribuidora Mercado Social con producción renovable (5)
KWh			
No (0)	Mecanismos de eficiencia tradicionales (regletas, bombillas, apagar luces) (2)	Cambios de envergadura en la instalación eléctrica o en las maquinarias para aumentar la eficiencia (4)	Instalación de energía renovable (7)

4.- TRANSPORTES**0 15**

¿Cuál es el medio principal que utilizan principalmente l@s trabajador@s para llegar al trabajo para llegar al trabajo?		5
¿Cuál es el principal medio de transporte utilizado en los viajes nacionales de la entidad?		5
¿La entidad incorpora, ofrece o facilita alguna alternativa/ayuda en lo relacionado con el transporte? (Videoconferencias, teletrabajo, facilita compartir coche, aparcamiento para las bicicletas...)		3
En la actividad diaria y localización geográfica de la entidad, ¿se valora la distancia de los trabajadores al lugar de trabajo?		2

		5
		5
		3
		2

Vehículo particular (0)	Vehículo colectivo (autobus de empresa, coche compartido, etc) (1)	Transporte público (3)	Bicicleta, caminar (4)
Vehículo particular con 1 persona, avión (0)	Tren de alta velocidad, coche con 2 personas (1)	Vehículo colectivo (autobus de empresa, coche con 3 personas o más) (3)	Autobús de línea, Tren convencional (4)
NO (0)	ALGUNA (1)	VARIAS (2)	TODAS (3)
NO (0)	SI (2)		

5.- AGUA**0 5**

Consumo de agua potable (m3)		2
Consumo de agua con destino industrial (m3) (riego, fábrica...)		2
¿Existe en la entidad medidas de reducción de consumo de agua?		1

		2
		2
		1

volumen en m3 consumidos	
NO (0)	SI (1)

6.- RESIDUOS**0 15**

Reutilización de productos que todavía puedan ser usados (la entidad reutiliza el producto o encuentra quien lo pueda reutilizar)		6
Reciclaje		6
Prevención (Se priorizan aquellos productos en formatos grandes, sin envases y recargables)		3

		6
		6
		3

Nunca(0)	A veces, 50% de los productos reutilizables (2)	A menudo, 75% de los productos reutilizables (4)	Siempre, 100% de los productos (6)
Nunca(0)	A veces, 50% de los productos (2)	A menudo, 75% de los productos (4)	Siempre, 100% de los productos (6)
Nunca(0)	A veces, 50% de los productos (1)	A menudo, 75% de los productos (2)	Siempre, 100% de los productos (3)

7.- OCUPACIÓN SUELO**0 5**

Espacio destinado a oficinas y locales (m3)		3
¿Se desarrolla alguna actuación en relación con la mejora del entorno (espacio físico más próximo a las instalaciones de la entidad)?		2

		3
		2

m2	
NO (0)	SI (2)

TOTAL 0 100

Annexe 13- Indicateur de la Balance Sociale de Navarre

1/3

REAS NAVARRA

Hemos realizado una selección de "mínimos", intentando atenernos a la indicación de cuatro indicadores por principio. No hemos sido muy estrictos, puesto que entendemos que en algunos casos bastará con uno y en otros, con varios subprincipios, quizá sean necesarios más.

Con este criterio hemos hecho la selección, intentando, eso sí, ser muy selectivos. Estos son los que hemos considerado imprescindibles en una primera ronda.

EQUIDAD

1	% de puestos de trabajo ocupados por mujeres
2	% de puestos de trabajo con responsabilidad ocupados por mujeres
3	% de promociones internas
4	% de promociones internas de mujeres
5	% de personas voluntarias, becadas o en prácticas contratadas
95	% de mujeres en órganos de Gobierno

6	Nº de Asambleas/Patronatos/Juntas Generales anuales celebradas
7	Promedio de días entre la convocatoria y la celebración
8	nº de Juntas Directivas/Consejos Rectores/Consejos de Administración anuales celebrados
93	Nº reuniones informativas (entendiendo que son internas hacia trabajadores y trabajadoras).

9	% de asistencia a las Asambleas/Patronatos/Juntas Generales
10	nº de quejas y/o sugerencias recibidas anualmente de las personas participantes en la Entidad
11	% de quejas y/o sugerencias respondidas anualmente
12	% de voluntarios/as que participan en la entidad (necesidad de acotar qué es voluntariado, distinguirlo de socio y otras figuras y establecer unos mínimos de continuidad o distinguir entre voluntariado puntual y permanente).

TRABAJO

13	% de contratos indefinidos respecto al total de puestos de trabajo
14	Media de días de baja por enfermedad común por persona trabajadora
15	Media de días de baja por enfermedad profesional y/o accidente de trabajo por persona trabajadora
16	% de diferencia entre el salario más alto y el más bajo de la entidad
17	Ingresos anuales de la entidad por persona trabajadora
18	Gastos anuales de la entidad por persona trabajadora
19	nº de actos de conciliación a los que se cita a la entidad
20	Euros de diferencia entre el salario más bajo de la entidad y el SMI

21	nº horas de formación por persona trabajadora
22	% de excedencias laborales concedidas sobre las solicitadas
23	% de reducciones/adaptaciones de jornada voluntaria concedidas sobre las solicitadas

MEDIO AMBIENTE

24	Gasto en energía eléctrica por persona trabajadora
25	Gasto en consumo de agua por persona trabajadora
26	% de gasto en transporte público respecto al total de gasto en transporte
96	Consumo en energía eléctrica por persona trabajadora
97	Consumo de gas natural por persona trabajadora
98	Consumo de agua por persona trabajadora

27	nº de horas de formación en medio ambiente por persona trabajadora
28	nº de medidas medioambientales introducidas durante el último año
29	Inversiones económicas en mejoras medioambientales
30	Emisiones de CO2 por consumo eléctrico, gas y consumo de agua (pensamos que engloba al resto y es más significativo).

COOPERACIÓN

31	% gasto en Publicidad, propaganda y relaciones públicas
32	nº de reuniones de la Dirección de la entidad con Administraciones Públicas
33	Nº de presentaciones públicas

34	Nº de Redes Sociales en las que participa la entidad
35	Nº de Foros Públicos en los que participa la entidad
36	Número de cargos electos ocupados en Redes Sociales
37	Nº de convenios de colaboración formalizados con otras entidades sociales
38	Nº de convenios de colaboración formalizados con entidades privadas
39	% de gasto en compras de bienes y servicios a entidades no lucrativas
40	% de ingreso por ventas de bienes y servicios a entidades no lucrativas

SIN FINES LUCRATIVOS

41	% de ingresos totales "vía subvenciones" respecto al total de ingresos
42	% de ingresos "vía subvenciones" públicas respecto al total de ingresos
43	% de ingresos "vía subvenciones" privadas respecto al total de ingresos
44	% de ingresos por donaciones respecto al total de ingresos
45	% de ingresos por actividad productiva/mercantil
46	% de ingresos por cuotas de usuarios y afiliados
47	% de ingresos no incluidos en ninguno de los apartados anteriores
48	% de ingresos generados por el cliente principal
49	% de ingresos generados por el subvencionador principal
50	Rentabilidad económica (LO CONSIDERAMOS INTERESANTE AUNQUE SOMOS CONSCIENTES DE QUE ES NECESARIO RECOGER MUCHOS DATOS OBJETIVOS PARA SU CÁLCULO).
94	% de ingresos de la Administración Pública

51	% de gasto en Seguridad Social respecto al gasto total
52	% de gasto en IRPF respecto al gasto total
53	% de gasto en impuesto de sociedades respecto al gasto total
54	% de retorno a las Administraciones Públicas
55	% coste de personal respecto al gasto total

COMPROMISO EXTERNO

En este caso no hemos hecho la selección porque los indicadores son muy dispares, atiende a las singularidades de los distintos tipos de entidades: inserción, formación, empresas, ongd.... al tratarse este ejercicio de extraer indicadores comunes no sabemos hasta qué punto estos mismos sectores están presentes en las otras redes o si prevalece uno u otro. Dejamos esta selección para un debate posterior

56	Nº de empresas puestas en marcha durante el año actual
57	Nº de empresas de economía social puestas en marcha durante el año actual
58	Nº de empresas de inserción puestas en marcha durante el año actual
59	Nº de Asociaciones/Fundaciones puesta en marcha durante el año actual
60	Nº de empresas puestas en marcha en activo durante el año actual
61	Nº de empresas de economía social en activo durante el año actual
62	Nº de empresas de inserción en activo durante el año actual
63	Nº de Asociaciones/Fundaciones en activo durante el año actual
64	Importe medio aportado por la promotora al Capital Social de las empresas puestas en marcha
65	% del Capital Social de las empresas puestas en marcha aportado por la promotora
66	Nº personas en proceso de inserción contratadas
67	Nº de personas de acompañamiento social contratadas o subcontratadas
68	Nº personas de producción contratadas
69	Nº de personas en proceso de inserción incorporadas al mercado laboral normalizado durante el año actual
70	Nº de personas en proceso de inserción incorporadas en otras entidades sociales y solidarias durante el año actual
71	% de participación de la entidad promotora en el Capital Social
72	% de ingresos provenientes de la entidad promotora
73	% de cursos impartidos respecto al nº previsto
74	% de cursos dirigidos a personas en situación de exclusión impartidos respecto al número previsto
75	% de personas admitidas respecto al total de solicitudes recibidas
76	% de mujeres admitidas respecto al total de solicitudes de mujeres recibidas
77	% de mujeres admitidas respecto al total de solicitudes recibidas
78	% de personas en situación de exclusión admitidas respecto al total de solicitudes recibidas
79	% de personas que alcanzan el objetivo final de la formación
80	Duración media de los cursos impartidos en horas
81	Nº de horas de formación impartidas
82	Número de proyectos de cooperación para los que se consigue financiación anualmente
83	Financiación total destinada a proyectos de cooperación
84	% de financiación destinado a gastos directos conseguida para proyectos de cooperación
85	% de financiación destinado a proyectos que contribuyen al empoderamiento de las mujeres
86	% de financiación destinado a proyectos que afectan a necesidades estratégicas de mujeres
87	% de financiación destinados a actividades que fomenten específicamente la igualdad entre hombres y mujeres
88	Número de actividades de sensibilización y/o educación para el desarrollo llevadas a cabo
89	Importe de financiación destinados a sensibilización y/o proyectos de cooperación
90	Número de asistentes a los programas de sensibilización y/o educación para el desarrollo
91	% de financiación de proyectos de sensibilización y/o cooperación al desarrollo destinados a temas de género
92	Número de redes y grupos de presión en las que se participa

Annexe 14- Evolution du boniato (mars 2012-avril 2013)

Mes	Empresas	Usuarios/as			Número de operaciones	Número de Ventas	Total dinero en Ventas	Boniatos obtenidos		Pagos con Boniatos	Cambio € a Boniatos	Otros ingresos (B)	Saldo (B) del MESM
		GG.CC	Cons.	Org.				Consumidores	MESM				
TOTAL	44	3	182	5	234	9.392,70	454,66	213,08	204,85	445			
marzo de 2012	7	2	31	2	42								
abril de 2012	6	0	14	0	20	167,33	10,32	3,35				3,35	
mayo de 2012	3	0	14	2	19	564	25,56	11,28				14,63	
junio de 2012	2	0	29	1	32	752,52	52,18	17,6		100		-67,77	
julio de 2012	5	0	5	0	10	198	9,22	5,46	2			-62,31	
agosto de 2012	0	0	1	0	1	130,4	6,52	2,61				-59,7	
septiembre de 2012	0	0	29	0	29	1.733,00	87,85	36,18	40			-23,52	
octubre de 2012	1	0	13	0	14	654,13	30,2	17,58		85		-90,94	
noviembre de 2012	4	0	18	0	22	1.573,40	58,89	36,99	4,7			-53,95	
diciembre de 2012	0	0	7	0	7	789,07	46,46	17,29	77			-36,66	
enero de 2013	5	1	8	0	14	837,73	35,8	19,81				-16,85	
febrero de 2013	6	0	8	0	14	342,03	16,25	8,34			-50,95	-59,46	
marzo de 2013	0	0	1	0	1	503,8	23,03	11,58	40	250		-297,88	
abril de 2013	5	0	4	0	9	1.147,29	52,38	25,01	41,15	10		-282,87	

Bibliographie

- Aglietta, M., Orléan, A., (dir.), 1998, « *La Monnaie souveraine* », Odile Jacob.
- Aglietta, M., Orléan, A., 2002, « *La monnaie entre violence et confiance* », Odile Jacob.
- Archambault, E., 1996, « *Le secteur sans but lucratif* », Economica.
- Arendt, H., [1958] 2013 « *Condition de l'homme moderne* », Agora, Pocket.
- Balandier, G., 1983, « *Essai d'identification du quotidien* », *Cahiers internationaux de sociologie*, Les Presses universitaires de France, vol. 74, pp. 5-12.
- Barbe, N., Latouche, S., (dir.), 2004, « *Économies choisies ?* », Mission à l'Ethnologie, Collection Ethnologie de la France, Édition de la Maison des sciences de l'homme.
- Baudrillard, J., 1986, « *La société de consommation* », Essais, Folio.
- Becker, H., 1985, « *Outsiders : études de sociologie de la déviance* », Métailié.
- Benett, A., 2010, O'Reilly, A., « *Consumed : Rethinking Business in the Era of Mindful Spending* », Hardcover.
- Bertho, A., 2008, « *Nous autres nous-mêmes ; ethnographie politique du présent* », Croquant.
- Blanc, J., 2000, « *Les monnaies parallèles* », L'Harmattan.
- Blanc, J., Fare, M., 2012, « *Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation* », *Innovations*, De Boeck Supérieur, n°38, pp.67-84.
- Bogdan, R., Taylor, S.-J., 1975, « *Introduction to Qualitative Research Methods. A Phenomenological Approach to the Social Sciences* », John Wiley and Sons.
- Boltanski, L., Thévenot, L., 1991, « *De la justification, les économies de la grandeur* », Gallimard.
- Boltanski, L., Chiapello, È., 2011, « *Le nouvel esprit du capitalisme* », Gallimard.
- Bott, E., 1971, « *Family and Social Network* », Free Press.
- Boulianne, M., et al., « *L'espérance économie solidaire a principes économie solidaire et mondialisation* », in. « *L'Alter-économie. Quelle "autre mondialisation" ?* », 2003, *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°21, pp. 47-54.
- Bourdieu, P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Seuil.
- Bourdieu, P., 1996, « *Raisons Pratiques, Sur la théorie de l'action* », Points Essais, Seuil.
- Breton, S., 2002, « Présentation. Monnaie et économie des personnes », in. « Questions de monnaie », *L'Homme*, n°162, pp. 13-26.
- Caillé, A., 1989, « *Critique de la raison utilitaire* », La Découverte.

- Caillé, A., 2003, « *Présentation* », in. « *L'Alter-économie. Quelle "autre mondialisation" ?* », *La Revue MAUSS*, La Découverte, n°21, pp. 5-20.
- Calame, P., 2009, « *Essai sur l'œconomie* », Mayer Charles Leopold Eds.
- Candau, J., 2012, « *Pourquoi coopérer* », *Terrain*, Maison des Sciences de l'homme, n°58, pp. 4-25.
- Cangiani, M., Maucourant, J., (dir.), 2008, « *Essais de Karl Polanyi* », Seuil.
- Castel, R., 1998, « *La métamorphose de la question sociale* », Espace du politique, Fayard.
- Castel, R., Martin, C., 2012, « *Changements et pensées du changement* », Sciences Humaines, La Découverte.
- Castells, M., 2012, « *Redes de indignación y esperanza* », Alianza editorial.
- Certeau de M., [1980] 2012 « *L'invention du quotidien* », Essais, Folio, t. 1.
- Chanial P., 2002, « "La démocratie est-elle naturelle ?" *Sur l'humanisme démocratique de C. Cooley et J. Dewey* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n° 29, pp. 80-96.
- Chanial, P., Laville J.-L., 2002, « *L'économie solidaire : une question politique* », Mouvements, La Découverte, n°19, pp. 11-20.
- Chastagnaret, G., 2002, « *L'économie espagnole depuis la transition. Une trajectoire européenne et méditerranéenne* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Presses de Sciences Po, n°74, pp. 73-86.
- Conill, J., Cárdenas, A., *et alii.*, 2012, *Aftermath. « The Cultures of Economic Crisis »*, Oxford University Press.
- Cooley, C., 1964, « *Human Nature and the Social Order* », Schocken.
- Dumont, L., [1983] 1991, « *Essais sur l'individualisme* », Essais, Points.
- Dumont, L., 1985, « *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique* », Gallimard.
- Durkheim, E., [1893] 1967, « *De la division du travail social* », Bibliothèque de philosophie contemporaine, Les Presses Universitaires de France.
- Fassin, D., 2009, « *Les économies morales revisitées* », *Annales HSS*, n°6, pp. 1237-1266.
- Felber, C., 2012, « *La economía del bien común* », Deusto.
- Flahault, F., 2005, « *Vers une nouvelle pensée sociale* », in. « *Alter-démocratie, alter-économie. Chantiers de l'espérance* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°26, pp. 377-382.

- Foucault, M., 1982 « *Le sujet et le pouvoir* », *Beyond Structuralism and Hermeneutics*, The University of Chicago Press.
- Foucault, M., 1989, « *Résumé des cours 1970-1982* », Juilliard.
- Frémeaux, P., 2012, « *L'économie sociale et solidaire, virage ou mirage ?* », « *Le journal de l'école de Paris du management* », L'association des amis de l'école de Paris, n°94, pp. 21-28.
- Gallenga, G., 2013. « L'éthique entrepreneuriale : un objet anthropologique ? », *Moussons*, n°21, pp. 21-36.
- Gardella, E., 2006, « *Le jugement sur l'action. Note critique de L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement de L. Thévenot* », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, ENS Editions, n°11, pp. 137-158.
- Ghasarian, C. (dir.), 2002, « *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive ; nouveaux terrains nouvelles pratiques nouveaux enjeux* », Armand Colin.
- Girardot, D., 2007, « *Devons-nous mériter notre salaire ?* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°29, pp. 157-179.
- Godbout, J.-T., 2010, « *L'esprit du don* », La Découverte.
- Godelier, M., 1965, « *Objets et méthodes de l'anthropologie économique* », *l'Homme*, éd. EHESS, t.5, n°2.
- Godelier, M., 1966, « *Rationalité et irrationalité en économie* », Maspero,.
- Godelier, M., 1996, « *L'énigme du don* », Fayard.
- Godelier, M., 2010, « *L'idéal et le matériel, Pensée, économies, sociétés* », Champs essais, Flammarion.
- Godelier, M., 2011, « *L'anthropologie de la crise* », *L'Économie politique, Altern. Économiques*, n°49.
- Goffman, E., [1959] 1973, « *La Mise en scène de la vie quotidienne I. La présentation de soi* », Minuit.
- Goffman, E., [1967] 1974, « *Les Rites d'interaction* », Minuit.
- Graeber, D., 2005, « *La démocratie des interstices. Que reste-t-il de l'idéal démocratique ?* », in « *Alter-démocratie, alter-économie. Chantiers de l'espérance* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°26, pp. 41-89.
- Granovetter, M., 1985, « *Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness* », *American Journal of Sociology*, The University of Chicago Press, n°91, pp. 481-510.

- Granovetter, M., « *Le Marché autrement : les réseaux dans l'économie* », Desclee De Brouwer, 2000.
- Hély, M., 2008, « L'économie sociale et solidaire n'existe pas », *La Vie des idées*.
- Hély, M., 2009, « "Économie sociale et solidaire" : quand les sciences enchantent le travail », *Idées économiques et sociales*, n° 158, pp. 30-41.
- Héran, F., 1988, « *Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents* », *Économie et statistique*, n°208, pp. 33-44.
- Illich, I., 2004, « *La perte des sens* », Fayard.
- Jasper, J., 1998, « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social » *Movements*, *Sociological Forum*.
- Jorion, P., 2007, « *Prix, vérité et socialité* », in. « *Vers une autre science économique, (et donc un autre monde) ?* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°30, pp. 117-137.
- Jorion, P., 2008, « *La crise des subprimes* », Fayard.
- Jorion, P., 2011, « *Le capitalisme à l'agonie* », Doc. Témoignage, Fayard.
- Karpik, L., 2007, « *L'économie des singularités* », NRF essais, Gallimard.
- Kuhn, T., [1962] 1983, « *La Structure des révolutions scientifiques* », Champs Flammarion.
- Laacher, S., 2002, « *Les systèmes d'échange local (SEL) : entre utopie politique et réalisme économique* », *Movements*, La Découverte, n°19, pp. 81-87.
- Latouche, S., 2007, « *La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », *Revue du MAUSS*, La Découverte, n°29, pp. 225-228.
- Latour, B., 1991, « *Nous n'avons jamais été moderne* », La Découverte.
- Laufer, R., Orillard, M., (dir.), 2000, « *La confiance en question* », Cahiers de Socio-Economie, L'Harmattan.
- Lauraire, R., 2002, « *Les systèmes d'échanges locaux et la valeur* », *Le Journal des anthropologues*, AFA, n°90-91.
- Laurent, E., 2012., « *Économie de la confiance* », Repères, La Découverte
- Laval, C., 2007, « *L'homme économique, essai sur les racines du néolibéralisme* », NRF essais, Gallimard.
- Laville, J.-L., 1997, « *Le renouveau de la sociologie économique* », Cahiers internationaux de sociologie, PUF, vol. 103.

- Laville, J.-L., 2008, « *Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss* », *Revue Interventions économiques*, n°38, pp. 2-12.
- Laville, J.-L., 2009, Garcia Jané, J., « *Crisis capitalista y economía solidaria* », Icaria.
- Lazéga, E., 1998, « *Réseaux sociaux et structures relationnelles* », P.U.F., Paris.
- Leservoisier, O., Vidal, L., (dir.), 2008, « *L'anthropologie face à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques* », Archives contemporaines.
- Lévi-Strauss, C., [1958] 2003, « *Anthropologie structurale* », Agora, Pocket.
- Malinowski, B., [1922] 1989, « *Les Argonautes du Pacifique occidental* », Tel, Gallimard.
- Mandin, D., 2004, « *Monnaie et reconnaissance culturelle comme formes de contestations symboliques* », *Sociétés*, De Boeck Supérieur, n°84, pp. 57-63.
- Manier, B., 2012, « *Un million de révolutions tranquilles* », Les liens qui libèrent.
- Marzano, Michela, 2008, « *L'Éthique appliquée* », PUF, coll. Que sais-je ?.
- Mauss, M., [1924-1925] 2012, « *Essai sur le don* », Quadrige, PUF.
- Mead, M. (dir.), [1937] 2002., « *Cooperation and Competition Among Primitive Peoples* », New Brunswick, Publishers
- Moreno, I., 1975, « *La investigación antropológica en España* », *Primera reunión de antropólogos españoles*. JIMÉNEZ, Universidad de Sevilla.
- Morin, E., Viveret, P., 2010, « *Comment vivre en temps de crise ?* », Bayard.
- Muller, B., Barbier, J.-C., Bresson, M., 2012, « *Les Solidarités à l'épreuve des crises* », L'Harmattan.
- Noiriel, G., 1990, « *Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse. Entretien avec Florence Weber* », *Genèses*, vol. 2, n°1, pp. 138-147.
- Oresme N., 1989, « *Traité des monnaies et autres écrits monétaires du XIVe siècle* », La Manufacture.
- Orléan, A., 2002, « *La monnaie contre la marchandise* », in. « *Questions de monnaie* », *L'Homme*, n°162, pp. 27-48.
- Orléan, A., 2011, « *L'empire de la valeur* », Seuil.
- Orléan, A., 2010, « *Les monnaies modernes comparées aux monnaies primitives : l'apport de Daniel de Coppet* », *La cohérence des sociétés. Mélange en hommage à Daniel de Coppet*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 413-429.
- Pech, T., Godelier, M., 2011, « *Anthropologie de la crise* », *L'Économie politique*, Altern. Économique, n°49, pp. 61-68.

- Pergiguero, Tomás G., 2003, « *La responsabilidad social de las empresas en un mundo global* », Finalista XXXI Premio Anagrama de Ensayo, Anagrama.
- Polanyi, K., [1944] 2012, « *La Grande Transformation* », Gallimard.
- Polanyi, K., 1977, « *The Livelihood of man* », Academic Press.
- Pruvost, G., 2013, « *l'alternative écologique* », in. « *L'imaginaire écologique* », Terrain, Éditions de la maison des sciences de l'homme, n°60.
- Richez-Battesti, N., Vallade, D., 2012, « *Éditorial. Innovation sociale, normalisation et régulation* », in. « *L'innovation sociale. Acteurs et Système* », Innovations, De Boeck Supérieur, n°38, pp. 5-13.
- Rifkin, J., 2011, « *Une nouvelle conscience pour un monde en crise, Vers une civilisation de l'empathie* », Les liens qui libèrent.
- Roustant G., Laville J.-L., et alii., 1996, « *Vers un nouveau contrat social* », Sociologie économique, Desclée de Brouwer.
- Sabin, G., 2007, « *Mouvements paysans dans le Nord-Ouest argentin. Au-delà de l'économie, des organisations sociales coopératives* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », Revue du MAUSS, La Découverte, n°29, pp. 281-300.
- Sabourin, E., Tyuieron, R., 2007, « *Produits, monnaie et bingo : les marchés ruraux en Nouvelle-Calédonie entre échange et réciprocité* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », Revue du MAUSS, La Découverte, n°29, pp. 301-327.
- Sahlins, M., 1976, « *Age de pierre, age d'abondance. L'économie des sociétés primitives* », Gallimard.
- Saiag, H., 2010, « *Interdépendances marchandes et solidarité par la monnaie dans le trueque argentin* », Finance & Bien Commun, De Boeck Supérieur, n°37-38, pp. 104-124.
- Sapir, J., 2002, « *Le troc et le paradoxe de la monnaie* », in. « *Monnaies : pluralités – contradictions* », Le Journal des anthropologues, n°90-91, pp. 283-303.
- Scott, J., 2000, « *Social Network Analysis. A Handbook* », Sage Publications.
- Servet, J.-M., (dir.), 1999, « *Une économie sans argent* », Seuil.
- Servet, J.-M., 2007, « *Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire* », Revue Tiers Monde, n°190, pp. 255-273.
- Servet, J.-M., 2012, « *Les monnaies du lien* », PUL.
- Simmel, G., 1999, « *Philosophie de l'argent* », Quadrige, PUF.
- Siniscalchi, V., 2009, « *La monnaie de farine, Logiques de crédit et nouveaux espaces politiques dans le Mezzogiorno* », in. « *être une personne* », Terrain, n°52, pp. 152-163.

- Smith, A., 1998, « *La richesse des nations* », Gf, Flammarion, t. 1.
- Stapell, H., 2010, « *Remaking Madrid, Culture, Politics and Identity after Franco* », Palgrave Macmillan.
- Subirats, J., 2011, « *Otra sociedad ¿ Otra política ? De «no nos representan» a la democracia de lo común* », Icaria, Asaco.
- Tarrow, S., 2007, « *Cosmopolites enracinés et militants transnationaux* », Lien social et Politiques, n°58, pp. 87-102.
- Tourraine, A., 2010, « *Après la crise* », Seuil.
- Vély Le, R., 2007, « *Le problème du désencastrement* », in. « *Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand* », Revue du MAUSS, n°29, pp. 241-256.
- Vitalis, A., 1991, « *La fausse transparence du réseau* », Réseaux, n°48, pp. 51-58.
- Viveret, P., 2005, « *Au-delà de la richesse monétaire* », in. « *Alter-démocratie, alter-économie. Chantiers de l'espérance* », Revue du MAUSS, La Découverte, n°26, pp. 339-348.
- Weber M., 1995, « *Économie et société 2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie* », Agora- Pocket.
- Weber, M., 2011, « *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* », Agora, Pocket.
- Wierviorka, M., 2009, « *La sociologie de la crise* », Cahiers internationaux de sociologie, PUF.
- Williamson, O., 1993, « *Calculativeness, Trust and Economic Organization* », Journal of Law and Economics, vol. 26.
- Zelizer, V., 2005, « *The Purchase of Intimacy* », Princeton University Press.
- Zelizer, V., 2005, « *La signification sociale de l'argent* », coll. « Liber », Seuil.

Université de Provence Aix-Marseille 1

UFR ALLSH
Département d'Anthropologie

Mémoire de Master 2 Recherche
Anthropologie sociale et culturelle

Présenté par
Maud Dujardin

Sous la direction de :
Ghislaine Gallenga

« *Le Mercado de la Economía Social de Madrid (MESM),
l'alternative au quotidien* »

Ce présent mémoire traite du réseau de production, distribution et consommation de biens et services, nommé *Mercado Económico y Social de Madrid (MESM)*. Regroupant des entités de l'économie solidaire et alternative ; l'objectif de cette organisation est de permettre à ses participants de couvrir une partie significative de leurs nécessités selon des critères éthiques, démocratiques, écologiques et solidaires. Elle cherche ainsi à déconnecter les individus du système capitaliste, dont Karl Polanyi, nous montre l'effet sur le désencastrement de l'économie au social. Il s'agira donc de montrer par quel biais le projet construit de l'innovation sociale capable de guider ses membres vers une consommation responsable, soit une action militante au quotidien. À travers l'usage d'une monnaie propre et la mise en avant d'une vision du bien commun, le réseau tente d'œuvrer pour une transformation sociétale à l'aune d'un contexte économique en crise.

Mots clefs : économie sociale, Madrid, alternative, éthique, développement durable.

Année Universitaire 2012-2013

Médiathèque, Maison Méditerranéenne

Sciences de l'Homme, 5 rue du château de l'horloge, 13094 Aix-en-Provence Cedex 2.